

Les grandes manœuvres de M. Reagan

Comme le prouve l'évolution de ses relations avec M. Gorbatchev, M. Reagan peut être, lorsqu'il pense à trouver son compte, fort pragmatique. Mais il peut aussi montrer une considérable enté lorsqu'il a réussi à se persuader de son bon droit.

La chef de la Maison Blanche vient de donner un nouvel exemple de sa détermination en expédiant toutes les affaires cessantes plus de trois mille « boys » au Honduras. Officiellement, il s'agit d'un avertissement militaire sans frais aux autorités de Managua, accusées d'avoir profité de la suspension par le Congrès américain de toute aide à la Contra pour lancer une offensive généralisée contre les rebelles anti-sandinistes, y compris dans leurs « sanctuaires » au Honduras.

Le message n'en est pas moins fort explicite : ce n'est pas tous les jours que les États-Unis envoient de toute urgence un tel contingent militaire hors de leurs frontières. Et l'histoire est lourde d'interventions américaines en tous genres aussi bien en Amérique centrale que dans les Caraïbes. Le président Reagan écrit d'ailleurs à y a moins de deux ans, dans un rapport secret au Congrès - qui a bien sûr fait l'objet de fuites, - que « l'usage de la force militaire en Amérique centrale devait être considéré avec réalisme comme une possibilité si les solutions politiques échouaient ».

Or force est de reconnaître que la solution politique de la crise nicaraguayenne ne progresse guère. Les autorités de Managua ont certes pris quelques mesures symboliques de libéralisation, mais leur conception de la démocratie est encore loin de celle qu'on s'en fait dans le monde développé. Dans leur esprit, les combattants de la Contra, dans lesquels ils ne veulent voir que des nostalgiques du « somozisme », n'ont qu'un droit : celui de déposer les armes et de solliciter une amnistie. C'est bien pour cette raison que les négociations entre frères ennemis n'ont guère progressé jusqu'à présent. On voit mal, après l'offensive militaire de ces derniers jours, comment les pourparlers pourraient aboutir, même s'ils devaient théoriquement reprendre le 21 mars.

Tous ces éléments ont bien sûr été pris en compte par le président Reagan, qui n'a jamais caché sa méfiance à l'égard du plan de paix mis au point par le président du Costa Rica, M. Oscar Arias.

Dans un premier temps, le chef de la Maison Blanche cherche manifestement à faire revenir les parlementaires américains sur leur vote hostile à toute aide à la Contra. Il n'est pas exclu qu'il y parvienne. Il se peut qu'en période électorale bon nombre de démocrates ne veulent pas pouvoir être accusés d'avoir laissé massacrer ceux que M. Reagan appelle « les combattants de la liberté ».

Le pire, bien sûr, n'est jamais certain. On ne peut cependant pas l'exclure. La balle, de ce point de vue, est actuellement dans le camp de Managua, qui va devoir très vite choisir entre deux « options », la militaire et la politique. Dans ses grandes manœuvres d'intimidation, M. Reagan compte sans doute, même s'il ne le dit pas, sur les conseils de modération que M. Gorbatchev pourrait discrètement adresser aux sandinistes.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0319 0 - 4,50 F



3790147004500 03190

La publication des comptes de la nation

Le krach boursier aura peu d'effet sur la croissance

Croissance économique modérée, mais seulement très légèrement ralentie malgré le krach boursier, investissements des entreprises en croissance continue, maintien du déséquilibre commercial, poursuite de la désinflation : telles sont les principales prévisions faites pour cette année par la Commission des comptes de la nation réunie, le vendredi 18 mars, sous la présidence de M. Edouard Balladur.

Le fait le plus notable est peut-être la prévision d'une croissance économique de 1,9 % cette année, un taux à peu près équivalent à celui de 1987 (+2,1 %) et de 1986 (+2 %). Preuve que les effets du krach boursier d'octobre 1987 apparaissent maintenant relativement faibles puisque, en septembre 1987, le gouvernement prévoyait 2,2 % de croissance en 1988. La commission des comptes ne table que sur un taux de croissance de 1,9 % en 1989.

Autre élément relativement rassurant : l'investissement productif des entreprises devrait progresser cette année de 5,5 % en volume, après déjà 5,4 % en 1987. Pour l'année prochaine, une progression équivalente est prévue. De même, les exportations devraient-elles bien se comporter : les comptes officiels prévoient une

hausse de 3,5 % cette année et de 3,7 % en 1989 après deux années très médiocres (-0,6 % en 1986, +1,6 % en 1987).

Point noir de la prévision : les importations continuent de progresser plus vite que les ventes à l'étranger : +4,2 % en 1988 après déjà 7,3 % en 1987 et 6,1 % en 1986. Le déséquilibre de notre commerce extérieur, s'il n'est pas considérable, persiste néanmoins, confirmant une des faiblesses structurelles de notre économie.

Ce mauvais point est à rapprocher d'une consommation des ménages dont la progression se ralentit (+1,9 % en volume cette année après +2,4 % en 1987) mais reste néanmoins relativement forte (voisine de 2 %) pour un pays en déficit extérieur.

(Lire la suite page 27.)

La préparation de l'après-8 mai

L'UDF fait front contre le projet de grand parti conservateur

Le « Point de vue » donné au « Monde » par M. Edouard Balladur, souhaitant la mise sur pied d'une confédération RPR-UDF, conduit les dirigeants des composantes de l'UDF à faire front : tour à tour, M.M. Raymond Barre, Jean Lecanuet, Bernard Stasi, François Léotard et Alain Madelin ont, avec des nuances, récusé le moment et la méthode choisis par le ministre d'Etat.

A quelques jours de l'annonce officielle de la quatrième candidature à l'Elysée de M. François Mitterrand, et alors que les sondages d'intentions de vote confirment à la fois la bonne santé électorale du président sortant et l'avance prise par M. Chirac sur M. Barre dans la primaire au sein de la majorité, celle-ci donne l'occasion aux socialistes de se réjouir. En effet, pour M.M. Joxe et Mauroy, par exemple, la prise de position de M. Balladur révèle que M. Chirac et ses amis raisonnent d'ores et déjà comme si M. Mitterrand devait être réélu.

Il est vrai que la démarche du ministre d'Etat apparaît comme parfaitement cohérente s'il s'agit de souder dès maintenant la droite autour de M. Chirac, afin que celle-ci ne se désolidarise pas à la suite de la dissolution de l'Assemblée prononcée par un président

réélu dans l'impossibilité de renouveler une expérience de cohabitation. L'attitude de M. Balladur n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle de M. Chirac en 1981, qui avait, en vue des élections législatives du mois de juin et après avoir contribué à la défaite de M. Giscard d'Estaing, lancé l'opération dite de « union pour la nouvelle majorité » autour de lui. Dans l'immédiat, il est clair que M.M. Balladur et Chirac ont cherché à se montrer plus unitaires que M. Barre.

Il est possible que les sympathisants de la majorité y soient sensibles, encore que les relations entre les partis ne passionnent guère l'opinion. Mais M. Balladur a provoqué une réaction d'appareil en obligeant l'UDF à refaire, au moins pour quelques jours, son unité.

(Lire nos informations page 8.)

Moscou et l'Afghanistan

L'URSS annonce que son retrait n'est pas lié à la conclusion d'un accord à Genève.

PAGE 6

Un revers de l'Irak

Deux villes kurdes enlevées par les Iraniens.

PAGE 5

Criminalité et délinquance

3,74 % de baisse en 1987 par rapport à 1986.

PAGE 13

Un Boeing colombien s'écrase

137 morts

PAGE 32

Le feuilleton du septennat

1985, il était un petit navire...

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 32

La crise au Panama

Le général Noriega sur le départ ?



(Lire nos informations page 3.)

Elections dans le Land-modèle de la RFA

Miraculeux Bade-Wurtemberg !

HEIDELBERG de notre envoyé spécial

Contrairement à ce qui pourrait se passer en mai prochain au Schleswig-Holstein, aux confins du Danemark, les élections du dimanche 20 mars au Bade-Wurtemberg ne présentent guère de risque pour la coalition gouvernementale de Bonn. Tout au plus suppose-t-on dans les états-majors de la majorité les chances de M. Lothar Späth, ministre-président sortant, de conserver une majorité absolue qu'il a déjà réussi à défendre victorieusement à deux reprises.

Fort de la réussite électorale d'un Land qui a su profiter de sa situation stratégique au cœur de l'Europe - aux frontières de l'Alsace et de la Suisse - pour

devenir un modèle de développement, ce baron turbulent du Parti démocrate-chrétien ne désespère pas à l'occasion de jouer les francs tireurs pour faire la leçon à son rival et ancien voisin de la Rhénanie-Palatinat, le chancelier Kohl. Secrètement, certains parmi ses propres amis ne seraient peut-être pas d'un si mauvais œil ce saintissime Souabe recevoir une petite leçon s'il devait, au lendemain de l'élection, céder une partie de son pouvoir absolu aux libéraux.

Les « noirs », comme on appelle ici les chrétiens-démocrates, bénéficient dans la région d'une si confortable avance qu'ils peuvent se payer le luxe de se moquer d'eux-mêmes : « Ici, on voterait pour un sac de charbon, simplement parce qu'il est noir ».

plaisantait un ambassadeur du pays de Bade, bon chrétien-démocrate de cette plaine rhénane homothétique de l'Alsace, qui nous assure que les gens du pays peuvent projeter leur ombre dans la plus obscure des caves, tant est ancrée en eux cette conviction qu'hors de l'Eglise et de la CDU il n'y a point de salut !

Les « rouges », les socialistes-démocrates, savent bien qu'ils n'ont, cette fois-ci encore, aucune chance de faire mordre la poussière à M. Lothar Späth. Leur principal objectif est de donner un coup d'arrêt à leur lente érosion électorale dans le sud de l'Allemagne, principal obstacle sur le chemin de la reconquête du pouvoir par le SPD.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 7.)

Souscription exceptionnelle pour un tableau

La fascination de Georges de La Tour

Pratique sans précédent ou presque dans l'histoire du patrimoine français, le Musée du Louvre lance une souscription publique pour acquérir un tableau de Georges de La Tour convoité aussi par les Américains.

par André Chastel

L'œuvre de Georges de La Tour a toujours fasciné l'intelligence française : Marcel Aymé, Guéhenno, Malraux, bien sûr, élevaient ses « nocturnes » à la hauteur des grands symboles, et René Char accrochait la Madeleine comme une veillesse au mur de sa cachette. Lucien Febvre applaudissait au gros travail de F.-G. Pariset, qui rassembla en 1948 tout ce qu'on pouvait savoir au sujet et surtout d'un artiste terriblement grave et mystérieux. Paul Jamot, longtemps conservateur en chef des peintures au Louvre, garda toute sa

vie la fierté d'avoir été un peu l'inventeur du maître lorrain dans l'exposition des « Peintres de la réalité », qu'il prépara en 1934 avec Charles Sterling. La Tour : un des trois génies français du dix-septième siècle, un maître de la spiritualité dans l'art.

La redécouverte d'un artiste de cette ampleur, dont le nom

devint assez vite populaire, eut pour conséquence la réapparition d'un nombre incroyable d'œuvres oubliées ou perdues. Avec les péripiéties pittoresques habituelles : originaux ou copies ? Évasions de chefs-d'œuvre, montés ahurissants des prix, nervosité des grands musées. Une belle exposition J. Thuillier-P. Rosenberg réunit en 1972 une trentaine d'œuvres incontestables à l'Orangerie des Tuileries - si commode pour ce genre d'expositions. C'était une merveilleuse orchestration de rouges et de noirs, de joues unies et de faces ridées, de grands drapés de laine et d'humides chœurs tombés à terre : un copeau, une échelle. Le Louvre, sur la lancée, fit l'acquisition du Tricheur de P. Landry, comme pour se consoler d'avoir manqué en 1960 la Bonne Aventure, passée au Metropolitan Museum de New-York.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde

SANS VISA

Le Vietnam : une destination pour la paix

Dans le train Hongkong-Canton

Escapes - Gastronomie - Jeux Pages 15 à 19

La dernière année à Colombey

CHARLES DE GAULLE

LETTRES
NOTES ET CARNETS

Mai 1969 - Novembre 1970

Compléments 1971-1974



«Une précieuse sélection...»

ANDRÉ PASSERON

«LE MONDE»

Plon

SÉCURITÉ

Centrales nucléaires : l'image et la confiance

par JACQUES DOMINATI (*)

L'EFFET médiatique des événements de Tchernobyl s'étant dissipé, le thème de la sécurité nucléaire ne fait plus guère la « une » de l'actualité. Il faut, pourtant, souhaiter qu'au-delà du compte rendu ponctuel des incidents par les médias soit assurée une information approfondie et régulière du public sur ces problèmes.

L'approche du nucléaire par l'opinion publique reste encore trop souvent passionnelle. Amplifiée par la caisse de résonance médiatique, l'inquiétude du public peut risquer, en cas d'incident grave, de provoquer un mouvement de rejet irrationnel inadaptable aux enjeux réels.

Un tel rejet pourrait conduire les pouvoirs publics à prendre, sous la pression des événements, des décisions qui se révéleraient par la suite inadaptables et risqueraient de perturber gravement l'équilibre économique du pays.

L'énorme effort industriel que représente le développement de l'énergie nucléaire a eu un impact très positif sur notre économie. Notre taux d'indépendance énergétique est passé de 25 % en 1975 à 46 % en 1986. Notre balance des paiements a bénéficié du remplacement progressif des centrales thermiques classiques, consommatrices de pétrole, par des installations nucléaires. La France peut actuellement, grâce au programme nucléaire, profiter d'un des coûts les plus bas de production du kilowatt-heure. Le fonctionnement des centrales nucléaires françaises a permis des exportations d'électricité vers les pays voisins dégageant un excédent net de 5 milliards de francs en 1986.

Un bon dossier

Il est, par conséquent, essentiel qu'une relation de confiance, basée sur une information large et approfondie, s'instaure entre l'opinion publique et le nucléaire. Cette confiance est justifiée par la sécurité qui caractérise la filière française. Le nombre restreint des partenaires — un seul producteur d'électricité, EDF, un seul constructeur de réacteurs, Framatome — et la standardisation systématique des équipements ont permis d'assurer un niveau de sécurité très élevé. S'il convient naturellement de reconnaître que le risque zéro n'existe pas, il faut souligner que le dossier de la sécurité nucléaire est bon. Faisons-le mieux connaître, en profitant de l'actualité actuelle dans les querelles entre pro et antinucléaires.

Dans cet esprit et à la suite des insuffisances constatées en matière d'information nucléaire lors des événements de Tchernobyl et des incidents de Creys-Malville, un certain nombre de parlementaires avaient souhaité, au début de 1987, engager une réflexion approfondie pour participer à l'amélioration des procédures existantes. La commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale a donc

décidé, en avril dernier, de créer un groupe de travail informel sur l'information en matière nucléaire auquel participaient l'ensemble des composants politiques et les scientifiques concernés. Elle m'a chargé d'en assurer la présidence.

Il nous est apparu clairement que l'effort principal devait consister à accroître encore la transparence du fonctionnement de la filière nucléaire. Par manque d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, les organismes compétents, essentiellement le service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), ne sont pas destinés à jouer un rôle actif en matière d'information.

Une volonté de transparence

Pour sa part, le gouvernement s'est d'ores et déjà engagé dans la voie de l'amélioration de l'information en matière nucléaire. En mars 1987, les compétences du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire ont été étendues au domaine de l'information ; un service d'information par minitel — Magnue — a été mis en place. En juillet dernier, le comité interministériel de la sécurité nucléaire a décidé que des laboratoires indépendants pourraient être agréés par le SCPRI pour donner des informations publiques en matière de radioactivité. Enfin, il est envisagé de mettre en place une échelle — du type de celle de Richter pour les secousses sismiques — rendant compte de la gravité des conséquences potentielles sur l'environnement d'un accident nucléaire.

Par ailleurs, les notifications d'« incidents significatifs » ayant

trait au fonctionnement des centrales se sont multipliées depuis le début de l'année dernière : Saint-Laurent-des-Eaux, Creys-Malville, Bugey. Elles manifestent une réelle volonté de transparence de la part des pouvoirs publics et des exploitants.

Néanmoins, il faut aller plus loin. La commission de la production et des échanges a, en juillet dernier, adopté deux propositions qui méritent d'être examinées. La première consiste à mettre en place un organisme, indépendant des pouvoirs publics et des exploitants du nucléaire, qui puisse jouer un rôle autonome en matière d'information, et qui soit ressenti comme indépendant par le public.

La commission n'a pas voulu créer un organisme nouveau. Elle a considéré que le Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires avait fonctionné de façon satisfaisante dans le cadre des compétences — réduites — qui ont été jusqu'à présent les siennes. Elle a souhaité renforcer ce Conseil en lui donnant un statut législatif d'autorité administrative indépendante de l'Etat garantissant le libre exercice de sa mission. Il est prévu de l'affranchir de la tutelle du ministère de l'Industrie et de lui conférer une mission de conseiller du gouvernement et du Parlement en matière de sécurité nucléaire et un rôle actif d'information de l'opinion publique en ce domaine.

Par ailleurs, il convient de renforcer l'information du Parlement en matière nucléaire. Celui-ci a un rôle privilégié à jouer à la fois dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale et comme relais privilégié d'une

(*) Président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale.

BIBLIOGRAPHIE

« Vers une éthique politique »

C E gros livre collectif, dirigé par le pasteur Gérard Markhoff et inspiré par l'économiste Claude Gruson, se veut et est à contre-courant. Ce qui devrait lui valoir une estime attentive. Alors qu'on ne parle que de fin de l'Histoire, d'éclectisme et de triomphe de l'éphémère et que le goût du public se porte sur les biographies plus que sur l'étude de ce que ce livre appelle les « structures lourdes », voilà un groupe de protestants, venus de plusieurs pays, qui affirment la nécessité de comprendre le sens des transformations profondes de notre monde pour le rendre gouvernable.

Alors que l'air du temps est favorable au marché et à l'individualisme, le groupe de Villémétrie en appelle à un projet global — pour quoi ne pas dire à une planification ? — porté par la connaissance et la capacité de décision qui peuvent et doivent s'appuyer sur les technologies nouvelles de traitement de l'information. Les propositions du groupe sont précises et s'inspirent d'une méfiance à l'égard des mécanismes de marché et de la conviction qu'un immense effort d'intelligibilité

est indispensable pour échapper à la catastrophe où va un monde lancé à toute vitesse hors de toute route connue et sans connaissance du terrain où il s'engage. Le ton est celui d'hommes responsables, résistants à toutes les formes d'irrationnel et se plaçant clairement du point de vue des décisions.

Une objection s'élève aussitôt : comment peut-on croire à une démarche aussi rationaliste et volontariste dans un monde dont on dit, en même temps, qu'il est si mal connu qu'il risque d'être ingouvernable ? C'est ici qu'intervient ce que le groupe appelle l'éthique, et même une vision religieuse fondée sur une « espérance longue », eschatologique. Nous avons besoin de raison et d'exigence commandant nos choix. Tels doivent être nos moyens de salut : de bonnes boussoles et la volonté de maintenir le cap.

Dangers et divertissements

Ces propositions, affirmées avec force et même avec hauteur, attirent plus facilement le respect que l'adhésion. Pour deux raisons. La première est qu'on voit mal comment des exigences éthiques très générales se transforment en politiques économiques précises. Un exemple suffira : sur l'enseignement, le groupe se rallie aux propositions, en effet excellentes, du Collège de France ; mais celles-ci n'ont eu besoin d'aucune référence religieuse. Je ne vois qu'un lien entre les deux faces de la position choisie : c'est qu'elles légitiment une élite de rois philosophes, à la fois compétents et humanistes. Et c'est là surtout que le bât blesse : ces rationalistes veulent connaître les faits et affirmer des principes mais, entre les deux, je vois un immense vide : le monde qu'ils veulent comprendre et piloter est impersonnel ; je n'y vois pas d'acteurs, avec leurs préférences, leurs appartenances, leurs conflits, leurs idées.

Or dans un monde en pleine mutation, l'essentiel n'est-il pas, plutôt que de bien instruire les technocrates qui nous gouvernent, d'augmenter la capacité d'agir, de penser et d'innover du plus grand nombre ? N'avons-nous pas besoin d'une société « palpable » plutôt que calculatrice, où d'innombrables acteurs créeraient des flots d'émotion et de rationalité, mais aussi d'émotion et d'engagement ? Mais le groupe de Villémétrie a préparé sa réponse. Elle repose sur un profond pessimisme et même une grande impatience à l'égard de tous les courants, religieux ou non, qui en appellent au sentiment contre la raison, au corps

approcher sérieuse et dépassionnée des problèmes du nucléaire, associant l'ensemble des formations politiques. En effet, une certaine unité autour du nucléaire existe au sein des formations politiques.

Le Parlement dispose déjà d'un organe qui lui est directement rattaché et qui est chargé de l'information sur les problèmes scientifiques. Il contribue à un meilleur contrôle parlementaire dans ce domaine : il s'agit de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, créé en 1983, qui dépend à la fois de l'Assemblée nationale et du Sénat.

La commission de la production et des échanges a donc proposé de doter l'Office d'une compétence particulière d'information du Parlement sur le fonctionnement des installations nucléaires. Cette compétence serait exercée, en pratique, en période normale comme en période de crise, par un rapporteur permanent qui serait constamment en liaison avec les organismes compétents.

L'avenir du nucléaire civil en France repose pour une part importante sur l'image que s'en fait l'opinion publique. La catastrophe de Tchernobyl a provoqué une utile prise de conscience, par les divers responsables, de la fragilité de cette image et de la nécessité de renforcer l'information. L'impulsion ayant été donnée par les pouvoirs publics, il nous faut continuer dans la direction prise, en mettant en place les relais d'information susceptibles de favoriser une approche plus lucide et dépassionnée des enjeux du nucléaire. Ainsi, l'« effet Tchernobyl » aura au moins eu cette retombée positive.

MANIFESTE

Maîtriser la science

LE désir de connaître le monde est aujourd'hui débordé par le besoin de l'exploiter. La production des connaissances scientifiques et des innovations est largement prise en charge par des institutions à buts technologiques. La recherche, qu'elle soit dite « fondamentale » ou « appliquée », est orientée par des choix économiques, sociaux, sanitaires ou militaires.

Le chercheur ne peut ignorer cette orientation, et la société est en droit de le juger. Fonctionnant sur un mode réductionniste, en ignorant toute autre forme de connaissance et de vérité, la science entre en conflit avec la nature, la culture et les personnes.

Ainsi, sauf à être contrôlée et maîtrisée, elle fait courir des risques graves à l'environnement, aux peuples et aux individus. Pourtant le processus de développement scientifique s'autocritère avec l'assentiment naïf de sociétés qui acceptent de ne réviser l'avenir que dans l'artifice technique, alors que l'identification de la production scientifique au progrès, et même au bonheur, est largement une mystification. L'accélération de la production scientifique induit un changement qualitatif de la dépendance des individus par rapport à la science. Cela veut évidemment pour le vie pratique sans cesse modifiée par les techniques, mais aussi pour les aspects les plus intimes de la vie. Les notions de subjectivité, d'intimité, de secret, sont battues en brèche par des disciplines scientifiques de plus en plus indiscrètes qui, à défaut de tout comprendre, prétendent tout mettre en lumière.

Au nom de la vérité scientifique, la vie est réduite à ses

aspects mesurables. La spécialisation de plus en plus étroite des chercheurs encourage leur myopie quant à leur fonction dans la société et crée des cloisons étanches entre les disciplines scientifiques.

Il est certes difficile de revenir sur les acquis technologiques, aboutissements des activités scientifiques, et qui conduisent à la création de nouveaux besoins selon une spirale industrielle que ne maîtrisent ni les chercheurs ni les consommateurs.

Nous croyons que la lucidité doit primer sur l'efficacité et la direction sur la vitesse. Nous croyons que la réflexion doit précéder le projet scientifique plutôt que succéder à l'innovation. Nous croyons que cette réflexion est de caractère philosophique avant d'être technique et doit se mener dans la transdisciplinarité et l'ouverture à tous les citoyens.

[Ce texte a été signé par les personnes suivantes : Jean Arnae, Informatique, Univ. Paris-VI ; Michel Bonniau, biochimie, Univ. Artois ; Michel Casé, astrophysique, CEA Saclay ; Jean-Paul Delagrange, physique, Univ. Paris-VII ; André Capone, physicien des hautes énergies, IRTL, Genève ; Albert Jacquard, génétique, INED Paris ; Jean-Marc Lévy-Leblond, physique théorique, Univ. Nice ; Jean-Marc Meyer, embryologie, Univ. Strasbourg ; Michel Pessiglioni, Univ. Montpellier ; Jacques Pons, immunologie, CNRS-France ; Bernard Fraum, statistique médicale, Univ. Paris-V ; Jean-Paul Remard, embryologie, INRA-Pasteur ; Jean-Claude Salomon, oncologie, CNRS, Villejuif ; Jean-Louis Scheldé, astrophysique, CNRS, Nice ; Jean-Paul Shapiro, physique nucléaire, Orsay ; Michel Stoltz, Informatique, Univ. Louvain ; Jacques Testard, biologie, INSERM, Clamart.]

Au courrier du Monde

DIALOGUE

Le maire de Jérusalem répond à Marek Halter

J'ai lu la lettre ouverte de Marek Halter au président du conseil et aux ministres du gouvernement israélien publiée en France dans le Monde et en Israël dans le Maariv. C'est une lettre importante. Elle nous interpelle avec raison. Les sentiments et les critiques qui y sont exprimés sont partagés par une large fraction de l'opinion israélienne et s'expriment régulièrement dans notre presse et dans le public. Malheureusement, la presse internationale n'en a pas suffisamment rendu compte au cours de ces dernières années. Et il est permis de penser que si tous ceux qui condamnent aujourd'hui les violences dans les territoires avaient soutenu nos efforts pour le rapprochement israélo-arabe et pour le dialogue, les événements d'aujourd'hui auraient peut-être pu être évités.

Cette lettre, les inquiétudes qu'elle exprime et les questions

qu'elle pose, est cependant d'un grand encouragement pour nous. Et je l'en remercie.

TEDDY KOLLEK
(Maire de Jérusalem).

EXCLUSION

La Grande-Bretagne est dans l'Europe

Malgré l'avis exprimé par M. Maurice Auda, dans le Monde du 4 mars, l'histoire de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne ne peut pas être réécrite. Etant donné que ce pays est État-membre de la CEE depuis quarante ans, il me semble inutile de suggérer son exclusion.

La construction d'une Europe unie implique la participation de tous les États, y compris de ceux qui posent des questions difficiles. Chaque famille a ses enfants difficiles ; n'est-ce pas le général de Gaulle qui a suivi la politique de « la chaise vide » ?

J.-J. BURRELL
(Londres).

UN HALOGÈNE SE CHOISIT CHEZ UN SPÉCIALISTE

CHUQUETTE
500 W
GRILLE
DE PROTECTION

179⁰⁰

REGALI

c'est la garantie
l'an de votre halogène

REGALI

c'est la garantie
d'un service après-vente

REGALI

c'est la garantie
des meilleurs prix

+ DE 100 MODÈLES EXPOSÉS

REGALI

CADEAUX & HALOGÈNES

importation directe du monde entier

3^e - 44, bd Sébastopol

4^e - 48, rue St-Antoine

5^e - 1, rue de Valenciennes

6^e - 57, rue Pierre-Charron

(Champs-Élysées)

8^e - 65, bd Haussmann

9^e - 67, bd Haussmann

12^e - C.C. Golez, Niv. 2

14^e - 127, rue d'Alsace

15^e - C.C. Boulogneville, Niv. 2

16^e - 45, av. Victor-Hugo

18^e - 56, rue de Poissy

17^e - 54, av. des Ternes

ASNIÈRES

CRÈTE, C.C. Créteil Soleil, Niv. 2

BOULOGNE, 125, bd Jean-Jaures

BOULOGNE, 125, bd Jean-Jaures

ST-GERMAIN-EN-LAYE

24, rue de Villéval

ST-QUENTIN-VILLE, C.C.

35-Quintin-Ville, 6, rue Colbert

QUINCY-SÉNART

C.C. Val d'Yerres

SARCELLES, C.C. Les Renouées

SAINT-DENIS

SAINT-DENIS

SAINT-DENIS

SAINT-DENIS

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F.

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouff.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernez.

Correspondant en chef :

Claude Soley.

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24.

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Imprimé
à « Le Monde »
7, rue des Italiens
PARIS-8^e

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

L'arrivée de troupes américaines au Honduras

15 000 réservistes rappelés au Nicaragua

L'envoi de 3 150 militaires américains au Honduras, dans le cadre d'une opération baptisée « Faisan doré », provoque de nombreuses réactions d'inquiétude. A Managua, où les autorités ont procédé au rappel de 15 000 réservistes, le président Ortega a officiellement saisi, jeudi 17 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies — qui devait se réunir vendredi — et demandé le retrait immédiat des troupes envoyées par Washington. Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a pour sa part appelé « tous ceux qui sont concernés » par

les incidents survenus à la frontière du Honduras et du Nicaragua à « faire preuve de retenue ». Moscou a qualifié d'« inappropriée » et de dangereuse, l'intervention des Etats-Unis, que le Canada « regrette » pour sa part.

Les forces armées du Honduras ont, elles, « lancé un ultimatum pour que les troupes sandinistes qui se trouvent sur le territoire national s'en retirent ». Des avions, honduriens, selon toute vraisem-

blance, ont effectué des tirs de roquettes contre l'armée sandiniste dans la région de Bocay, au nord-est du Nicaragua, près de la frontière avec le Honduras.

Par ailleurs, le commandant en chef de la force américaine, le général de brigade Carl Stiner, a indiqué que la 82^e division aéroportée avait reçu l'ordre de préparer son déploiement mercredi à 12 heures (heure locale), soit environ huit heures avant que le président hondurien Jose Azcona demande par télégramme l'assistance américaine.

Des « responsabilités particulières » qui remontent au début du siècle dernier

L'intérêt et la vigilance des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique latine ne datent pas d'hier. Qu'il s'agisse de pressions, d'interventions, d'occupations ou de raids, le « grand voisin » a toujours tenté d'influencer ou de conduire les évolutions du sous-continent. L'Amérique centrale

n'échappe bien évidemment pas à cette vigilance. Outre la zone du canal de Panama, occupée dès le début du siècle, le Nicaragua l'est à deux reprises, entre 1912 et 1925, et à nouveau l'année suivante pour sept ans.

A la « doctrine Monroe » s'est, en effet, ajouté au début de ce siècle ce que l'on a appelé le « corollaire Roosevelt » (Theodore). Dans un message au Congrès, le président américain l'avait formulé en ces termes : « En Amérique comme ailleurs, de mauvais actes chroniques (...) peuvent finalement nécessiter l'intervention d'une nation civilisée, et dans l'hémisphère occidental l'adhésion des Etats-Unis à la doctrine Monroe peut, dans certains cas, contraindre ceux-ci, bien qu'à contre-cœur, à exercer des pouvoirs de police internationale. »

« Bon voisinage »

A cette époque d'interventionnisme militaire quasi constant succéda, avec l'arrivée de Franklin D. Roosevelt à la présidence, en 1933, une période de relations de « bon voisinage », qui n'exclua pas — loin s'en faut — l'hégémonie des Etats-Unis sur la région. Celle-ci se renforcera après la seconde guerre mondiale. Les années de la guerre froide sont l'occasion pour les Etats-Unis de combattre le communisme où qu'il se trouve, à commencer, bien sûr, par le sous-continent. En juin 1954, c'est le Guatemala — où le président, récemment élu, autorise le Parti communiste — qui fait les frais de ce nouvel interventionnisme. Le gouvernement est évincé par une junte anticommuniste avec l'appui, vraisemblable, de la CIA.

Bien plus grave allait être la crise cubaine, avec la prise de pouvoir par Fidel Castro, le 1^{er} janvier 1959, et la rapide installation d'un gouvernement hostile aux Etats-Unis pratiquement à la porte de la Floride. Cet épisode se solda par le cuisant fiasco de la tentative d'invasion de la baie des Cochons en avril 1961, et la « quarantaine » de Cuba l'année suivante pour obtenir — avec succès cette fois — le retrait des fusées soviétiques.

Au printemps 1965, c'est encore en République dominicaine que des soldats américains débarquent, alors que le porte-avions *SS-Boxer* croise au large des côtes de l'île. Il s'agit officiellement de protéger les ressortissants américains et de mettre fin aux troubles internes, le président Johnson redoutant avant tout le spectre d'un nouveau Cuba. Conservant leur capacité de pression, les Etats-Unis ne sont plus, depuis cette date, intervenus militairement, avec toutefois une exception presque caricaturale lorsque les « marines » envahissent, le 25 octobre 1983, la petite île de La Grenade.

Les mêmes unités se trouvent aujourd'hui au Honduras. Plus d'un siècle et demi après avoir été formulées, la « doctrine Monroe » et son « corollaire » n'en restent pas moins toujours d'actualité... D. H.-G.

Affrontements au Congrès de Washington

WASHINGTON
de notre correspondant

Les quatre bataillons de troupes américaines engagées dans l'exercice « Faisan doré » ont commencé à arriver au Honduras, jeudi 17 mars, mais c'est naturellement au Congrès que l'opération décidée par le président Reagan a provoqué le plus de bruit et de fureur.

Tous les candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle ont critiqué, avec plus ou moins de sévérité, la décision de M. Reagan, mais en évitant tout de même les déclarations trop franches car le sujet, l'Amérique centrale, divise l'opinion. Au Congrès, néanmoins, plusieurs leaders démocrates ont violemment dénoncé l'initiative de la Maison Blanche, accusant l'administration de chercher par tous les moyens, y compris par une dramatisation d'événements sans importance à leurs yeux, à arracher une nouvelle aide destinée aux

Cependant, d'autres congressistes démocrates de premier plan, comme

le sénateur Sam Nunn, président de la commission de défense, ont pris le contre-pied de leurs collègues, et soulignent qu'en lançant son offensive contre les contras, le régime sandiniste avait « montré le peu de cas qu'il faisait d'un règlement politique » du conflit.

De leur côté, les membres de la commission du renseignement au Sénat, après avoir reçu de l'administration « des informations détaillées », ont estimé que l'offensive des forces nicaraguayennes et leur incursion en territoire hondurien avaient été soigneusement préparées par Managua, dans le but de « balayer définitivement » les contras. (Selon un haut responsable du Pentagone, ces derniers ont essuyé des pertes très sévères, et leur camp de la région de Bocay « a probablement déjà été détruit »).

Dès jeudi soir, des pacifistes se sont mis en ordre de bataille devant la Maison Blanche, brandissant des pancartes. « Assez c'est assez, plus d'aide aux contras », et dénonçant la politique « de la canonnade » pratiquée selon eux par M. Reagan.

Mais des manifestants d'un tout autre bord ont aussi fait leur apparition dans les rues de la capitale : ceux-là, également jeunes et bryllants, prônaient la défense du colonel Oliver North, le « héros » des auditions de l'« Irangate » l'été dernier, et qui est sorti de l'oubli depuis qu'un procureur l'a inculpé, mercredi, en même temps que l'amiral John Poindexter, chef du Conseil de sécurité à l'époque des faits, et deux autres personnes impliquées dans l'affaire, le général à la retraite Richard Secord et le financier Albert Hakim.

Les accusés semblent fermement décidés à se défendre. Mercredi, le colonel North est apparu à la télévision, yeux cernés et mine sombre, mais l'air plus défiant que jamais pour affirmer sa complète innocence, et ajouter : « C'est une triste ironie que cette inculpation soit prononcée le jour même où les communistes du Nicaragua envahissent leurs voisins, et où l'on célèbre le quarantième anniversaire de l'élévation de William Buckley (chef de la CIA au Liban, tué par ses ravis-



seurs] et le troisième anniversaire de l'élévation de Terry Anderson (un journaliste américain) : ces hommes que nous avions avec tant de difficultés essayé de sauver. »

Cette ligne de défense peut être assez efficace auprès de l'opinion, bon nombre d'Américains continuant à penser que le colonel North, même s'il a employé des moyens contestables, avait de nobles intentions. Mais les inculpés peuvent aussi se battre pied à pied sur le terrain juridique, et selon de nombreux experts, l'accusation pourrait en ce cas avoir beaucoup de mal à évaluer ses thèses, et surtout à conclure rapidement.

M. Reagan pourrait aussi mettre un terme à la procédure en accordant sa grâce aux inculpés, mais c'est peu probable car il serait aussitôt accusé de vouloir empêcher la vérité de se faire jour.

Mercredi, en tout cas, M. Reagan a pris la défense de M. McFarlane, l'ancien chef du Conseil de sécurité, reconnu, quelques jours plus tôt, coupable d'avoir dissimulé la vérité lors de l'enquête menée par le Congrès sur l'affaire de l'« Irangate » : « Il a admis qu'il était coupable de ne pas avoir dit au Congrès tout ce qu'il voulait savoir... » « Moi aussi j'ai fait ça » a ajouté en baissant la voix M. Reagan, interrogé par des journalistes au début de son entretien avec le premier ministre israélien, M. Shamir. Se retournant vers son interlocuteur, M. Reagan s'est alors écrié, faussement navré : « Mon Dieu, cette simple remarque imprudente va soulever une tempête. »

En réalité, il n'y a eu que quelques vagues, parce que l'envoi de troupes au Honduras a fait passer les inculpations et le reste au second plan. Mais ce n'est que partie remise, et M. Reagan n'empêchera peut-être pas sa petite plaisanterie au paradis.

JAN KRAUZE.

● ETATS-UNIS : mort de William Porter. — William Porter, le chef de la délégation américaine aux négociations de Paris, qui avaient abouti à un cessez-le-feu au Vietnam en 1973, est mort, le mardi 15 mars, d'un cancer à Fall River (Massachusetts), à l'âge de soixante-trois ans. — (A.F.P.)

PANAMA : après la tentative de putsch

Le général Noriega chercherait à négocier son départ

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Vingt-quatre heures après la tentative de coup d'Etat militaire contre le général Manuel Antonio Noriega, les têtes continuent de tomber parmi les officiers qui ont trahi l'« homme fort » du Panama. Au moins six officiers ont été « mis à la retraite », jeudi 17 mars, dont le colonel Bernardo Barrera, chef du G-2 (service de renseignement militaire). L'armée a réussi à rétablir l'ordre, sauf à Colon, la deuxième ville du pays, où le gouvernement a dû ordonner un couvre-feu de 18 heures à 6 heures dans l'espoir de mettre fin au pillage systématique des magasins et à la violence. Un décret, publié jeudi, militarise tous les services publics (eau, électricité, téléphone, aéroports, hôpitaux, etc.) et certaines activités commerciales comme l'approvisionnement en fruits, légumes et viande.

La participation du colonel Barrera au complot avec le chef de la police, le colonel Leonidas Macías — actuellement détenu avec plusieurs autres officiers de moindre rang — constitue un coup très dur pour le général Noriega, qui affirmait jusqu'alors pouvoir compter sur la fidélité à toute épreuve de son état-major et surtout du G-2, dont il fut le chef redouté pendant douze ans. Il semble qu'il faille attribuer la perte de contrôle du général Noriega au départ dans le plus grand secret, il y a une quinzaine de

jours, de son principal conseiller en matière de sécurité, l'Israélien Michael Harari. Avant de se mettre au service du Panama, Harari travaillait pour les services secrets israéliens, le Mossad. Depuis plusieurs mois, Washington exerceait fortes pressions sur Israël pour obtenir le départ de Harari du Panama.

Selon les informations recueillies auprès de militaires en désaccord avec leur chef, il faut s'attendre à une aggravation du mécontentement au sein de l'armée. Les mêmes sources confirment que la mutinerie de mercredi a échoué de justesse à la suite de divisions de dernière minute survenues au sein de la compagnie chargée de la protection de la caserne centrale, où se trouve l'état-major. Tout indique que le putsch avait été préparé en collaboration avec les Etats-Unis, qui exigent le départ du général Noriega et la mise en place d'un régime démocratique, conformément aux engagements pris par Panama en 1977 lors de la signature du traité sur le canal interocéanique.

L'économie paralysée

Compte tenu des énormes moyens mis en œuvre par les Etats-Unis pour forcer le général Noriega à partir, il est évident que celui-ci ne pourra pas résister beaucoup plus longtemps. L'économie panaméenne est totalement paralysée depuis quinze jours à la suite de la décision de Washington de geler les comptes

du gouvernement panaméen aux Etats-Unis. Le général Noriega n'était pas particulièrement populaire avant la crise, mais il était craint. Aujourd'hui, la peur n'a pas encore complètement disparu, mais la presque totalité de la population, qui le rend responsable de la situation économique, exige son départ dans les plus brefs délais.

Il est improbable que cela se fasse dans les prochaines heures, mais on apprendrait jeudi que, pour la première fois, le général Noriega aurait fait parvenir des signaux à Washington pour ouvrir une négociation pouvant conduire à son départ — vers l'Espagne, la France, la République dominicaine ou même Cuba — en échange de la levée des inculpations de trafic de drogue portées contre lui par deux tribunaux de Floride.

Après la folle journée de mercredi, le calme est revenu à Panama, mais la plupart des magasins restent fermés, et l'activité est réduite au minimum. L'armée patrouille pour protéger les commerces contre le pillage et décourage toute manifestation antigouvernementale. Il a fallu vingt-quatre heures pour rétablir l'électricité, totalement interrompue par les sabotages des ouvriers furieux de n'avoir pas perçu leurs salaires. Après avoir réussi, lundi, à payer l'armée, les autorités ont versé, jeudi, une partie du salaire des professeurs. Pour cela, il a fallu nœder les fonds de tiroirs. Les professeurs l'ont en effet reçu en pièces de collection de 10 dollars !

BERTRAND DE LA GRANGE.

Diplomatie

Après la visite du président de la République de Chypre en Grèce

Nicosie appuie les ouvertures de M. Papandréou en direction de la Turquie

ATHÈNES
de notre correspondant

Le nouveau président de la République de Chypre a achevé, le jeudi 17 mars, sa première visite officielle en Grèce. Selon ses propres déclarations, M. Georges Vassiliou n'était pas venu à Athènes pour « prendre des décisions ». Mais la plupart des observateurs sont d'accord pour affirmer que les contours d'une politique commune envers la Turquie ont bien été dessinés lors de ses rencontres avec les dirigeants grecs.

Ayant gagné le premier tour de l'élection présidentielle sur un discours modéré et avec l'appui du parti communiste Akel, qui a toujours soutenu le dialogue avec la partie turque, M. Vassiliou a dû « diriger » ses positions pour gagner au deuxième tour les électeurs de l'ex-président Kyprianou, ainsi que

ceux du parti socialiste Edeak. Il se retrouve sur la même longueur d'ondes que le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. Ce dernier, après sa rencontre avec son homologue turc, M. Turgut Ozal, à Davos, essaie maintenant de « calmer le jeu » de la nouvelle entente gréco-turque en attendant des gestes concrets de la part d'Ankara. M. Vassiliou a donné son aval à cette politique. « Nous n'avons aucune preuve que la Turquie est prête à changer sa position sur des questions essentielles », a-t-il dit. « Nous attendons d'elle un premier pas. Qu'elle dise oui à la délimitation de l'île que propose M. Papandréou. »

En attendant ce geste ou un autre — par exemple le retour à la communauté grecque de la ville d'Amochostos (Famagouste), M. Vassiliou, en accord avec les dirigeants grecs, insiste sur l'intransigeance turque et rappelle les positions de

principe sur le statut de l'île et les libertés de ses citoyens. Ce n'est pas toutefois un retour à la tactique passée. Il était question que, pour la première fois depuis 1983, la question chypriote soit portée devant l'Assemblée des Nations unies, ce qui irrite en général la Turquie, et il semble en effet qu'on ait décidé à Athènes de renoncer à cette initiative.

Toujours dans le même esprit, M. Vassiliou a exprimé l'espoir qu'il pourra finalement rencontrer le premier ministre turc. Il a même souligné que cette rencontre pourrait être « informelle » et avoir lieu « n'importe où », car, a-t-il ajouté, « je suis réaliste et je n'ai pas demandé à être invité à Ankara en tant que chef d'Etat de Chypre ».

La visite de M. Vassiliou doit renforcer M. Papandréou, qui rencontre quelques difficultés à faire

passer sa nouvelle politique envers la Turquie, surtout au sein de son propre parti, le PASOK. Plusieurs membres du comité central et quelques députés ont déjà exprimé en public leurs doutes et leurs inquiétudes. Les grands partis du Parlement sont bien sûr d'accord sur la politique de dialogue avec la Turquie, mais ils expriment des réserves sur les modalités concrètes de son déroulement. Beaucoup estiment que, pour l'instant, la Grèce n'a fait que « donner » sans rien « recevoir » en échange. Sans crier à la « trahison », comme le font quelques sectateurs de l'opposition, certes minoritaires, et la plupart des caricaturistes avec beaucoup de talent, l'opinion attend le moindre indice qui pourrait la convaincre qu'à Davos on a mis au point un plan de gestes réciproques pour rétablir la confiance.

THÉODORE MARANGOS.

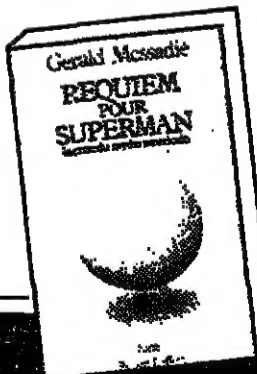
La crise du mythe américain

GERALD MESSADIÉ
REQUIEM
POUR SUPERMAN

Un livre tonique et brillant.

P.E. de la Costa-Messadié
LE FIGARO MAGAZINE

ROBERT LAFFONT



مقدون الاصل

مقتدا من الاميل

L'Homéopathie est efficace.

Les Laboratoires Dolisos versent au dossier
de la défense de l'homéopathie les travaux de recherche* qu'ils ont fait réaliser
en milieu hospitalo-universitaire.

Recherche expérimentale.

International Journal Immunotherapy, T.3, N°3, 1987, pp 191-200.
Bastide, Daurat, Doucet-Jabau, Pellegrin, Dorfman.
Immunomodulator activity of very low doses of thymulin in mice.

Cancer detection prevention T.11, N°1-2, 1987, pp 69.
Karouby, Doucet, Boudard, Dorfman, Bastide.
Pharmacological study of thuyone in mice: antitumoral and immunomodulating effect of very low doses.

Immunobiology, T.174, N°3, sup., 1987, pp 139.
Doucet, Karouby, Carrière, Dorfman, Bastide.
Immunomodulation in mice by very low doses of an alpha-endorphin.

BULL. Groupe Etude Rythmes Biologiques, T.18, N°1-2, 1986, pp 8-9.
Larue, Cal, Guillemain, Cambar.
Variations saisonnières et circadiennes de l'efficacité du pré-traitement par Mercurius corrosivus 15 CH vis-à-vis de la toxicité induite par le chlorure mercurique.

Annual Review Chronopharmacology, T.3, 1986, pp 99-103.
Cal, Larue, Guillemain, Cambar.
Chronobiological approach of protective effect of Mercurius corrosivus against mercury-induced nephrotoxicity.

Immunobiology, T.173, N°2-5, 1986, pp 192.
Karouby, Boudard, Douyillet, Doucet, Bastide.
Immunostimulating and antitumoral properties of thuyone.

Immunobiology, T.173, N°2-5, 1986, pp 188.
Daurat, Carrière, Douyillet, Bastide.
Immunomodulatory activity of thymulin and alpha-beta mouse interferon on the specific and no specific cellular response of C 57 BL/6 and NZB mice.

Immunology Today, T.6, N°8, 1985, pp 234-235.
Bastide, Doucet-Jabau, Daurat.
Activity and Chronopharmacology of very low doses of physiological immune inducers.

Néphrologie, T.6, 1985, pp 86.
Larue, Doran, Cal, Guillemain, Cambar.
Influence du prétraitement de dilutions infinitésimales de Mercurius corrosivus sur la mortalité induite par le Chlorure mercurique.

International Journal of Immunopharmacology, T.7, N°3, 1985, pp 312.
Doucet-Jabau, Pellegrin, Sices, Guillemain, Bastide.
Action of very low doses of biological immunomodulators on the humoral immune response in mice.

Journal of Chromatography, T.319, 1985, pp 412-418.
Papapanassian, Raynaud, Godeau, Binard.
Analyses qualitatives et quantitatives de la Hyoscyamine atropine et de la Scopolamine dans les T.M. de Solanacées par C.L.H.P.

Néphrologie, T.5, 1984, pp 89.
Cambar, Mahaud, Cal, Desmoulière, Guillemain.
Influence du prétraitement avec une dilution infinitésimale d'immunsérum anti-membrane basale glomérulaire sur l'excrétion protéinique urinaire induite par l'injection unique d'immunsérum anti-membrane basale glomérulaire chez la souris.

Annual Review Chronopharmacology, T.1, 1984, pp 231-234.
Doucet-Jabau, Pellegrin, Cot, Guillemain, Bastide.
Seasonal variations in the humoral immune response in mice following administration of thymic hormones.

C.R. Académie des Sciences. Paris. Sér. III, T.259, 4/10/1982, pp 283-286.
Doucet-Jabau, Guillemain, Plechaczek, Karouby, Bastide. Présentée par J.F. Bach.
Evaluation de la dose limite d'activité du facteur thymique sérique.

Recherche clinique.

Cahier de Bio. N°98 - Mars 1988 - Sous presse.
Dorfman P., Epineux F., Têtu M.
Homéodose 20 - Un traitement efficace de l'insuffisance veineuse non compliquée des membres inférieurs.

IX^e Congresso Nazion. Soc. Ital. Patologia Vascolare, Capannello, 1987 6-9 jan. pp 1539-1543.
Lanaia, Micole, Mirabella, Pulvirenti, Amodio, Riccioni.
Ruolo d'ell'arnica nella prevenzione della patologia venosa da terapia infusione protratta. Valutazione mediante ultrasonografia doppler.

IX^e Congresso Nazion. Soc. Ital. Patologia Vascolare, Capannello, 1987 6-9 jan. pp 1533-1538.
Amodio, Micole, Mirabella, Caglia, Veroux, Riccioni.
Il ruolo d'ell'arnica nella prevenzione della patologia venosa da terapia infusione protratta. Valutazione della aggregabilità piastrinica.

Cahiers de Bio., 1987 avr., N°94, pp 77-81.
Dorfman, Lasserre, Têtu.
Préparation à l'accouchement par homéopathie. Expérimentation en double insu versus placebo.

Cahiers ORL, 1986, oct., tome 21, N°9, pp 731-734.
Bordes, Dorfman.
Evaluation de l'activité antitussive du sirop Drosotux: étude en double insu versus placebo.

Thèse Doct. Med., Paris-Nord, Fac. Bobigny, 1984, pp 88.
Bourgois.
Protection du capital veineux chez les perfusés au long cours dans le cancer du sein. Essai clinique en double aveugle: arnica contre placebo.

Recherche clinique vétérinaire.

Communication in the XXIII World Veterinary Congress, Montreal Canada, August 1987. *Cahiers de Bio.* N°91 suppl. oct. 1986, pp 69-71.
Mahé.
Double-blind trial for evaluation of the effect of a collective homeopathic cure on morbidity and butchery qualities in calves.

International Journal for Veterinary Homeopathy, vol. 2 N°1, April 1987. Mahé.
Double-blind pathogenetical trial by the rabbit of a homeopathic remedy: Arsenicum album.

Cahiers de Bio. N°91, Août 1986, pp 82-84.
Mahé.
Comparaison en aveugle d'un traitement homéopathique et d'un placebo dans un cas collectif d'ulcérations chroniques chez le lapin.

Aujourd'hui, 15 millions** de patients se soignent par homéopathie.
Plus de 13500** médecins généralistes prescrivent entre autre de l'homéopathie.
Enfin, 20000 pharmaciens délivrent chaque jour des médicaments homéopathiques.
Cela prouve aussi l'efficacité de l'homéopathie.

Le Président-Directeur-Général des Laboratoires Dolisos

François Lévy

F.LEVY

* Copie des travaux de recherche cités ci-dessous disponible au Centre de Documentation Dolisos 62 rue Beaubourg 75003 Paris.
** Enquête Cofrencia réalisée en 1987.

Proche-Orient

Le conflit entre l'Irak et l'Irak

Bagdad reconnaît un important revers au Kurdistan

L'Irak a reconnu, le jeudi 17 mars, avoir subi un revers sérieux avec la chute de deux villes kurdes aux mains des forces irakiennes, et s'est déclaré déterminé à poursuivre la « guerre des villes » à outrance pour « imposer » la paix à l'Irak.

Engagée depuis cinq jours dans de très violents combats dans la province kurde de Sulémaniye, à moins de 300 kilomètres au nord-est de Bagdad, l'armée irakienne a dû se retirer de tout un secteur à la pointe orientale de cette province. Deux villes frontalières kurdes, Halabja (70 000 habitants) et Khurmal, à une dizaine de kilomètres plus au nord, ainsi que plusieurs localités et villages de cette région, sont tombés aux mains des forces irakiennes. Un porte-parole militaire irakien a reconnu la chute de ces deux villes, mais l'a annoncée dans le cadre d'un « démenti » aux « allégations » irakiennes sur le déroulement des combats. « Il n'y a pas de combats, puisque l'armée irakienne a évacué Halabja et Khurmal », a-t-il déclaré, en accusant l'Irak d'être en train de « détruire » Halabja.

Pour leur part, les Irakiens ont accusé les Kurdes d'avoir utilisé des armes chimiques dans la région, faisant des milliers de morts. Un porte-parole de l'Union patriotique kurde (UPK, mouvement indépendantiste allié de Téhéran) a, de son côté, affirmé que les rebelles kurdes avaient



enlevé Halabja dès mardi, avec l'aide des forces irakiennes.

Dans le Golfe, un marin japonais a été tué lors de l'attaque, jeudi soir, d'un cargo panaméen par des vedettes irakiennes.

Parallèlement, Téhéran a été évacuée par un grand nombre de ses habitants, notamment les femmes et les enfants, après la reprise, dimanche, des bombardements irakiens, rapportant des voyageurs en provenance de la capitale iranienne. Celle-ci, huit millions d'habitants, offre le visage d'une ville morte. « Les rues sont presque désertes », ont déclaré à l'AFP ces voyageurs, précisant que les autorités ont facilité l'accueil de ceux qui voulaient partir dans les villes et les villages autour de Téhéran. Dans un rayon d'une centaine de kilomètres, les mosquées ont été transformées en centres d'hébergement, et des distributions de nourriture sont organisées par la population locale. A Londres, le chef de l'UPK, M. Jalal Talabani, a accordé une interview à l'envoyé spécial du Monde.

« Nous ne négocierons jamais avec le président Saddam Hussein » nous déclare M. Jalal Talabani, chef du principal mouvement kurde irakien

LONDRES
de notre envoyé spécial

« Le génocide dont ont été victimes les Arméniens en 1915 est en train de se répéter au Kurdistan irakien. » De passage à Londres, M. Jalal Talabani, l'un des dirigeants historiques du mouvement nationaliste kurde et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la principale organisation des Kurdes du Kurdistan irakien, s'élève au fait que l'opinion internationale ne s'élève pas outre mesure de ce qui se passe actuellement dans cette partie du monde.

« Nous assistons, dit-il, à une véritable destruction de tout ce qui est kurde dans nos régions. Au cours du seul mois en cours, les Irakiens ont eu recours aux armes chimiques à vingt-trois reprises. Il y a encore trois jours, plus de deux mille Kurdes, pour la plupart des civils, ont perdu la vie à la suite de bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne dans la région de Halabja, occupée récemment par les forces de l'UPK.

Une rupture irrévocable

Dans ce contexte, M. Talabani approuve-t-il les propos de M. Azine Noshirwan, le secrétaire général adjoint de l'UPK, qui nous déclarait il y a près d'un an souhaiter « le démantèlement de l'Irak en plusieurs petits Etats, chiite, sunnite et kurde » (Le Monde du 16 avril 1987) ? Cette déclaration avait, à l'époque, suscité de vifs rejets en Irak, y compris parmi les propres alliés de l'UPK qui avaient vu une sorte de provocation xénophobe.

Après quelques hésitations, M. Talabani répond vaguement : « Nous sommes pour l'autonomie du Kurdistan irakien et pour son autodétermination. Si un régime démocratique s'installe en Irak, nous sommes prêts à accepter avec lui une formule de fédération qui reste à définir. Mais si l'Irak reste une dictature, nous opterons pour la création d'un Kurdistan indépendant.

« Nous sommes, dit-il, contre toutes les formes de dictature. En l'occurrence, nous sommes des victimes du pouvoir personnel du président Saddam Hussein. La rupture entre nous et le régime irakien est définitive et irrévocable. Nous le considérons comme un criminel de guerre, et même s'il change d'avis et nous propose une formule de fédération, nous rejeterons son offre. Il faut qu'il parte. Tous les crimes qui sont commis au Kurdistan irakien sont ordonnés par lui et par lui seul. Quel qu'il arrive, nous ne négocierons jamais avec lui. »

Le chef de l'UPK affirme qu'il a reçu fin février une proposition de Bagdad lui demandant de reprendre les négociations qui avaient été engagées en décembre 1983 dans le but de réviser la loi d'autonomie du 11 mars 1974 qui régit les relations de Bagdad avec les Kurdes d'Irak. Après quatorze mois de discussions laborieuses émaillées de multiples incidents, les pourparlers avaient échoué en janvier 1985, au moment où ils étaient sur le point d'aboutir.

M. Talabani se livre à une sorte d'autocritique en admettant qu'il avait à l'époque cru en la bonne foi des négociateurs de Bagdad, alors que ces derniers, admet-il maintenant, ne cherchaient qu'à gagner du temps pour mieux pouvoir faire face au danger principal venant de Téhéran. Il reconnaît cependant que l'UPK souhaitait, à la même époque, une trêve pour permettre à ses unités, épuisées par la longue lutte qu'elles menaient presque sans interruption depuis 1975, de reprendre leur forces.

Il est prêt, ajoute-t-il toutefois, à dialoguer avec les Irakiens si le président est remplacé par « quelqu'un d'autre ». « Je suis disposé, dit-il, à reprendre les négociations interrompues en 1985 par exemple avec M. Issa Ibrahim El-Douri (le vice-président du Conseil de la révolution souvent considéré comme le numéro deux du régime de Bagdad, car je suis fermement persuadé qu'il n'est pas d'accord avec ce qui se passe au Kurdistan irakien. »

M. Talabani souligne avec insistance que son hostilité à l'égard du président Saddam Hussein n'est pas dictée par un quelconque esprit de soumission à l'égard de Téhéran ni par l'alliance qu'il a conclue en octobre 1987 avec le régime de l'imam Khomeiny, qu'il considérerait jusqu'alors comme étant la véritable menace contre le mouvement nationaliste kurde.

Après l'échec des négociations avec Bagdad, affirme-t-il, les Irakiens nous ont offert leur aide à la condition que nous débarrassions nos « territoires libérés » des différents mouvements kurdes d'opposition au régime de Téhéran. « Nous avons répondu que notre vocation n'était pas de combattre nos frères kurdes, et il a fallu près de deux ans pour qu'ils se fassent à cette idée. »

Une alliance purement tactique

M. Talabani estime que l'alliance conclue entre l'UPK, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et les Irakiens est de nature purement tactique. « Nous avons, dit-il, le droit et le devoir de nous allier avec ceux qui combattent nos ennemis mais sans mettre en cause notre indépendance. Il est vrai que nous n'aidons plus nos frères kurdes d'Irak qui combattent le régime de Téhéran, mais nous refusons de leur faire la guerre. »

Mais comment justifier une alliance, même tactique, qui nie le concept d'autonomie sous prétexte qu'il est incompatible avec l'Islam ? M. Talabani répond évasivement en affirmant que le régime de Téhéran ne se livre à aucun excès anti-kurde comparable à ce qui se passe au Kurdistan irakien et que son mouvement garde une indépendance totale à l'intérieur même de l'Irak à l'égard des islamistes groupés au sein du Conseil suprême de la révolution islamique d'Irak mis en place par Téhéran.

« La seule organisation islamique avec laquelle nous collaborons, précise-t-il, est le mouvement des musulmans du Kurdistan irakien.

« Un religieux égyptien et un Libanais enlevés au Liban sud. — Un religieux égyptien, M. Mohamed Mahmoud Al Jiar, et un Libanais, M. Karem Mahmoud Al Mahmoud, ont été enlevés, le jeudi 17 mars, au Liban sud par des hommes armés non identifiés, a-t-on appris de source proche de la sécurité libanaise.

Les ravisseurs ont intercepté leur voiture au nord de Tyr, a-t-on indiqué de même source.

M. Mohamed Mahmoud Al Jiar, de confession sunnite, est inconnu à Bagdad, village proche de Tyr, où il vit depuis deux ans.

Son raprt porte à six le nombre d'étrangers enlevés au Liban sud depuis le 5 février, date à laquelle deux fonctionnaires des Nations unies avaient été enlevés dans les environs de Saïda.

Les deux hommes, un Suédois et un Norvégien, ont été relâchés vingt-cinq jours plus tard ; un Britannique et un Syrien, enlevés au début du mois, ont également été libérés. Un officier américain, le lieutenant-colonel Higgins, est toujours aux mains de ses ravisseurs. — (Reuters.)

Les troubles dans les territoires occupés

Les autorités israéliennes accentuent leur pression économique

Tandis qu'à Washington le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, maintient son opposition au plan de paix américain malgré l'insistance de ses interlocuteurs — le président Reagan et le secrétaire d'Etat George Shultz — l'administration des territoires occupés a accentué, jeudi 18 mars, sa pression économique sur les Palestiniens. Les autorités ont ainsi ordonné la fermeture des magasins aux heures où la « Direction unifiée du soulèvement » leur demandait d'ouvrir.

Depuis deux mois environ, les commerces des territoires occupés sont ouverts durant trois heures dans la matinée et fermés l'après-midi à l'appel des nationalistes favorables à l'O.L.P. A Jérusalem-Est, les commerçants ferment le matin et ouvrent l'après-midi. Mais les autorités israéliennes sont décidées à remettre les « territoires occupés à l'heure israélienne ». Il s'agit de prouver que c'est l'armée, et non les nationalistes, qui a le dernier mot en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Les commerçants palestiniens se retrouvent devant un choix impossible : fermer leurs magasins vingt-quatre heures sur vingt-quatre au risque de se ruiner, ou reprendre le travail au risque de se faire accuser de « collaboration » avec l'occupant. L'armée avait déjà ordonné ces derniers jours la fermeture des magasins à certaines heures dans la région de Gaza et dans la ville de Jéricho. Cette mesure a été systématiquement appliquée jeudi dans l'ensemble de la Cisjordanie, avec un succès relatif.

A Ramallah, au nord de Jérusalem, des patrouilles militaires ont ordonné aux commerçants de fermer leurs rideaux de fer. Les commerçants n'ont obéi que pour quelques minutes.

Par ailleurs, des bulldozers de l'armée ont déraciné, au cours de la matinée, une vingtaine d'arbres entourant le jardin d'un résident d'El-Bireh, d'où une bouteille incendiaire avait été lancée dimanche contre un autobus israélien. L'autobus desservant des implantations juives avait été brûlé sans qu'aucune victime ait été à déplorer.

A Bethléem, au sud de Jérusalem, les magasins ont été contraints de

fermer sur ordre de l'armée, lorsqu'une centaine d'étudiantes palestiniennes ont tenté de pénétrer dans le campus universitaire pour protester contre la fermeture prolongée de leur université. Elles ont été repoussées par les forces de l'ordre.

D'autre part, deux des trois militaires accusés d'avoir recouvert de terre quatre Palestiniens en Cisjordanie ont été condamnés à deux mois et demi et deux mois de prison par un tribunal militaire.

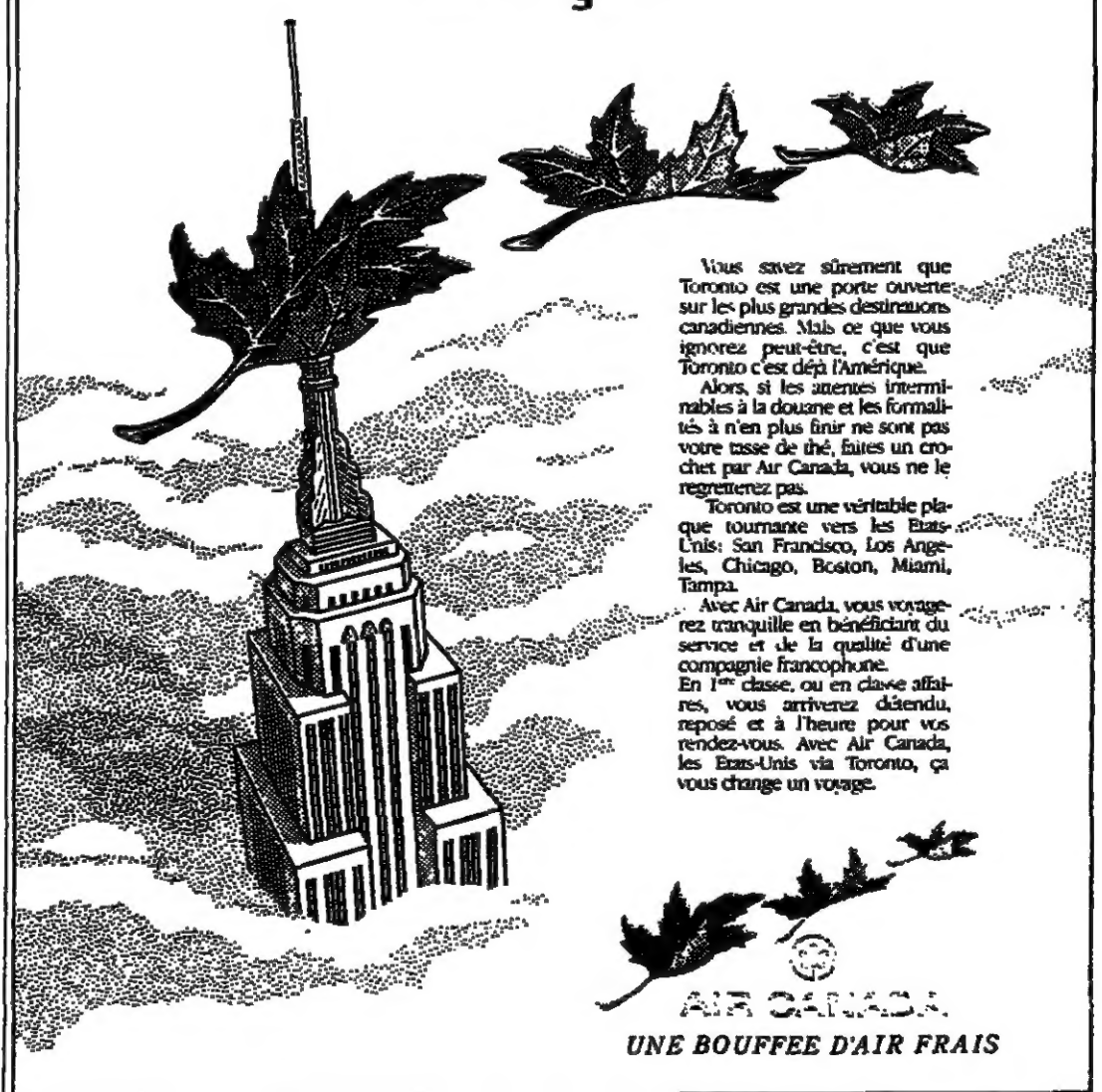
A l'issue des trois jours d'entretiens à Washington de M. Shamir, la presse israélienne indiquait, jeudi, que M. Shultz effectuerait, le mois prochain, une nouvelle tournée au Proche-Orient dans le cadre de ses efforts de paix. Interrogé à ce propos, le secrétaire d'Etat a toutefois répondu qu'« aucune décision n'avait encore été prise ».

Enfin, un combattant palestinien, ainsi qu'un Druze ont été tués et trois autres Palestiniens — dont un nourrisson — ont été blessés, jeudi, lors d'un raid de l'aviation israélienne sur la montagne druze, au sud-est de Beyrouth, a-t-on appris de source palestinienne et libanaise. Un immeuble de deux étages abritant une base du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh) a été touché de plein fouet par un missile air-sol, à Anab (28 kilomètres au sud-est de Beyrouth) secteur contrôlé par le Parti socialiste progressiste (PSP) du chef druze Walid Joumblatt, a précisé à l'AFP un responsable du FDLP. L'immeuble s'est effondré sur ses occupants : un combattant du FDLP a été tué et deux autres blessés, ainsi que l'enfant de l'un d'eux, âgé de dix-huit mois. Un passant a également été tué.

A Tel-Aviv, un porte-parole militaire a confirmé le raid, indiquant que des appareils « ont attaqué une base où se préparaient des attaques terroristes ».

Le PSP avait, pour la première fois mercredi, revendiqué une attaque contre une position de la milice pro-israélienne de l'armée du Liban du Sud (ALS), à l'intérieur de la zone de sécurité créée par Israël. Des roquettes avaient en outre été tirées mercredi sur le nord d'Israël. — (AFP, Reuters.)

U.S.A. VIA TORONTO.
N'ATTENDEZ PLUS
A NEW YORK
VOUS ETES AU DESSUS
DE ÇA.



Vous savez sûrement que Toronto est une porte ouverte sur les plus grandes destinations canadiennes. Mais c'est que vous ignorez peut-être, c'est que Toronto c'est déjà l'Amérique.

Ah, si les agences immobilières à la douane et les formalités à n'en plus finir ne sont pas votre tasse de thé, faites un crochet par Air Canada, vous ne le regretterez pas.

Toronto est une véritable plaque tournante vers les États-Unis : San Francisco, Los Angeles, Chicago, Boston, Miami, Tampa.

Avec Air Canada, vous voyagez tranquillement en bénéficiant du service et de la qualité d'une compagnie francophone.

En 1^{re} classe, ou en classe affaires, vous arriverez détendu, reposé et à l'heure pour vos rendez-vous. Avec Air Canada, les États-Unis via Toronto, ça vous change un voyage.

AIR CANADA
UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

LIBAN

« Mon mari est mort à la fin de 1985 » confirme M^{me} Mary Seurat

Michel Seurat, le chercheur français enlevé le 22 mai 1985 au Liban, est mort et repose dans un cimetière situé à la sortie sud de Beyrouth, affirme son épouse, M^{me} Mary Seurat, dans un livre, les Corbeaux d'Alep, à paraître le 22 mars (éditions Lieu Commun-Callimard). M^{me} Seurat écrit également que « le Quai d'Orsay aurait refusé le rapatriement (de la dépouille) pourtant proposé au cours des tractations ».

Un porte-parole du Quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire à ce sujet.

La mort de Michel Seurat a été annoncée par ses ravisseurs en mars 1986. Elle n'a jamais été confirmée officiellement.

« Le hasard d'une rencontre, en janvier dernier, m'a permis d'apprendre le pire. Un conseiller technique, qui, lui aussi, a été mêlé aux négociations, me confia, à titre personnel, que mon mari était mort

à la fin de 1985, que son corps reposait au cimetière de Raoudat-Al-Chahidain (le jardin des deux martyrs), situé à la sortie sud de Beyrouth, mais que le Quai d'Orsay aurait refusé un rapatriement pourtant proposé au cours des tractations », écrit Mary Seurat. Elle ne précise ni l'identité, ni la nationalité du conseiller, ni la date à laquelle ont eu lieu ces tractations, notamment si elles se sont déroulées sous le gouvernement socialiste ou sous l'actuel gouvernement de M. Jacques Chirac.

Il y a plusieurs mois déjà, M^{me} Seurat avait demandé à Antenne 2 de ne plus mentionner son mari parmi les otages français encore retenus au Liban, étant déjà convaincue de sa mort.

[Le Monde publiera la semaine prochaine un compte rendu du livre de Mary Seurat.]

هنا من الامم

Asie

La négociation d'un règlement en Afghanistan

Moscou annonce
que le retrait soviétique n'est pas lié
à la conclusion d'un accord à Genève

L'URSS a annoncé, jeudi 17 mars, qu'elle retirera ses troupes d'Afghanistan, même si les négociations de Genève échouent. Si aucun accord n'est conclu entre l'Afghanistan et le Pakistan, a précisé M. Vadim Perfiliev, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, « le retrait des troupes aura lieu selon d'autres modalités ».

« Nous le ferons nous-mêmes », en accord avec le gouvernement de Kaboul, a-t-il ajouté.

Le 8 février, M. Gorbatchev avait lié le retrait du contingent militaire soviétique « au refus d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan ». Il avait également lié la date du début de ce retrait — le 15 mai — à la signature, « le 15 mars au plus tard », d'un accord, à Genève, sur les conditions du rapatriement des troupes soviétiques. Mais, revenant sur la position antérieure de Moscou, il avait précisé que la signature de cet accord ne dépendait pas d'un règlement intérieur afghan.

« C'est un problème afghan purement intérieur, seuls les Afghans sont à même de le régler », avait-il déclaré.

L'URSS ayant ainsi pris la « décision politique » de se retirer militairement d'Afghanistan, les négociations indirectes de Genève, sous l'égide de l'ONU, entre Kaboul et Islamabad ont alors repris, dès le 2 mars, dans un climat plutôt optimiste, puisqu'il ne s'agissait, apparemment, que de s'entendre sur les modalités du retrait soviétique (calendrier, conditions de sécurité, contrôle international, retour des réfugiés, garanties internationales). Un accord de principe s'est rapidement dégagé sur une nouvelle proposition de Kaboul : un retrait soviétique commençant soixante jours après la signature d'un accord et s'étalant sur neuf mois, étant entendu que la moitié du corps expéditionnaire serait rapatrié dans les trois premiers mois.

Depuis, la date du 15 mars est passée et la négociation bute sur deux points : Islamabad réclame que « le principe et les modalités » d'un gouvernement intérimaire à Kaboul soient définis avant de signer l'accord. D'autre part, les Etats-Unis réclament une « symétrie » entre l'arrêt de leur

aide militaire à la résistance et celui de l'assistance militaire soviétique au régime actuel de Kaboul.

Dans ces conditions, les déclarations de M. Vadim Perfiliev ne signifient pas un changement de la ligne soviétique sur le fond. Moscou n'entend pas revenir, même en cas d'échec à Genève, sur sa « décision politique » de se retirer militairement d'Afghanistan. L'URSS ne veut pas d'ailleurs qu'un éventuel accord, sur ce retrait, soit lié à un règlement intérieur afghan. « Ce n'est pas notre problème ni le vôtre », avait déjà dit, le 8 février, M. Gorbatchev.

M. Perfiliev dit simplement que, en cas d'échec à Genève, Moscou organisera le retrait de ses troupes selon les modalités et dans les conditions qui lui conviendront. « Nous mettrons en place notre propre calendrier », a-t-il ajouté. Et il a insisté sur le fait que le Kremlin préfère, de toute façon, qu'un accord soit signé dans la ville suisse.

Face au risque de dérapage à Genève — où la polémique a pris le dessus — il est possible que Moscou ait voulu adresser une sorte d'avertissement, notamment aux Pakistanais et aux Américains auxquels il reproche de faire obstruction à la signature d'un accord. Il se pourrait également que Moscou ne soutienne pas une revendication, introduite mercredi par le délégué de Kaboul, sur la négociation de la délimitation controversée d'une partie de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Pour peu que le Pakistan maintienne d'ici là ses exigences sur la question d'un gouvernement intérimaire, il semble peu probable que la négociation soit relancée avant le séjour à Washington, du 20 au 23 mars, de M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, en vue de préparer le prochain sommet soviéto-américain. Mais, en tout état de cause, M. Gorbatchev ne semble avoir guère de choix. Condamné à l'enlèvement s'il reste, il doit quitter l'Afghanistan. Simplement, il souhaite que l'opération soit sanctionnée par un accord international.

JEAN-CLAUDE POMONTI

BIRMANIE : violents incidents

L'armée a occupé le campus universitaire
de Rangoon

L'armée a occupé, le jeudi 17 mars dans la soirée, le campus universitaire de Rangoon, faisant usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser une manifestation de milliers d'étudiants. Elle a procédé à des centaines d'interpellations et une cinquantaine d'étudiants ont été blessés, a-t-on appris, vendredi, de source bien informée à Bangkok.

Des habitants du quartier de l'université s'étaient joints à la foule d'étudiants armés de pierres. Selon des témoins, au moins dix camions de l'armée remplis de manifestants

arrêtés ont quitté le campus. Toutes les routes menant à l'université ont été coupées, y compris l'artère principale reliant la capitale à l'aéroport.

Les autorités birmanes n'ont fait aucun commentaire sur ces événements provoqués par la mort d'un étudiant, mystérieusement abattu lors des émeutes qui ont eu lieu à l'Institut de technologie de Rangoon le week-end dernier et qui ont fait, en outre, treize blessés. Le gouvernement, qui avait initialement déclaré que l'étudiant avait été poignardé lors d'affrontements avec des jeunes gens provoqués par des étudiants en colère, a officiellement ouvert une enquête sur ce décès.

Les manifestations de jeudi sont les plus importantes depuis 1974, quand une révolte étudiante avait été brutalement réprimée par les autorités. — (Reuters.)

● INDE : cent vingt-cinq personnes brûlées vives dans un accident d'autocar. — Quelque cent vingt-cinq personnes, dont quarante enfants, sont mortes brûlées vives dans l'accident de l'autocar qui les transportait à une cérémonie de mariage dans le centre de l'Inde, a indiqué, le jeudi 17 mars, l'agence indienne PTI. Seules vingt-six personnes ont survécu à l'accident, dont le fiancé. Le véhicule a heurté une canalisation dans un village du Madhya Pradesh, puis a fait deux tonnes avant de prendre feu, a indiqué PTI en citant un survivant. — (AFP.)

● La tournée de M. Rogatchev. — Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui effectue une tournée en Asie du Sud-Est (le Monde du 18 mars), a participé, mercredi 16 et jeudi 17 mars, à Phnom-Penh, à une « conférence consultative » avec ses homologues vietnamien, laotien et cambodgien. Cette conférence, qui s'était déjà tenue l'an dernier, a été notamment consacrée au conflit cambodgien, au différend frontalier lao-thaïlandais et aussi à la question des îles Spratleys. — (AFP.)

هَذَا مِنْ الْإِسْلَامِ

Afrique

AFRIQUE DU SUD : le sursis accordé aux « six de Sharpeville »

Allégresse chez les Noirs, soulagement à l'étranger

Le « soulagement » et la « satisfaction » ont fait écho, jeudi 17 mars, à l'étranger à l'allégresse enregistrée chez les Noirs sud-africains après le sursis d'un mois accordé par la justice aux six condamnés à mort de Sharpeville (nos dernières éditions du 18 mars). « Soulagement » officiel à Bonn où le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a exprimé « l'espoir que

seront désormais créées les conditions pour une justice conforme à un Etat de droit ».

« Satisfaction » à Paris où M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, voit dans la décision de Pretoria « un premier pas dans la voie de la raison ». Les six condamnés devraient cependant être présentés au tribunal le 18 avril si le procès n'est pas révisé d'ici là.

C'est pourquoi, le Parti socialiste français et Amnesty International, entre autres, tout en se « félicitant » du « recul sud-africain », appellent à rester mobilisés. Jeudi soir, environ trois mille personnes, selon la police, s'étaient réunies devant l'ambassade sud-africaine à Paris pour protester, et de brèves échauffourées ont opposé les forces de l'ordre à des groupes de manifestants qui souhaitaient pénétrer dans l'ambassade.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le rendez-vous avec le bourreau n'a pour l'instant, été différé que d'un peu plus de quatre semaines. Les « six de Sharpeville » sont toujours condamnés à la peine capitale. La nouvelle échéance a été fixée au 18 avril. D'ici là, la défense va s'efforcer d'obtenir la réouverture du dossier et de convaincre la justice que les charges retenues ne sont pas suffisantes et surtout qu'elles sont douteuses. En accordant le sursis, le magistrat de la Cour suprême de Pretoria, M. Wessels Human, a bien précisé que les six condamnés à mort avaient été « sciemment participants » et non pas de paisibles badauds. Il s'est insurgé contre les déclarations qui tendaient à faire croire qu'ils avaient été membres passifs d'une foule en colère. Et cela, même si leur participation directe au

meurtre de l'adjoint au maire n'a pu être prouvée. Si la Cour, contre toute attente, a ordonné l'ajournement temporaire de l'exécution, c'est en raison d'un faux témoignage. Il s'agit des déclarations d'un homme, Joseph Maneta, qui a reconnu que ses accusations avaient été formulées après avoir été malmené par la police. Les noms de deux des inculpés lui auraient même été soufflés. Joseph Maneta s'était rétracté après d'un avocat avant le premier procès, mais sa confession n'avait pu être prise en compte lors des débats, car il s'agissait de confidences préalables à sa désignation comme témoin à charge.

Le tribunal a opposé le principe du « privilège » qui interdit de faire état de conversations privées entre un avocat et son client et a donc refusé que la défense procède à un contre-interrogatoire. Jeudi, la Cour suprême de Pretoria a présumé qu'il pouvait

s'agir d'un élément nouveau susceptible de rouvrir le dossier. Or, son président, M. Human, est le même magistrat, qui en première instance, a refusé le contre-interrogatoire. La défense s'est évidemment réjouie de ce retour, avouant difficilement explicable. Les avocats avaient d'ailleurs souligné, lors du premier procès, que si des confessions étaient faibles, elles devaient être rendues publiques si elles pouvaient profiter à l'accusé, en l'occurrence, à deux accusés sur six.

Puisque qu'un seul témoignage est désormais susceptible d'être retenu, cela n'est plus suffisant selon la défense pour confondre un accusé. De plus, ces accusations forcées et fabriquées sèment le doute quant à la validité de l'autre témoignage qui, lui, concerne presque tous les condamnés à mort. La défense dispose donc d'une carte maîtresse. On s'interrogera sans doute longtemps sur les raisons pour lesquelles elle a été acceptée in extremis par la Cour après avoir été

affectait d'être insensée aux pressions, et qui refusait de céder à ce qu'il qualifiait d'« exploitation politique » d'une affaire judiciaire. Le bureau officiel de l'information a fait remarquer que ce sursis « démontre une fois encore que l'Afrique du Sud a un système judiciaire indépendant ». La communication a même souligné « la sagesse du chef de l'Etat et de ses ministres de ne pas s'immiscer dans le processus légal ». Il reste cependant à transformer en espoir définitif cette démonstration d'indépendance.

Quelques heures plus tôt, en début de matinée, une voiture piégée avait explosé dans la banlieue de Johannesburg, à Krugersdorp. L'attentat a fait trois morts, tous Noirs, et une vingtaine de blessés dont une fillette de quinze mois. Ce n'est sans doute pas un hasard si le véhicule avait été placé devant le palais de justice, situé à proximité d'un commissariat de police.

Un avis de recherche assorti d'une forte récompense a été lancé contre le fils d'un professeur blanc de l'université africaine de Stellenbosch, Heinrich Johannes Grosskopf, également soupçonné d'être l'auteur de l'attentat, en juillet dernier, contre le quartier général de l'armée à Johannesburg qui avait fait soixante-dix blessés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● République centrafricaine : rétablissement des relations diplomatiques avec Moscou. — Le gouvernement centrafricain a annoncé, jeudi 17 mars, que Bangui et Moscou « inspirés par le volontarisme réciproque de développer les rapports d'amitié et de coopération » avaient décidé de rétablir les relations diplomatiques interrompues en 1980. — (AP.)

A TRAVERS LE MONDE

Yougoslavie

L'éditorial
« contre-
révolutionnaire »
d'une revue slovène

Belgrade. — Le jour même où M. Gorbatchev se trouvait en visite à Ljubljana, le dernier numéro de la revue de la Jeunesse slovène, *Mladina*, a été provisoirement interdit par le parquet de Slovénie en raison d'un éditorial extrêmement critique pour les autorités yougoslaves. Ce texte signé « la rédaction contre-révolutionnaire », constitue un long réquisitoire contre le pouvoir, accusé de trouver plus pressant de muséifier la presse et de vendre des armes que de combattre la corruption et l'inflation et de ramener une économie à l'agonie.

Mladina dénonce également les privilèges des dirigeants, ainsi que « l'infirmité » de la Ligue des communistes de Yougoslavie et son monopole sur les affaires du pays.

« Si vous restez encore longtemps au pouvoir, nous allons droit vers la restauration du féodalisme », écrit notamment *Mladina*, ajoutant que pour échapper à « l'avenir sans perspectives », les jeunes n'ont d'autre recours que de faire la contre-révolution ». (AFP.)

Maroc

Protestation
contre des sévices
dans une prison
de Casablanca

Deux « détenus politiques » marocains observent, depuis le 8 février, une grève de la faim illimitée à la prison d'Aïn-Bouja de Casablanca en signe de protestation contre les tortures dont ils ont été l'objet, a annoncé l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM).

Le Monde

IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TELEVISION

DU 17 AU 21 MARS
5 JOURS CHAMPIONS
Darl'mat
dans la course



146 BD DE GRENELLE 75015 ☎ 45 75 62 80

EXPOSITION
JEU
1988
DU 18 AU 31 MARS 1988
TEMPS FORTS D'UN SEPTENNAT

ORGANISÉE PAR

Le Monde

DANS TOUS LES

Relais H

- ce qui restera des sept dernières années
- les 12 événements qui ont marqué le septennat de François Mitterrand
- comment le Monde en a rendu compte
- les meilleurs dessins de Plantu

1) VISITEZ

L'EXPOSITION DANS TOUS LES RELAIS H DE FRANCE
(METRO, GARES, AEROPORTS)

2) TROUVEZ

CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS. PARTICIPEZ AU JEU.
Sur la base d'un sondage IPSOS pour le Monde et Relais H.

GAGNEZ

2 CROISIÈRES POUR 2 PERSONNES
EN MEDITERRANÉE (1^{re} et 2^e PRIX)

- VENISE ● DUBROVNIK ● MYSTRA
- ISTANBUL ● RHODES ● VILLEFRANCHE



JEU
GRATUIT
SANS
OBLIGATION
D'ACHAT

Europe

IRLANDE DU NORD

Un nouvel enterrement s'est déroulé sans incident à Belfast

BELFAST
de notre envoyé spécial

La tension a baissé, jeudi 17 mars, dans les quartiers catholiques de Belfast-Ouest. Le Saint-Patrick a été célébré conformément à la tradition, et l'atmosphère d'un membre de l'IRA, Kevin McCracken, tué lundi par l'armée britannique, s'est déroulée sans incident.

Des voitures ont été à nouveau incendiées dans la soirée par des jeunes catholiques, mais en bien moins grand nombre qu'hier. Une patrouille de policiers a essuyé des coups de feu dans le centre-ville et une bombe a explosé dans le nord, mais cela constitue pratiquement la routine à Belfast.

La police et l'armée se sont tenues à l'écart du cimetière de Milltown. Le Sinn Féin, l'aile politique légale de l'IRA, assurait son propre service d'ordre. Des jeunes militants surveillaient le no man's land qui sépare l'autoroute menant à Dublin du cimetière. C'est de là que serait venu mercredi le tireur isolé protestant qui a jeté des grenades sur la foule rassemblée pour les obsèques des trois membres de l'IRA tués à Gibraltar, tuant trois personnes.

L'IRA a cependant évité de provoquer directement les autorités britanniques. L'hommage militaire rituel n'a pas été rendu au cimetière lui-même, mais deux heures plus tôt dans une rue du quartier catholique de Falls. Trois membres masqués de l'IRA ont tiré en l'air une salve d'armes automatiques et se sont aussitôt dispersés. La messe d'enterrement à l'église de la Trinité, dans un des quartiers les plus pauvres du ghetto catholique, Turf Lodge, a été l'occasion d'un sermon particulièrement musclé. Le curé de la Trinité a expliqué l'engagement dans l'IRA de nombre de ses jeunes paroissiens par l'injustice qu'ils auraient à subir quotidiennement. « Ils sont sans

cesse injuriés, harcelés et humiliés par les forces de l'ordre. Doit-on être surpris si certains d'entre eux jettent des pierres ou des bombes au pétrole, brûlent des voitures ou même entrent à l'IRA? », a-t-il déclaré en chaire.

Le conseiller local du Sinn Féin, qui a prononcé l'oraison funèbre au cimetière, a réaffirmé, de son côté, qu'il y avait eu, mercredi, « collusion » entre la police provinciale et le tireur protestant.

« En venant ici malgré l'attaque de la veille, nous avons prouvé que nous ne céditions pas à l'intimidation », a-t-il conclu.

Le tireur protestant isolé autour de l'attaque du cimetière était toujours gardé vendredi dans un hôpital de Belfast. L'IRA a fait circuler un tract demandant son nom, Michael Stone, et son adresse. La principale organisation paramilitaire protestante, l'Ulster Defence Association (UDA), a réaffirmé jeudi qu'elle avait rejeté sa demande d'adhésion il y a un an parce qu'il avait été précédemment condamné pour des vols mineurs. Un porte-parole de l'UDA a décrit Michael Stone, trente-deux ans, originaire du quartier loyaliste de Braniel à Belfast-Est, comme « une sorte de Rambo ». Un responsable de l'UDA, M. Thomas Little, nous a déclaré de son côté qu'il était le type même de recrue dont son organisation ne voulait pas : « Avec son passé de délinquant, il pouvait parfaitement devenir un indicateur de police. » M. Little s'attend à des « représailles » de l'IRA après ce qui s'est passé mercredi. La perspective d'une éventuelle interdiction de l'UDA, réclamée par les dirigeants catholiques modérés, ne l'émue pas outre mesure. « On en parle depuis des années, cela ne nous empêcherait pas de poursuivre notre action », estime-t-il.

Les organisations paramilitaires protestantes sont, en réalité, depuis plusieurs mois dans un grand désarroi. Elles ont été mêlées publiquement à des affaires de détournement de fonds à des fins personnelles, qui ont terni leur image et provoqué les luttes internes entre leurs dirigeants. Il semble que les armes dont disposait Michael Stone proviennent d'un stock acheté à la fin de l'an dernier à la fois par l'UDA et par une autre organisation paramilitaire moins importante, l'Ulster Volunteer Force (UVF).

La part de l'UDA dans cet « achat groupé » a été saisie en janvier par la police provinciale. Le pistolet automatique et les grenades quadrillées dont disposait Michael Stone viendraient du contingent alloué à l'UVF. La police semble enfin mettre en accusation la thèse du Sinn Féin selon laquelle Michael Stone serait parvenu dans le cimetière à partir de l'autoroute; des témoins auraient été retrouvés qui auraient partagé un taxi avec ce dernier. Celui-ci serait ainsi entré dans le cimetière avec la foule en défilé, et ne se serait détaché d'elle que par la suite. La police provinciale continue d'inviter les personnes présentes à lui fournir des informations. Mais le Sinn Féin, qui poursuit sa propre enquête, déconseille aux témoins de collaborer avec la police.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

URSS

Le comité régional du PC du Nagorny-Karabakh demande le rattachement à l'Arménie

Moscou. (AFP). — Le comité régional (Obkom) du parti communiste du Nagorny-Karabakh s'est prononcé officiellement, le jeudi 17 mars, pour la restitution à l'Arménie de cette région autonome rattachée sous Staline à l'Azerbaïdjan voisin, a indiqué vendredi à l'AFP un responsable de l'Obkom, joint au téléphone depuis Moscou.

L'Obkom, réuni en séance plénière, a adopté une résolution en ce sens, après que 70 000 personnes eurent manifesté le jour même à Stepanakert, chef-lieu de la région, a-t-il dit.

La résolution a été publiée vendredi dans le journal local Sovetskii Karabakh, a précisé ce responsable. Il a lu au téléphone ce texte qui demande au Politburo, l'instance suprême du PC soviétique, de réparer « l'erreur historique » qu'a constituée le rattachement, en 1923, du Nagorny-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Deux limogeages après les massacres de Soumgaït

MOSCOU
de notre correspondant

Les pogroms anti-arméniens de Soumgaït viennent de coûter leur poste au maire et au premier secrétaire du Parti communiste de cette ville, MM. Zade et Mamedov, qui ont été contraints, mercredi 16 mars, de remettre leur démission.

Il s'agit là des premières sanctions politiques prises à la suite de ces massacres qui, pour s'en tenir au bilan officiel et très contesté, avaient fait, le 28 février dernier, trente-deux morts et un grand nombre de blessés.

On peut difficilement imaginer que la responsabilité de la passivité dont les forces de l'ordre avaient fait preuve face au déclenchement de ces violences n'ait tenu qu'à ces deux hommes. Si les sanctions devaient toutefois remonter plus haut, elles toucheraient obligatoirement la direction du PC d'Azerbaïdjan, ce qui ne pourrait relever que d'une décision politique au plus haut niveau.

Parallèlement, quelques journaux de Moscou ont commencé à distiller des bribes d'information ou d'analyse sur la crise du Nagorny-Karabakh, la région autonome d'Azerbaïdjan dont la population est majoritairement arménienne et où avaient débuté, il y a un mois, les troubles du Caucase. Mercredi, les Nouvelles de Moscou déplorait ainsi, dans un long article, que ni la Constitution de l'URSS ni celles des différentes Républiques ne précisent les droits des régions autonomes.

Ces droits sont souvent « fictifs », écrivait l'hebdomadaire, en soulignant notamment que le Nagorny-Karabakh avait été complètement coupé de la vie culturelle arménienne.

LUC ROSENZWEIG.

AUTRICHE : renouvellement des cadres et rénovation idéologique

M. Sinowatz cède la place au chancelier Vranitzky à la tête du Parti socialiste

L'ancien chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, a annoncé jeudi 17 mars à Vienne sa démission de la présidence du Parti socialiste (SPOe). La direction du parti a désigné à l'unanimité l'actuel chancelier Franz Vranitzky pour lui succéder, choix qui doit être entériné par un congrès extraordinaire convoqué pour le 11 mai prochain.

VIENNE
de notre correspondante

Cette double décision marque la volonté du SPOe de brusquer un processus de renouvellement des cadres rendu nécessaire par l'implication de plusieurs dirigeants dans un certain nombre d'affaires qui secouent actuellement le monde politique viennois. En dehors de M. Sinowatz, il a été annoncé qu'un autre dirigeant du SPOe, M. Leopold Gratz, président du conseil national, abandonnerait ses fonctions de chef de la section viennoise du parti lors de son congrès le 23 avril.

M. Gratz est accusé d'avoir couvert les activités criminelles d'un de ses meilleurs amis, M. Udo Proksch, propriétaire du célèbre café Demel, contre lequel a été lancé jeudi 17 mars un mandat d'arrêt international. M. Proksch est recherché pour « escroquerie grave et homicide prémédité au moyen d'explosif ». Il est soupçonné d'avoir organisé en janvier 1977 le naufrage d'un cargo, le Lucerna, dont le chargement avait été assuré pour 31 millions de francs suisses. Le Lucerna était censé transporter une installation de traitement d'uranium. En réalité, il ne se serait agi que de ferrailles sans valeur. Arrêté à deux reprises, mais relâché à la suite d'interventions politiques, M. Proksch, actuellement en fuite, avait fondé avec M. Gratz le Club 45, une sorte de « loge rouge » au sein de laquelle se retrouvait tout

le gratin politique à l'époque de l'ancien chancelier socialiste Bruno Kreisky. Il avait été libéré la dernière fois après que M. Gratz, ancien ministre des affaires étrangères, eut fait venir par la valise diplomatique, de Bucarest, des documents censés prouver que le Lucerna transportait bien une installation nucléaire.

Une réalité sombre

M. Sinowatz est victime, pour sa part, d'un procès en diffamation perdu, en première instance, contre un journaliste qui avait affirmé qu'il avait lancé de façon préméditée l'affaire Waldheim. On lui reproche d'avoir annoncé des mois avant l'élection présidentielle de 1986, dans une réunion du parti, « vouloir informer l'opinion en temps utile sur le passé brun » de M. Waldheim. M. Sinowatz a toujours démenti, mais le tribunal l'a convaincu de mensonge. L'ancien chancelier est également mêlé à une affaire de ventes d'armes illégales à l'Iran par une entreprise d'Etat. Un autre dirigeant socialiste, l'actuel ministre de l'intérieur, M. Karl Blecha, est impliqué dans la même affaire. Les deux intéressés ont fermement démenti jusqu'à présent avoir été au courant de quoi que ce soit.

WALTRAUD BARYLL

AUTEUIL
DU 44 AU 58
La mode pour les plus
jeunes des femmes

99, Rue de Passy 75016 Paris
Tél. : 1.42.24.92.92
CATALOGUE GRATUIT
SUR DEMANDE

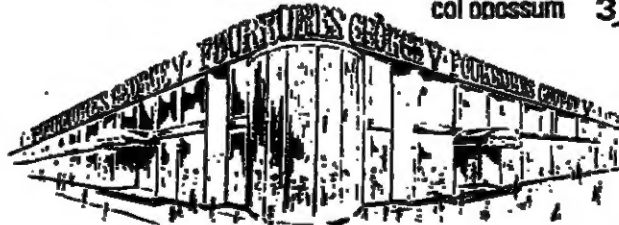
FOURRURES
GEORGE Vdu vendredi
18 mars
au 31 marsRÉALISATION
MASSIVE
DES STOCKS

MANTEAUX

Ragondin	8250 ^F	3850 ^F	Vison pastel	29750 ^F	14875 ^F
Zorinos	3850 ^F	2350 ^F	Renard blue silver	42750 ^F	17850 ^F
Vison pastel, morceaux	11850 ^F	5850 ^F	Vison Ko hi noor	55000 ^F	26850 ^F
Opossum d'Amérique	13850 ^F	6250 ^F	Vison blanc	65000 ^F	27850 ^F
Vison dark, morceaux	12750 ^F	6450 ^F	Lynx canadien	82750 ^F	31850 ^F
Rat d'Amérique	16850 ^F	9450 ^F	Pékan	85000 ^F	38750 ^F
Marmotte	28750 ^F	13850 ^F	Zibeline blonde	195000 ^F	85000 ^F
Vison dark	28750 ^F	14350 ^F			

VESTES

Ragondin	5650 ^F	2450 ^F	Renard blue silver	19500 ^F	10850 ^F
Astrakan et tricot	7850 ^F	3650 ^F	Vison dark	22750 ^F	11850 ^F
Vison Kohinoor lustré	16750 ^F	7350 ^F	Vison saphir	35000 ^F	18750 ^F
Coyote	14750 ^F	7850 ^F	Pelisses inter. Lapin col opossum	3250 ^F	1750 ^F

MAGASIN OUVERT
TOUS LES JOURS
SANS INTERRUPTION
DE 10 H A 19 Houverture
exceptionnelle
dimanche
20 MARSFOURRURES
GEORGE V
40, Av. George V, Paris 8^e

مقدون الاصل

Politique

La campagne des oppositions



M. André Lajoie dans son village natal

Contre «le culte de la personnalité d'un autre âge»

PÉRIGUEUX
de notre envoyé spécial

« Vous savez traiter les vaches ?
- Oui.
- Comment faites-vous ?
- Oh ! c'est comme pour faire l'amour, ça ne s'apprend pas. »

M. Lajoie ne joue pas au paysan. Les gens de la terre, il les connaît, comme les sillons qu'il a tracés tout gosse, dans les champs arides et pentus de sa Corrèze natale. L'enfant du pays est allé se ressourcer, le jeudi 17 mars, dans son village de Chasteaux, non loin de Brive, qui préfère un autre fils du cru, M. Jacques Chirac.

Le maire, radical valoisien, qui soutient le premier ministre, n'en est pas moins occitanique ; il est vrai que « Jeannot » - M. Jean Grumond - a usé ses foudres de culottes avec « André » sur les mêmes bancs de la petite école publique. André était chez les grands, quand Jean était chez les petits. Mais le petit se souvient que le virus de la politique avait saisi le grand... tout petit déjà.

Debut sur une remorque agricole, protégé par un parapluie rouge, le grand confie aux trois cents personnes venues l'accueillir que, en pleine guerre, il avait écrit à la croix sur le tableau noir : « Vive de Gaulle ». L'institutrice n'avait pu obtenir de connaître l'auteur de ce coupable penchant. Aujourd'hui, bien sûr, il s'écrit : « Vive le Parti communiste ». A seize ans, militant de la Jeunesse communiste, ce sont les routes des environs qu'il badi-gonnait avec ses copains. « A bas la bombe atomique », peignait-il sur le goudron en jouant à cache-cache avec la maréchaussée.

Entre l'église du douzième siècle, où il goûte le vin de messe, et le Gouze, où il pêche sans doute quelques poissons, en douce, le candidat du PCF à l'élection présidentielle a parlé de ces paysans qui « produisent ce qui fait besoin aux hommes ». Il a exhorté son auditoire à « ne pas laisser resurgir la haine qui incarne le stalinisme ». Sur 282 suffrages exprimés, aux législatives de 1986, la liste du Front national n'a séduit que 9 électeurs à Chasteaux, alors que M. Jacques Chirac ralliait la moitié de la mise (133 voix). La liste du PCF (65 voix) était coiffée par celle du PS (72 voix). Ici aussi, l'élection du parti se fait sentir. M. Lajoie fera-t-il mieux que M. Marchais en 1981, qui avait obtenu 87 suffrages au premier tour, contre 58 à M. Mitterrand et 38 à M. Giscard d'Estaing ?

Trop tard
au deuxième tour

Il a serré qu'il ne venait pas faire le coup de vote pour l'« enfant du pays », mais une précision ne pouvait tromper pourtant : « au deuxième tour, il sera trop tard pour s'exprimer pour une politique de gauche », a-t-il dit.

Après la Corrèze, et toujours sous un ciel plombé, M. Lajoie a fait une incursion en Dordogne. Le quotidien *Sud-Ouest* du jour faisait remarquer qu'il était le seul candidat à avoir mis ce département sur la route de sa campagne électorale. Dans une exploitation mixte (tabac et élevage), il a tracé les grandes lignes de son programme agricole : suppression des quotas laitiers, doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs, retraite à soixante ans.

Devant cent cinquante paysans réunis sous un séchoir à tabac battu par le vent, il a invité ses interlocuteurs à « réfléchir beaucoup avant d'aller voter ».

En lui apportant son soutien, le maire communiste de Sarlat, M. Louis Delmon, a commencé à le aider dans leur réflexion. M. Lajoie lui-même les a mis en garde contre celui qui cultive « son ardeur » et celui qui « organise un culte autour de sa personnalité d'un autre âge ». « Au premier tour, on dit ce qu'on a sur le cœur, a précisé le député de l'Ailier, car au deuxième tour, vous ne pouvez pas le faire ».

Certes, M. Lajoie est républicain, mais un roi de France a ses faveurs : Henri IV. La version moderne et communiste de la poule au pot dominicale du Vert Galant, c'est « un beau morceau de limousin ou de charolais sur la table, tous les dimanches ». Vivement dimanche !

OLIVIER BIFFAUD.

Des communistes « critiques » pour le candidat officiel du parti. Cent douze « communistes critiques » de la Haute-Garonne, sympathisants encore adhérents, viennent de rendre public un manifeste appelant à voter pour le candidat communiste au premier tour, mais en même temps il souligne « les retards et les erreurs qui imposent la « rénovation du parti [...] ». Le manifeste et les signatures seront publiés sous forme d'encarts publicitaires dans la presse régionale, ce qui témoigne de la volonté des auteurs d'apparaître au grand jour tout en restant à l'intérieur du PC. « Nous ne voulons pas être mis sur la touche les uns après les autres. Nous voulons faire bouger le parti », explique l'un des signataires. (Corresp.)

Les cent jours de M. Le Pen

Reprenant au vol le sujet du livre que le député FN de l'Hérault, M. Jean-Claude Martinez vient de consacrer aux « Cent premiers jours de Jean-Marie Le Pen à l'Elysée », le président du Front national a voulu prouver le jeudi 17 mars au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale que la réalité dépassait la fiction. M. Le Pen poursuit son combat destiné à prouver que lui « l'outsider », pourrait bien devancer finalement les favoris de la course. Pour ériger cet acte de foi dément par les sondages, le chef de file de la droite nationale et populaire a présenté devant la presse les actions-clés qu'il engageait une fois franchie la grille du Coq de l'Elysée.

Pas de surprise, au départ. M. Le Pen, chef de l'Etat rendrait un « hommage particulier » à Jeanne d'Arc : « ce sera un geste symbolique de salut au passé historique de la France ». Après avoir sacrifié au culte de la Pucelle, M. Le Pen engagerait résolument « le redressement national » du pays en s'appuyant sur le « principe fondamentallement démocratique du gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple ».

Dès le mois de juin, M. Le Pen procéderait à un référendum par le biais de l'article 11 de la Constitution, afin d'élargir le champ référendaire aux questions de société et pour rendre possible le référendum d'initiative populaire. Dans le même temps, l'Assemblée nationale serait dissoute avec l'espoir de voir la nouvelle Chambre se tondre aux couleurs du FN. Les Français n'auraient pas fini de voter, car au mois de septembre un référendum

aurait lieu sur le rétablissement de la peine de mort pour les assassins, les terroristes et les trafiquants de drogue ; un autre porterait sur « la préférence nationale » afin de réformer dans ce sens le droit du travail, le droit social, le droit du logement et le code de la nationalité.

Convoqué en session extraordinaire, le Parlement devrait « délibérer sur un programme législatif d'urgence » : réforme du contenu des manuels scolaires, autonomie des universités, création d'un revenu familial, accession à la propriété HLM. Dans le domaine des « libertés individuelles », M. Le Pen se proposerait de renforcer la législation sur la diffamation, et d'étendre les possibilités de droit de réponse dans les médias écrits et audiovisuels. Le monopole syndical serait abrogé, la Sécurité sociale réformée par la création, notamment, de caisses séparées Français-étrangers. Un projet de loi imposerait en outre le droit de grève dans les services publics. Un col-lectif budgétaire « mettrait en œuvre un premier train d'économies budgétaires et de réduction d'impôts sur le revenu ».

Déposer les colonnes
de Buren

Les immigrés ne seraient pas oubliés : expulsions des clandestins et des délinquants, interruption du regroupement familial, limitation du nombre des réfugiés politiques, retour dans des « conditions humaines » des étrangers sans travail.

Far de lance de la réforme idéologique lepéniste, la culture et l'éducation construiseraient deux

chapitres-clés. Dans le domaine culturel, M. Le Pen démentirait par une action d'éclat en faisant déposer les colonnes de Buren qui affectent, selon lui, la perspective de la cour du Palais Royal. « Nous les revendrons à la mairie de Fréjus ».

A l'école, les manuels scolaires « politisés » qui « choquent la conscience ou la conviction de nombreux parents » disparaîtraient. Les notes et classements dans le primaire seraient rétablis ; le chèque éducation mis en place, tandis que la carte scolaire serait supprimée.

La santé des Français serait également mieux préservée, selon M. Le Pen, par un « dépistage systématique du SIDA ». L'ordre régnerait enfin dans les rues et aux frontières. La loi républicaine serait rétablie dans « les zones échappant aujourd'hui aux autorités de police et de justice ». Des instructions seraient données aux préfets de police « pour faire appliquer systématiquement les décisions de justice » et aux parquets, afin qu'ils fassent preuve de « fermeté ». Manifestations publiques, évocations patriotiques devraient permettre en outre une « restauration de l'esprit de défense », tandis qu'une accélération de la réalisation de la loi de programmation militaire assurerait une meilleure défense du pays.

Gaulien jusqu'au bout des ongles, M. Le Pen a expliqué que s'il n'obtenait pas l'appui des Français pour les premiers référendums (peine de mort, code de la nationalité) il rentrerait chez lui le cœur lourd.

PIERRE SERVENT.

M. Bérégozov à Sciences-Po

Une robuste simplicité

Après le coup de tabac déclenché par la venue de M. Bruno Mégret - directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen - qui, l'espace d'un après-midi, avait transformé le vénérable amphithéâtre Emile-Boutmy en bateau ivre (*Le Monde* du 18 mars), Sciences-Po, au grand soulagement de ses responsables, avait retrouvé tout son calme pour accueillir, le lendemain, M. Pierre Bérégozov. Invité par la section socialiste de l'Institut d'études politiques de Paris, l'ancien ministre, contrairement à M. Mégret, n'a pas fait saillie comble. Mais à l'inverse du député FN de l'Isère, le député PS de la Nièvre a bénéficié d'une

qualité d'écoute assez rare de la part d'un amphithéâtre constitué, pour l'essentiel, de sympathisants.

« Quelques heures au fond - juste pour respecter les traditions - de la part d'un petit groupe pas vraiment intéressé. Et pour le reste, sur une bonne vingtaine de questions, plus de la moitié des interpellations ont porté sur les sujets dont raffole M. Bérégozov, du genre : la baisse des taux d'intérêt en France ; la responsabilité de la libéralisation des marchés financiers, entreprise sous son autorité, dans le déclenchement du krach boursier ; le serpent de mer de la réforme fiscale, etc. Le tout, assés avec un sérieux impayable.

En cas de victoire de la gauche à l'élection présidentielle, M. Bérégozov ne croit pas qu'un nouveau changement de mode de scrutin doive être la « première préoccupation » du nouveau gouvernement.

Quant à la configuration du paysage politique de l'après-88, l'ancien ministre, fidèle à son image d'« ouverture », affirme : « Il faudra que tous les Français puissent se sentir concernés par la tâche du redressement. Cela ne veut pas dire que toutes les familles politiques devront se retrouver dans le même gouvernement, ça, je n'y crois pas. [...] Mais cela veut dire que ceux qui gouverneront devront respecter ceux qui ne pensent pas comme eux, de telle sorte que tout le pays soit rassemblé. [...] Dans nos relations, chacun étant lui-même - il y a des socialistes, il y a des EDP, on doit avoir suffisamment de conscience, de responsabilité pour qu'au lendemain d'une victoire, on ait le souci de rassembler le plus grand nombre pour des tâches communes ».

Comme tout le monde, M. Bérégozov a droit à « la » question insolite. Cette fois, ce sera la définition de sa position face à la mort. La réponse sera d'une robuste simplicité : « La mort ? Je ne sais pas ce que c'est. Vous le savez vous ? Non ? Moi non plus. Je la prendrai quand elle viendra. La plus tard possible. »

J.-L. A.

PRÉCISION. - L'omission d'un mot a été corrigée dans la photo dans l'article consacré à la rencontre entre les étudiants de Sciences-Po et M. Bruno Mégret (nos éditions du 18 mars), il fallait lire : « A gauche, seuls les étudiants rorandins n'ont pas voulu » signer la pétition interdisant la venue du député FN. Le Collectif des étudiants Rorandins de France (CEFR), s'est également opposé à cette pétition, estimant qu'un dirigeant du FN avait autant le droit que « le candidat des bouillottes de cru de venir à l'EP ».

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

C'EST que c'est que la mémoire ! Surtout lorsqu'elle est courte ! Aujourd'hui, dix-huit ans ou presque après sa mort, de Gaulle, proche de la béatification politique, fait figure de référence obligée pour tout ce qui aspire à gouverner la France.

Bruyante à droite, l'invocation n'est pas muette à gauche. Brandie à droite comme un morceau de la Vierge, à gauche, l'image du souverain défunt est loin d'être reçue à gauche. Le camp qui forme, il est vrai, le gros de son électorat revendique pour son seul usage les insignes du grand homme, cependant que le camp qui le combattait réclame son inscription sur le testament.

Le temps est vraiment bon garçon ! La droite oublie qu'elle avait appelé de Gaulle notamment pour garder l'Algérie française et qu'elle fut dupée : la gauche ne veut pas se souvenir que le retour au pouvoir du général tenait du coup de force, si ce n'est de pis.

La droite, que l'argent n'effraie pas, oublie que de Gaulle détestait ceux qui en avaient trop le goût ; la gauche pardonne les tribunaux et les lois d'exception dont le règne d'alors se fit une spécialité.

Que les morts ont de la chance d'être ainsi épurés de ce qui les rendait critiquables vivants ! C'est trop les embourner que de revenir, d'une vie, non ce qu'elle a été, mais ce qui la rend utile. A qui ?

Plus, pour les caciques de la vie politique contemporaine, à causer entre eux qu'à s'adresser au pays. Pourtant, ils ne sont pas si nombreux à avoir connu, adultes, le Grand Timonier français. Combien l'ont rencontré ? Combien l'ont servi ?

Né le 26 mars 1902, M. François Létord n'a même pas pu voter la réforme constitutionnelle de 1962 (la majorité civique était alors à vingt et un ans) qui permet à tant de gens, ne serait-ce que lui, de se donner une stature nationale parce que leur prétention l'est aussi. Au moins le temps d'une campagne.

Ce n'est pas, soit dit par parenthèse, l'une des moindres perversions de ce système électoral. S'il a pour but (et pour effet, ce qui contribue à sauver M. Mitterrand il y a deux ans) de donner une incontestable assise populaire à son vainqueur, il met en situation d'autres concurrents qui se savent dépourvus de la moindre chance, de ramasser des lots de consolation, sous forme de portefeuilles ministériels.

D'autres, encore plus joueurs, escomptent un identique bénéfice, qu'ils attachent parfois, en faisant connaître qu'ils pourraient être candidats. De sorte que l'élection présidentielle ressemble à une raffinerie de pétrole en comportant, comme elle, ses produits dérivés. L'un se fait désigner comme chef de l'Etat, tandis que d'autres concourent en sous-main pour un poste de ministre.

Revenons à nos moutons, en l'occurrence les jeunes gens qui soutiennent la candidature de Raymond Barre, le plus digne prébendaire de l'héritage gaulliste, selon ce qu'indiquait dans *Libération* du 14 mars Jean Lacouture, auteur d'un *De Gaulle* remarquable.

Mais ses partisans affichés ces temps-ci, comme Gérard Lorguier, né en 1946, ou Alain Madelin, né en 1948 et tout juste majeur quand De Gaulle quitte le pouvoir en 1969 ? Outre que leurs idées de l'époque les faisaient bien peu « gaullistes » selon l'image attachée à cette notion, ils n'avaient pas eu à s'accommoder bien longtemps.

QUE peut représenter pour des gens qui ont moins de quarante ans la référence à de Gaulle ? Pour ceux, numériquement non négligeables, qui vont voter cette année pour la première fois ? La plupart d'entre eux étaient tout juste nés quand de Gaulle est mort en 1970. Pour ceux qui ont atteint la trentaine, ils étaient âgés, à moment-là, de quatre plus de dix ans. Ils effleuraient la vie adulte s'ils touchent maintenant la quarantaine. Pour les plus vieux, ceux qui ont dépassé l'âge canonique (qui est de quarante ans, comme chacun le sait), est-il bien avéré que faire tourner les tables gaulliennes soit de nature à les plonger tous dans le réassésment ? Toute question de sensibilité partissane mise à part, les onze années durant lesquelles de Gaulle gouverna ne furent pas qu'idylle et Eden pour les Français.

Que peut bien apporter cette incantation, ou ce refrain, à celui qui a perdu son emploi, à celui qui tremble de ne pas le garder, à celui qui s'inquiète que sa retraite soit insuffisante, à celui dont le loyer a augmenté au-delà de ce qu'il peut payer, à celui dont les économies ont été rongées par les mirabolantes privatisations, à celui qui voit augmenter les cotisations sociales mais diminuer les remboursements médicaux, alors que ses risques d'être malade croissent avec les années ?

De Gaulle

A la vitesse où évolue le monde, qu'il s'agisse des techniques, des mœurs, des rapports de force entre les nations, des mutations dont elles sont agitées, que peut représenter le souvenir d'un homme disparu depuis près d'une génération ? Que reste-t-il de son héritage ? Qu'en exhiber ?

La force nucléaire, le rétablissement d'une certaine indépendance nationale, le traité franco-allemand dont on vient de fêter le vingt-cinquième anniversaire, la spectaculaire restauration du Grand Trianon de Versailles et l'idée bizarre mais vite abandonnée de transférer le Palais de l'Elysée au château de Vincennes.

Certes, cela n'est pas précisément rien. Mais combien de Français sauraient le dire, ou s'en soucier ? Et le reste ? La participation, qui n'empêche pas la chute de Gaulle et que M. Pasqua, entre deux redonnations, feint de ressusciter des archives ? Les nationalisations de 1946 (Renault et les grosses banques), que son héritier chiraquien et la clientèle dudit voudraient se mettre sous la dent ? Ou encore la condamnation des partis, que M. Chirac, jamais ménager de son culte, enfourche en disant que « l'élection présidentielle, ce n'est pas une affaire de parti ». Entendre cela de la part du président-fondateur du RPR dont M. Barre se plaint à voix de moins en moins basse qu'il accapare l'Etat, ce ne manque pas de sel.

L'aurait bonne mine, M. Chirac, si le candidat au-dessus des partis qu'il prétend incarner n'avait pas à sa disposition celui qu'il a créé et, accessoirement, l'énorme machinerie que représente, en hommes et en argent, la mairie de Paris.

Il est à ce point détaché de l'esprit de parti, ce bon M. Chirac, que lorsque des journalistes l'interrogent à la télévision sur l'Etat-RPR, il se fait prendre le doigt dans la confiture. « On s'aperçoit que c'est le contraire », rétorque-t-il pour indiquer que l'UDF a été favorisée depuis mars 1986 dans la distribution des places ! Alors ? On étiquette aussi du côté de la majorité ?

Et M. Barre ? N'a-t-il pas dit, lui aussi, « accepter » le soutien franc et massif de l'UDF ; l'accepter avec tant de réticences et de pudeurs qu'il a dû négocier ce soutien avec M. Létord ? Quand on sait - secret de polichinelle - la solide affection que le député de Lyon voue au ministre de la culture, il a vraiment fallu que le premier ne puisse pas faire autrement pour se soumettre aux conditions du second.

Et M. Mitterrand ? Peut-être ne sera-t-il que « soutenu » par le Parti socialiste, mais il sera bien content de le trouver, aussi ardent, aussi actif que s'il était investi ou désigné par lui.

Et le général de Gaulle lui-même ? Ce Rassemblement du peuple français qu'il fonda après sa première démission en 1946 ? Ce n'est tout de même pas un mouvement de plébeurs à la ligne apolitique qu'il lança à l'essort de toutes les élections municipales et législatives qui se présenteront alors.

S'il le déclare dissous, ce n'était pas pour retrouver la vertu de l'homme sans parti, mais parce que celui-ci avait échoué dans sa mission qui était de ramener le maître au pouvoir.

Et l'UNR, qui se crée pour le retour du général aux affaires - sur fond de censure préalable de la presse, - c'était pour réunir des amateurs de césariade que la IV^e République aurait mis hors la loi ?

La vie politique française n'a rien à gagner à vouloir, via de Gaulle, imiter les pratiques américaines, où le candidat, indépendant de partis qu'il, strictement parlant, n'existent pas, se présente seul, uniquement suivi de ses bailleurs de fonds.

Même s'il y faut de plus en plus d'argent pour être démocratiquement élu, la France n'a pas rayé de ses papiers cette part de gratuité qu'apportent les partis et les militants dits « de base » qui se dévouent à leur cause. La vie démocratique en France, en tout cas la vie politique, ce sont aussi des partis, chacun d'eux riche d'un homme qui en est l'étendard. L'homme seul n'y existe pas, ou du moins n'y prospère pas. La confiance d'un parti, c'est le début de celle qui est demandée aux Français. C'est bien ainsi.

PS pour une histoire personnelle pas forcément exceptionnelle. Les PTT se vantent volontiers du soin qu'ils prennent des usagers. Au point de baptiser « clients » ceux qui ne se sentent parfois qu'assujettis. Assujettis par exemple à France Télécom, agence de Paris-Luxembourg, « obtenue » par le 14, où le standard décroche au bout de quatre minutes avant de transférer le client vers un service dans lequel quatorze minutes de sonnerie ne suscitent aucune réaction. Et lorsque, lassé d'attendre une nouvelle tentative est faite, lorsque dans les mêmes délais le standard décroche, c'est pour dire : « Ah ! non, monsieur, la personne est partie ». Il est 16 heures 28.

هكذا من الامم



Politique

Le feuillet du septennat

1985, il était un petit navire...

Rigueur (1982), austérité (1983), guerre scolaire (1984) : François Mitterrand pensait souffler un peu, passé juillet 1984, après la mise en place d'un nouveau gouvernement dirigé par Laurent Fabius. Le premier ministre héritait d'une situation économique en voie d'assainissement. Les services secrets français coulèrent le Rainbow Warrior dans le port d'Auckland et le gouvernement recommença à donner de la bande (*Le Monde* des 15, 16, 17 et 18 mars).

Et vogue la galère ! François Mitterrand et Laurent Fabius ramènent en cadence sur une mer agitée. Le dollar, qui a franchi la barre des 10 francs au mois de février, prend son billet de retour. L'échec de la gauche aux élections cantonales de mars, une habitude, passe par profits et pertes. Action directe a posé son lot de bombes en avril à Paris sans faire de victimes, puis s'est calmé.

En Nouvelle-Calédonie, où l'on s'est entretenu de la fin 1984 jusqu'aux premiers jours de 1985 — trois morts le 30 novembre, dont un européen ; dix Canaques tués dans une embuscade le 3 décembre ; mort d'Éloi Machoro, héros des indépendantistes, abattu par les gendarmes du GIGN en janvier — au point que l'état d'urgence a été décrété, — la queue du cyclone est passée. Quel méchant esprit oserait imaginer que Jean-Paul Kauffmann, enlevé le 22 mai à Beyrouth en compagnie de Michel Seurat, croupirait longtemps au fond d'une geôle, ainsi que Marcel Caron et Marcel Fontaine, détenus depuis le 22 mars ?

À la fin du mois d'avril, François Mitterrand s'était découvert d'un fil en s'essayant à la fantasia, sur le plateau d'Yves Mourousi. La France « craignait » l'avis trouvé « chébran », voire « câblé ». Il savait tout des « sixties » et « eighties », du « smurf » et de Michael Jackson.

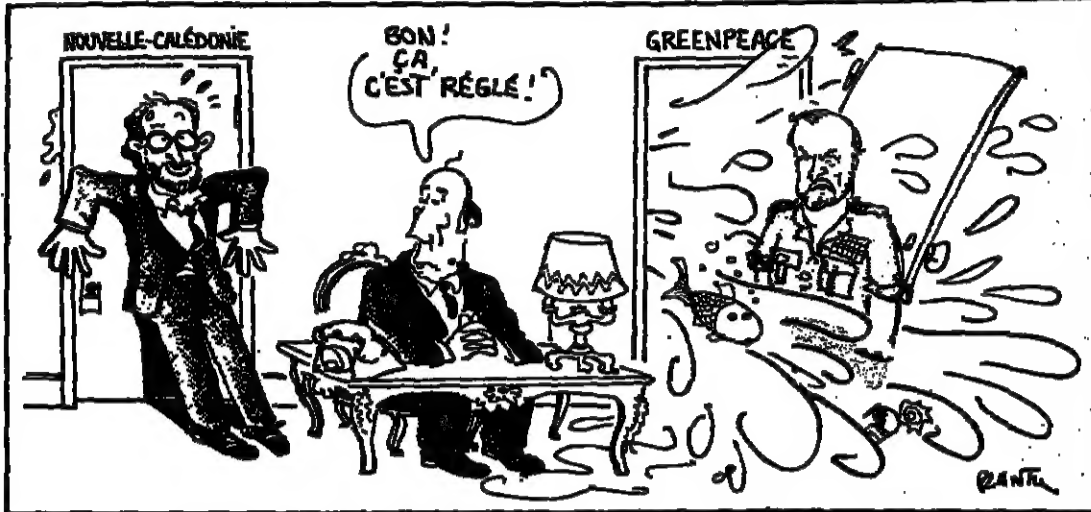
Le chef de l'Etat jusqu'alors figé dans l'aimable prestance d'un passe-lacet, se préparait à la stratégie de la présidence élastique. Planté le désin en punk, comme d'habitude, mais remplacé par un diabolique badge « no future » par un gracieux autocollant « craignos ». Roulait, pardon Laurent Fabius, s'exerçait, lui aussi, à la utilité. « Je n'ai pas pu, à Matignon, reprendre la chaise de Mauroy. Il a les jambes plus longues que les miennes. J'ai alors demandé qu'on recherche toute une série de chaises à je prieux m'asseoir correctement. Finalement, j'en ai essayé plusieurs et j'en

ai choisi une. Terrible ! trois mois après, l'un des huissiers m'a dit : « Ah ! vous avez repris la chaise de M. Barre... » Hilarant. C'était galère, mais pas le bague.

L'été s'annonçait riant. Il fut rigoureux. Le 12 juillet, Michel Rousin, joyeux drille et beau militaire aux yeux bleus, ancien chef puis directeur du cabinet d'Alexandre de Marenches au SDECE, entra en coup de vent dans le bureau de Jacques Chirac, à l'Hôtel de Ville de Paris, lui met sous le nez France-

nucéaires tricolores. À grands coups d'étraves, la « Royale » rejetait au large cet adversaire d'opérette. Au pis, les équipages de Greenpeace étaient attaqués de coque après assaillissement du potage : la flottille pirate tombait en panne de moteur au moment opportun, pour de mystérieuses raisons ; ou bien elle perdait en route l'hélicoptère ou le gouvernail.

En 1981, Greenpeace et l'Elysée ne s'empoisonnaient l'existence que par des échanges de messages.



Soir et sa photographie de première page, puis s'exclame : « Ça, c'est nous ! ». « Ça », le Rainbow Warrior, bâtiment de l'organisation pacifiste et écologiste Greenpeace, couché sur le flanc dans le port d'Auckland, à demi coulé le 10 juillet par deux charges explosives. « Nous », les services secrets français.

Ce que le maire de Paris et son entourage présentaient ou savaient depuis le début, Matignon et l'Elysée mettront du temps, beaucoup de temps, à l'admettre. Le sabotage du Rainbow Warrior, l'un des ratages les plus fameux du renseignement et du service action de la DSE (anciennement SDECE), prit la dimension à la fois d'une affaire d'Etat et d'un mauvais mélodrame à faire hurler Margot. On ne distinguait plus les bons des méchants, le mensonge des demi-vérités, l'hypocrisie de la bonne foi surprise. Il y avait un mort, Fernando Pereira, photographe, tué par la deuxième explosion.

Jusqu'ici, la France s'était toujours débrouillée pour paralyser discrètement, avant naissance, ces empêchements d'expérimentation en rond sur l'atoll de Mururoa, les charges

À Brice Lalonde, jeune homme de bonne famille et qui avait bien voté, François Mitterrand avait adressé, le 8 décembre 1981, le télégramme suivant : « Je ne verrais aucun inconvénient à ce que vous veniez inopinément sur place (à Mururoa) à l'invitation des responsables pour constater par vous-même l'état de la flore et de la faune autour du centre d'essai. » À bord d'un voilier de Greenpeace, Brice Lalonde quittait la zone d'essai de la France pour effectuer deux tirs. Il répondit bien poliment par retour du courrier : « Nous pensons qu'il peut s'agir d'une bonne base de discussion et nous acceptons de participer à une évaluation de la pollution radioactive en Polynésie. » Il n'y avait rien à discuter, car il n'était pas question d'arrêter les expérimentations.

Quant au lobby militaire — singulièrement deux amiraux en charge des essais nucléaires, — occupé à la grandeur de la France et à la sienne propre, il feignait de considérer Greenpeace comme un ennemi de première importance. Il assurait que les essais nucléaires étaient nécessaires à la santé de la nation. En Union soviétique, débat 1987, Andreï Sakharov dira qu'il n'y a de simulations par ordinateur si ne servent à rien. C'était au Forum de la paix, à Moscou, Sakharov, père de la bombe H soviétique, contestataire d'un régime qui enfin lui rendait grâce, n'en sera pas inquiet pour autant. En France, poser timidement la question — comme l'a fait Claude Allègre, scientifique et militant socialiste, dans le *Monde* sous le titre « Guignol's bomb » — relève encore du crime de lèse-majesté.

Anticiper

La réponse était donc sûre d'elle et de la marine lorsqu'elle demanda que l'on prit des précautions particulières pour la campagne de tir de 1985 et contre les antinucléaires de Greenpeace, lesquels s'étaient dotés d'un bon bateau, remorqueur ancien de la marine américaine. C'était, assurait-on, un remorqueur de haute mer dans la main de Moscou. Ses moteurs, ajoutait-on contre toute vraisemblance, étaient si puissants que les bâtiments de la Royale, minables escortes, seraient poussés tels des chalands à la première tentative d'arraisonnement. Fi de la soupe empoisonnée ou du bris de soupapes, méthodes trop subtiles. Il convenait d'« anti-ci-ci-per » — mot souligné deux fois de la main du ministre de la défense, Charles Hernu, sur une note de l'amiral Pages, directeur des centres d'expérimentation nucléaire. Anticiper sans tuer, immobiliser le navire non pas en mer, mais dans le port d'Auckland, avant qu'il n'aille jouer à la bataille navale au large des îles.

La DGSE ne voulait pas de cette mission corneille, qu'elle finit par accepter bon gré mal gré en y mettant le paquet, c'est-à-dire du monde, du beau monde, trop de monde. Pas moins de dix-sept personnes, dont deux finirent sur place en prison. La java des hommes-grenouilles ne passa pas inaperçue. Les hommes de l'ombre commirent tant d'extravagances que l'opération se termina par un formidable soleil.

On ne savait encore pas grand-chose de ce roman noir lorsque dans ses éditions du 18 septembre le *Monde* annonça : « Le Rainbow Warrior aurait été coulé par une troisième équipe de militaires fran-

çais. » Sur quatre colonnes, en tête de première page. Dans le *Figaro*, André Frossard suggère de transférer les services secrets français au numéro 5 de la rue des Italiens et dans *Libération*, Serge July dénonce la pratique du « mensonge d'Etat », qui « commence par un kyste et s'achève par un cancer généralisé ». Quinze jours plus tôt, à « L'heure de vérité », Laurent Fabius, premier ministre, avait déclaré : « Il y a tout de même deux ou trois grands principes qui séparent la gauche et la

Auckland ? Qui a dit que le général de Gaulle avait fait enlever et assassiner Ben Barka ? (...) Est-ce qu'on imagine que le général de Gaulle était au courant des quelques personnes qui guettaient au carrefour Saint-Germain-des-Près ce malheureux Ben Barka ? Pouvaient-ils imaginer qu'un acte aussi ignoble soit commis ? Ce n'est pas raisonnable de penser cela. Ce sont des romans policiers de mauvais aloi (2). »

François Mitterrand n'a pourtant pas publié ce qu'à l'époque il déclarait, le 24 janvier 1986, au cours d'une meeting à la Mutualité : « Le général de Gaulle ne sortira pas de cette alternative. Ou bien il était informé et, pour ne pas embarrasser le climat de la campagne électorale (l'élection présidentielle de décembre 1965), il a préféré, lui aussi, le silence — et alors il est solidaire — ou bien il ne savait pas. Mais alors qu'est-ce que ce régime qui repose sur un seul homme ? De Gaulle, ayant tous les pouvoirs, soit tout — et c'est trop. Ou il ne sait rien — et ce n'est pas assez ! Ou bien il accepte ses responsabilités, ou bien il démontre son impuissance et frappe sa fonction. » Le président de la République nourrit encore, à l'endroit du *Monde*, une solide rancœur pour avoir offert un moment à ses lecteurs le choix entre deux réponses... les mêmes que celles formulées par lui vingt ans plus tôt à l'intention du général de Gaulle. Comme de Gaulle en son temps à propos de l'affaire Ben Barka, François Mitterrand n'est pas loin de penser : « Trop de journaux ont, au-dessus et au-dessous, desservi l'honneur du navire. »

Il est vrai qu'à l'été et à l'automne de 1985 la presse chargea lourdement les cales. En fin de course, *Newsweek* résuma ainsi l'air du

droite : « égalité des chances, solidarité, puis le « ou » du troisième : « une certaine recherche de l'excuse morale ». À la fin du mois d'août, le bureau exécutif du Parti socialiste avait dénoncé le piratage d'Auckland comme une « opération criminelle » à « caractère terroriste ».

L'Etat terroriste, c'était donc la France et non pas quelque ignoble pilote étranger d'une équipe venue de Londres ou de Moscou afin de « déstabiliser » les services secrets français. « Je vous assure, ce sont les Anglais », affirmait encore, fin août, Charles Hernu, sans même remuer le nez, à ses amis socialistes qui s'empressaient de le répéter. Au nom de Trafalgar et de Mers-el-Kébir, on ne demandait qu'à croire celui qui voulait que la France entonnât le refrain favori des pompiers rouges : « Et merde pour le roi d'Angleterre qui nous a déclaré la guerre... » Mais Charles Hernu, lui, ne croyait pas un mot, et pour cause, de cette thèse que les services secrets français s'efforçaient de répandre auprès des journalistes.

L'apparition soudaine d'une « troisième équipe » boula les Anglais hors de la chanson. A Matignon, à l'Elysée, on se défendait comme on pouvait. Charles Hernu fut débarqué le 20 septembre avec les compliments du président de la République. L'amiral Lacoste, chef des services secrets français, aussi, mais sans les compliments. Ayant jeté sac à terre, Charles Hernu, contre toute attente, s'enferma dans le silence sur les mystères d'une navigation hasardeuse. On n'en prit à la presse avant de louer ensuite ses qualités d'investigation. François Mitterrand ne comptera jamais au nombre des louangeurs : « Il ne faut pas croire qu'il y ait des envoyés spéciaux, fins limiers, remarquables journalistes, roublottes inlassables, allant chercher l'information. Non, ils attendaient à leur bureau où on venait leur apporter des informations (1). » Sans doute était-il très mal renseigné.

Le chef de l'Etat s'indignera que sa bonne foi ait pu être mise en doute, que l'on s'interrogeât sur le dilemme dans lequel il paraissait enfoncé : ou bien il était au courant, il mentait et bafoinait l'Etat de droit ; ou bien il tenait tant ; ou bien il ne l'était pas, et son autorité en souffrirait. « Imaginez-vous le président de la République s'occupant de savoir comment procèdent les gens à



temps : « M. Mitterrand est traité désormais comme un bête de vitlage pour avoir soutenu qu'il ignorait ce qui se passait chez lui. »

Douce France

La galère, bien qu'enfoncée jusqu'à ras du pont, continuait sa navigation vers les récifs de mars 1986. Les élections législatives se présentaient mal, en dépit du retour au scrutin proportionnel décidé au mois d'avril.

Michel Rocard, qui préfère le scrutin majoritaire, clique les portes du gouvernement et propose sa candidature présidentielle. En juin, Lionel Jospin s'oppose au premier ministre sur la manière de conduire la campagne législative — depuis le PS ou depuis Matignon — et sur ses lendemains — gouverner à gauche ou constituer un « front républicain ». Dans le *Figaro*, faisant habiller le premier ministre pour l'hiver en l'affublant d'un parapluie dont il ne se séparera plus guère. Le 8 août, Joëlle Kauffmann écrit à son mari détenu au Liban et qui a eu, ce jour-là, quarante et un ans : « Soixante-dix-neuf jours que tu es parti pour un reportage de d'une semaine, c'est long. A-tout de suite. »

Au mois d'octobre, Laurent Fabius affronte Jacques Chirac sur TF1 et joue à contre-emploi. Face au patron de l'opposition, qui s'essie, avec succès, au calme et au sourire, le chef du gouvernement paraît agacé, nerveux, hargneux et même méprisant. « Calmez-vous ! », dit constamment Fabius à son Chirac que l'on n'a jamais vu aussi serein. Jacques Chirac : « Soyez gentil de me laisser parler et de cesser d'intervenir incessamment — un peu comme un roquet... »

Laurent Fabius : « Ecoutez, je vous en prie, vous parlez au premier ministre de la France... La phrase, impériale, fut accomplie d'un malheureux geste de la main, comme s'il avait voulu écarter les miettes de son assiette. Désastreux. Laurent Fabius commentera plus tard, avec une superbe modestie : « On apprend tous les jours. »

On apprend jusqu'au bout. En décembre, François Mitterrand reçoit à l'Elysée Jaruzelski, général polonais aux lunettes noires. Laurent Fabius se dit, à l'Assemblée nationale, « troublé » par cette visite. François Mitterrand, cruel, lui sert la parabole dite « des deux singes » : « Le premier reçoit une décharge électrique toutes les cinq minutes. Le second la reçoit de façon irrégulière, sans savoir à quel moment elle va se produire. Le premier vit très longtemps et le second meurt très vite. Commentaire d'un collaborateur du président : « À bord du Titanic, les bleus l'emportent sur les rouges ». Commentaire du *Monde* : « Pendant les travaux de démolition, la vente continue. On solide avant l'inventaire. »

Toute l'année, la CGT a profité des déplacements présidentiels pour crier à la trahison, balancer au pas-

sage quelques pieds de pancartes et des biscuits apéritifs de marque « TUC », frictionner les côtes des militants socialistes devant les hôtels de ville. Pourtant le chômage est stabilisé, l'inflation maîtrisée à moins de 5 %, l'austérité a fait un petit pas en arrière et le pouvoir d'achat a repris, timidement, sa progression. En Bretagne, on crie : « Pas de promesses, du boulot ! ». A Aix, on chante : « Mitterrand, si tu continues, la classe ouvrière te bottera le cul ! ». Même les mieux disposés envers le président lui promettent, sans le faire exprès, un avenir sinistre. A Mérit, dans l'Oise, la chorale du lycée d'enseignement professionnel interprète en son honneur le *Chant des canuts* : « Cert nous les canuts, nous sommes tout nus. Pour gouverner, il faut avoir mentes, rubans en sautoir. (...) Notre règne arrivera quand votre règne finira. »

On découvre une sucrerie dans ce flot de vinagres. Tremet et la Douce France par les bords de Carte de France. Ils étaient trois cent mille au mois de juin, place de la Concorde, pour une nuit blanche et multicolore, trois cent mille pates à Coluche et Harlem Debar, 300 000 votes pour Bushing, qui, depuis 1981, gémissait dans les sonos :

Mes circonvolutions sont niquées. Y'a un truc qui fait masse. L'écoulement peut plus passer. Non mais, l'as vu c'est passé. J'veux l'feuilleton à la place. Oh ! oh ! vertige de l'amour. Qu'elle était belle, la France, toute mûre. Tout n'allait pas si mal, en somme, pour François Mitterrand. La France, la douce France, bientôt lui reviendrait. Il en mesurait les caprices. Il en supputait les ténébreux. Il crèverait l'oreiller. L'ours Barzy rêvait trop fort. Une grenouille, dit-il à Mourousi, « ça se transforme en prince, comme vous savez... »

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Mitterrand, portrait total, de Pierre Jouve et Ali Magoudi, Editions Carrière.

(2) Ibid.

Prochain article :

1986, « Bonne chance »

M. Chirac

MALGRE TOUT, MAIS AVANT TOUT, VOTONS ANDRE LAJOINIE

Nous appelons les électeurs à voter pour le candidat délégué par le Parti communiste français : André Lajoinie. Le PCF n'est pas un parti de direction actuelle du PCF : il signifie que le PCF est selon nous la seule réalité organisée des luttes ouvrières. Il reste la mémoire et l'avenir de ces luttes : il faut le préserver, car on ne créera pas une tradition ni un capital d'expérience en quelques mois, avec quelques bonnes volées.

Depuis quelques années, les dirigeants du Parti ont contribué à affaiblir et à démolir le Parti « des ouvriers », « des faibles », « des opprimés ». L'erreur, leurs renoncements, leurs volte-face, leur double langage ont été sanctionnés. Le PCF n'a rien resté dans les usages et dans les pratiques le meilleur recours contre le capitalisme. N'oublions pas qu'il s'agit d'un parti de gauche, opposant à la flexibilité du travail qui cause la vie des travailleurs, au renouveau des intellectuels séduits par la réformation sociale de la « cohabitation », en dénonçant l'américanisation spectaculaire et transatlantique de la culture et des mœurs.

Affilié, le Parti communiste existe toujours : il serait suicidaire de sacrifier cette vivante expression du mouvement ouvrier sous le prétexte de punir un appareil corrompu.

C'est parce que le Parti communiste existe que les travailleurs peuvent passer à l'initiative (communiste en tête : les patrons le savent et le droit aussi). Ne nous faisons pas payer les usages et les usages d'une direction sclérosée, ne prions pas la France populaire de cet outil. Ne lui faisons pas payer la dette de quelques dirigeants fermés à tout débat qui faiblissent la centralisation démocratique pour préserver leur pouvoir : l'enjeu historique du Parti qu'ils dirigent les dépense, seules nous fier jusqu'aux exigences des résistants et des combattants à venir.

POUR ENRAYER L'ENEMIE DU PCF, SEULE EXPRESSION DU MOUVEMENT OUVRIER HISTORIQUE, IL FAUT, MALGRE TOUT, MAIS AVANT TOUT, VOTER LAJOINIE.

H. LEFEBVRE (75), J. DRESCH (75), B. CARPENTIER (75), R. LACROIX (77), M. MOISSONNIER (69), A. MORON (75), A. PRENANT (75), C. RÉGULIER (75), P. ROCHE (75), A. SEGRET (60), J.-P. VALLA (46), Y. VARGAS (77), J. ZAFFAGNI (30), J. ADDA (65), G. BARETTAPIANA (83), P. BERTRAND (66), J. BOHER (91), F. BOHLE DIEU (49), E. DE BORTOLI (92), H. BOURGEOIS (92), A. BERTUSSI (13), BRAIK (91), L. BRAIK (92), M. BRENEOL (75), C. BRUNETON (91), J. BURESI (92), G. BUBLEIX (69), R. CAYZAC (34), B. CODAZZI (54), A. COLAS (94), M. COLLIN (92), J. CHOUKROUN (34), G. CLAVERI (50), C. CLERC (31), J. DECHARNIA (41), J. DESJARDINS (38), J. DESJARDINS (38), J. DESPIECH (74), N. DOPAZO-CAYLA (31), R. DRAY (13), J. DUFOUR (38), C. EMERIQUE (30), J.-L. ENGLANDER (91), J. FARKAS (93), M. FERRIN (92), M. FONTANIER (82), J.-R. FRANCO (93), A. GALATAUD (75), C. GAYRARD-GASQUES (82), J. GERON (86), J. GUEDI (94), A. GUEDI (25), M. GUEU (75), A. GUILLERM (75), H. GUIOT (74), H. GILIS (11), A. GIRAUD (92), M. HANDBURGER (75), G. HANDBURGER (31), J.-P. HOUDEAU (35), R. HULO (57), L. JOUANIN (56), J.-L. KIRKYACHARIAN (38), J. LAMANOUE (31), J. KLAPISZ (75), J.-G. LACAZE (75), R. LAFRANCE (75), P. LAURENT-THÈVE (75), P. LAVALLARD (75), M.-H. LAVALLARD (75), J.-C. MALCOUVRES (31), M. MARISAL (92), M. MARTINET (98), L. MARTINEZ (11), A. MATU (66), M. MICHAEL (26), A. PAGES (11), R. RAULT (75), A. REVEST (75), J.-F. ROBIN (75), A. ROUY (75), J.-P. SCOTT (75), A.-M. SALTARELLI (75), H. TANGUY (94), S. TOUNI (31), M. TIMSIT (34), P. STEPHAN (59), E. STEPHAN-BOCQUET (59), A. SAILLENS (75), M. TIBERTI (66), J. TIBERTI (66), S. RAMSTEIN (94), P. SEBAN (75), E. SMADJA (23), C. TALLON (97), F. VANNIERE (75), S. ZOLADZ (75), M. ZOLADZ (75), J.-P. BARLIER (75), A. LE GUEN (75), J.-P. OLIVIER (30).

Adresser signatures et soutien financier, pour publication de ce communiqué, à André MORON, 66, rue de Dautz, 75015 Paris.

POLICES MUNICIPALES
HYERES : LES RIPOUX
CONTROLENT LA VILLE
Dans

Politis
LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI
AU SOMMAIRE DU N° 9

- Le débat sur le revenu minimum garanti :
- Le droit à la paresse ?
- ORSTOM : le libéralisme s'attaque à la recherche



Communication

Election présidentielle

La CNCL précise les règles de la campagne télévisée

La CNCL a rendu publique sa décision régissant la campagne électorale présidentielle sur les radios et télévisions publiques, dont elle avait déjà esquissé les grandes lignes (le Monde du 25 février).

En télévision, chaque candidat aura droit à cinq minutes en ouverture (le 11 avril) et en clôture (le 22 avril) de la campagne officielle du premier tour. Entre ces deux dates, chacun disposera de quatre émissions de quinze minutes, diffusées trois fois : soit sur A 2 entre 19 heures et 20 heures (répétée le soir après le journal de FR 3 et le lendemain à 7 h 30, toujours sur FR 3), soit sur A 2 à 13 h 30 (avec reprise le même jour sur FR 3 à 17 heures et le lendemain à 9 heures sur A 2). L'ordre de passage sera tiré au sort et publié au Journal officiel.

Ces émissions pourront contenir jusqu'à 40 % de documents vidéo. Pas question en revanche pour les réalisateurs - choisis par les candidats sur une liste établie par la SFP et approuvée par la CNCL - de faire usage du drapeau français, ni de combiner les couleurs bleu, blanc, rouge, ou d'intégrer tout ou partie de la Marseillaise dans l'illustration sonore autorisée. Une des émissions pourra être tournée hors des studios, par une équipe légère fournie gratuitement par la SFP. Mais il est exclu de faire apparaître les lieux où le candidat exerce des fonctions officielles.

Des émissions seront également diffusées sur France Inter (à partir de 13 h 30 et de 20 heures), sur RFI et RFO.

Larsen FM dépose deux plaintes à l'encontre de MM. Droit et Rocca

Deux plaintes ont été déposées devant le tribunal correctionnel de Paris par la radio privée Larsen FM à l'encontre de MM. Michel Droit et Yves Rocca, tous deux membres de la CNCL.

Inculpé de forfaiture dans l'affaire Radio-Courtoisie par le juge Claude Grallier, M. Droit avait obtenu le 10 décembre 1987 le dessaisissement du juge à la suite d'une requête en suspension légitime déposée le 27 octobre 1987 auprès de la Cour de cassation. Une dizaine de jours après, il retirait la plainte qui avait constitué le fondement de sa requête et la condition de sa recevabilité. « Manœuvre frauduleuse destinée à égarer la conviction des juges en ne servant que de prétexte à faire prospérer la requête en dessaisissement », estime M. Jean-Louis Bessis, l'avocat de la radio, en

invoquant le délit d'escroquerie au juge.

La deuxième plainte se fonde sur un « Point de vue » de M. Yves Rocca publié dans le Monde du 23 décembre 1987 - « Des annonces qui n'ont pas ». Commentant l'affaire Radio-Courtoisie, celui-ci affirmait que la plainte déposée à l'encontre de M. Droit par Larsen FM était « inconsistante » et « inopportune », le dossier étant, selon lui, « dépassé ». Cette attitude visait, estime Larsen FM, à « dicter un non-lieu au juge de Rennes », auquel a été renvoyée l'affaire, ce qui constitue, selon la radio, le délit de « pression sur une juridiction d'instruction ».

MM. Droit et Rocca sont cités à comparaitre mercredi 23 mars, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris.

A. Co.

En rachetant les parts de Fairfax

M. Murdoch pourrait devenir le premier actionnaire de Reuter

M. Rupert Murdoch, déjà propriétaire d'un empire médiatique dans la presse et l'audiovisuel, va-t-il prendre le contrôle de l'agence de presse Reuter ? L'affaire se joue en Australie, où le groupe Fairfax, pour réduire son endettement de 2,6 milliards de dollars, vendra à M. Murdoch ses participations dans l'agence Australian Associated Press (AAP). Or l'AAP est actionnaire à 13,89 % de la grande agence britannique Reuter.

M. Murdoch est déjà actionnaire de Reuter par l'intermédiaire de sa société britannique News Corp. L'acquisition de AAP ferait de lui le premier actionnaire de l'agence avec plus de 23 % des actions de classe A. Mais le propriétaire du Times risque de se heurter à deux obstacles. En Australie, la Commission des pratiques commerciales estime que M. Murdoch, qui contrôle déjà 60 % de la presse nationale, ne peut acheter la totalité d'AAP sans renforcer de manière excessive sa position dominante. En outre, les statuts de Reuter interdisent à toute société le contrôle de plus de 15 % des actions. M. Murdoch risque de contrôler encore plus de 10 % des droits de vote au conseil d'administration de Reuter, ce qui lui donnerait un poids déterminant au sein de l'agence.

Dans la perspective de 1992

et du développement de l'audiovisuel

La FNPF adopte ses nouveaux statuts

La Fédération nationale de la presse française (FNPF), que préside M. Claude Pélissier, directeur général du *Républicain Lorrain* (Metz), a adopté ses nouveaux statuts à l'issue de son assemblée générale extraordinaire du jeudi 17 mars. Ils ont été votés à l'unanimité, 115 mandats sur 120 étant présents ou représentés. Les nouveaux statuts visent notamment à mieux refléter la diversité de la presse française : en témoignant l'attribution d'une voix de plus au Syndicat de la presse hebdomadaire par rapport au sein de la commission plénière ainsi que la nomination au poste de vice-président de la FNPF de M. Marc Demotte (*Paris-Match*), président de la Fédération de la presse hebdomadaire et périodique (FNPHP) qui rassemble le secteur en continu expansion des magazines et des périodiques.

Les présidents des fédérations et syndicats composant la FNPF ont souligné tout à tour « la renforcement de l'union dans un esprit de solidarité, qui permet à la presse française d'aborder avec confiance et avec force les problèmes que posent à la fois le développement de l'audiovisuel et l'échéance européenne de 1992 ».

La grève des artistes de télévision

« Nous sommes comme l'oiseau sur la branche »

Depuis trois semaines, comédiens et artistes boycottent les tournages de la 5 et M 6, pour obtenir une augmentation de leurs cachets (le Monde du 23 février). Une grève où se mêlent l'inquiétude face à la stagnation de la production et le malaise face aux nouvelles conditions de tournage.

« Nous leur avons un peu gâché le dessert », Serge Vincent s'avoue le dernier coup monté par les comédiens de télévision dans leur guérilla contre les chaînes privées. Entre deux apparitions au petit écran - dernièrement, il a joué des petits rôles dans *Bonjour Maître* et *Un château au soleil* - Serge Vincent milite à la tête du syndicat indépendant des artistes. Après le piquet de grève envoyé à la 5 pour empêcher le tournage de « Boulevard Boulevard », il vient de s'attaquer à M 6.

Le 29 février, alors que la dernière des chaînes privées fête son premier anniversaire à l'Espace Cardin, une quarantaine d'acteurs investissent le restaurant, en menaçant de perturber le « talk show » de Pierre Bouteiller, diffusé en direct en présence du PDG de la chaîne, Jean Drucker. Devant le fait accompli, la direction invite quelques-uns des grévistes, dont Jean-Pierre Darras et Bernard Lavallete, à venir s'expliquer sur le plateau. Accusé de ne pas respecter son cahier des charges, le PDG plaide les circonstances atténuantes - la jeunesse de la chaîne et son manque de moyens - en demandant aux artistes de lui « laisser le temps de s'établir ».

« Nous en avons assez des promesses non tenues », rétorque Bernard Lavallete. Après des mois de négociations qui ont mené à l'imposée, vous ne pouvez pas attendre de bonnes manières d'un peuple en colère ! Les négociations avec la Cinq et M 6 ont repris dès le lendemain.

Des négociations sur la signature d'une nouvelle convention collective que les artistes-interprètes jugent nécessaire en raison des modifications du paysage audiovisuel, mais qui divise les partenaires - comédiens, diffuseurs, sociétés de production - dont les intérêts sont souvent contradictoires. L'un des points névralgiques porte sur les droits de redistribution, que les acteurs estiment insuffisants, surtout depuis la multiplication de chaînes qui piochent allégrement dans le stock de l'ORTF, acquiesçant à la loi.

Trois mille candidats pour un rôle

Comédien depuis vingt-deux ans, Serge Vincent est formel : « Sans recourir à la publicité ou au doublage, un acteur ne peut plus vivre de la télévision. On nous demande de faire en une journée ce que nous faisons auparavant en quatre - et pour le même salaire ! Avec la vidéo, on tourne jusqu'à vingt minutes - mille - 300, 400 lignes de texte sans répétition - par jour, contre trois minutes avant. Ensuite, et c'est plus grave, l'appel grandiose aux vedettes du cinéma par la télévision provoque la disparition des rôles secondaires. Puisqu'on achète les stars au prix fort, il ne reste que peu d'argent pour les autres (1). Sur les 3 millions de francs que coûte la production de *Clément*, 15 % sont consacrés à la distribution, dont 10 % pour le ou les premiers rôles et 5 % pour tous les autres. Le scénario est désormais bâti autour de la vedette et les rôles secondaires en pâtissent. Cela explique qu'il y ait des fois jusqu'à trois mille candidats pour un rôle ! »

Bernard Lavallete ne dit pas autre chose. « Je n'ai pas tourné pour la télévision depuis trois ans (c'était dans *Mais qui Hall*) ! Avant, je n'arrêtais pas, raconte-t-il. On nous disait que les nouvelles chaînes élargiraient le champ de la création française. Or on n'y voit que des séries américaines ou alors des rediffusions de nos anciens succès. Un exemple ? M 6 vient d'acheter à l'INA pour un prix dérisoire, la série « Au théâtre ce soir », c'est-à-dire cinq cents émissions tournées en vingt ans grâce au travail de mille comédiens. La chaîne s'enrichit, à cause des spots publicitaires, sur notre dos ! Non seulement on ne tourne plus, mais on use notre image, tout en nous spoliant sur le plan financier... »

Même les comédiens qui ont une plus grande notoriété, ou peut-être simplement plus de chance, portent le même jugement sur leur métier et se solidarisent avec leurs collègues.

« De Laurentis vend une partie de ses droits à Michael Stevens », Le groupe cinématographique américain De Laurentis vend au financier britannique Michael Stevens les droits audiovisuels internationaux de son catalogue de trois cent vingt films. La vente, conclue pour 65 millions de dollars, servira à rembourser les dettes bancaires de De Laurentis qui se montent à 57 millions de dollars. Le catalogue comprend des films comme *Le Laurier*, les *Productions*. Ce plaisir qu'on dit charnel, etc. M. Stevens possède en France la moitié du capital de Para-

moins fortunés. Jean-Pierre Darras, par exemple, qui ne chôme pas, entre le théâtre, la nouvelle série qu'il vient de tourner à Marseille pour la télévision et le lancement de son nouveau livre, nous a confié : « A soixante ans, je suis arrivé à un âge où je dois compter sur les rediffusions. La spécificité de notre métier est d'être comme l'oiseau sur la branche ! Sans faire du misérabilisme, je rappellerai seulement que j'ai vu Jean Tisserand mourir de faim. Même un acteur de la stature de Pierre Fresnay n'était pas à l'abri de la misère... »

Le métier d'acteur a toujours été précaire, et cela ne s'arrange pas. En France, pour une trentaine de vedettes et deux cent cinquante comédiens qui s'en tirent tant bien que mal, la profession compte de dix mille à douze mille membres, avec un taux de chômage de plus de 80 %. Quant à la couverture sociale, ceux qui travaillent régulièrement peuvent espérer avoir une retraite de 4000 francs par mois, alors que les autres toucheront entre 600 et 800 francs.

Jean-Pierre Darras se plaint, lui aussi, des conditions de plus en plus « industrielles » qui sont imposées aux acteurs de télévision. « Pour que la création française puisse avoir une chance face à la concurrence étrangère, dit-il, les producteurs font de l'abâtardissement ! »

La riposte des diffuseurs

La fronde des comédiens gagne du terrain dans une profession connue pour l'individualisme de ses membres. A l'issue d'un véritable marathon de négociations avec l'intersyndicale des artistes-interprètes, et une menace de grève prise très au sérieux, TF 1, Antenne 2 et FR 3 ont fini par signer deux accords le 19 novembre 1987, qui garantissent aux artistes un volume horaire de production pour 1988 (cinq cent dix heures pour les trois chaînes), et une rémunération en cas de rediffusion fixée à 35 %, 20 % et 10 % du salaire initial, selon l'heure de diffusion. Canal plus et la Sept ont signé des accords analogues.

La 5, M 6 et l'Institut national de l'audiovisuel (INA), en revanche, ont refusé de s'aligner sur ce barème. Les chaînes privées fondent leur refus sur une analyse économique du marché français, arguant du leur propre équilibre financier précaire. A M 6, on n'hésite pas à qualifier d'« aberrations économiques » les accords signés par les trois

grandes chaînes, chiffres à l'appui. « Le prix horaire moyen d'une œuvre de fiction française est d'environ 2,5 millions de francs en 1987, fait-on remarquer. La masse salariale représente en moyenne 15 % du coût global d'une production, soit 375 000 F. Le montant de la rémunération demandée par les acteurs pour une rediffusion étant en moyenne de 26 % du salaire initial, les versements réclamés s'élèveraient à 97 000 F. Même la moitié de cette somme - pour notre taux d'initialisation de 50 %, - soit 48 000 F, serait supérieure au prix payé pour diffuser une fiction européenne : de 25 000 F à 45 000 F. »

Quant à l'INA, il est devenu la bête noire des artistes, qui l'accusent d'avoir bradé ses stocks, constitués grâce au service public, à la 5 et à M 6 dans le cadre d'un accord contractuel signé en 1987. Les artistes se plaignent de toucher des sommes dérisoires pour les rediffusions qui se multiplient sur ces chaînes privées. Leur cachet est calculé sous forme de pourcentage du prix de cession des émissions (équivalent à 0,5 % à 3 % du salaire initial), alors que l'intersyndicale propose le reversement d'une proportion de ce salaire. Concrètement, les artistes réclament à l'INA un total de 95,7 millions de francs, pour 1987 et 1988, alors que l'Institut, grâce à une rallonge budgétaire de 50 millions de francs promise par le ministère, ne propose que 50,4 millions.

C'est l'impasse. Même si M^{me} Janine Langlois-Glandier, PDG de l'INA, se dit « confiante sur la conclusion d'un accord à terme ». Actuellement, dit-elle, le surcoût financier représenté par la revendication des artistes grèverait le budget de cent quarante personnes. « Faisant remarquer que la création audiovisuelle stagne dans tous les pays européens alors que le volume total des diffusions est en constante augmentation, M^{me} Langlois-Glandier plaide en faveur d'une « seconde marche », constituée de rediffusions et de multidiffusions sur la même chaîne. « Nous avons 300 000 heures de programmes en stock, ajoute-t-elle, et TF 1, A 2 et FR 3 ne diffusent chaque jour que quelque 250 heures par an. Ces chaînes ont un droit de préemption sur toutes les émissions produites depuis 1975 mais, en fait, elles recourent peu aux rediffusions. Alors que la Cinq et M 6, entre leur lancement en mai 1987 et la fin de cette même année, ont demandé 196 heures à l'INA, pour la même période TF 1 n'a diffusé que

55 heures et A 2, 59 heures. Autrement dit, si les nouvelles chaînes ne diffusaient pas ces émissions, personne d'autre ne le ferait. »

Les artistes accusent l'INA de délaisser sa vocation première, qui est triple - l'archivage, la formation et la recherche - pour se transformer en entreprise commerciale. « Faux ! répond la présidente Langlois-Glandier. Nous sommes le plus important détenteur de droits en Europe, mais notre marché est immense - les 106 millions de téléspectateurs francophones du monde - et nous devons renouveler nos archives, puisque les chaînes ne sont plus obligées de déposer leurs émissions chez nous. C'est pourquoi nous créons une soixantaine d'heures haut de gamme, nous coproduisons, nous encourageons la recherche (avec Thomson), nous aidons les jeunes réalisateurs, nous participons au lancement de la chaîne cryptée au Maroc, nous produisons des cassettes vidéo, nous avons passé des accords avec le Japon, la Chine, l'Union soviétique. Si les artistes-interprètes nous reprochent notre politique commerciale dynamique, c'est sans doute parce qu'ils sont les seuls, dans ce monde qui bouge, à se cramponner à leurs droits acquis, en refusant une évolution inévitable ! »

La solution échappe même aux spécialistes. Le sénateur Jean Cluzel, par exemple, qualifie la volonté des artistes-interprètes d'imposer à l'ensemble des rediffusions la référence au cachet initial revalorisé de « revendication compréhensible en situation de sous-emploi latente de cette profession », mais « extrêmement grave pour tout le monde ». Pour l'INA, d'abord, qui verrait disparaître sa marge bénéficiaire ou serait contraint de vendre à perte ; pour la culture française ensuite, puisque les sociétés de programmes remplaceraient la production française, rediffusée ou « fraîche », par des séries américaines bon marché ; pour les artistes eux-mêmes, enfin, pour lesquels « cette fausse solution consiste à scier la branche sur laquelle ils sont assis ».

Premières victimes de la logique commerciale qui s'est emparée de l'audiovisuel, les comédiens de télé sont les moins armés pour faire valoir leurs droits légitimes.

ALAIN WOODROW.

(1) Alain Delon, par exemple, qui tourne actuellement une série pour TF 1, « Clément » (quatre fois 90 minutes), est payé 20 millions de francs sur un budget de 60 millions. Or il y a 85 acteurs et 1 000 figurants...

France Inter gagne

1 MILLION DE NOUVEAUX AUDITEURS*

LE RÉSEAU RADIO FRANCE**
(PRÈS DE 10 MILLIONS D'AUDITEURS)
PREMIER RÉSEAU DE FRANCE

**FRANCE INTER - FRANCE MUSIQUE
FRANCE CULTURE - FRANCE INFO -
RADIO BLEUE - FIP - RADIOS LOCALES

*ENQUÊTE MÉDIAMÈTRE - JANVIER-FÉVRIER 1988

ABANO TERME
(40 Km. de Venise-Halle)
Hotel PRINCIPE
TEL. 193949-669270-669276

MONTEGROTTO TERME
Hotel BELLAVISTA
TEL. 193949-79333-793376

TELEX 621379 PUMINT

VACANCES SANTÉ : Traitement, piscines, massages, thérapies, physiothérapies, esthétiques, d'innervations, régénérateurs, détartrages. Tous soins en hôtel. Pension complète à partir de 225 F.

Le Monde

sur minitel

TOUS LES SONDAGES

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

IPSOS

مكتبة الامارات

هتد من الاميل

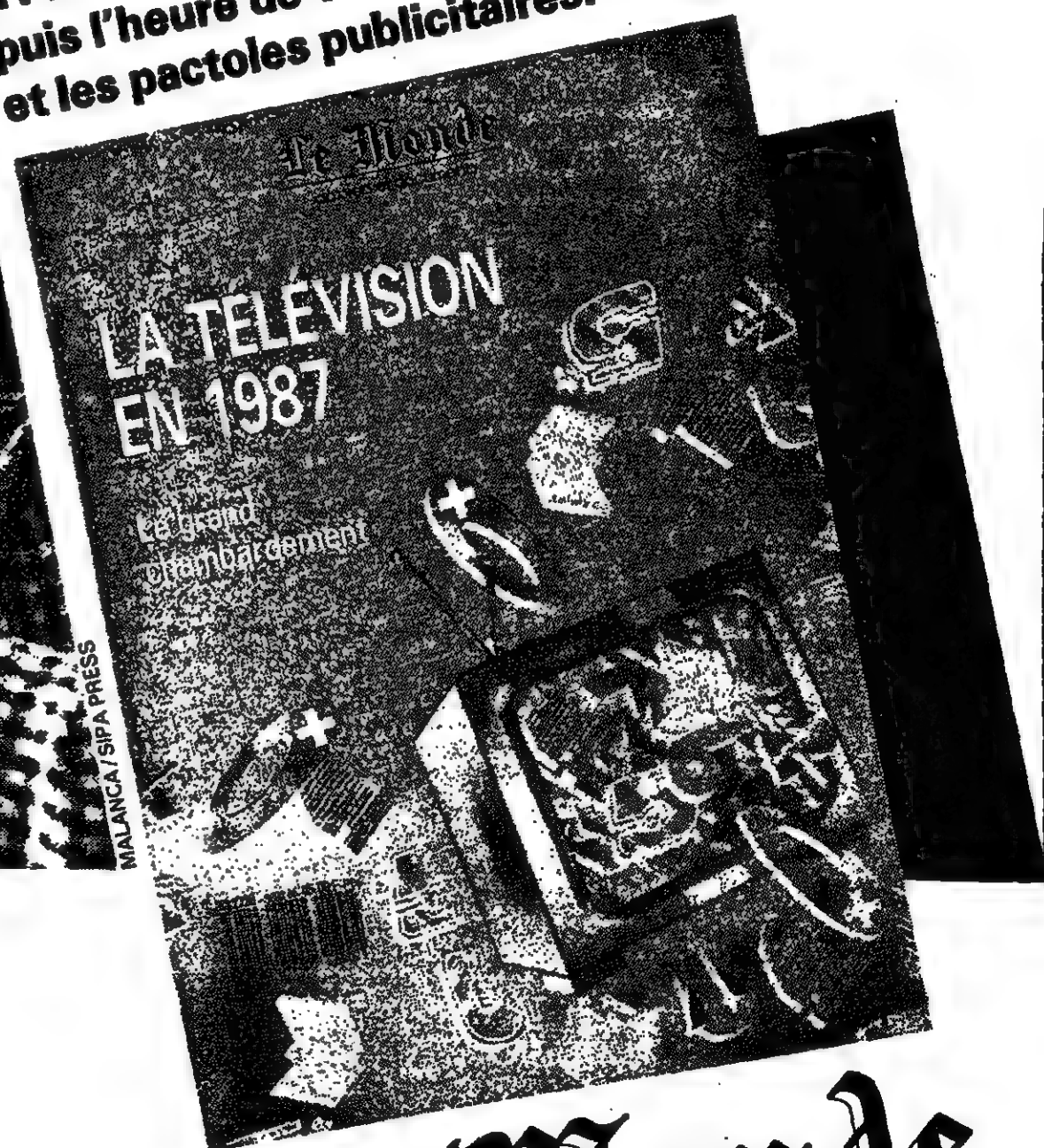
12 Le Monde • Samedi 19 mars 1988 •

L'ANNÉE DE LA TELEVISION 1987

le grand chambardement



Quelle année !
au printemps, le combat
des chefs autour des privatisations ;
durant l'été, le petit ballet des stars
d'un écran à l'autre ;
à l'automne, la course aux audiences,
puis l'heure de vérité des sondages
et les pactoles publicitaires.



En un an, la télévision a plus changé
qu'en dix ans. *Le Monde* présente le bilan
de cette année mouvementée :

- Le feuilleton des privatisations. La guerre des chaînes. La CNCL et les « affaires ».
- La vie des sociétés. Stratégies, batailles d'influence, pouvoir de l'argent. La tyrannie des taux d'écoute.
- Les grandes émissions de l'année. Les nouvelles tendances. Portraits et interviewes de vedettes.
- A la recherche du « mieux-disant culturel ». La crise de la production et de la création. Le conflit cinéma-télévision.
- Le câble, les satellites...
- La loi Léotard. La chronologie des événements.
- Et aussi... le palmarès de la rédaction du *Monde* !

Le Monde

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
160 PAGES

LARGEMENT ILLUSTRÉ DE PHOTOS ET DESSINS

**CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX : 45 F**

Moins forte qu'en 1986

La baisse de la criminalité et de la délinquance en 1987 est de 3,74 %

Avec 3 168 970 crimes et délits présumés constatés par les services de police et de gendarmerie, la diminution de la délinquance et de la criminalité en 1987 par rapport à 1986 est de 3,74 %. Le recul est ainsi de moindre ampleur qu'en 1986, où la baisse avait été de 8,02 % par rapport à 1985. Ce résultat confirme cependant la tendance de la décennie : ralentissement en 1983 et 1984, stoppée en 1985, la criminalité et la délinquance constatées baissent désormais régulièrement.

Présentant ces chiffres à la presse, vendredi 18 mars, en compagnie de M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, M. Robert Pandraud a préfacé l'action des services de police et de gendarmerie sur deux ans, 1986 et 1987 : « Par rapport à

1985, la diminution d'ensemble de la délinquance et de la criminalité a été de 11,46 %. C'est un résultat sans précédent (...). C'est la première fois, depuis 1972, date d'établissement du cadre statistique actuel, que l'insécurité diminue aussi fortement en deux ans (...). Dans vingt-six départements, les crimes et délits constatés en 1987 sont moins nombreux que ceux enregistrés en 1981. »

« Une diminution de plus de 3 % n'est ni une reprise ni une remonte de la délinquance », a noté le ministre délégué chargé de la sécurité, en indiquant que certains des résultats de janvier et février étaient encourageants : « 7 % à Paris, -14 % en Seine-Saint-Denis. L'année 1987, a-t-il ajouté, apparaît à juste titre comme celle des succès dans la lutte contre le terrorisme (...). Les succès obtenus depuis deux ans ne sont pas le fruit du hasard. Obtenus sur le terrain, par des personnels qui n'ont

évidemment pas changé, ils sont le reflet d'une politique déterminée conduite par le gouvernement de Jacques Chirac et dont les grands axes ont été : la rénovation de notre législation, l'accroissement des effectifs, l'amélioration de la formation des personnels, la mise à disposition d'équipements adaptés à notre temps. »

La veille, jeudi 17 mars, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur socialiste jusqu'en mars 1986, avait donné son propre commentaire de ces résultats. « Protéger les problèmes de sécurité de toute polémique politicienne inutile », et souhaitant une « approche plus sereine », le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a affirmé que « la sécurité intérieure, comme la sécurité extérieure, ne peut pas se passer d'un consensus. Nous verrons peut-être dans l'avenir des parlementaires de droite voter une loi de modernisation de la

police présentée par la gauche, comme nous l'avons fait en votant la loi de programmation militaire présentée par l'actuelle majorité. »

M. Joxe a cependant souligné que l'action gouvernementale de la gauche en faveur de la police avait « une incidence sur les heureux nouvelles que l'on nous annonce aujourd'hui ». Tout en se félicitant que « la Lettre de la Nation du 17 mars ait reconnu que c'est à partir de 1983 - et seulement - 4,40 % - que la courbe a commencé à se ralentir, avant de s'inverser dès 1985 avec - 2,78 % », l'ancien ministre de l'Intérieur a cependant accusé ses successeurs de s'être livrés à une « manipulation des chiffres » dans le domaine du terrorisme. Alors que le ministère de l'Intérieur fait état de 494 attentats en 1987, M. Joxe les évalue pour sa part à « plus de 800 », dont environ 500 pour la Corse.

Françoise Sagan inculpée d'usage et de transport de stupéfiants

LYON de notre bureau régional

Françoise Sagan, de son vrai nom Françoise Quirion, a été inculpée, le jeudi 17 mars, d'usage et de transport de stupéfiants par M. Gilles Raguin, juge d'instruction à Lyon. Après notification de son inculpation, l'écrivain, qui a passé deux heures dans le cabinet du juge, a quitté librement le palais de justice de Lyon en empruntant une porte dérobée.

Cet acte de procédure s'inscrit dans le cours d'une enquête judiciaire menée depuis plus de deux ans par la brigade des stupéfiants du SRPJ de Lyon et qui a permis de démanteler un réseau international de trafic d'héroïne et de résine de cannabis (le Monde du 20 février).

Après l'arrestation, en juillet 1986, d'une ancienne enseignante de couture lyonnaise, Rolande Kielen, et la saisie, à son domicile, de nombreux documents, les policiers du SRPJ, en étroite collaboration avec l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTIS) et leurs homologues de plusieurs pays étrangers - Etats-Unis, Canada, Danemark - ont pu remonter trois filières distinctes allant de l'Asie du Sud-Est à l'Amérique du Nord, dans lesquelles apparaissent quelques anciens membres de la fameuse « French Connection », tels que Albert Le Gallo, soixante et onze ans, et son collaborateur André Trihan, cinquante et un ans. A ce jour, plus d'une trentaine de personnes ont été inculpées, dont douze sont incarcérées à Lyon ou dans la région parisienne. Le parquet de Bobigny est saisi d'une partie du dossier.

Multiples nationalités

Les têtes de réseau et les organisateurs de la première filière mise au jour appartiennent à de multiples nationalités. On y trouve un Américain, Martin Zimmermann, un Britannique, Donald Johns, un Allemand, Klaus Roder (responsable des liaisons avec la Thaïlande, mais toujours en fuite) et un Français, Alain Girault.

Une autre plaque tournante essentiellement parisienne était animée par Jacques Bozzi et Lucien Carrel, associés dans la gestion de restaurants au Québec et identifiés par la police canadienne. Au domicile de Carrel, arrêté le 2 février 1988 dans le deuxième arrondissement de Paris, les policiers découvrirent un véritable « supermarché de la drogue » : de l'héroïne coupée et conditionnée prête à être distribuée, ainsi qu'une somme de 400 000 F en devises étrangères. Enfin, une troisième filière visant à approvisionner la région Rhône-Alpes avait été mise en œuvre par Nicole Guilgou d'Améide, surnommée « Lola », arrêtée au printemps 1987 dans son appartement de Neuilly-sur-Seine avec deux de ses principaux « dealers ».

En plus d'importantes quantités d'héroïne pure et de plusieurs centaines de kilos de résine de cannabis, les enquêteurs avaient découvert des produits de coupage, des pièces de comptabilité, ainsi que des listes de petits

revendeurs et de clients réguliers, dont certains se faisaient livrer jusqu'à 15 grammes d'héroïne par semaine. Parmi ces derniers - dont les noms ont été donnés par des revendeurs intervenant en bout de chaîne - figuraient plusieurs personnalités appartenant au milieu des arts et du spectacle. C'est vraisemblablement à partir de ces révélations et de ces documents que le magistrat instructeur lyonnais a été amené à entendre et à inculper l'auteur de *Bonjour tristesse*, qui ne s'était pas présenté lors d'une première convocation judiciaire, voilà une quinzaine de jours.

« Hallucinant »

A son retour à Paris, dans la soirée de jeudi, Françoise Sagan a déclaré à RTL : « Il m'est arrivé de prendre un peu de cocaïne comme pas mal de gens. Mais de là à me traîner devant les tribunaux, ça hallucinant. » Elle a qualifié son inculpation de « dérisoire ». « Je dis tout simplement que je n'ai pas à me défendre. Je ne me suis jamais occupée de trafic de drogue. (...) Il y a dix mille personnes, de gens plus connus que moi encore, qui ont pris de temps en temps un peu de cocaïne quand ils sont fatigués », a-t-elle ajouté. « Le magistrat, en effet, m'a dit qu'il m'avait inculpée parce qu'il inculpait tous les gens qui étaient sur les fichiers (NDLR : de la police), qu'il inculpait tout le monde et qu'il n'était pas question qu'il fasse une demi-mesure avec moi. »

A Antenne 2, rappelant qu'elle avait déjà été interpellée par la brigade des stupéfiants en 1986 (année des élections législatives), la romancière a poursuivi : « C'est pareil chaque fois qu'il y a des élections. On ne parle que de moi à la télévision, à la radio, alors qu'on a arrêté trente personnes, et je suis la seule dont on parle. (...) Si le juge déclare qu'il faut appliquer la loi, il faut l'appliquer pour de bon, c'est-à-dire qu'il faut appliquer aussi au secret de l'instruction, qui interdit strictement qu'on dise quoi que ce soit sur (...) l'inculpée. Et qu'on me donne des moisifs qui soient réels » (de mon inculpation).

ROBERT BELLERET.

[Le 20 janvier 1986, alors qu'elle sortait de chez elle en compagnie de sa secrétaire, Françoise Sagan avait été interpellée par des membres de la brigade des stupéfiants. Dans un communiqué publié quelques jours après, en réponse à un article de *Midi Libre* relatant cette interpellation, l'avocat de la romancière, M. Jean-Claude Zylberstein, fit le récit des événements qui suivirent cette interpellation en ces termes : « Avant de son plein gré livré la police à pénétrer dans son appartement, Françoise Sagan autorisa, tous jours volontiers, un membre à fouiller son sac et sa valise. La fouille s'étant révélée « infructueuse », Françoise Sagan, ajoutait l'avocat, consentit encore à suivre ses hôtes au palais de justice afin d'y signer une déclaration. Le communiqué concluait : « La police n'a pas saisi deux grammes de cocaïne à son domicile comme *Midi Libre* l'affirme en toutes lettres. N'ayant jamais été inculpée, Françoise Sagan n'a pu faire l'objet d'une « rampe en liberté » sur un ordre quelconque. »

Dès la publication de l'article de *Midi Libre* le mettant en cause, Françoise Sagan avait demandé la saisie de l'hebdomadaire. Sa demande fut rejetée le 4 février par le tribunal de grande instance de Paris.]

MAURICE PEYROT.

■ Nouvel attentat contre une gendarmerie en Corse. - Une charge d'environ 5 kilos d'explosif a fortement endommagé, jeudi 17 mars, des bâtiments de la gendarmerie de Bastia et particulièrement les garages ainsi que plusieurs véhicules.

La périphérie des villes et la civilisation de l'automobile

Le « moins bon » résultat de 1987, par rapport à 1986, est paradoxalement un bon point pour le ministère de l'Intérieur : c'est bien la preuve que l'instrument statistique est resté inchangé et que, malgré les tentatives électorales, les responsables politiques n'ont pu solliciter outre mesure les chiffres. Aussi regrettons-on que, dans le dossier remis à la presse, une présentation trompeuse des chiffres, excluant du décompte les « infractions astucieuses contre les biens », ait tenté d'imputer une hausse à l'année 1985 pour mieux l'opposer aux baisses de 1986 et 1987.

On ne peut comparer ce qui est comparable. De ce point de vue, le constat est clair : ralentissement d'une hausse, interrompue depuis 1972, en 1983 et 1984, légère baisse en 1985, cette diminution en 1986, dès le premier semestre (-3,76 % par rapport à celui de 1985), renforcée au second semestre (-10,18 %). « Il faut préserver l'outil en évitant les polémiques », répliqua à l'événement M. Claude Chazomont, administrateur de l'INSEE, détaché auprès du directeur central de la police judiciaire et chargé depuis 1985 de superviser les statistiques.

Ces chiffres, qui sont en fait la mesure de la criminalité et de la délinquance telles que les perçoivent policiers et gendarmes, méritent mieux que des communications de victoire. Trois décomptes sont en fait significatifs (notre tableau) : le total général, le total moins les chèques sans provision, l'ensemble des vols en fait. En effet, depuis 1985, les infractions à la législation sur les chèques ont fortement diminué sous

la pression administrative, la justice incitant désormais les plaignants à faire appel à des huissiers contre les mauvais payeurs, et donc à ne plus porter plainte. Quant aux vols, qui, en 1987, représentent 64,01 % du total des crimes et délits, ils sont en réalité le « noyau dur » de ces statistiques, indiquant la tendance lourde.

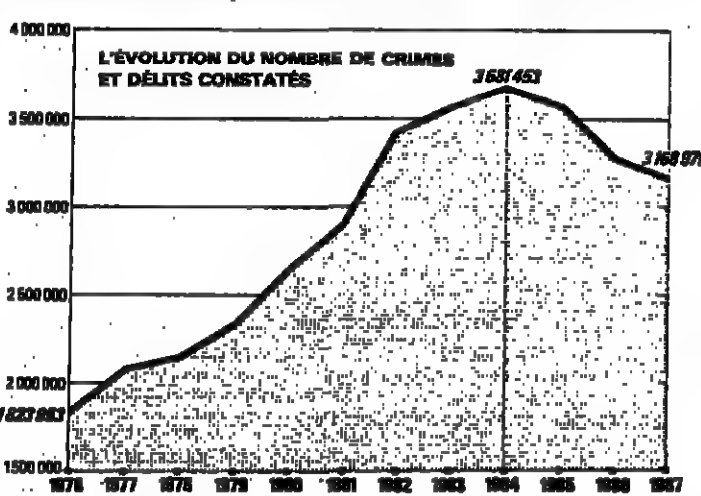
Les résultats de 1987 comportent en fait deux types d'enseignements. Les premiers sont conjoncturels, les seconds éclairent la structure de la criminalité française. Si la baisse est moindre en 1987 qu'en 1986, c'est en raison notamment de l'augmentation de certains vols. Si les vols à main armée baissent fortement (-18,66 %), les autres vols avec violence baissent peu (-2,31 %), et les vols sur la voie publique concernant « d'autres personnes que les femmes » augmentent (+5,69 %). De même, la catégorie « autres vols », qui comprend les vols « à la tire », par exemple, « l'entrée par effraction », etc., restent pratiquement stables (-0,89 %).

L'autre donnée conjoncturelle est géographique : l'ensemble des vols diminue plus en zones de police d'Etat (-5,64 %) qu'en zones de gendarmerie (-0,13 %). Le croisement de ces deux données - par zone et par catégorie - autorise le constat suivant : une remontée de la petite délinquance de voie publique dans les zones suburbaines, à la périphérie des grandes villes. La crise économique, le chômage, les « délits de bourse », le mal de vivre de ce qui n'est plus la campagne et pas encore la ville sont autant d'explications, qui renforcent la hausse de la proportion de mineurs mis en cause (10,61 %, contre 9,71 % en 1986),

seule catégorie de personnes ayant augmenté en nombre.

Dans la structure de la criminalité et de la délinquance, un fait de société est mis en évidence : les délits relatifs à l'automobile et aux deux roues motorisés représentent à

16,22 %. Si l'on retire ces délits spécifiques, la place des étrangers dans la criminalité baisse (-8,47 % pour les vols). En clair, à condition démographique et sociale égale, ils ne sont pas plus délinquants que les Français.



ÉVOLUTION ANNUELLE EN POURCENTAGE DEPUIS 1977
(l'ensemble des vols représente à peu près deux tiers des crimes et délits)

aux seuls 31,35 % du total. Si on y ajoute les dégradations de véhicules, qui à partir du 1^{er} janvier 1988 seront distinguées des autres dégradations, on aboutit à une proportion qui avoisine 35 %. La civilisation de l'automobile génère donc une délinquance particulière.

Autre enseignement structurel : les étrangers. Leur proportion parmi les personnes mises en cause augmente légèrement, de 16,14 % à 16,77 %, mais en raison de la nette augmentation des infractions à la police des étrangers (titres de séjour, etc.) qui croissent de

Reste, enfin, le cas particulier du terrorisme. De ce point de vue, le document du ministère de l'Intérieur est en effet contradictoire : il chiffre les actes de terrorisme à 494 attentats pour 1987, mais décompte, au total, 799 « attentats par explosifs contre les biens publics et privés ». De fait, certains calculs font état, pour la seule région Corse, de 473 attentats en 1987, contre 571 en 1986 et 262 en 1985. Sur ce seul point, majorité et opposition n'ont pas la même règle à calcul.

EDWY PLENEL.

Le premier congrès du Syndicat unitaire des inspecteurs

Pour un conseil supérieur de la fonction policière

Après deux jours de travaux à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), le premier congrès du Syndicat unitaire des inspecteurs de police (SUIIP) s'est terminé, le jeudi 17 mars, par l'élection de sa direction et l'adoption de plusieurs résolutions. M. Jean-Pierre Caillot, secrétaire général sortant, a été reconduit. Il est secondé par M. Jean-Louis Llorca, élu secrétaire général adjoint.

Né d'une session intervenue en septembre 1986 au sein du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), principale organisation des inspecteurs et enquêteurs, le SUIIP doit maintenant se faire connaître. Son premier congrès lui aura permis de recenser un millier d'adhérents sur les quatorze mille inspecteurs de tous grades qui compte la police nationale. Ce nombre ne représente certes pas une majorité (le SNAPC compte, pour sa part, environ six mille cinq cents membres), mais c'est un seuil suffisant pour que le nouveau syndicat puisse espérer être entendu par les pouvoirs publics. En ce qui concerne son image, le SUIIP entend avant tout rompre avec le corporatisme. C'est la raison pour laquelle, dès sa création il y a dix-huit mois, il avait rejoint la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui groupe une cinquantaine de policiers en civil et des policiers en uniforme au sein d'une même organisation est inhabituelle.

Dans la résolution finale, les congressistes affirment que « seuls des intérêts fondamentaux

des inspecteurs de la police nationale et, au-delà, de tous les fonctionnaires de police et des agents de la fonction publique, le SUIIP doit être le défenseur des valeurs de progrès, de justice, de solidarité et de liberté (...).

Ils condamnent également les déclarations qui nuisent à l'efficacité, au sérieux et à la discrétion que nécessite l'exercice du métier de policier.

Après le vote de cette proclamation, l'essentiel des travaux du congrès a été consacré à l'élaboration d'un avant-projet de réforme des corps de la police nationale : corps et recrutement uniques, formation initiale commune, large déconcentration, transparence de l'institution par la création d'un conseil supérieur de la fonction policière (le Monde du 17 mars).

Campagne présidentielle ou autre ressort, le climat est apparemment propice aux projets de réforme de la police. Ces projets, souvent convergents même lorsqu'ils émanent d'organisations syndicales proches de la majorité, tel le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) et l'association la France avec sa police souhaitent le voir disparaître. C'est pourquoi ils ont saisi le tribunal des référés de Créteil. Ce n'est pas tant l'hommage posthume rendu à ce jeune homme qui a trouvé la mort rue Monsieur-le-Prince, après avoir été violemment frappé par des policiers, qui est contesté mais le « commentaire » relatif aux circonstances du décès.

A l'audience du jeudi 17 mars, M. Grégoire Rincourt et Sylvain Garam, avocats des demandeurs, ont d'ailleurs expliqué que lorsque les deux communes avaient décidé de baptiser cette place, le 16 mars 1987 pour Vitry et le 16 décembre 1987 pour Ivry, les conseillers muni-

ci-paux n'avaient retenu que le seul nom de Malik Oussekine.

Ce n'est que plus tard, que MM. Paul Mercieca, maire de Vitry, et Jacques Lalot, maire de Ivry, avaient d'eux-mêmes ajouté la mention que les avocats considèrent comme une « voie de fait » entraînant un « trouble manifestement illicite » subi de manière continue par les passants et « une injure au corps de la police » si grave qu'il convient de la faire cesser immédiatement en ordonnant le retrait des panneaux sous astreinte de 10 000 F par jour de retard. Dans leur brève plaidoirie, les avocats ont cependant indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de s'arrêter là et que les juges du fond seraient amenés à se prononcer sur ce qui constitue à leurs yeux une diffamation.

M. Daniel Vagnet et M. Pierre Braun, respectivement avocats des maires de Vitry et d'Ivry, ont pour leur part exposé que par « forces de répression » il fallait entendre « un certain nombre de policiers qui infectent la police » et non pas « l'ensemble de la police natio-

Au tribunal de Créteil

Référé à propos d'une place Malik-Oussekine

A un carrefour situé aux limites communes des villes de Vitry-sur-Seine et d'Ivry-sur-Seine, le passant peut lire à chaque angle de rue la mention : « place Malik-Oussekine » avec cette précision : « Étudiant assassiné par les forces de répression le 6 décembre 1986. »

Ces panneaux placés lors de l'inauguration en février 1988, quatre élus RPR des deux communes, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) et l'association la France avec sa police souhaitent le voir disparaître. C'est pourquoi ils ont saisi le tribunal des référés de Créteil. Ce n'est pas tant l'hommage posthume rendu à ce jeune homme qui a trouvé la mort rue Monsieur-le-Prince, après avoir été violemment frappé par des policiers, qui est contesté mais le « commentaire » relatif aux circonstances du décès.

A l'audience du jeudi 17 mars, M. Grégoire Rincourt et Sylvain Garam, avocats des demandeurs, ont d'ailleurs expliqué que lorsque les deux communes avaient décidé de baptiser cette place, le 16 mars 1987 pour Vitry et le 16 décembre 1987 pour Ivry, les conseillers muni-

ci-paux n'avaient retenu que le seul nom de Malik Oussekine.

M. Daniel Vagnet et M. Pierre Braun, respectivement avocats des maires de Vitry et d'Ivry, ont pour leur part exposé que par « forces de répression » il fallait entendre « un certain nombre de policiers qui infectent la police » et non pas « l'ensemble de la police natio-

onale ». Le terme « assassiné » ne devait pas être pris dans son sens juridique, mais seulement dans le sens d'action de tuer. Il s'agit donc, selon M. Braun, d'« un commentaire parfaitement légitime » visant « les forces qui, dans ce pays, s'opposent à la libre expression et au droit de manifestation ». Et l'avocat rappela « les charges des brigades de voltigeurs motocyclistes chargées de matraquer les manifestants, avec des conséquences prévisibles ».

Mais surtout, M. Braun s'interrogea sur les réels motifs qui avaient conduit à cette procédure en déclarant : « Nous sommes en campagne électorale, cette entreprise s'inscrit dans une tentative de gagner des voix dans une partie de l'opinion ».

Enfin, sur le plan du droit, les défenseurs ont soutenu que la demande était irrecevable, puisque, seul, le tribunal administratif est compétent en la matière, les maires ayant agi dans l'exercice de leur fonction. En outre, les élus RPR et l'association la France avec sa police n'auraient aucune qualité pour agir, pas plus que le SIPN, qui ne serait pas représentatif.

Le tribunal administratif est compétent en la matière, les maires ayant agi dans l'exercice de leur fonction. En outre, les élus RPR et l'association la France avec sa police n'auraient aucune qualité pour agir, pas plus que le SIPN, qui ne serait pas représentatif.

هذه من الاصل

ÉDUCATION

Un projet de M. Monory

La notation des professeurs tiendrait compte de leurs capacités d'animation et de travail en équipe

Une réforme de la grille d'évaluation des enseignants du secondaire est à l'étude au ministère de l'Éducation nationale. Objectif : tenir compte de nouveaux critères dans l'attribution de la note administrative qui compte pour l'avancement.

Le métier de professeur ne consiste pas seulement à donner des cours. L'éducation nationale exige aussi de ses enseignants qu'ils participent à la vie de leur établissement, y animent des clubs, dialoguent avec les parents et avec les entreprises, travaillent en équipe et s'intéressent au devenir scolaire et professionnel de leurs élèves. Ces tâches, assurées avec plus ou moins de conviction, apparaissent désormais si importantes que M. Monory voudrait les inclure parmi les critères servant à déterminer la note administrative.

RELIGIONS

Mgr Decourtray appelle les catholiques français à coordonner leur aide au Liban

Au cours du dernier conseil permanent de l'épiscopat français dont les travaux ont été rendus publics le jeudi 17 mars, le cardinal Albert Decourtray, président de la conférence épiscopale, a évoqué « la crise économique et financière sans précédent du Liban ». Il a déclaré que « si la réponse de l'Eglise de France est généreuse, elle est aussi trop compartimentée, dispersée, voire désordonnée ».

Président du Comité Notre-Dame du Liban, l'archevêque de Lyon constate ainsi l'impulsion de cet organisme de coordination qu'il avait lui-même créé en 1985. Le Secours catholique, le Comité catholique contre la faim, l'Œuvre de l'Église en Égypte, les Équipes Saint-Vincent, etc., ont acheminé vers le Liban, en 1987, pour environ 70 millions de francs de secours et d'aides au développement. Chacune de ces organisations passe par ses propres réseaux locaux et n'évite pas ainsi les « gaspillages », les « clientélismes », les « préférences politiques » récemment dénoncés devant le cardinal Decourtray par Mgr Harfouche, vicaire patriarcal maronite à Paris.

Mgr Clément Guillon est nommé évêque coadjuteur de Quimper

Le pape a nommé, le jeudi 17 mars, le Père Clément Plessé, un eudiste, évêque du diocèse de Quimper. Il est donc appelé à succéder à Mgr Francis Barbu, âgé de soixante-quatre ans.

(Né le 27 avril 1932 à Plessé (Loire-Atlantique), Clément Guillon est entré en 1950 au séminaire de la congrégation de Jésus et Marie (dite des eudistes, car fondée par saint Jean Eudes) et a été ordonné prêtre en 1957. Licencié en mathématiques, il a enseigné au collège Saint-Marie de Caen, avant de devenir supérieur d'étudiant à l'université de Besançon. Il a été supérieur provincial de sa congrégation en France (1967-1971), puis supérieur général à Rome (1971-1983). Spécialiste de l'école française de spiritualité et de saint Jean Eudes, il a été successivement, dans le diocèse de Corbeil-Essonne, chargé de la formation des diacres permanents et vicaire épiscopal chargé des religieux.)

● L'abbé Pierre dénonce les « basses colonnes » du Figaro-Magazine. — L'abbé Pierre, fondateur d'Emmaüs, a déclaré, le jeudi 17 mars, que les attaques du Figaro-Magazine, qui avait qualifié de « chriso-marxiste » le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), étaient de « basses colonnes ». Les auteurs de ces attaques, a ajouté l'abbé Pierre, « ne savent pas de quoi ils parlent et ils ne savent pas de quoi ils se taisent. Ou ils veulent obstinément voir se perpétuer des situations ou des faits étonnants et les faibles ». Le 27 février, le Figaro-Magazine avait consacré un article à l'abbé Pierre intitulé « Un saint pour notre temps » (Le Monde du 18 mars).

● Le pape en Afrique australe du 10 au 19 septembre 1988. — La conférence intercontinentale des évêques africains a annoncé, le jeudi 17 mars, dans un communiqué diffusé par le Vatican, que Jean-Paul II effectuera son quatrième voyage en Afrique. Il visitera cinq pays d'Afrique australe : Zimbabwe, Botswana, Lesotho, Swaziland et Mozambique.

attribuée à chaque professeur de collège et de lycée.

Cette réforme s'accompagnerait d'un décret confiant aux recteurs toutes les procédures de notation, d'avancement et de discipline, pour les professeurs certifiés et agrégés, actuellement gérées centralement à Paris. L'ensemble du dispositif pourrait entrer en vigueur dès la rentrée prochaine mais fait l'objet d'une vive contestation syndicale.

Tous les professeurs sont évalués chaque année au regard de cinq critères aussi anciens que la fonction publique : ponctualité, assiduité, efficacité, autorité et rayonnement. Cette note « administrative », proposée par le chef d'établissement et fixée par le recteur, représente 40 % de la note globale : les 60 % restants relèvent de la « note pédagogique » attribuée par les inspecteurs. Si l'actuel projet ministériel est adopté, la grille de notation aux cinq critères sera complétée par une fiche plus détaillée permettant aux chefs d'établissement d'évaluer l'enseignant en dialoguant avec lui.

Cette évaluation s'effectuerait à partir de l'observation de plus de vingt-cinq éléments de comportement professionnel, parmi lesquels : la participation au fonctionnement de l'établissement (conseil d'administration, conseils de classe), aux actions de formation continue, à la vie associative et au jumelage écoles-entreprises ; le dialogue avec les parents ; le travail en équipe, la réalisation de projets d'action éducative (PAE) ; le suivi des élèves qui ont quitté l'établissement ; les actions de soutien au travail individuel des élèves ; leur information et l'animation d'études dirigées.

Ces nouveaux critères d'appréciation font apparaître un nouveau profil de l'enseignant, moins recroquevillé dans sa classe et sur sa discipline, plus ouvert à la vie collective de son établissement et au monde extérieur, plus attentif à ses élèves en tant qu'individus et à leur devenir scolaire et professionnel.

« Critères de qualité »

Déjà, en annonçant son « plan pour l'avenir de l'éducation », en décembre dernier, le ministre de l'Éducation nationale avait promis d'augmenter de 10 à 15 % le traitement de début de carrière des professeurs et de modifier le système d'avancement en définissant « des critères de qualité, d'engagement, d'innovation, de prises de responsabilité » (Le Monde du 16 décembre 1987). La nouvelle grille de notation consensuelle de cette dernière idée, l'enjeu est que sa contrepartie potentielle — l'augmentation des rémunérations — n'a pas été acceptée par le ministère des finances et ne figure plus dans les mesures annoncées par le gouvernement pour le budget 1989 (Le Monde du 10 mars). D'où la difficulté que risque de rencontrer M. Monory pour faire passer sa réforme auprès des enseignants.

Certes, l'adaptation et l'hypocrisie du système actuel de notation sont patentés, et l'annonce par le ministre d'une vaste réflexion sur l'évaluation des structures et des contenus du système éducatif en 1988 a été bien accueillie. Mais les syndicats de gauche comme de droite voient dans la nouvelle grille un moyen détourné d'imposer aux professeurs un alourdissement de leurs charges de travail.

D'accord avec la FEN...

« Nous ne nions pas la nécessité d'organiser des études sur-élèves et de dialoguer avec les parents, mais nous refusons que, par le biais de la notation, on nous impose ces tâches qui nécessiteraient des moyens nouveaux comme des décharges de service », explique le SNES (FEN). Ce syndicat majoritaire dans le second degré, dénonce en outre le projet de déconcentration des procédures d'avancement, premier pas selon lui vers une régionalisation et une remise en question du statut national des enseignants dans la perspective du marché unique européen.

Accessoirement, ce projet permet à M. Monory d'enfoncer en coin entre le SNES et sa maison mère, la FEN, en se plaçant, une fois n'est pas coutume, du côté de cette dernière. Les tâches nouvelles qu'impliqueraient le nouveau système de notation rappellent le mot d'ordre de

« travailler autrement » lancé par cette fédération lors de son congrès de février, mais vigoureusement combattu par les militants du SNES, minoritaires dans la FEN.

Aux antipodes du SNES sur le plan politique, la Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement public (CNGA) dénonce, elle aussi, le projet de M. Monory, qui tend selon elle « à transformer le bon professeur en une sorte de voyageur de commerce ou de spécialiste des relations publiques ». Elle estime que le premier critère d'appréciation d'un professeur doit être « le sérieux, la conviction dans l'accomplissement de sa tâche d'enseignement ». Les syndicats s'émouvent en particulier que l'on puisse juger les enseignants sur leur participation aux conseils d'établissement, où ils siègent en tant qu'élus syndicaux, et surtout sur leur occupation de classes particulièrement chargées, comme il y est fait allusion dans le projet.

Sur ce terrain sensible de la notation, le ministère avance prudemment. Il affirme que le texte n'est qu'une ébauche, entièrement amendable, et reconnaît même certaines maladresses de rédaction. Mais M. Monory n'a jamais caché sa volonté de faire évoluer la procédure de notation et même d'instaurer une forme d'avancement au mérite dont les chefs d'établissement seraient l'un des pivots. Une circulaire, parue en janvier pour préparer la loi 1988, a d'ailleurs déjà demandé aux recteurs de diffuser les opérations de notation pour 1987-1988 dans l'attente de la publication de nouveaux textes.

PHILIPPE BERNARD.

MÉDECINE

La clinique franco-arabe de Paris perd son terrain

La Ville de Paris disposera-t-elle un jour d'une clinique internationale de luxe ? La toute récente décision de la mairie de Paris d'accorder à la chambre de commerce et d'industrie le terrain de la ZAC Champperret où devait être construite cette clinique privée semble mettre un terme à un ambitieux projet qui était soutenu par des capitaux arabes, américains et français. Les promoteurs de la clinique internationale de Paris, qui avaient annoncé, le mercredi 16 mars, leur intention de commencer les travaux de construction, dénoncent aujourd'hui la « collusion » entre la Ville de Paris et le ministère de la Santé pour faire avorter leur projet.

Les promoteurs de la clinique internationale de Paris ne voulaient pas jusqu'à ces derniers jours croire qu'un projet officiellement lancé et cautionné en juillet 1986 par le maire de Paris puisse être, un an et demi plus tard, réduit à néant par la seule volonté du ministre chargé de la Santé. C'est pourtant bien ainsi que les choses semblent en définitive s'être passées. Étudiée depuis 1979 par les autorités françaises, à la demande de M. Adel Amer (ancien directeur du bureau parisien de la Ligue arabe) et par le docteur Ragay Mashaly, tous deux d'origine égyptienne, le dossier de la clinique internationale de Paris avait normalement progressé jusqu'à l'été 1986.

Un accord de principe d'abord obtenu du ministère de la Santé (en 1981), une série d'accords de complémentarité avec l'Assistance publique de Paris, puis une convention avec la Ville de Paris pour une promesse de bail à construction (en 1985) avaient précédé l'autorisation accordée en 1986 par M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la Santé pour la construction d'une clinique de deux cents lits sur un terrain de la ZAC Champperret.

Il s'agissait, dans l'esprit des promoteurs, d'un établissement en dehors de la carte sanitaire française, sans lien avec les caisses de Sécurité sociale et susceptible d'attirer, pour Paris, une riche clientèle, arabe notamment, habituellement hospitalisée dans des établissements de Londres ou de Genève.

Plusieurs grands noms de la médecine française avaient donné leur accord, et différents montages financiers avaient été étudiés et proposés à la direction du Trésor, qui avait donné son autorisation à l'investissement de capitaux étrangers pour ce projet. On trouve ainsi parmi les partenaires étrangers : Arab Banking Corp. et National Medical Enterprises (firme américaine), la Compagnie générale des eaux, la GMF et le groupe Dumez.

Offre du Koweït

Tout pourtant devait échouer avec le refus réitéré de M^{me} Barzach d'autoriser cette clinique à s'équiper en matériel médical lourd (scanners, appareils à résonance magnétique nucléaire, etc.) sans lequel elle ne pouvait réellement fonctionner (Le Monde du 30 décembre 1987 et du 27 janvier). On assista ainsi pendant plusieurs mois à une série de vaines chasses-croisées entre le ministère de la Santé et la mairie de Paris.

Après un entretien, le 11 février, entre M^{me} Barzach et l'ambassadeur d'Égypte en France, l'État du Koweït offrit d'investir 25 % du coût total de l'opération (soit plus de 100 millions de francs) de devenir majoritaire de l'ensemble et même de financer l'achat par les promoteurs du terrain de la ZAC Champperret.

Cette offre de l'État du Koweït, explique le docteur Mashaly, correspondait à la demande de M^{me} Barzach de modifier la répartition du « noyau dur » de cette opération. Il s'agissait, pour les autorités koweïtiennes, de participer à cette opération humanitaire et de permettre aux patients arabes, pauvres ou

riches, de se faire soigner par des médecins français. Il y a quelques jours, donc, nous avons décidé, en liaison avec la Compagnie générale des eaux, de démanteler les travaux de construction en dépit de l'absence d'autorisation du ministère de la Santé pour l'acquisition de matériel médical lourd.

C'était là un pari très dangereux, confia-t-on à la mairie de Paris, dans l'entourage de M. Chirac. Les promoteurs comptaient à la fois sur l'action qu'ils ont engagée devant le tribunal administratif contre M^{me} Barzach pour « excès de pouvoir » et sur le « savoir-faire » dans ce domaine de la Compagnie générale des eaux, une société de plus en plus présente dans le paysage sanitaire français.

C'est dans ce contexte qu'est survenue la décision de M. Jacques Chirac de prêter en définitive le terrain de la ZAC Champperret à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. On indique auprès de la chambre de commerce que l'affectation de ce terrain « a été annoncée officiellement par le premier ministre lorsqu'il a remis il y a quelques jours les insignes de commandeur de la Légion d'honneur à M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce ». Il s'agit, cette fois, de construire sur le terrain un centre de formation aux métiers de la vente pouvant accueillir un millier d'élèves et une centaine de professeurs. « Compte tenu de la position du ministre de la Santé sur ce dossier, nous avons cherché d'autres partenaires pour un projet privé d'intérêt public, explique-t-on à la mairie de Paris. Nous en avons trouvé un et les opérations sont en cours. Il apparaît dès lors très difficile de revenir en arrière. Dans cette affaire, le maire de Paris s'est incliné devant une décision du gouvernement ».

En définitive, le terrain de la ZAC Champperret a été promis deux fois, accusent les promoteurs de la clinique internationale de Paris. Combien tout cela va-t-il coûter aux contribuables français ? Le docteur Mashaly évalue à 72 millions de francs le montant des sommes qui devront leur être remboursées : 32 en titre de l'acompte déjà versé sur la charge foncière et 40 millions de francs déjà investis dans l'ensemble des travaux d'architecture et d'études techniques préalables à la construction. « Une fois de plus en France, résume M. Amer, les Arabes sont les dindons de la farce ».

Dernière et sans doute ultime possibilité : l'offre officielle faite le jeudi 17 mars au gouvernement français par l'État du Koweït de devenir majoritaire dans cette opération. Le premier ministre, indiquant de bonne source n'a pas encore répondu à l'État koweïtien.

JEAN-YVES NAU.

REPÈRES

Drogue

Un instituteur radié pour avoir fumé du haschisch en 1984

M. Jean-Christophe Maurel, un instituteur des Hauts-de-Seine, vient d'être radié de la fonction publique pour avoir fumé trois « joints » de haschisch lorsqu'il effectuait en 1984 son service militaire en Allemagne fédérale. Entré à l'École normale d'instituteurs, dès la fin de son service national, M. Maurel avait été radié en 1987 et était considéré, selon ses collègues, comme un bon enseignant. Condamné en avril 1987 par un tribunal militaire à quatre mois de prison avec sursis et à 3 000 F d'amende pour infraction à la législation sur les stupéfiants, il vient d'être exclu de la fonction publique en vertu d'une loi de 1888 portant sur l'incompatibilité entre la fonction enseignante et « un délit contraire à la probité ou aux bonnes mœurs ».

Son avocat, M. Francis Tournier, a déposé un recours au ministère de l'Éducation nationale et un comité de soutien s'est constitué.

Nucléaire

Le barillet de Superphénix fonctionnera sous gaz neutre

Le barillet de chargement et de déchargement de Superphénix fonctionnera sous gaz neutre (argon) et ne contiendra plus de sodium. Cette décision écarte de changer le barillet et diminue le coût des travaux. La suite qu'on avait observée dans le barillet, et qui a entraîné l'arrêt de la centrale, faisait communiquer l'intérieur du barillet, qui contenait du sodium, et son enveloppe de protection, remplie d'argon. Comme il y aura dorénavant de l'argon des deux côtés, elle ne sera plus gênante.

L'adaptation du barillet à sa nouvelle fonction demandera deux ans. Mais comme les travaux ne sont pas incompatibles avec la fonctionnement du réacteur, EDF espère obtenir l'accord des autorités de sûreté pour un redémarrage en octobre prochain.

● 30 000 tonnes de déchets toxiques dans une décharge aux Pays-Bas. — L'ancienne décharge publique d'Alphen, ville située à 20 kilomètres au sud d'Amsterdam (Pays-Bas), fait encore parler d'elle, alors qu'elle a été fermée depuis des années, recouverte de terre, engazonnée et transformée en centre de loisirs. Les journalistes du quotidien local Telegraaf, viennent de révéler que le matériel radioactif d'un hôpital voisin et des résidus chimiques avaient été enfouis là par une entreprise de transport peu scrupuleuse, parmi 30 000 tonnes d'autres déchets. Une nouvelle enquête — la troisième depuis 1980 — a été ouverte par les services de l'environnement pour tâcher de savoir ce que contient vraiment ce fâcheux gisement d'ordures au-dessus duquel jouent les enfants d'Alphen.

Ski

Un lycéen tué par une avalanche

Un lycéen grenoblois, emporté par une avalanche à l'Alpe d'Huez (Isère), jeudi 17 mars en début d'après-midi, est mort après avoir été hospitalisé à l'hôpital Michallon

SCIENCES

Succès du lancement d'un satellite indien de télé-détection

Delhi. — Avec le lancement réussi, jeudi 17 mars, de son satellite de télé-détection IRS-1A, l'Inde est devenue le cinquième pays (après les États-Unis, l'Union soviétique, la France et le Japon) et le premier pays en développement à disposer de ses propres capacités d'observation des ressources terrestres. Le tir a été effectué par une fusée soviétique à 12 h 13 à partir du centre spatial de Baikonour.

Pesant 975 kilogrammes, IRS-1A a coûté environ 300 millions de francs. Septième satellite indien, il a été mis sur une orbite polaire à 904 kilomètres d'altitude ; ses trois caméras ont une résolution (taille des plus petits objets visibles) qui peut descendre à 40 mètres.

Dans un pays où les menaces de catastrophes naturelles sont permanentes, IRS-1A permettra d'étudier l'avancée de la désertification et de la sécheresse, mais aussi d'obtenir rapidement une idée précise des

ravages causés par les inondations. L'étude des récoltes devrait également faciliter la mise en place en temps utile de secours alimentaires pour les populations qui risquent d'être sinistrées.

Les Indiens estiment que, vers 1991-1992, ils seront en mesure de mettre eux-mêmes en orbite leurs satellites grâce à des fusées indiennes. — (Corresp.)

DÉFENSE

La division de Limoges manœuvre en Allemagne

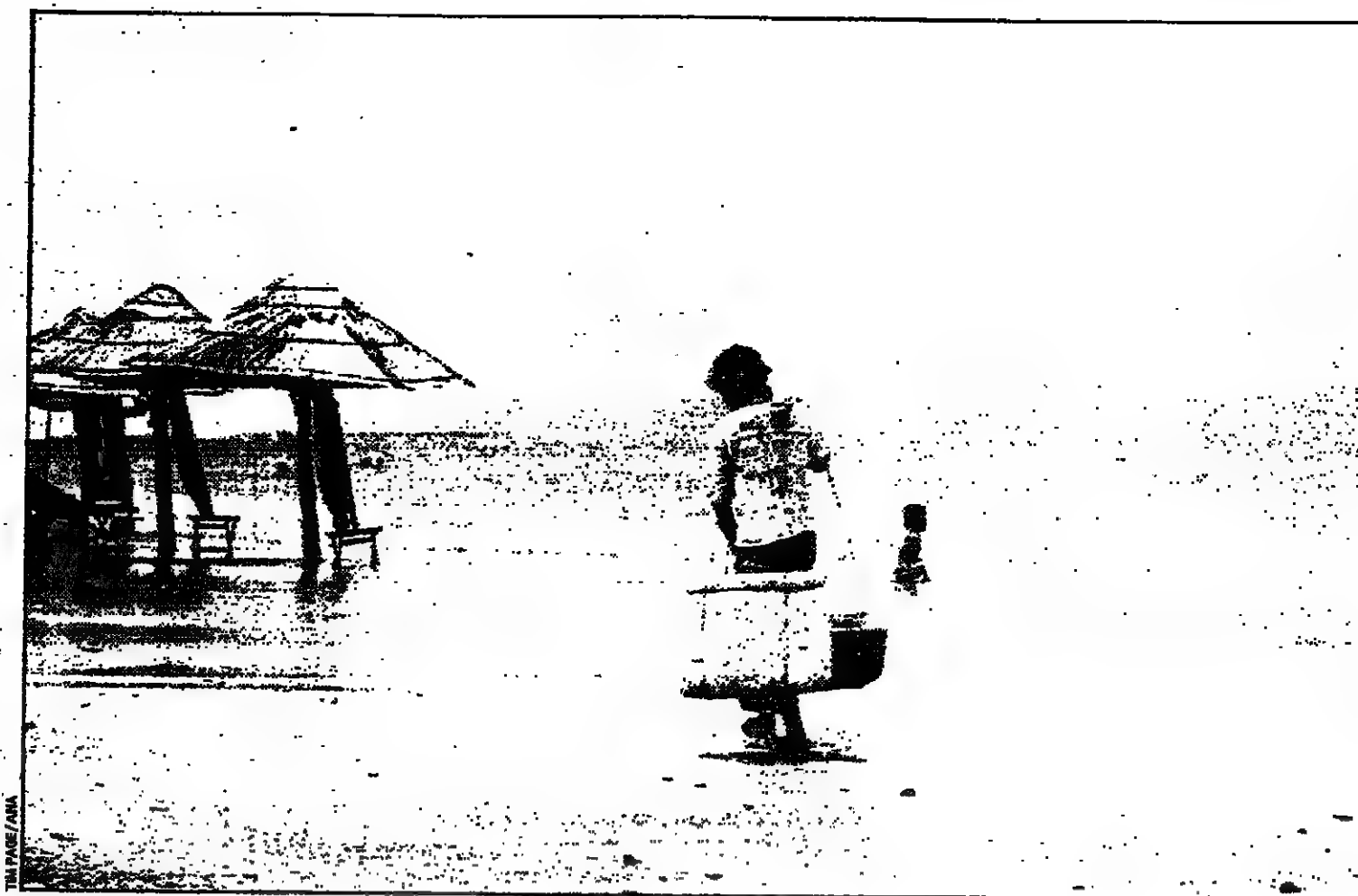
Pour la première fois, la 15^e division d'infanterie, stationnée dans le centre de la France, fera son traditionnel exercice annuel, baptisé « Jourdan », sur le territoire de l'Allemagne fédérale, en Forêt-Noire. Plus de trois mille deux cents militaires français seront engagés, du 21 au 23 mars, dans le but d'améliorer leur connaissance de leur éventuelle zone d'intervention outre-Rhin, en moyenne montagne, face à une menace supposée venir de Tubingen.

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Gilbert Forray, a prévu de se rendre sur place, le 22 mars, pour inspecter cette manœuvre d'une unité implantée dans la région de Limoges mais intervenant au profit du 3^e corps d'armée, dont le PC est à Baden-Baden, en Allemagne fédérale.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Le Monde SANS VISA

1988 sera-t-elle à la fois
l'année du Dragon
et celle d'un Vietnam ouvert au tourisme ?
La tâche est immense
mais pourrait à terme aider ce pays
à sortir d'une situation catastrophique.



Une destination pour la paix : le Vietnam

par Claude Lamotte

M. VU est un colonel à la retraite. Tout sourire, il confiera, dans le minibus climatisé qui, à la sortie d'Ho-Chi-Minh-Ville, nous conduit vers l'Onest et les plantations d'hévéas de Song-Bé, qu'il a combattu tour à tour les Japonais, les Français — les colonialistes bien sûr — et les Américains. Ce qui est beaucoup pour un seul homme, mais probablement vrai. Aujourd'hui, il s'occupe de tourisme, l'un des volets de la nouvelle donne économique du Vietnam.

Rien dans ses abords poils et parfois chaleureux ne laisse soupçonner quelque nostalgie de l'époque où il se battait ni la moindre rancune pour l'autre voyageur qui nous accompagne. M. Lao Chi. Pourtant Lao Chi Dao, installé confortablement près du chauffeur et qui promène un regard fatigué sur le paysage qui défile, est ce que l'on appelle un « boat-people de luxe ». Lucide, il a pris le large quelques années avant que la grande et misérable vague de migration n'ait réveillé l'Occident, jusqu'à plongé dans l'indifférence.

L'homme aux passeports

On aurait pu penser que la rencontre entre les deux hommes inspirerait méfiance et blocage de part et d'autre. Pas du tout. La collaboration, sans la signification que l'on peut donner à l'expression sur le Vieux Continent, semble totale. Dans le souci d'aboutir, de sortir enfin le pays du tunnel.

Il est vrai que M. Lao Chi, détenteur de plusieurs passeports, a une antenne familiale en France et une autre, tout aussi efficace, aux États-Unis. Il est vrai que sa quadruple culture — sino-vietnamienne, française et américaine — lui ouvre toutes les portes et éclaire les points de vue ici et là-bas. Il est vrai aussi que le Vietnam bouge et sait aujourd'hui quand c'est utile, sans rancune apparente, reconnaître la valeur de l'indispensable présence de ceux qu'il bannissait voici quelques mois encore. La survie d'un pays en ruine en dépend.

« Ah ! les Français ! Vous allez voir. Dans cette région, vous rencontrerez des hommes et des femmes qui vous parleront à peine étrangers. Très européens en quelques mots. Vous savez pourquoi ? questionne M. Vu dans un français parfait, un peu chantant, en étouffant un rire. Parce qu'il y a eu ici, voilà des années, du temps du colonialisme, un poste militaire de chez vous qui surveillait la route des plantations. » Rire à nouveau. Et puis, remords sans doute, il ajoute : « Les Français aujourd'hui ne sont plus les colonialistes d'ailleurs. »



Étrange discours tandis que la route longe, entre deux villages de modestes paillotes, un camp de rééducation pour femmes dont on aperçoit les miradors masqués par les bambous. Il n'y aura guère d'autres allusions au passé jusqu'à l'étape prévue, à quelque 150 kilomètres de l'ancienne Saïgon, dans cette tournée un peu spéciale qui nous amènera du sud au nord de la péninsule.

On nous attend dans un centre de repos réservé aux ouvriers des plantations de caoutchouc, qui s'égrenent jusqu'à la frontière du Cambodge. Un lieu judicieusement planté au milieu d'un lac aux eaux sombres et desservi par une navette aquamobile que pilote une sorte de Fanguio des cités lacustres, nerveux, efficace et jovial.

Une fois installé dans l'île sur pilotis, on peut observer à la jumelle, sur la rive, les voisins vaquant à leurs occupations : femmes repiquant le riz, jeunes enfants tentant de capturer les poissons du lac à l'aide de grenouilles plantées sur un hampeon rustique fait de métal fin et recourbé, adolescents sous l'unique lorgnant discrètement vers les deux infirmières qui embarquent pour rejoindre dans l'île les voyageurs particuliers que nous sommes.

Après un dîner que ne renieraient pas les maîtres queux vietnamiens de Paris, la navette débarque à l'hôtel flottant une bonne trentaine de convives joyeux et bruyants. Au programme, une séance de vidéo alimentée par des cassettes en provenance de Hongkong et doublées en vietnamien. Toute la compagnie rit aux éclats, et l'heure est à l'ambiance d'un patronage pour adultes. Ainsi la paix semble régner ici, à quelques kilomètres d'une frontière que l'on dit chaude.

Une volonté de redressement

A vrai dire, aucune présence militaire pesante ne se fera sentir au cours du voyage. Mieux, les conversations qui dériveront sur la présence des Vietnamiens au Cambodge et les efforts financiers qu'il en coûte tourneront court, comme si l'évoquer touchait aux mauvaises manières. Seul le futur redressement du pays, dans lequel le tourisme devrait jouer un rôle essentiel, est un débat de circonstance. Un redressement plus que jamais urgent tant l'état du Vietnam paraît catastrophique.

Les derniers chiffres connus — 700 % d'inflation, 200 dollars de revenu annuel par tête d'habitant, plus de 8 milliards de dollars

d'endettement, le « poids » de plus en plus grand de l'aide soviétique (1 million de dollars par jour) — placent le pays à l'une des dernières places dans la liste des pays pauvres. De tristes records considérés aujourd'hui non seulement comme la conséquence d'une guerre de trente ans mais aussi le résultat d'égarements dus bien souvent à l'incompétence (1). C'est dire l'ampleur de la tâche qui attend les Vietnamiens dans les années qui viennent.

L'ouverture tous azimuts, tournée vers un tourisme à l'occidentale autrement exigeant que celui dont peuvent se contenter les voyageurs venus de l'Est, entraînera des efforts financiers colossaux. Certes, le nouveau code des investissements cité à tout propos devrait ouvrir la porte aux capitaux étrangers (2). Certes, la bonne volonté est grande. Mais traverser le pays du sud au nord révèle, malgré des efforts méritoires, une situation plus qu'inquiétante dans le domaine des équipements hôteliers.

L'inventaire des besoins, si l'on joue la carte du tourisme sur une grande échelle, paraît consternant. Les terrasses fleuries de l'Hôtel Rex à Ho-Chi-Minh-Ville, le béton cubain de l'Hôtel Victoire à Hanoï ne peuvent cacher la

lement et aux abords des zones de grand peuplement — le Delta, — a un invraisemblable trafic de cyclistes et de poids lourds à l'agonie qui se disputent un reste de bitume.

Vision grandiose pour peu que le crachin se mette de la partie. quand, dans la bataille, apparaît le train qui vient de Saïgon lancé à toute vapeur sur un pont à voie unique qu'empruntent tranquillement des camions borgnes bondés... « Les bombardements américains de 1972... », déclare le guide pour expliquer l'état des routes. C'est probable, mais seize ans ont passé...

Pour le bonheur de ceux qui, un jour, prendront la route du Vietnam, il n'y a pas que le mausolée d'Ho-Chi-Minh à faire visiter ou les pieux pèlerinages à Dien-Bien-Phu à organiser. Avec 3 000 kilomètres de côtes, de la baie d'Along à la pointe de Camau, des rives du fleuve Rouge à celles du Mékong, avec ses forêts inviolées de la Haute Région et les multiples traces d'une civilisation qui eut son heure de gloire, ce pays qui s'ouvre enfin à l'extérieur peut offrir bien d'autres choses. Mais il lui faudra, pour remporter son pari — et on le sait bien ici, — renoncer à un certain nombre d'idées reçues et à quelques mauvaises habitudes, ainsi qu'à des réticences d'un autre âge.

(Voir également page 16
le Carnet de route.)

(1) Lire à ce propos l'enquête de Jean-Claude Pomont dans le Monde du 18 juin 1987 et l'article de M. Nguyen Duc dans le Monde diplomatique de janvier 1988.

(2) Pullman (wagons-lits), une société française, va remettre en état le vénérable Métropole de Hanoï, qui attend depuis quarante ans un coup de peinture. L'Hôtel Continental plaque tourmente de l'ancienne Saïgon va rejoindre. Le Club Méditerranée, de son côté, étudie la possibilité d'une implantation à Da-Nang.

CLUB SANGHO ZARZIS

(Sud Tunisien)
Des vacances de rêve
dans l'un des plus beaux sites
de la Méditerranée 2 semaines

4.450 F

Tout compris Paris/Paris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

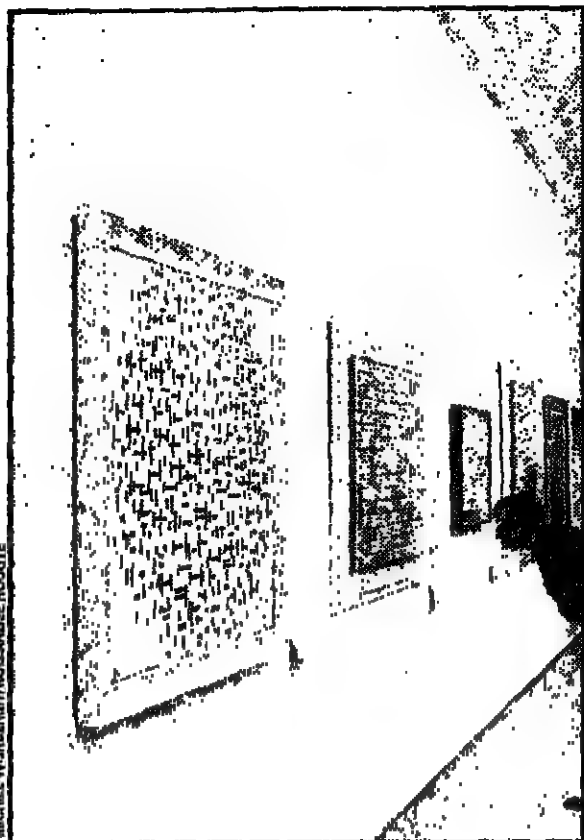
documentation
gratuite

**TUNISIE
CONTACT**

30, rue de Richelieu
75001 PARIS
Lc. A61

هنا من الاصل

ESCALES



La Haye pour Mondrian

Si l'on veut aller voir Mondrian, Vermeer, Rembrandt et quelques autres, c'est le moment : l'année des musées bat son plein à La Haye, certaines salles fermées ont rouvert leurs portes, et les forfaits sont là.

Ainsi celui proposé par le syndicat d'initiative de La Haye comprend, pour un prix qui va de 255 F environ pour un hôtel de moyenne catégorie à 894 F environ pour un hôtel 5 étoiles par

personne en chambre double, deux nuits avec petit déjeuner et l'entrée gratuite dans trois musées de la capitale administrative des Pays-Bas : la Mauritshuis, celui de l'après-réno, qui possède une riche collection d'œuvres du dix-septième siècle hollandais : Rembrandt, Vermeer, Jan Steen, Van Goyen et Paulus Potter ; le Musée municipal, célèbre pour ses toiles de Mondrian, et le Musée du costume. On pourra aussi admirer le panorama de Meedag, un tableau circulaire qui représente le

port de Scheveningen, et suivre un itinéraire de promenade pédestre intitulé La Haye, ville ancienne. On peut réserver en s'adressant à la centrale de réservation des Pays-Bas (NRC, BP 404, 2260 AK Laidachendam, Pays-Bas, tél. : 70-20-26-00).

Jusqu'au 29 mai, le Musée municipal présente deux expositions. L'une de deux cent cinquante toiles de Mondrian. Soixante-sept sont prêtées par un collectionneur privé de New-York, et un certain nombre n'ont jamais été exposées en public. L'autre est consacrée à l'école de La Haye et montre aussi des dessins de La Haye par Van Gogh.

Vienne pour Noreev

Ne figurent, au sommaire de ce week-end exceptionnel, que des noms prestigieux. Vienne, d'abord. La capitale autrichienne, son passé, les monuments qui en gardent la trace, exercent toujours la même fascination. Parmi ces derniers, l'Opéra, où sera dansé le Lac des cygnes. Rudolph Noreev, ensuite. Il sera l'un des interprètes du ballet et assistera, pour son cinquantième anniversaire, au dîner de gala donné en son honneur après la représentation.

C'est à ce dîner que CERT Voyages (83, avenue Parmentier, 75011 Paris ; tél. : 48-07-25-25) convie un petit nombre de balletomanes et d'admirateurs du directeur du ballet de l'Opéra de Paris. Ils seront logés dans deux établissements de prestige situés face à face sur le Ring, à deux pas de

l'Opéra : le Bristol et l'Impérial. Deux hôtels à l'allure de palais, gardiens de la grande tradition viennoise.

Du vendredi 25 mars au soir au dimanche 27 mars au soir : 6 900 F par personne sur la base d'une chambre double (vois aller-retour, transferts en limousine, deux nuits et petits déjeuners, ballet à l'Opéra et dîner à l'hôtel Impérial en présence de Rudolph Noreev). On peut avancer le départ pour Vienne d'une journée : ajouter alors 650 F.

Malabar par temps doux

Les Phéniciens, déjà, fréquentaient ces rivages. De tous temps, la côte de Malabar, au sud-ouest de l'Inde, côté tourné vers l'Europe, verdoyante et abritée des excès climatiques du continent par une chaîne de montagnes, a vécu autrement. La pauvreté est grande au Kerala, selon les statistiques, mais une nature équilibrée la rend moins cruelle. Et certains voient dans cette région où se côtoient toutes

les religions, l'un des crues de l'humanité : présence des chrétiens (saint François Xavier vers 1530, mais aussi, dit-on, saint Thomas, vers 52) encore sensible aujourd'hui, établissement des juifs (la synagogue de Cochim est un monument, mais aussi un lieu de culte), marque posée par les colons portugais, édifices laissés par les gouverneurs hollandais, sans parler de Mahé, ancien comptoir français, n'enlèvent rien à l'intensité des religions de l'Inde ni au flamboyant de ses traditions propres.

L'itinéraire proposé au Kerala par Le Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris ; tél. : 46-34-03-20) en deux semaines (le départ du 15 avril permet de participer à la grande fête de Pongam) a l'avantage de pouvoir être suivi avec un groupe de 15 personnes (11 820 F voyage compris) ou par deux personnes avec un chauffeur (13 895 F par personne tout compris). A Bombay, Cochim et Kovalam, les hôtels sont confortables ; aux autres étapes, ils sont rudimentaires ; mais le climat est



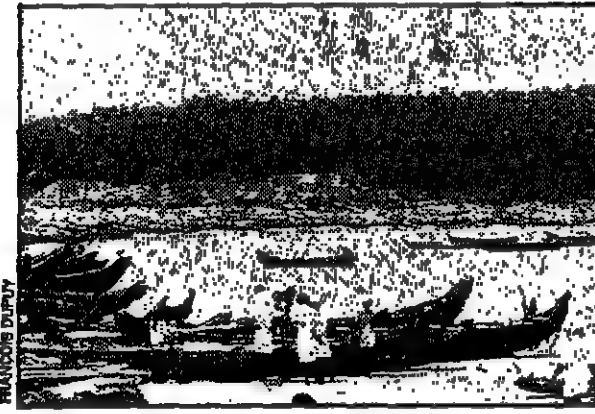
plaisant et partout il y a de l'eau et des arbres.

Greens d'Erin

Killarney, Tralee, Ballybunion. Trois noms qui sont au golf irlandais ce que Chartres, Reims et Amiens sont au gothique français. Mieux encore puisque ces trois sites offrent en fait cinq parcours, Killarney et Ballybunion doublant la mise. Killarney, c'est le golf esthétique sur les rives d'un lac à la Lamartine. Avec Tralee le premier links européen dessiné par Arnold Palmer et Ballybunion (le nouveau parcours porte le griffe du maître Robert Trent Jones), on change de registre pour aborder le diabolique. Et retrouver l'esprit d'un jeu qui est d'abord un mélange de pensée et de défi. Ici, on ne

triche pas : ça passe ou ça casse. Et le joueur moyen en sort souvent pulvérisé. Mais grisé et content. Avec, entre pluie et soleil, un vent qui balise les états d'âme.

Du 4 au 11 juin, Jet Tours et Europcar proposent, sur ces superbes parcours, une semaine de compétitions (handicap entre 0 et 38) pour 7 050 F par golfeur (16 200 F par accompagnement), prix comprenant le vol Paris-Corfu, une voiture, une chambre à l'hôtel Cahernane (petit déjeuner irlandais), quatre dîners et les green-tees. S'inscrire très rapidement au 47-05-01-95. A signaler également, en avril et mai, des réductions importantes sur les séjours proposés par Jet Tours à Killarney où l'on peut goûter une semaine pour moins de 5 000 F. Renseignements dans les agences Air France et les agences de voyages agréées.



MONTAGNES & DÉSERTS

VOYAGES A PIED EXPÉDITIONS NOMADE

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

3° QUESTION

4° QUESTION

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE

sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

Carnet de route

D'un fusil l'autre

A la chasse au gibier d'eau est ouverte au Vietnam, et les étrangers peuvent désormais débarquer à Ho-Chi-Minh-Ville ou Hanoi avec armes et bagages. De quoi étonner parfois le voyageur.

Il peut paraître saugrenu, étrange et, pour certains, choquant, que les Vietnamiens aient choisi, en priorité, des chasseurs pour ouvrir au tourisme occidental les portes de leurs provinces jusqu'ici fermées aux voyageurs. Le souvenir d'une guerre sans merci reste dans les esprits de tous, que des films récents, sur tous les continents, entretiennent. Aussi peut-il paraître déplacé que d'anciens ennemis se retrouvent aujourd'hui sur un même terrain pour y lever bécassines et dendrocygnes de Java, alors que, par ailleurs, toutes les prisons au Vietnam ne sont pas encore vidées.

En fait les pays de l'Est ont depuis toujours favorisé ce genre de tourisme. Le gouvernement vietnamien ne fait ainsi qu'appliquer une méthode éprouvée de longue date et qui connaît toujours le succès pour peu que le gibier soit abondant.

Éléments précurseurs de troupes plus importantes qui constitueront plus tard un flux touristique et susciteront une irréversible évolution des mentalités, les chasseurs appartiennent à une catégorie d'êtres humains qui semble familière aux yeux des autorités locales. Ils partagent la même passion, parlent le même langage, ils ont le goût de la tradition et une

belle indifférence vis-à-vis du confort. Voilà autant d'explications. Si l'on ajoute que ces touristes particuliers ont généralement des moyens financiers supérieurs à ceux dont disposent, dans leur grande masse, les amateurs d'horizons lointains, on imagine avec quelle chaleur ils sont reçus.

Les Vietnamiens lancent ainsi, dès cette année, des programmes de chasse avec l'appui logistique de Jet Tours, qui, par ailleurs, va proposer très prochainement des séjours plus traditionnels dans la péninsule. Deux vastes zones ont été retenues, situées sur la périphérie des deltas (fleuve Rouge au nord, Mékong au sud). Les bécassines y sont abondantes, les limicoles communs. Une prospection est en cours dans la plaine des Jones et vers la pointe de Camau au sud, dans la région côtière entre Thanh-Hoa et Vinh au nord, des provinces que l'on peut considérer comme des sanctuaires. La chasse se déroule selon les méthodes traditionnelles (batterie et poste).

L'expérience ne manque pas d'étonner. Patauger dans les rizières du côté de Ninh-Binh ou de Bao-Lieu et voir courir sur les diguettes d'agiles rabatteurs en battle-dress peut surprendre. Pourtant, la bonne volonté est générale, et si les sampans, qui permettent d'évoluer dans les zones inondées quand les oies pygmées se sont posées, ne sont pas au rendez-vous, il faut simplement voir les effets de transmissions définitives. Les trois bodas dépêchés sur les lieux par l'autorité militaire

locale, surprise de voir débarquer des hommes armés de kalashnikov et bardés de cartouchières, s'en retourneront avec leur brassard rouge pour rendre compte qu'il ne s'agit là que d'armateurs de volailles. Et, le lendemain, les barques seront amarrées là où on les attend, avec leurs rameurs, généralement des gamins qui, pour le plaisir, feront la découverte de ce qu'est un Occidental.

Ainsi s'ébauche, sur fond de rizière, dans un pays qui, encore aujourd'hui, s'arrache péniblement à la guerre, une révolution tranquille, celle du tourisme.

C. L.

Un programme de chasse figurera en avril au prochain catalogue « Chasse et pêche » de Jet Tours disponible dans les agences Air France. Mais d'ores et déjà des départs sont organisés. Pour tout renseignement, s'adresser à Jet Tours, 19, avenue de Tocqueville, 75007 Paris. Tél. : 45-50-20-78. Prix : environ 18 000 F pour douze jours dont huit de chasse.

Par ailleurs il est possible de se rendre à Angkor, au Cambodge, soit par Hanoi ou Saigon (Jet Tours : 47-05-01-95), soit par Bangkok (Asie Tours : 40-58-41-41 ; Trans-tours : 42-51-58-28 ; Axiou : 42-96-15-59). Les amis de l'Orient : 47-20-33-09). Enfin Dien-Bien-Phu, est ouvert aux visites.

AIR HAVAS

TOUS LES VOLS POSSIBLES

TUNIS
à partir de : 1 220 F aller retour

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS
Tél : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

SENEGAL GAMBIE

Vol à partir de

2880 F

1 semaine en BUNGALOWS SUR LA PLAGE 3480 F

12 A 1205

uniclam voyages

63, rue Monsieur le Prince
75006 PARIS. Tél. 43.29.12.36
11, rue du Quatre-Septembre
75002 PARIS. Tél. 40.15.07.07

Les chanceux du Hongkong-Canton

POUR se rendre en Chine populaire, les Chinois de Hongkong n'ont désormais besoin que de leur carte d'identité et d'un petit livre rouge. Pas pour s'imprégner des slogans du Grand Timonier. Mais pour y consigner leurs passages à la frontière. Souvent, les pages sont noires de tampons. A moins de dix ans du rattachement du territoire britannique à la Chine, le voyage à Canton chez les « cousins de province » fait désormais partie des habitudes.

En 1986, les services de l'immigration britanniques ont enregistré 21 millions d'allers et de retours, soit quatre fois la population de Hongkong ! Et chaque année, au nouvel an chinois, c'est le grand embouteillage. En l'espace de trois jours, cinq cent mille personnes vont fêter l'événement en famille, prêtes à patienter parfois dix heures avant de franchir les contrôles. « Même pendant la révolution culturelle, je n'ai jamais eu de problème pour rendre visite à ma grand-mère à Canton », raconte Lily Chan, une guide de l'office du tourisme de Hongkong. Le cordon ombilical entre les deux villes n'a jamais été coupé. « Mais aujourd'hui, c'est vraiment devenu une promenade ».

On se rend aussi en Chine pour faire de bonnes affaires ou pour faire bombance à moindre frais dans les restaurants de Canton. Les jeunes, eux, vont y faire du tourisme à bon marché pour retrouver leurs racines ou méditer sur l'après-1997 : « Nous allons voir comment on vit là-bas et ce que nous attend dans dix ans ; juste quelques jours », explique Tsang, un étudiant au milieu d'un groupe d'étudiants de l'université. Pour les Occidentaux, la route de Canton s'ouvre aussi facilement en plein cœur de Hongkong, au deuxième étage d'un immeuble discret de Central, le quartier des

affaires. Là, derrière les bureaux en bois du China Travel Service, l'agence de voyage officielle de la République populaire de Chine, les fonctionnaires, comme gagnés par la frénésie de la cité, ne traitent pas pour vous concocter votre séjour : photos d'identité prises sur place, billet de train, hôtel et visa dans les vingt-quatre heures, valable trois mois. Cet

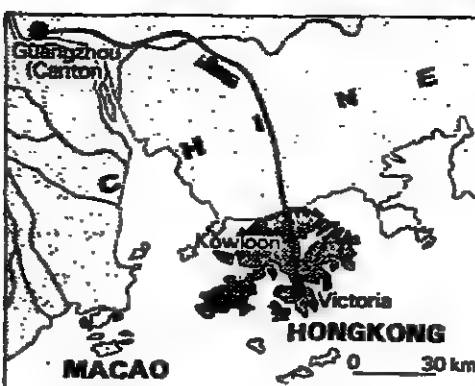
Hongkong, Canton. Deux villes, deux pays. Un train pourtant, depuis un siècle, a réussi, malgré les tourmentes de l'histoire, à réunir les familles. Mais dans un sens seulement...

empressement surprenant manquant presque de charme : le privilège de visiter Canton ne se conquiert plus. Quatre trains directs relient quotidiennement Hongkong et Canton. Mais, en bons économistes, les Chinois préfèrent l'ancienne formule, trois fois moins chère : l'omnibus jusqu'à la frontière puis, à Shenzhen, la correspondance pour Canton.

La ligne ferroviaire est l'une des plus anciennes de Chine. Déjà, au début du siècle, les wagons brinquebalants de la Kowloon-Canton Railway Company approvisionnaient toute la province du Guangdong. Aujourd'hui, à Hongkong, le gare de Hongkong, de vieilles femmes en pyjama noir, le chignon bien relevé, une ombrelle sous le bras, et des hommes d'affaires pressés,

attaché-case à la main, embarquent côte à côte dans les compartiments ultramodernes de ce qui est devenu une sorte de RER local.

Le train s'enfonce dans les Nouveaux Territoires entre des collines pelées aux pentes abruptes, des rizières réduites aux dimensions de potagers, des fermes de canards et des lacs.



Une campagne inattendue à Hongkong, qui s'étend sur 30 kilomètres jusqu'à la frontière. Les arrêts du train sont nombreux. Shatin, Tai Po, Fanling, Sheung Shui : les villages d'autrefois sont devenus des villes nouvelles qui ont grandi à une vitesse météorologique depuis quinze ans et comptent parfois jusqu'à 500 000 habitants. Dominés par des décors inhospitaliers, les immeubles ont déjà conquis toutes les plaines. Il faut maintenant tailler la montagne en gradins pour en construire de nouveaux. Il n'y a plus d'autre solution pour loger les 5,6 millions d'habitants du territoire.

Passer le pont

Low. Dernière station avant la frontière. Tout le monde descend. Pour se retrouver en Chine, il faut franchir, à pied, le célèbre pont de Low, qui pendant des années resta « le pontillon, l'unique et minuscule point de passage entre l'énorme Chine et le monde capitaliste », comme le raconte Robert Guillain dans *Orient Express*. Encaissé au creux d'un vallon surplombé de miradors, le lieu est inquiétant, presque dramatique.

Aujourd'hui encore, le passage ne se fait qu'à sens unique, ou presque. Sur les crêtes qui dominent le paysage, trois rangées de barbelés, hautes de plusieurs mètres, courent sur toute la longueur de la frontière. Invisibles, à quelques centaines de mètres, les bataillons de Gurkhas sont en alerte vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour refouler inexorablement les « I.L. » (immigrants illégaux venus de Chine), de simples paysans pour la plupart, qui croient encore que les rues de Hongkong sont pavées d'or.

Au centre exact du pont, décontractés, les policiers chinois en faction, superbement sanglés dans leur costume vert olive à revers rouges et à boutons dorés, regardent passer les arrivants avec bienveillance. En les croisant, les jeunes Hongkongais, walkman sur les oreilles, relèvent à peine la tête.

Après la douane, Shenzhen n'est pas encore la Chine. En 1979, ce petit bourg rural a été choisi par Deng Xiaoping pour accueillir la plus grande des quatre zones économiques spéciales destinées à attirer les investissements étrangers. Gigantesque chantier depuis près de dix ans, cette ville sans âme compte aujourd'hui près de 600 000 habitants, 50 000 chambres d'hôtels — dont la moitié sont vides — et

un centre d'affaires de 52 étages. Une ville-tampon, à cheval entre deux systèmes économiques, et déjà « contaminée » par les trafics en tout genre de Hongkong. A tel point que les autorités ont isolé la ville du reste du pays par une rangée de barbelés et imposé un permis spécial pour venir y vivre ou y travailler.

Au fond d'une ruelle étroite et noire de crasse, la gare, elle, n'a pas encore été touchée par la vague de modernisation qui a transformé la ville. Sombre et vieillotte, elle vous replonge vingt ans en arrière avec ses comptoirs en bois, ses horaires jaunés et ses ventilateurs poussiéreux, sous lesquels somnolent des policiers à la casquette cerise de rouge fièrement vissée sur le crâne dans la chaleur lourde et humide de l'été subtropical. Aux guichets, ce sont les traditionnels bouliers, tout aussi rapides que les calculatrices de Hongkong, qui calculent pour l'étranger le prix de son billet — deux fois supérieur à celui payé par les Chinois.

En attendant la correspondance pour Canton, tout le monde s'entasse sur d'inconfortables bancs de bois tandis que les poulets rôtis, la sauce pimentée et les champignons noirs passent de main en main. Ici, aucune publicité, mais un immense panneau : « Garder un comportement moral », suppose réprimer on ne

sait quel penchant pervers des cousins perdus de Hongkong. Plus loin, un avis : « Interdiction de cracher », superbement ignoré par tous, bien sûr. Pour monter dans le train, il faut jouer des coudes et esquiver les cartons de victuailles et les tricycles qui passent au-dessus des têtes avant d'atteindre les marchepieds, littéralement pris d'assaut. Des images d'exode mais dans une ambiance de départ en vacances.

Le train s'ébranle enfin. Et les gratte-ciel de Shenzhen sont rapidement effacés par les petites maisons en torchis de la Chine méridionale et ses rizières tout droit sorties d'un livre d'images. Dans la bonne humeur, chacun s'organise et cale ses colis tant bien que mal. Les hommes enlèvent veste, cravate et chaussures et déroulent, cérémonieux, des petits carrés de feutrine pour jouer aux cartes. On ne saurait être chinois sans profiter de la moindre occasion de s'adonner au jeu... Or le voyage est long. Le « rapide » Shenzhen-Canton met tout de même trois heures pour parcourir 100 kilomètres.

Les conversations s'animent. On évoque déjà les bonnes affaires de Canton, les banquets au cognac, et on compare les prix des cadeaux destinés à la famille.

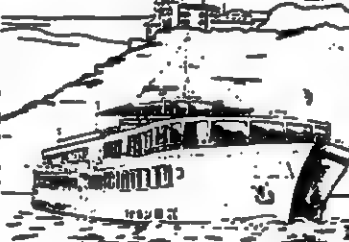
Le niveau sonore, déjà élevé, devient vite assourdissant. Car la discussion la plus aimable en cantonais — qui ne compte pas moins de neuf tonalités, souvent très aiguës — prend automatiquement, pour une oreille occidentale, les traits d'une violente altercation.

L'excitation des passagers augmente encore à mesure que le train ralentit à l'approche de Canton. Soudain, surréaliste, retentit *le Beau Danube bleu*, diffusé à tue-tête dans tous les wagons pour l'arrivée. Quelques minutes plus tard, sur la grande place de la gare où sont massés des centaines de Cantonais, c'est l'heure des retrouvailles. Un week-end de fête commence.

Sur les trottoirs, la mode, elle aussi, a traversé la frontière. Des adolescentes, en robe de couleurs vives ou en jean serré, débambulent aux côtés de vieillards en veste Sun Yat Sen. Hongkong si proche et si lointaine à la fois. Pour les Cantonais, le voyage reste pratiquement impossible, à moins de posséder des devises étrangères, de la famille sur place et un passeport... Un rêve auquel certains s'accrochent en venant, le dimanche soir, regarder partir le dernier train pour Hongkong.

PASCAL WATTIER et OLIVIER PICARD.

POUR CEUX QUI CROIENT AVOIR TOUT VU : LE RHIN AVEC KD !



Il y a encore des choses à découvrir dans la vie ! Pour apprécier la beauté et la majesté des sites, pour vous détacher sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD ! Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et le date de parution : 28 CROISIRHIN-KD 2, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 42 52 27

SUEDE LAPONIE FINLANDE

Un extraordinaire circuit accompagné remontant jusqu'au CAP NORD. Prix par personne (en chambre double) : 11 600 F

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS 10, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.50.00

La qualité scandinave **SCANDITOURS**

La FFJudo et LE MONDE s'associent pour vous proposer un grand mensuel de judo et de ju-jitsu.

Un million de participants vont désormais pouvoir suivre leurs champions jusqu'aux Jeux olympiques.

Tous les français vont maintenant pouvoir comprendre et se passionner pour ce sport merveilleux en lisant

JUDO mensuel

Je désire m'abonner pour ☐ 10 numéros : 100 F ☐ 20 numéros : 180 F

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____ CP _____

Je joins un chèque bancaire ou postal de _____ F à l'ordre de FFJDA 43, rue des Plantes 75008 PARIS CEDEX 14 - Tél. (1) 45 42 80 90

Une grande croisière de LA PROCURE

"PEUPLES DE LA MÉDITERRANÉE" DU 2 AU 13 NOVEMBRE 1988



Dans le sillage des croisades et des marchands du Moyen-Age, 12 jours fabuleux à : Venise, Dubrovnik, Mystra, Istanbul, Rhodes, Malte, Villefranche.

Au cours de cette croisière des historiens, des journalistes et des artistes de renom parleront du passé et du présent de ces peuples : André Miquel, professeur au Collège de France, Jean Favier, directeur des Archives Nationales, Bernard Chevallier, journaliste à TF1.

OUI, je désire recevoir gratuitement votre documentation à l'adresse suivante :

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal [] [] [] [] Ville _____

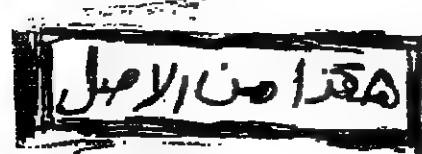
Paris Bangkok en 12 h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

Thai

ARC



هكذا من الاصل

Culture

THÉÂTRE

Deux petits théâtres, le Poche et le Petit Odéon, deux adaptations de récits deux grands spectacles, « Daisy » et « Docteur Raguine »

« Daisy, un film pour Fernando Pessoa », de José Sasportes

Le fantôme de Lisbonne

« La lumière du soleil ne sait pas ce qu'elle fait. C'est pour ça qu'elle ne trompe pas. »

Il écrivait cela, Fernando Pessoa, assis devant une table de marbre, contre l'une des fenêtres du café Martinho de Arcada, au bord du Tage, à Lisbonne. Il vivait seul, il tirait le diable par la queue, traduisant des lettres d'affaires pour des compagnies maritimes. Les photos de lui, prises à la va-vite dans les rues, montrent un drôle d'oiseau, tout maigre en imper gris, lorgnon sous chapeau noir. Il se décrivait lui-même comme « un individu qui a une gueule de compteur à gaz et toujours l'air d'être ailleurs ».

Il prenait un peu trop d'alcool (c'est ce qui l'a tué) pour cacher ses angoisses, et « sa peur innée des prisons ». Il écrivait : « Je ne suis rien. Je ne serai jamais rien. A part ça, je porte en moi tous les rêves du monde. » Quand il est mort, en 1935, il laissait, empli d'une malle, la composition des poèmes qui allaient faire de lui le plus grand poète du Portugal. Et si vous prenez chez votre libraire un livre qui s'appelle *Ode maritime* (publié par Fata Morgana), vous verrez que Fernando Pessoa est un poète du monde entier : il dit des choses si vraies, si belles, et si clairement, que sa voix n'est pas changée par les traductions.

Aujourd'hui Fernando Pessoa est de retour, comme l'on dit, à Paris, dans la salle du Théâtre du Petit Odéon. Vous allez même trouver quatre Pessoa, quatre gueules de compteur à gaz, en rang d'oignons sur un banc, coincés au fond du décor derrière un piano à queue.

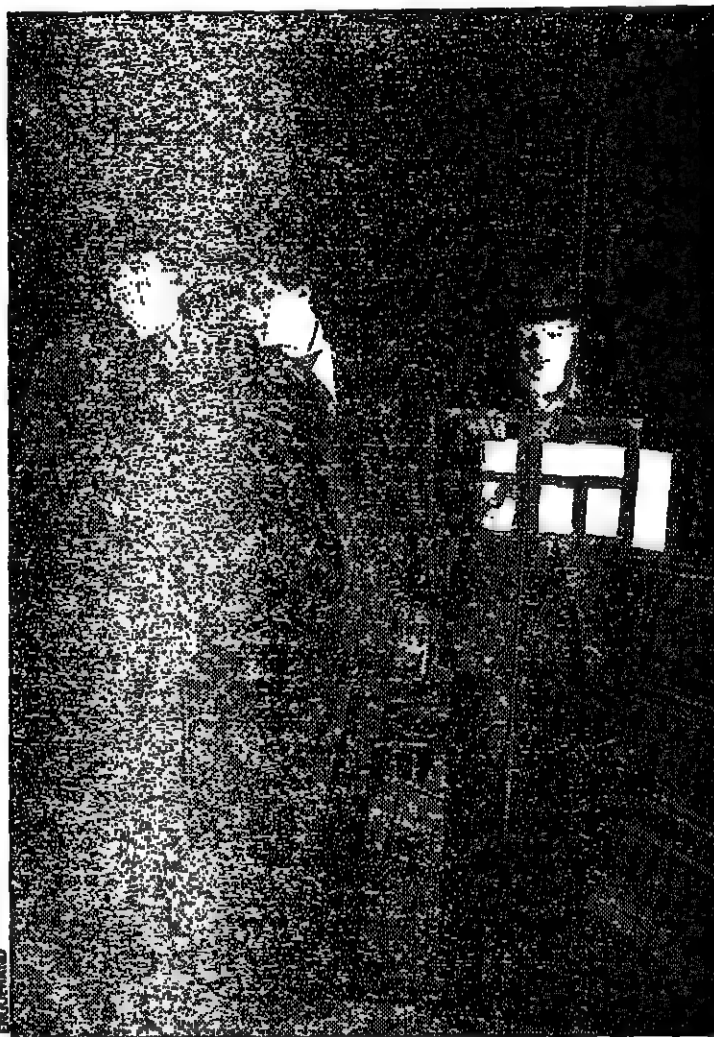
Quatre compteurs à gaz au lieu d'un, parce que Pessoa, pour ne pas rêver dans le vide, s'était inventé des alter-ego. Petit garçon déjà, quand il se sentait un peu seul, au bord de l'océan indien, à Durban (sa mère, veuve, s'était remariée avec un diplomate). Pessoa s'inventait des copains. Il leur écrivait des mots, et il écrivait aussi les réponses, qu'il adressait à la maison. Et, tant qu'à faire, il écrivait aussi les lettres que ces copains divers s'envoyaient les uns aux autres, cassant du sucre sur lui, Pessoa. Et, surprenant ces lettres, il était très vexé.

Il était un peu fou, quoi, et, lorsqu'il est devenu une grande personne, ça n'a fait qu'empirer. Il signait rarement ce qu'il écrivait. Il inventait des poètes, il leur donnait nom et prénom, date de naissance, toute une vie, et un métier, et à chacun deux, une écriture singulière, des imaginations personnelles.

Parfois, même souvent, je regrette que Pessoa ait fait ça, cette distribution de soi-même à des poètes imaginaires, parce que c'est si curieux, si excitant, ce côté « sigillure des ondes », que les poètes, les écrivains, perçoivent à n'en plus finir, la devise, alors que les paroles de Fernando Pessoa, ses images, sa voix, c'est cela qui est beau, cela qu'il nous a donné, lui. Et les intérieurs, c'était un jeu, passionnant, oui, dramatique, oui, mais un jeu.

Sur la scène-mouchoir de poche du Petit Odéon, il y a aussi, bien en montre là-dessus, une femme. Appelle Daisy.

Présence inattendue, puisqu'il serait difficile de prétendre que les femmes, ou une femme, aient beaucoup encombré l'horizon de Pessoa.



Il y a eu sa mère, oui, et pour Pessoa c'était douloureux : sa maman n'avait pas sa raison, et déjà, dans les années 1910, les médecins lui faisaient subir des électrochocs. Il y a eu sa tante, qui était un peu folle aussi parce qu'elle tenait à l'indomir, lui, Pessoa, adulte et même vieux garçon, en lui chantant des berceuses comme à un enfant. Il y a eu Pessoa lui-même, qui croyait qu'il était une femme, par moments, qui croyait aussi qu'il avait été une femme, dans une autre vie, ou, comme il disait, au bord d'un autre débarcadère.

Une Daisy, dans l'œuvre de Pessoa, elle n'apparaît que trois secondes, dans un poème : « Ecoute, Daisy, quand je mourrai, va porter la nouvelle à cette étrange Cecily, qui croyait que je deviendrais quelqu'un... »

Plus étrange et surprenant encore que Daisy, sur la scène de ce théâtre, et donc d'autant plus légitime puisque Pessoa and Co. n'est qu'un étranger et surprises : la présence du piano à queue. Pessoa a écrit une fois : « Cette dame a un piano, qui est agréable, mais qui n'est pas le courant d'une rivière ou le murmure que font les arbres. Qu'ai-je besoin d'un piano ? Mieux vaut avoir des oreilles et aimer la nature. » Mais le piano, là, sur cette scène, pourrait être une barque, hissée sur une plage, ou un vieux coffre à trésor. Ou une tombe, après tout. Les quatre Pessoa peuvent s'endormir dessus. Pessoa disait

que les navigateurs, les matelots « dorment avec la Mort comme traversin ».

Ce petit spectacle « pour Fernando Pessoa » est beaucoup mieux que ce qu'on dirait une fête improvisée, pas trop adroite, réalisée par des amateurs. C'est d'ailleurs bien ça, Rémy Hourcade, Michel Chadoeigne, qui jouent deux intérieurs de Pessoa, passent leur vie à traduire, éditer, diffuser, les œuvres du grand frère portugais. Teresa Motta, qui joue Daisy, actrice portugaise très aimée là-bas, dit souvent des poèmes de Pessoa. Richard Demarcy, le metteur en scène, est depuis des années, chez nous, le *deus ex machina* des mille roses du Portugal.

Comme cette pièce se présente un peu sous l'aspect d'un scénario de film, un comédien, Claude Merlin, nous indique à haute voix les décors, les actions. Pessoa est joué, presque silencieusement, par Guy Cambroleng. Le grand acteur Serge Maggiani est là aussi : il a quitté les Amériques du *Soulier de satin* pour les quais du Tage, à Lisbonne.

Christian Bourgois va publier, au mois d'avril qui vient, en quatre volumes un ensemble important d'œuvres de Pessoa. L'éditeur Corti veut de publier le *Marin*, une pièce très attachante de Pessoa. Le spectacle du Petit Odéon est une préparation tout indiquée à ces merveilleuses lectures.

MICHEL CURNOT.

* Petit Odéon, 18 h 30.

« Docteur Raguine » d'après Tchekhov

Même Lénine a eu peur

Vous est-il arrivé une fois, sur le quai d'une gare, ou dans un train, de vous trouver en présence d'un délinquant, encadré par deux gendarmes ?

Ce voisinage physique immédiat d'un homme inculpé ou condamné, et le fait qu'il soit ainsi promené sous les regards d'autrui, et le fait aussi que vous partagiez avec lui le moyen de transport, le « convoi », a provoqué en vous un état de malaise.

C'est ce qui arrive à Ivan Gromov, personnage de la nouvelle de Tchekhov, la *Salle n° 6*.

Seulement, chez Ivan Gromov, l'état de malaise ne s'évanouit pas, quelques minutes ou quelques heures après la rencontre du délinquant, comme cela se passe en nous. Il va vivre dans la peur d'être arrêté lui aussi, coupable ou pas.

Tchekhov a des phrases surprenantes qui annoncent nettement *Kafka* : « Pour priver un innocent de tous ses droits et le condamner au bagne, le juge n'a besoin que d'une chose : de temps. Il ne lui faut que le temps d'accomplir un certain nombre de formalités pour lesquelles il perçoit son traitement, et tout est terminé. »

Les attitudes d'Ivan Gromov dans la rue et les lieux publics, ses regards affolés, sa façon de raser les murs comme un voleur ou même de se sauver à toutes jambes pour un rien, vont le conduire à se faire interner, non pas en prison, mais dans la section psychiatrique de la ville, la « salle n° 6 ». C'est le médecin principal, le docteur André Raguine, qui signe l'ordre d'internement.

Le docteur Raguine passe voir, de temps en temps, puis de plus en plus souvent, Ivan Gromov sur son lit. A l'hôpital, en ville, ces entretiens inhabituellement prolongés vont paraître étranges. André Raguine, innocent, se retrouvera interné, lui aussi. Et mourra le lendemain de son internement.

Vladimir Lénine, comme tous les Russes, lui cette nouvelle de Tchekhov, et il écrit à sa sœur : « Lorsque hier soir j'ai terminé la lecture de ce récit, j'ai eu peur, je n'ai pas pu rester dans ma chambre. Je me suis levé et je suis sorti. J'avais l'impression que j'étais enfermé dans la salle n° 6. »

L'auteur dramatique d'origine roumaine Julian Negulesco, qui a déjà adapté, avec beaucoup de soin, la nouvelle de Tchekhov, le *Moine noir*, nous donne à présent, au Théâtre de Poche-Montparnasse, une adaptation scénique de la *Salle n° 6*.

L'adaptation est bien écrite, et bien jouée par Etienne Bierry (le docteur Raguine), Frédéric Ruchaud (tout ce qu'il y a de bébé russe dans le rôle de la « nounou » de Raguine), Bruno Raffaelli (le nouveau médecin de l'hôpital) et Albert Medina (l'ami de Raguine).

Une seule erreur, bizarre, de cette entreprise : avoir indiqué, nettement, une identification entre le docteur André Raguine et Tchekhov lui-même.

M. C.

* Théâtre de Poche-Montparnasse, 21 heures.

« Slastic », par El Tricicle au Théâtre de la Ville

Un gag à la minute

Trois enfants de la « movida » espagnole, stars dans leur pays, pour la première fois à Paris. Une heure et demie du meilleur burlesque.

1982. Premier spectacle du Tricicle, premier succès. D'umberto, Mancomie, sorte de revue mimée de personnages masqués tout à fait quotidiens, déchaîne l'hilarité du public et l'enthousiasme de la critique espagnole. Personne ne connaît-ait alors Joan Gracia, Paco Mir et Carlos Sans, trois copains qui n'avaient qu'un seul but : distraire en amusant.

En pleine « movida », effervescence culturelle née du retour à la démocratie, le Tricicle, chouchouté par l'intelligente catalane, devient le héritier de la classe intellectuelle anticorformiste. Après trois années d'études à l'Institut du théâtre de Barcelone, d'apprentissage des rudiments de l'art dramatique et du mime classique, les trois hommes sont tout d'un coup invités partout. D'autant qu'en 1984, ils concourent leur premier spectacle monothématique, *Exit*, un jeu de mots car il veut dire « sortie », bien sûr, mais aussi « succès » en catalan.

Ce délire à trente personnes, situé dans le hall d'embarquement d'un aéroport et dans la cabine d'un avion, leur permet d'élargir leur audience à l'Europe (France méditerranéenne, Allemagne, Grèce, Italie) et aux Etats-Unis à l'invitation du Los Angeles Festival et de nombreux théâtres de grandes métropoles. La télévision espagnole s'empare alors des trois drôles et les premiers fervents du Tricicle ont à la maison : le taxi de « populaire ». Plusieurs festivals espagnols annulent leurs invitations. Le Tricicle ne renoncera pas pour autant à poursuivre son investigation systématique du cocasse dans les gestes quotidiens.

En 1986 naît *Slastic*, le spectacle que Paris découvre aujourd'hui. *Slastic* est le nom imaginaire d'une marque d'articles sportifs qui permet au Tricicle de « présenter un spectacle sur le thème du sport sans tomber dans la répétition de la critique de la compétition et de la violence ». *Slastic* n'est pas une histoire, mais la description de situations successives qui, plutôt que d'être résolues, seront dépassées. Tel ce parolier préparant un saut, les mains crispées sur sa barre, et crissant tout à coup un homme « sniffant » une ligne de cocaïne.

En une heure et demie, *Slastic* n'épargne aucune discipline : athlétisme, boxe, canot, ski, billard, échecs, jeux de balles, tout y passe, sur un rythme infernal. Leur credo est simple : « un gag à la minute, au minimum ». S'ils acceptent volontiers que l'on compare leur travail à celui des Marx Brothers et à celui de Jacques Tati, ils tiennent par-dessus tout à souligner qu'ils exercent, comme ces grands artistes, « une call à tout moment critique mais qui n'est jamais dure ».

A voir leurs spectacles, on pourrait penser que les trois comédiens ont travaillé de longues heures sur des photos d'actualité, des films ou des images vidéo. Non, Tricicle tient bon sur son principe fondateur : l'improvisation. Et l'expérience, la complicité qui les lie depuis sept ans. Leur art ? Un mime redoublamment efficace et donc dépouillé des vieux clichés du genre, un mime brut, parfois brutal, résolument vériste et moderne. Il se nourrit des humeurs de l'époque ou, comme le signale le compositeur espagnol Isaac Albéniz, en tire d'une de ses pièces pour piano, des rumeurs de la caillasse, ces bruits des rues, cris, hyperactifs, simples.

OLIVIER SCHMITT.

* *Slastic*, Théâtre de la Ville. A 18 h 30, du mardi au samedi. Tél. : 42-74-22-77.

« Le Chat botté », de Ludwig Tieck

Un allègre désordre

Le Théâtre du Campagnol fête ses dix ans, avec le *Chat botté*, fantaisie débridée (pour adultes) d'un des pères du romantisme allemand, Ludwig Tieck.

Tandis que les premiers spectateurs s'installent, les ouvreuses commentent la présence de monsieur le maire, de monsieur le critique. Un élégant intellectuel — le révolutionnaire — crie « Vive le Tiers Etat ! », bien joué par Etienne Bierry (le docteur Raguine). Frédéric Ruchaud (tout ce qu'il y a de bébé russe dans le rôle de la « nounou » de Raguine), Bruno Raffaelli (le nouveau médecin de l'hôpital) et Albert Medina (l'ami de Raguine).

Une seule erreur, bizarre, de cette entreprise : avoir indiqué, nettement, une identification entre le docteur André Raguine et Tchekhov lui-même.

M. C.

* Théâtre de Poche-Montparnasse, 21 heures.

Claude Penchenat un spectacle qui célèbre tout à la fois la liberté du théâtre, le goût du merveilleux, et brouille les frontières entre le théâtre et son public.

Sur scène, comme dans la pièce de Tieck, règne un joyeux désordre. Dans leurs rôles de personnages maladroits et de caricaturistes acides, les comédiens du Campagnol, une vingtaine, excellent. Ils sont répartis en trois équipes : le personnel du théâtre, le public, installé dans des loges latérales sur la scène et vêtu de costumes sombres à la mode du dix-neuvième siècle, et les acteurs. La Princesse (Françoise Miquel) à des allures de walkyrie débutante, son père de Roi bedonnant (Jean-Claude Penchenat) est non moins kitsch et mauvais, le Chat botté (Arnaud Lecaupentier) lisse son poil avec la fatuité d'un jeune premier, et tout ce petit monde s'achève à aller jusqu'au bout du conte devant les toiles délectables du décorateur Roberto Moscové.

On rit de bon cœur. Mais au fil de la représentation, on se lasse, comme le public que met en scène Ludwig Tieck. Car, finalement, on assiste pour l'essentiel, à un *Chat botté* d'opérette, dans une cacophonie incessante. Il aurait sans doute fallu casser le rythme, le ton, entre les trois équipes — public, personnel de théâtre, acteurs — pour que sous ce joyeux désordre, éclate plus nettement le merveilleux des pauvres ficelles du théâtre et la virulence salutaire de la satire.

ODILE QUIROT.

* Jusqu'au 24 avril. A la piscine Château-Malabry (46-61-33-33) : le *Chat botté*, de Ludwig Tieck, adapté par Jean-Claude Grunberg, est paru aux éditions Papiers (57 F).

Ge Macqueron-Dijon
Le Gardien
de HAROLD PINTER
Adaptation : ERIC KAHANE
Mise en scène : JEAN MACQUERON

Location ouverte pour le mois d'avril

THEATRE DU SOLEIL

L'INDIADE
OU L'INDE
DE
LEURS REVES

D'HELENE CIXOLS

Cartouche 43 74 24 08 18 h 30

On peut encore aller voir et revoir Zingaro. — Le cabaret équestre et musical prolonge ses représentations jusqu'au mois de mai, les lundi, mardi, vendredi et samedi à 20 h 15, sous chapiteau, 91, boulevard de Charonne. Location : 43-71-28-28. On peut également garder le souvenir des merveilleuses images en achetant l'album de photos d'Alphonse Alt (éditions Favre, collection « Caracole », 100 F.)

Interruption de « la Métamorphose ». — Les représentations de la *Métamorphose*, d'après Kafka, au Gymnase, sont interrompues jusqu'au 22 mars, l'interprète principal, Roman Polanski, étant grippé.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

DERNIERE LE 25 MARS
HUGO
BIBI
48 31 11 45
Une polyphonie d'acteurs. Un théâtre pour l'oreille, beau à voir. Passage obligé. LIBERATION
Une lucidité essentielle... L'HUMANITE
Une alchimie des intelligences miraculeuse. LE MONDE

Théâtre intimiste d'un genre tout à fait nouveau qui approche le cinéma au plus près.
EMMANUELLE ESCOURROU étonnante dans son premier grand rôle.
De grands acteurs MICHEL VITOLD et son jeune partenaire PHILIPPE VOLTER...
La tradition de Mauriac et Sartre actualisée par le langage d'aujourd'hui.
PAN Bruxelles
MISE EN SCENE GABRIEL GARRAN

Culture

PATRIMOINE

La fascination de Georges de La Tour

(Suite de la première page.)

L'érudition n'a pas chôme : elle a peu à peu restitué la figure assez inattendue d'un artiste arrivé, arrogant, peu sympathique, sur lequel on s'interroge encore. Mais la Lorraine des années 1620-1640 est soumise aux « bonheurs de la guerre » (voir Jacques Callot), Lunéville est mise à sac en 1638, et, comme l'a relevé Jacques Thuillier, c'est encore une chance que l'œuvre entière n'ait pas disparu. On a retrouvé des tableaux

Nous arrivons ainsi au fait nouveau. On connaît depuis plus de trente ans l'existence d'un inédit de La Tour : un buste d'apôtre, certainement Thomas à cause de l'énorme fer de lance, symbole du martyre, tenu haut dans un geste qui tire de la lame un reflet d'acier. Plus grand et beaucoup plus nourri comme picturale que les figures analogues d'Albi, ce tableau a, pour autant qu'on peut en juger d'après un échantillon, la vibration puissante d'un portrait : dans une unique jaunie verdâtre, où se jouaient des points



« Saint Thomas », de Georges de La Tour

aux quatre coins de la France, dans le Nord, le Dauphiné, la Bourgogne, et des copies un peu partout. A Albi, par un jeu de circonstances mal éclairci, se trouvait une curieuse série des Apôtres en buste, avec des visages après, des symboles voyants (tous refaits sauf deux) : A peu près la moitié de l'œuvre connue est hors de France : Berlin, San-Francisco, Russie.

Sur ces ouvrages, où dominent les figures coupées, les éclairages forts, les gestes implacables, planait le terme générique de caravagisme, qui en France n'était pas, jusqu'à ces derniers temps un terme de faveur. La manière de La Tour représentait probablement il y a trois siècles et encore aujourd'hui ce que le goût français peut absorber du « brutalement » du Caravage romain. Le filtrage de la lumière sur des rouges somptueux et variés à plaisir, une ombre portée sur la bure noire d'une robe, le contre-jour étrange de la main de la main qui couvre la chandelle, les visages lisses qui semblent faits d'une matière douce au toucher... et puis les regards, toujours insistants, des prunelles noires... Rien de tout cela ne s'oublie, ni même les affreuses grimaces dont ce peintre, des « Madelaines », méditantes semble bien dans sa jeunesse avoir fait une de ses spécialités.

lumineux, comme toujours chez La Tour, une face dure, sérieuse, d'homme chaviré avec ou ne sait quel de menaçant.

Georges de La Tour était un formidable portraitiste tantôt de l'humanité corrompue, tantôt des anges et de ces types quotidiens que nous appelons, faute de mieux, paysans. On comprend qu'il ait fasciné les romanciers. Qu'aurait dit Maurice Barres de ce « physionomiste » ? Or, il a été doté d'un planque aussi savoureux ? De son temps, les chefs-d'œuvre de Nantes et de Grenoble n'avaient pas toujours retrouvé leur auteur, même si on ne les croyait plus, comme au dix-neuvième siècle, de Murillo ou d'un La Nais.

Le Louvre possède cinq ouvrages, tous cités depuis moins de quarante ans, sauf l'Adoration des bergers retrouvée à Amsterdam en 1926 et aussitôt acquise par le musée. Bien qu'elle ne soit pas dans une condition parfaite (les noirs de La Tour n'ont pas toujours bien vieilli), cette toile respire l'humanité suave et noble dont le peintre savait donner le sentiment, mais qui n'épuisait pas son génie. Le Thomas à la pique est d'une tout autre époque. On comprend que le Louvre y tiende absolument.

ANDRÉ CHASTEL

Une souscription exceptionnelle

La souscription lancée par le Musée du Louvre, en vue d'acquiescer le dernier tableau de Georges de La Tour, encore aux mains de propriétaires privés, doit permettre de réunir les 32 millions demandés par l'ordre de Maître, actuel détenteur de ce saint Thomas de 71 centimètres sur 66, signé « Georges de La Tour fecit ». Cette toile avait été découverte dans un château de la Sarthe en 1950, mais n'avait pas figuré à l'exposition de 1972 en raison du refus de sa propriétaire d'alors. Il s'agissait d'une œuvre connue des seuls spécialistes.

L'enjeu pour le Louvre est d'importance, puisque ce serait la seule peinture digne de ce peintre que posséderait le musée, qui en compte cinq autres à l'heure actuelle. L'appel à une souscription publique, pratiquement jamais utilisé en France — seule exception célèbre : Olympia, de Manet — est à l'inverse d'un usage plus courant en Grande-Bretagne, en Suisse

ou en Allemagne fédérale. Une telle souscription a permis de conserver à Berlin une des deux versions de l'Embarquement pour Cythère, de Watteau.

Mais ce recours n'est-il pas suffisant face à l'offre américaine de 7 millions de dollars pour ce La Tour ? Le jeudi 17 mars, le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, s'est déclaré favorable à l'initiative du Louvre et a annoncé qu'il « serait tout prêt à ce que l'Etat apporte sa part ».

Le temps de la souscription, du 22 mars au 30 avril, le saint Thomas sera exposé au Musée du Jeu de paume, place de la Concorde, tous les jours de 12 heures à 20 heures. Des urnes seront installées au Musée du Louvre et au Jeu de paume, afin de recueillir les dons en espèces. Les chèques devront être établis à l'ordre de Fondation de France-La Tour, boîte postale 100, 75363 Paris Cedex 08. Ces dons sont susceptibles d'une déduction fiscale pour les particuliers comme pour les entreprises.

MUSIQUES

« Le Freischütz » de Weber au Châtelet

Balles à blanc

Ce que l'exécution musicale apporte de ferveur et de naturalisme poétique la mise en scène le détourne et tend à l'effacer. Mais Weber est le plus fort.

Huées et quolibets ont accueilli, le samedi 12 mars, au Châtelet la première représentation du Freischütz de Weber. C'est à Archim Freyer, le metteur en scène, que s'adressait l'avalanche réprobatrice. Le Berlioz y répondait au moment des rappels par force grimaces et pieds de nez, confirmant un naturel non violent et plutôt gai. Sa mise en scène est comme ça : plus taquine qu'audacieuse. Weber méritait mieux que cette mise en boîte.

Archim Freyer, mais que cette mise à l'index. La condamnation du public était exagérée. D'un côté, une musique dense comme la forêt, contrastée comme un ciel d'hiver, capable de faire rire, de faire peur, de faire pleurer. De l'autre une vision désamorcée, préférant égratigner au quarante-troisième degré plutôt que de saisir à bras-le-corps, qu'il le « trahir » ou le transposer, ce monde magique du bien et du mal, de l'irrationnel et de la pureté, cette « naïveté » du romantisme allemand dont il est trop aisé de se moquer et si difficile d'adapter les codes à notre sensibilité.

Archim Freyer a choisi de tout repulvériser. Les extérieurs de montagnes et de forêts sont évoqués par des toiles peintes à la diable ; les thèmes fantastiques ou fantastiques (alliance diabolique, scène de magie) schématisés en un pauvre bestiaire imaginaire, gros lapin lubrique, démon portant un nouveau-né au bout de sa pique, araignée géante tombant du plafond, ignobles insectes en carton-pâte, fumées rampantes.

De la Bohème précisément — province où le Freischütz est censé se passer — ne subsiste qu'un faux folklore : image de l'Allemagne profonde dont Bob Fosse s'est déjà servi pour dénoncer les liens de la tradi-

tion germanique et du nazisme dans Cabaret.

Gestes d'automates, visages de poupées, les personnages perdent toute consistance sur ce théâtre au plancher incliné comme à Guignol. Faut-il que la musique qui leur est destinée soit sublime pour qu'on ait encore envie de partager leurs angoisses et leurs difficultés ?

Cheryl Studer est une grande Agathe, c'est vrai, instinctive, passionnée, diaphane sans naïveté (c'est évidemment de sa voix qu'il s'agit, ses mimiques sont souvent consternantes). Janet Perry, une Anchen très attentive à tirer le maximum d'un timbre un peu plat, capable par l'intelligence de le compenser. Paul Frey n'est pas le ténor héroïque que son rôle nécessiterait. Mais face à ce Max en difficulté, tous les personnages masculins chantent bien et avec dignité, Richard Cowan (Kno), Marmut Welker (Kaspar) et un superbe chanteur d'hommes belgare, en particulier.

Le romantisme de Weber culmine heureusement dans « l'expression de la nature », comme disent Lagarde et Michèle, « costumes parés » qu'émettent au sein du temple-orchestre les « vivants piliers » de solos instrumentaux. La clarinette de Robert Fontaine, l'alté comme une apparition ensoleillée, le violoncelle d'Éric Levanon, pure émanation des voix de la forêt, les cinq cors, aurore formidable, le hautbois affectueux de Jean-Louis Capezoli, autant de chants secrets qui se mêlent à l'écoulement individuel et le fondent dans un panthéon heureux. Dirigé, peut-être comme jamais, par un Marak Janowski webérien de cœur, le nouvel Orchestre philharmonique tient la vedette toute la soirée.

ANNE REY.

★ Ce Freischütz produit en 1980 par l'école de Stuttgart et récemment repris à Genève est redonné au Châtelet les vendredi 18, samedi 22, vendredi 25 à 20 heures, ainsi que le dimanche 27 mars à 15 heures. Tél. : 43-21-00-86. Signalons que le spectacle commence par la première scène — l'acte — du livret de Johann Friedrich Kind que Weber a répondu à mettre en musique.

MODE

Les Japonais

Les Japonais nous racontent enfin des histoires. Re Kawakubo (Comme des garçons) s'adonne à la couleur, au rouge, au blanc, aux imprimés fermiers, avec l'enthousiasme d'une citadine en voyage. Elle oublie les paillettes, les biais et les volants de son « déco » pour un hiver de petits chapeaux, de clowns modernes et de lutins brodés d'edelweiss. Elle a prévu quantité de jeux, de vestes qui s'enfilent comme des blouses de chirurgien, de plis ironiques et d'ampleurs décollées, de boléros noirs à queue-de-pie et de manches courtes gonflées comme des bonnets d'évêques ou longues et fendues : ainsi, on peut sortir ses bras, croire qu'on va s'envoler parce que les basques du dos ressemblent aux ailes des anges.

Yohji Yamamoto, lui, choisit la pureté, le silence des lignes. « Je n'ai pas d'image, pas de message, pas de tendance : j'ai voulu fermer

la porte de la mode pour être moi-même. » A force d'art et de travail, il finit par être un artiste à rendre la simplicité exceptionnelle, grâce à un bouton sur un col, une bordure ocre qui s'interrompt à gauche et pas à droite, un manteau domino blanc devant, noir derrière. Comme une redactrice essaie de le dessiner, elle se retrouve avec deux boutons de porte sur son cahier. Trop simple. Trop compliqué. Les femmes sont belles. Les pans d'une jaquette cool s'écartent, un col se plisse pareil au cou d'un chat qu'on attrape. Tout est là, posé comme une évidence, un sourire d'enfant, un trait de pinceau qui se dégrafe avec la lumière, du bleu encre au prune, du vert bronze un peu fumé aux éclats du noir. Sur un manteau, trois baguettes brodées interrompent par des cabochons de strass.

LAURENCE BENAÏM.

Thierry Mugler

Femmes araignées dont les toiles se tissent sur des blousons courts, femmes insectes aux carapaces noires miroitantes, veuves moulées dans leurs vêtements de deuil déchiquetés, mantes, vamps en « pantalon guêpe » qui font les jambes extraordinairement longues, en robes fendues, ouvertes en oblique sur de hautes cuissardes, en fourreaux entravés qui obligent à des déhanchements excessifs.

Peau livide, lèvres rouges, coiffures en cornes, en oreilles de chat, elles ont des gestes théâtraux, des moues farouches, ce sont les filles du diable, vêtues de velours frappé, de satin, de drap sec. Des silhouettes épurées noires, un noir qui fait chanter des éclats de vert, de violet, d'orange, de rouge, le rouge des pierres incrustées, des ceintures médiévales qui soulignent la courbe des hanches...

Fasciné par sa propre imagination, Thierry Mugler se laisse aller à ses fantasmes, fabrique des héroïnes de BD érotiques auprès desquelles les furets les plus extravagants ressemblent à de l'art minimaliste. Et en même temps, il offre des suites de jupes droites pour jolis genoux, des vestes cintrées qui creusent la taille et font rêver.

C. G.

Dernière le 26/3/88

THEATRE DE POCHÉ
Samedi 21h
TCHEKHOV
DOCTEUR RAGUINE
mise en scène Julien NEULESCQ
« Magnifiquement interprété par Etienne Bierry, Frédérique Ruchaud, Albert Médina et Bruno Rattelle... » Une réussite. « Le Journal du dimanche ». « Du théâtre comme on l'aime et comme on a envie de le faire aimer. » Figaro Magazine. « Un grand comédien dans la pleine puissance de son art : Etienne Bierry ». Figaro Spectacle.
Loc.: (1) 45.48.92.97

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

NOUVELLE SERIE SPECIALE aller au vert, fera dans les villes une entrée très remarquée. Ses 4 CV, ses 3,39 m, son hayon, sa banquette AR rabattable et son exceptionnelle habitabilité en font plus que jamais une vraie perle qui à tout pour vous satisfaire.

Perle noire ou perle rare ? N'hésitez plus.



L'Y10 (Fire, LX, Fila, Touring et 4 WD) a tout pour vous plaire. Faites un essai chez votre concessionnaire Lancia-Autobianchi.

75 PARIS 11, Garage de LA ROQUETTE, 43 79 88 16 75 PARIS 13, P.L.V., 45 84 15 39 75 PARIS 14, CHATELON BRUNO, 45 39 57 33 75 PARIS 15, Garage GUTENBERG, 45 58 19 21 75 PARIS 16, EXELMANS AUTO, 45 24 50 30 75 PARIS 17, PONT CARDINET AUTO, 45 42 40 75 PARIS 18, RAT AUTO FRANCE, 45 07 37 28 77 AVON FONTAINEBLEAU, Garage de L'ÉCLAIR, 64 27 38 71 77 DAMMARIE LES LYS, NORCOM, 64 39 04 18 77 SEVIGNY BRIE COMTE ROBERT, SADES, 64 05 84 84 77 MAREUIL LES MEAUX, Garage de LA RESIDENCE, 64 34 10 25 77 ORCEVAL, PERFORMANCE PLUS, 39 75 95 84 78 VERSAILLES, Garage de VERSAILLES, 30 21 14 04 78 MANTES LA VILLE, MANTES PRESTIGE AUTO, 30 92 78 94 91 ATHIS MONS, AUTO HALL 91, 60 48 39 65 91 MASSY, Garage du CENTRE, 69 30 05 03 91 COGNAC, Garage HUBERTY, 64 59 66 65 91 VRY CHATELON, Garage LE CALLOU, 69 05 35 71 91 VIGNEUX, SODHAM 91, 69 03 33 14 91 SARCENY SUR ORCE, SAVILLAC, 69 95 15 18 92 NANTERRE, AUTO SERVICE, 67 24 12 15 92 BOULOGNE, Garage FICOM, 45 05 09 09 92 LEVALLOIS PERRET, Garage de LORRAINE, 47 37 16 94 92 LEVALLOIS PERRET, FIAT AUTO FRANCE, 47 30 50 00 92 CLAMART, Garage MAGNIER LUYET, 46 45 95 00 92 NEUILLY SUR SEINE, NEUILLY HOLLÉ, 47 45 33 11 92 BOULOGNE, FIAT AUTO FRANCE, 46 04 91 19 92 ANTONY, Garage PHILIPPE, 46 06 05 89 93 LE BOURGET, Garage ACTIS BARONE, 48 37 91 30 93 AULNAY SOUS BOIS, AULNAY CENTRE AUTOS, 48 66 18 31 93 SAINT DENIS, Garage GABRIEL PERI, 42 43 44 18 93 LA COURNEUVE, Garage S&L, 48 36 41 82 93 VILLEMONAIE, VILLEMONAIE AUTOSPORT, 48 35 18 42 93 NEUILLY PLAISANCE, Garage du Centre Commercial, 45 08 95 73 94 VINCENNES, Garage DEMARNA, 45 20 16 33 94 VILLEJUIF, FRANCE AUTOMOBILES, 47 37 16 94 SAINT MAUR, Garage LESCE, 48 05 05 05 94 NOCENY SUR MARNE, STATION AUTO NOCENY, 45 15 48 38 94 CHARENTON LEUR, Garage du TREMBLAY, 47 06 07 70 94 NRY S/SEINE, AUTO DYNAMIC SERVICE, 46 70 15 96 95 ENCHEN LES BAINS, Garage ANDREOLLI, 39 64 70 32 95 ERMONT, SEVRA, 54 15 97 85 95 SAINT OVEN L'AUMONE, VAL D'OSE MOTORS, 30 37 20 78 60 COMPIEGNE, ST LAZARE AUTOS, 44 40 10 10 60 CHANTILLY, Garage CHANTILLY, 44 57 13 83 60 BEAUNAIS, Garage MAUPETIT, 44 48 29 35 60 CREIL, PICARDE AUTO, 44 24 25 75.

MARIN KARVUTZ PRÉSENTE

Pendant que Londres brûle...

SAMMY ET ROSIE s'envoient en l'air.

هذه من الاصل

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LE GARDIEN, Théâtre 18 (42-26-47-47), (Dim. soir, lun., mar.) 20 h 30, dim. 16 h.**STÈLES POUR L'EMPEREUR DE CHINE**, LISZT, BAUDELAIRE, Copie Sainte-Agnès (42-96-38-33) (lun., mar.) 20 h 30, dim. 17 h.**HUMOUR ET FOLIES D'ACTEURS**, Confians-Saint-Honorine, (Nouveaux spectacles tout au long de la semaine.) Pour tous renseignements : 39-72-57-19.**GOOD - LE CHOC**, Théâtre de la Renaissance (42-08-18-50), lun. 20 h 45, dim. 15 h 30.**HORS PARIS****LILLE**, L'Incommodant, de Gildas Bourdet, La Salamandre, théâtre national de la région Nord-Pas-de-Calais (20-54-53-30).**BRUXELLES**, Britannicus, de Jean Racine, ou Variations sur un thème, Théâtre de la vie, rue Tréviers 45 (02-218-79-33).

Les salles à Paris

AMANDIERS DE PARIS (42-66-43-17), 10, rue de la Chapelle, 20 h 30.**ANTOINE - SIMONE-BERTRAND** (42-08-77-71), Les Cabiers tangos, 20 h 30.**ARCADE** (43-38-19-70), 10, rue de la Chapelle, 20 h 30.**ARLEQUIN** (42-89-42-22), 10, rue de la Chapelle, 20 h 30.**ARTESCU-ATHEVAINS** (48-06-36-02), 10, rue de la Chapelle, 20 h 30.**ARTS-HÉBERTOT** (42-87-23-23), Le Maître imaginaire, 21 h.**ATALANTE** (46-06-11-90), Le Hibou, 20 h 30.**ATELIER** (46-06-49-24), Le Double inconnu, 21 h.**ATHÈNES-LOUIS JOURNET** (47-42-67-37), Salle C. Bernard, 20 h 30.**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24), Bacchus, 20 h 30.**CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-31-28-34), 10, rue de la Chapelle, 20 h 30.**CARTOUCHE** (42-38-36-36), Salle L. Orge, 20 h 30.

Vendredi 18 mars

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Dans la nuit (1929), de Charles Vanel.

16 h : La Déesse (1960, v.o.s.), de Sanyal.

18 h : East Lynne (1918), de Bert Haldane, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (47-78-35-57)

Tu seras mon mari (v.o.), de H. Bruce

Humberstone, 19 h ; Le Chien jaune (1932), de Jean Tarride, 17 h ; Les Vieilles

légendes tchèques (1953), de Jiri Trnka, 19 h.

SALLE GARANCE**CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (47-78-35-57)

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1959

de Luis Buñuel, 14 h 30 ; 27 Hores (1986, v.o.), de Manolo Armada, 17 h ;

Amor et le loup (1972, v.o.), de Carlos Saura, 20 h 30.

VIDÉOTHÉQUE DE PARIS (47-26-34-30)

Café, café, Mente à l'eau : Du côté de

la rue de Seine (1985), de J.C. Lebrun,

Nadia à Paris (1984), d'Eric Rob-

bert, Masculin-Féminin (1969), de Jean-

Luc Godard, 14 h 30 ; Expresse : Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

samedi à la Goutte d'Or (1977), de Y. Lau-

me, Les Mauvais Fréquentations (1966)

de Jean Guichard, 17 h ; P'tit Blanc : Bande

annexe : Une nuit longue et chaude, Un

سنة ١٤٠٩

SUSPECT (A. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13 (42-75-79-79) ; v.f. : Pathe Impérial, 3 (42-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (42-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (42-36-44-11).

LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ (Fr.)

Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-53).

UN ENFANT DE CALABRE (Il. Fr.)

Le Saint-Germain-des-Près, 6 (42-25-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8 (42-59-19-08) ; Buena Vista Montparnasse, 15 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

WALL STREET (A. v.o.)

Forum Arc-Ciel, 1 (42-97-35-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.)

Forum Arc-Ciel, 1 (42-97-35-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

LES FILMS NOUVEAUX

CONTROLE

Film italo-franco-canadien de Pedro Almodovar, v.o. : Forum Arc-Ciel, 1 (42-97-35-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

ECLAIR DE LUNE

Film américain de Norman Jewison, v.o. : Gaumont Ambassade, 8 (42-59-19-08) ; Buena Vista Montparnasse, 15 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

EMPIRE DU SOLEIL

Film américain de Steven Spielberg, v.o. : Forum Arc-Ciel, 1 (42-97-35-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

JANE B. PAR AGNES V. (Fr.)

Forum Arc-Ciel, 1 (42-97-35-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

KUNG FU MASTER (Fr.)

Forum Arc-Ciel, 1 (42-97-35-74) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

MA VIE DE CHIEN (Se. v.o.)

Les Trois Loups, 6 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (42-59-92-83) ; UGC Balthus, 9 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (42-25-40-01) ; Trou Secretan, 19 (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20 (42-36-10-98).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.)

Gaumont Ambassade, 8 (42-59-19-08) ; Buena Vista Montparnasse, 15 (42-42-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (42-28-42-27) ; Le

Maillo, 17 (42-48-06-06

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Estienne BARATÉ**, fils de **CHEYRON**, sont heureux d'annoncer avec Benjamin et Adeline, la naissance de

Mahant.

Gènes, le 24 février 1988.

Décès

— La famille Bessis, Les familles Mosti, Chelly, Schag, Temime, Sibon, Blum, Bonan et Carel ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Aurélie BESSIS, veuve de **Jacques Bessis**.

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, arrière-arrière-grand-mère et parente.

survenue à Paris-12^e, dans sa cent-cinquante-unième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 18 mars, à 14 h 30, au cimetière de Pantin-Pariet. Réunion porte principale.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Germaine FORTIS, née **Antel**.

survenue le 15 mars 1988.

Son inhumation aura lieu le lundi 21 mars, à 15 h 30, au cimetière de Bagneux.

— M. et M^{me} Michel Gautron, M. et M^{me} Jean-Louis Gautron et Stéphanie,

M. et M^{me} Agnès Bertaux et Philippe,

M^{me} Madeleine Gautron, M. et M^{me} Maurice Belay,

Les familles Morizet, Leblond, Frégnac, Lafont et Lassalle, La Croix-Rouge de Garches, ont l'immeuble de faire part du décès de

Nathalie GAUTRON.

survenue le 15 mars dernier, à l'âge de vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 21 mars, à 9 heures, en l'église Cour-Immaculée-de-Marie, rue de Verdun, 92150 Suresnes.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 heures, au nouveau cimetière de Saint-Georges-de-Dionne, Charente-Maritime.

Pas de fleurs. Don à la Croix-Rouge.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Résidence Offenbach, 33, rue Cartault, 92800 Puteaux.

— M^{me} Bernard Keller, Les docteurs Etienne et Fabienne Keller, Emmanuel et Sophie Keller, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Bernard KELLER, professeur à la faculté de médecine de Strasbourg, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

survenue le 11 mars 1988, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 16 mars, en la chapelle des Hospices civils de Strasbourg, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Savon.

13, avenue de la Paix, 67000 Strasbourg.

— M^{me} Fernand Luc, M. et M^{me} Michel Luc, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Luc, leurs enfants, M. Jean-Noël Luc, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Fernand LUC.

survenue le 17 mars 1988, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 19 mars, à 16 h 30, en l'église du Saint-Sauveur d'Amis (17540).

— M^{me} Jacques Chauvin, née Monique Maraval, ses enfants, son petit-fils,

Le docteur et M^{me} Max Maraval et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-François, M. Maurice Vidal, M. Antoine Piret, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Ponget

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel MARAVAL, chevalier de la Légion d'honneur.

survenue à Paris le 12 mars 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Priez pour lui.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43, avenue Foch, 94300 Vincennes, 2, rue du Docteur-Maugé, 14000 Caen.

— M^{me} Jean Peretti, née Ristuccia, M. et M^{me} François Peretti et leurs enfants,

M^{me} Marie Peretti, M. et M^{me} Jean-Marie Peretti et leurs enfants,

M. et M^{me} Gilles Canel et leurs enfants, M^{me} Jeanne Ristuccia, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part de la disparition de

docteur Jean PERETTI, croix de guerre.

leur époux, père, grand-père et beau-frère.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église de l'Annonciation de Corte, le vendredi 18 mars, à 10 heures.

11, cours Paul, 20250 Corte.

— M^{me} Gabriel Matagrin, M^{me} Louis Dufaux, M^{me} Michel Mondesart,

Les membres du conseil épiscopal, du conseil presbytéral, du conseil économique diocésain, du chapitre cathédral, Les prêtres du diocèse de Grenoble, Le personnel de l'évêché

Et les nombreux laïques qui l'ont connu, font part du retour à Dieu, à l'âge de soixante-seize ans, après une longue maladie, le mercredi 16 mars 1988, de

M^{me} Jean TANCHOT, préfet d'honneur de Sa Sainteté, vicaire général du diocèse de Grenoble, économiste diocésain.

La messe de l'enterrement sera célébrée le samedi 19 mars 1988, à 10 h 15, en la cathédrale Notre-Dame de Grenoble.

« Serviteur bon et fidèle, entre dans la joie de ton Seigneur. »

Matthieu XXV-23.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Pointe-à-Pitre, Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Paul VALENTINO, ancien député de la Guadeloupe, ancien maire de Pointe-à-Pitre, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance.

survenue le 15 mars 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

De la part de : Son épouse, Marie Valentino, Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Ses frères et sœurs et apparentés, Sa tante M^{me} Hénar, Et des familles Lombard, Robbe et Taskin.

L'inhumation aura lieu le samedi 19 mars au cimetière de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 9 juin 1902 à Pointe-à-Pitre, Paul Valentino, agent commercial, avait rejoint les deux Assemblées constituantes provisoires entre novembre 1943 et novembre 1945, puis aux deux Assemblées nationales constituantes de 1945 à 1946. Député SFIO de Guadeloupe de 1946 à 1955, il avait de nouveau été élu à l'Assemblée nationale en 1957, sous l'étiquette UD-MR mais il n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat aux législatives de 1958. Paul Valentino, qui fut également maire de sa ville natale et siège au conseil général, avait été un farouche opposant au régime de Vichy, ce qui lui avait valu d'être emprisonné au fort Napoléon à Terre-de-Haut (archipel des Saintes, dépendances de la Guadeloupe) et ensuite de faire partie des résistants guadeloupéens décorés par le général de Gaulle.]

— Le professeur et M^{me} Jacques Weill et leurs enfants (Tours).

Le professeur et M^{me} Francis Weill et leurs enfants (Besançon).

Le docteur et M^{me} Dan Weill et leurs enfants (Metz).

Le docteur et M^{me} Elie Weill (Strasbourg).

M^{me} Fanny Schwab (Strasbourg), ses enfants, frère et belle-sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Joseph WEILL, ancien président du conseil de la Sorbonne.

survenue dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation a eu lieu le 14 mars 1988, au cimetière israélite de Besançon.

2, rue de la Vierge, Montfaucon, 25660 Sâtes.

Remerciements

— Nancy, Xorrupt, Paris, Dombasle, Ludres, Desmarais.

M^{me} Colette Girard, née Marzak, ses enfants, Judith et Erik, Le parenté

Et les amis, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur très profonde douleur lors du décès accidentel, survenu lors de la catastrophe aérienne de Maastricht, de

Christine GIRARD

et de sa fille

Agathe.

Anniversaires

— Le 18 mars 1988, **Maurice DAUMAS**

nous quitte.

Sa famille et ses amis associent dans leur souvenir son fils,

Jean-Claude DAUMAS,

disparu en septembre 1984 et son petit-fils, **Martin DAUMAS**, disparu en janvier 1979, à l'âge de dix-sept ans.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le vendredi 23 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Isle, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Isle, à la mémoire de

marquis de LASTIC,

décédé le samedi 30 janvier 1988.

Erratum

— Dans le carnet du 3 mars 1988, annonçant le décès de

professeur Max MOUSSERON, il fallait lire : M. et M^{me} Patrick Constantinidis et non Constantin.

Communications diverses

— Le Groupement d'Initiatives en faveur de la famille GIFA organise, dans le cadre d'un cycle de formation professionnelle, une soirée-débat animée par Solange Marchal, conseiller de Paris, vice-président du conseil général :

« Anecdotes et expériences de quinze années de mandat municipal », le mercredi 23 mars, à 18 h 30, 6, avenue Velasquez, 75008 Paris.

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

PHARMACIEN RESPONSABLE QUALITE

Ref. VM 25767 M

TELC

N° 1 européen de la communication d'entreprise

JEUNE RESPONSABLE DU PERSONNEL H/F

Ref. VM 32 1122 H

Pour mieux vivre et créer l'événement

INGENIEUR ORGANISATEUR

Ref. VM 41 2464 A

Paris **JEUNES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

Ref. VM 15 421 AN

Paris **ANALYSTES**

Ref. VM 55 2637 A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR

8, rue de Berni - 75006 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIE PORTUGAL SEAS CANADA

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

Val-de-Marne

NOGENT-S/MARNE

4^e arrdt

SAINT-PAUL

6^e arrdt

M^{me} VANEAU

11^e arrdt

BEAUMARCHAIS PRES

4^e p. 90 m² TERRASSE

12^e arrdt

M^{me} NATION

13^e arrdt

CITÉ FLORALE

17^e arrdt

M^{me} WAGRAM

19^e arrdt

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE a/du KAHN

INTERNATIONAL SERVICE

maisons de campagne

A 9 KM ROISSY/CHARLES-DE-GAULLE

terrains

appartements achats

locations non meublées offres

Paris

A LOUER

ENTREE PARTICULIERE

CHAMP-DE-MARS 7^e arrdt

PROCHES LUXEMBOURG

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

MAISON A BATIR

SURVEILLANTS

à temps complet et à mi-temps.

Tél. : 46-57-61-22.

Organisation professionnelle nationale recherche

LE CHEF DE SON SERVICE FINANCIER

ET DE CONTRÔLE BUDGETAIRE

Responsable d'une équipe de 7 personnes, il assurera le développement de l'

Le Monde SPORTS

JEU : Chute de 30 % des paris en 1987

Carton jaune pour le Loto sportif

En juillet prochain, une troisième formule de Loto sportif doit voir le jour. Ni le mouvement sportif ni les parieurs ne trouvent leur compte dans la grille actuelle.

C'est n'est pas facile, c'est relativement cher et ça ne rapporte pas souvent gros : le Loto sportif fait de la contre-publicité, sinon à son grand frère, du moins à la maison mère, la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), qui organise et gère ces différents jeux (1).

En 1987, il n'y a eu aucun gagnant à seize résultats (sur seize) lors de dix-sept soirées de football sur les cinquante-cinq proposées dans l'année. Et l'espoir est mince d'obtenir un score gagnant (à partir de douze, parfois onze, bons résultats) avec un bulletin à 5 F. Il faut jouer des « multiples », et le prix des combinaisons — même si le choix peut paraître étendu avec dix-huit cases possibles — grimpe trop vite par rapport aux chances réelles de succès.

L'actuel record de gain — 14 464 721 F — a été établi avec une mise maximale à 1 080 F (jouée à Grasse le 31 août 1986). La grande majorité des parieurs ne peuvent ou ne veulent se laisser exagérément tenter : il a été engagé une moyenne de 11,26 F par bulletin en 1986 et de 11,67 F en 1987. Près de 81 % des mises sont des jeux à 5 F. Mais il n'y a pas de miracle : les « petits » joueurs forment toujours le gros des enjeux et la masse des perdants.

Treize ou seize matches ?

Le Loto sportif rapporte peu si l'on n'a pas seize ou quinze résultats exacts : pour l'amateur de football et de pronostics, c'est surtout là où le bât blesse. Les sommes attribuées aux quatrièmes et cinquièmes rangs sont trop souvent dérisoires.

Exemple-type, ce cadre de quarante-quatre ans, passionné de football, ne décolère pas : « J'ai rempli, dit-il, les cinquante-cinq grilles de 1987. J'ai gagné à dix-sept reprises, dont une fois à quatorze résultats et quatre fois à treize. Ce n'est pas très brillant, mais le problème n'est pas là... J'ai touché, au total, 1 844,50 F, soit une moyenne de 108,30 F par bulletin gagnant. Autant dire pratiquement rien, par rapport à une mise habituelle de 80 F. Je suis furieux pour toutes les fois où j'ai perçu 12 F ou 14 F pour douze résultats justes. »

Ce sentiment de frustration est partagé par l'ensemble des parieurs, comme l'indiquent les enquêtes qui viennent d'être menées par la SLNLN et qui doivent aboutir, vers la mi-juillet, à une refonte de ce jeu pour la saison de football 1988-1989. Car deux ans et demi seulement après l'instauration, le 27 septembre 1985, de ce concours de pronostics sur le football (en remplacement d'une formule multisports), le « marché » du Loto sportif se porte mal.

Les chiffres sont, à cet égard, éloquentes : en 1986, le montant des enjeux s'est élevé à près de 2 milliards de francs (1 903 828 620 F) pour quarante-sept soirées de football, soit une moyenne de 40,5 millions de francs par grille numérotée. En 1987, cette somme a à peine dépassé le milliard et demi de francs (1 564 741 180 F) pour cinquante-cinq soirées, soit 25,45 millions de francs par grille. La baisse est près de 30 % d'une année à l'autre.

Cette chute se répercute, naturellement, dans le nombre de bulletins joués. En 1986, le Loto sportif en a validé, en moyenne, 3 595 000 par soirée. En 1987, il n'en a comptabilisé que 2 438 000. Plus d'un million de bulletins perdus à chaque fois. Et trois fois moins de bulletins enregistrés de décembre 1985 à décembre 1987 (2).

Pour résoudre ces difficultés, certains réclament, sur l'air de lampions italiens, que le nombre de matches figurant dans la grille soit réduit de seize à treize. Or, avec treize rencontres, le Totocalcio rapporte beaucoup moins, au premier rang, que le jeu français. Sans même parler des paris clandestins — c'est un autre problème — il s'est formé en Italie de véritables associations de joueurs qui boucoulent tous les calculs de probabilités. En France, c'est la perspective du gros lot qui aiguillonne d'abord le parieur.

Plus encore que d'être un casse-tête, le Loto sportif souffre de générer une myriade de gains-petit. Il faut y revenir, car c'est la cause essentielle de sa dégringolade. Pour le comprendre, il suffit de détailler la répartition du total des enjeux.

D'abord, 30 % vont au Fonds national du développement du sport (FNDS) : rien là que de très logique, puisque le Loto sportif a été officiellement créé dans le dessein d'aider le sport. Un FNDS qui, soit dit en passant, est loin, en raison de la chute des paris, de trouver le compte prévu : 468 millions de francs l'an passé au lieu des quelques

700 millions de francs inscrits à son budget 1987 et réinscrits, avec optimisme, ou désinvolture, pour cette année.

Ensuite — et ce n'est pas négligeable — 5 % rémunèrent les détaillants (bureaux de tabac, kiosques du Loto, notamment) et 4 % financent le fonctionnement administratif du Loto sportif. Puis 12 % reviennent à l'Etat : jusqu'au milieu de 1986, c'était son seul prélèvement, bien que l'on puisse estimer que l'apport du Loto sportif au FNDS le soulage d'autant. A cette date, l'Etat s'est montré encore plus gourmand : la loi de finances rectificative du 11 juillet 1986 a institué une ponction supplémentaire de 5 % à 30 % selon les gains (3). Cette loi anéantit l'espoir de recevoir plus de trois millions de francs au premier rang, sauf lorsque des « super-pactes » sont mis en jeu, ce qui avait été le cas pour l'heureux pronostiqueur de Grasse.

Une promotion négligée

Compte tenu de cette mesure, la part des enjeux réservée aux gagnants n'est plus que de 47 %. Qui plus est, elle ne récompense pas totalement les compétences en matière de football. La somme globale (environ 735 millions de francs en 1987) est ainsi ventilée : 18 % à chacun des cinq rangs, soit 90 %, 5 % sont affectés à un fonds de réserve — également nourri par des lots non réclamés — pour programmer des « super-pactes ». Et les 5 % restants sont attribués aux trop fameux « 7 numéros de la chance » — tirage au sort de sept matches qu'il faut avoir correctement cochés — qui rapportent souvent moins de 10 F.

L'élément de hasard voulu par le législateur (art. 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984) a été introduit pour prévenir toute fraude. Mais comment tricher avec une liste de trente-deux équipes et des rencontres se disputant (depuis août 1987) à la même heure ? De toutes les façons, la répartition de la part dévolue aux gagnants doit être impérativement revue, afin de relever les rapports à douze et à treize résultats.

D'autres zones d'ombre demeurent. En particulier, la promotion du Loto Sportif laisse nettement à désirer. La faute première n'en incombe pas à la SLNLN. Le moins qu'on

puisse dire est que la Fédération française de football et la Ligue nationale (clubs professionnels) ne risquent pas d'être accusées d'incitation au jeu : il n'existe, dans les stades, ni panneaux publicitaires ni annonces sur les écrans lumineux ou au micro pour seulement rappeler que le Loto sportif aide le sport. Les milieux officiels du football estiment que leur part de gâteau au sein du FNDS est insuffisante et que si la SLNLN veut faire de la publicité dans les stades, elle doit payer...

Mais les dirigeants du Loto sportif négligent eux-mêmes la promotion de leur jeu. Dans leurs émissions et spots télévisés, ils omettent eux aussi de dire que le Loto sportif contribue au développement du sport. Quant aux « super-pactes » (organisés après des semaines sans gagnant à seize résultats), ils devraient être proposés plus souvent : le fonds de réserve reste trop longtemps « suralimenté ».

M. Bernard Sestre, conseiller auprès du PDG de la SLNLN, et son staff ont encore quelques mois pour mettre au point un dispositif qui prenne en compte les critiques des joueurs et qui permette de redresser la situation en retrouvant une « vitesse de croisière » de quatre millions de bulletins par soirée de football. Ce ne sera jamais que la troisième formule en quatre ans... Mais, en juillet prochain, le droit à l'erreur leur sera refusé : aux yeux des parieurs, les responsables du Loto sportif ont épuisé leurs jokers.

MICHEL CASTAING.

(1) Lire l'enquête intitulée « La rage de jouer » dans le Monde du 17 mars.

(2) Un record a été atteint, lors d'une semaine de décembre 1985, avec 7 430 000 bulletins validés. Non seulement le jeu était alors nouveau, mais encore c'était l'ère Flatini. Cependant, la « disparition » de l'équipe de France championne d'Europe 1984 et troisième de la Coupe du monde 1986 ne semble pas avoir eu une influence déterminante. En 1987, sur le comportement des joueurs du Loto sportif.

(3) Le barème est le suivant : 5 % sur les gains compris entre 5 000 F et 100 000 F ; 10 % entre 100 000 F et 500 000 F ; 15 % entre 500 000 F et 1 million de francs ; 20 % entre 1 et 2 millions de francs ; 25 % entre 2 et 3 millions de francs ; 30 % au-delà de 3 millions de francs.

ATHLÉTISME : les championnats du monde de cross-country

L'errance de Zola Budd

Britannique d'origine sud-africaine, Zola Budd, a annoncé le 16 mars qu'elle déclinait sa sélection pour les championnats du monde de cross-country à Auckland. Les mouvements anti-apartheid avaient fait pression sur la Fédération internationale pour obtenir son éviction des compétitions.

« ZOLA Budd est une athlète sud-africaine qui dispose d'un passeport britannique de complaisance. » Cette affirmation, peu diplomatique, du général nigérian Bayo Lawal, président du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), avait eu le mérite de situer le problème. La jeune championne, vingt et un ans, naturalisée britannique en 1984, deux semaines après son arrivée en Angleterre, était à nouveau au centre des attaques du mouvement anti-apartheid, qui avait déjà obtenu sa mise à l'écart des Jeux du Commonwealth 1986 à Edimbourg (Ecosse).

L'offensive avait débuté il y a plusieurs mois en Nouvelle-Zélande, où les organisations opposées à la ségrégation raciale avaient menacé de perturber le déroulement des championnats du monde de cross-country le 26 mars à Auckland, au cas où Zola Budd ferait partie de la sélection britannique. « Elle ne sera pas la bienvenue », avait déclaré le ministre des sports néo-zélandais.

Depuis quatre ans, la jeune femme a l'habitude de se battre contre les discriminations. Plusieurs de ses apparitions dans des courses, en Angleterre et à l'étranger, ont suscité des rumeurs. La « coureuse aux pieds nus », deux fois championne du monde de cross-country (1985 et 1986), est devenue une cible symbolique pour plus d'un militant anti-apartheid. Si elle n'a jamais pris position sur la politique raciale de Pretoria, elle ne l'a pas non plus condamnée, et elle effectue de fréquents et longs séjours dans son pays d'origine, où vivent encore ses parents.

Bref, Zola Budd n'a pas rompu avec ses racines sud-africaines en devenant

citoyenne britannique. C'est ce que lui reprochent le plupart des pays africains. Il y a quelques semaines, le Zimbabwe, le Zambie et le Nigeria avaient menacé de boycotter le mondial d'Auckland si Zola Budd y participait. La tension était montée d'un cran avec l'ultimatum du Kenya, lundi 14 mars. Ce pays, qui compte dans son équipe le champion du monde en titre de cross-country, John Ngugi, avait donné vingt-quatre heures à la Fédération internationale d'athlétisme amateur (FIAA) pour interdire à Zola Budd de participer à la compétition. Motif : elle aurait pris part à un cross dans le Transvaal en juin 1987 et à une course sur route en décembre à Johannesburg, alors que l'Afrique du Sud est exclue de la FIAA.

Zola Budd est une athlète de haut niveau, la FIAA écrit à la Fédération britannique (BAAB) pour lui demander de retirer l'athlète de sa sélection. Elle ne s'agit pas d'une simple interruption de ses activités jusqu'à la réunion du conseil de la FIAA, le 15 avril à Londres, au cours de laquelle l'authenticité des pièces de l'accusation devrait être examinée.

La FIAA a pris très au sérieux la menace de boycottage brandie par le puissant Conseil supérieur du sport africain, dans la mesure où une épreuve de force autour de Zola Budd pourrait avoir des répercussions sur la participation aux Jeux olympiques de Séoul, en septembre prochain. En l'absence de quelques heures, la CSSA a reçu le soutien des pays de l'Est, d'Asie et de Scandinavie.

Enfin, pour sa part, que Zola Budd n'ait pas contrevenu aux règlements de la FIAA, la Fédération britannique avait refusé de suspendre la championne, envisageant de retirer son équipe si la Fédération internationale ne la qualifiait pas. Pour éviter cette épreuve de force, qui aurait pénalisé ses camarades d'équipe, Zola Budd a annoncé qu'elle se retirait de la sélection. Devra-t-elle faire de même pour les Jeux olympiques de Séoul ?

J.-J. B.

BASKET-BALL : la victoire de Limoges en Coupe d'Europe des coupes

Fin le patronage

Pour la première fois depuis sa création (1967), la Coupe d'Europe des coupes revient à la France, grâce aux « verts » du CSP-Limoges, vainqueurs du Jeunesse de Badalone (Espagne) au terme, mercredi 16 mars au Palais des sports de Grenoble, d'une rencontre passionnée : un début souverain pour Limoges, qui prit seize points d'avance : égalité à la mi-temps (43-43) ; égalité à la fin du temps réglementaire (86-86) ; victoire à l'arraché durant les prolongations (96-89). Une belle aventure en tout cas pour l'ancien patronage.

LIMOGES
de notre correspondant

Le CSP-Limoges est le quatrième club qui ait accédé à la finale de cette coupe européenne. Vichy (1970) avait été vaincu par Naples, Tours (1980) par Turin, Villeurbanne (1983) par Pesaro. La victoire des « verts » leur donne leur troisième victoire européenne, après deux Coupes Korac consécutives, en 1982 et 1983.

Pour le CSP, cette Coupe d'Europe des coupes est un bel anniversaire. Voilà juste dix ans que l'équipe limogeaude du cercle Saint-Pierre, né en 1929 des activités éducatives d'un patronage « catho » du centre-ville, accédait à la Nationale I.

Après des débuts fulgurants, on pouvait craindre une éclipse. En

1987, la défaite face à Barcelone en finale de la Coupe Korac avait eu un arrière-goût d'irréversible. La rencontre de mercredi soir a prouvé que le second souffle était trouvé, grâce à Michel Gomez, l'entraîneur, artisan d'un « basket de mouvement perpétuel ».

Ce CSP de la seconde génération, Alfred Julbe, l'entraîneur de Badalone — qui a pu croire, mercredi, quelque temps à la victoire de ses joueurs — le définit comme « très sérieux, énormément discipliné ». Son jeu, ajoute-t-il, contraste « avec cette forme d'anarchie qui règne dans les

autres formations françaises ». Une belle mécanique, disent certains commentateurs un peu péjorativement.

La dure rencontre de Grenoble a montré qu'il était aussi capable de passages à vide, de pagaille et de vrais moments de panique. Cela a rendu sa victoire plus émouvante pour les milliers de supporters limogeaudes qui avaient fait le déplacement ou qui attendaient le retour des héros.

Tout Limoges, ou presque, était dehors jeudi à l'aube pour accueillir son équipe. Et pour un grand bal populaire, jeudi, dans le hall

en coupole de la très modern'atyle gare des Bénédictins.

C'est que le Limousin s'identifie toujours fortement à ceux des siens qui donnent de lui une autre image que celle de la plus petite et la plus pauvre des régions françaises. Raymond Poulidor, en son temps, était ainsi devenu une sorte d'archétype régional. Aujourd'hui, le CSP prend la relève. L'an dernier, à Barcelone, il avait commenté avec lui une délégation de « décideurs » discuter avec les Catalans de la revendication commune d'une liaison autoroutière Paris-Limoges-Barcelone par Puymorens. Cette année, les joueurs portaient sur leurs survêtements une publicité pour la viande bovine limousine.

La montée en puissance du CSP pose d'ailleurs maintenant de nouveaux problèmes. Le cadre associatif des origines est à présent trop étiqué, et le projet de loi Bergelin sur les clubs sportifs professionnels va obliger à évoluer vers des structures différentes. Peut-être une société d'économie mixte, dans laquelle les dirigeants du club voudraient impliquer davantage les pouvoirs locaux et régionaux. M. Jean-Pierre Bijoût annonce clairement la couleur : « Il faut savoir ce que l'on veut. On l'on est un patronage et on joue pour s'amuser. Ou l'on représente quelque chose pour sa ville et pour sa région. Dans ce cas, les décideurs politiques doivent s'engager. »

GEORGES CHATAIN.

Votre 405 Diesel en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER



NEUBAUER PEUGEOT

*sous réserve de la motorisation et des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Plus vite, moins cher!

SOMMAIRE

■ Le déficit commercial américain a atteint 12,4 milliards de dollars en janvier contre 12,2 milliards de dollars en décembre et 13,2 milliards en novembre 1987. Ce résultat, qui a rassuré les milieux financiers, confirme une tendance à la réduction (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement britannique cherche à concilier, non sans difficulté, la défense d'une livre forte et la lutte contre l'inflation (lire ci-dessous).

■ Malgré l'inquiétude des milieux ruraux, le ministre de l'Agriculture a su se faire applaudir

au congrès de la FNSEA (lire page 29).

■ Le colloque organisé par le Monde et l'Institut d'études politiques sur les dirigeants de 2001 a rassemblé près de quatre cents responsables des entreprises, des administrations et des collectivités locales (lire page 28).

Commerce extérieur américain

Les résultats de janvier confirment une diminution du déficit

Le déficit du commerce extérieur des États-Unis s'est établi en janvier à 12,4 milliards de dollars. Ce résultat attendu avec impatience par les cambistes, s'il a été bien accueilli, n'a provoqué ni enthousiasme ni forte hausse du dollar. Le billet vert a tout de même gagné plusieurs centimes en passant de 5,7050 F à 5,7490 F, et de 1,6766 DM à 1,6936 DM.

Cette réaction sans chaleur excessive s'explique : en décembre, le déficit s'était nettement réduit à 12,2 milliards de dollars après 13,2 milliards en novembre et 17,6 milliards en octobre, chiffre catastrophique puisqu'il correspondait à un déséquilibre annuel de plus de 200 milliards de dollars de la balance commerciale (après 156,2 milliards de déficit effectif en 1986).

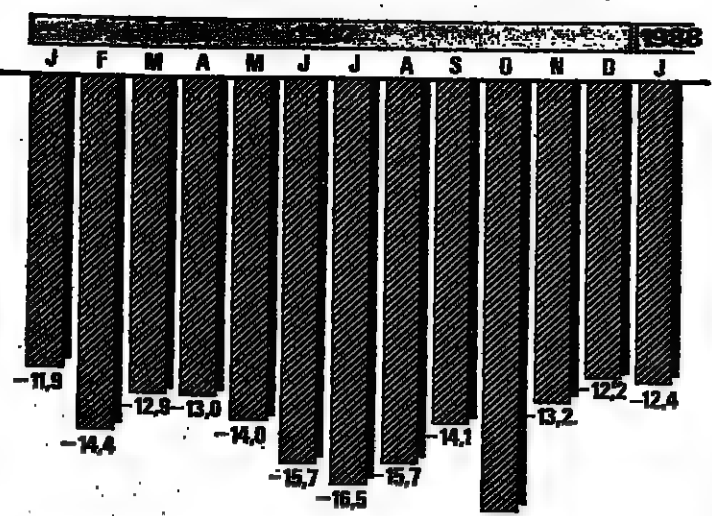
Le mois de janvier ne marque aucune amélioration par rapport à décembre : le déficit se creuse même très légèrement de 200 millions de dollars. Peu importe si ce chiffre douanier a été fourni brut et s'il est probablement été amélioré avec une correction des variations saisonnières, comme ce sera le cas chaque mois à l'avenir : l'impression a probablement été que la réduction du déficit était stoppée.

Malgré tout, les milieux financiers ont été sensibles au fait qu'en janvier, les exportations des États-Unis, qui ne cessent de grimper, avaient reculé de 10 % par rapport à décembre, se limitant à 223 milliards de dollars contre 24,8 milliards de dollars le mois précédent. Un recul qui a d'autant plus éveillé l'attention que les importations avec 34,7 milliards de dollars, ne diminuaient que de 6 %.

Cela dit, le résultat de janvier est plutôt bon. D'abord parce qu'il confirme la réduction du déficit mensuel à un niveau voisin de 12,5 milliards de dollars, un chiffre encore élevé puisqu'il correspond à quelque 150 milliards de dollars par an, mais un chiffre nettement amélioré par rapport aux résultats du

LE DÉFICIT COMMERCIAL DES ÉTATS-UNIS

(en milliards de dollars ; chiffres douaniers non corrigés des variations saisonnières)



troisième trimestre, qui avoisinaient les 16 milliards de déficit mensuel. Pour l'ensemble de 1987, le déficit a d'ailleurs atteint 171,2 milliards de dollars en termes douaniers, ce qui est très sensiblement supérieur à la tendance de ces trois derniers mois.

Autre élément positif de déficit des États-Unis s'est réduit par rapport au Japon (3,85 milliards de dollars contre 4,79 milliards en décembre), mais aussi par rapport à l'Europe de l'Ouest (1,3 milliard de dollars, après 1,4 milliard). Cette évolution est évidemment liée à la compétitivité de la monnaie américaine, comme le prouve le déficit grandissant des États-Unis vis-à-vis de pays comme Taiwan et la Corée du Sud dont les monnaies ont en tendance à coller au dollar dans sa

chute, pendant un certain temps du mois.

Plus fondamentale est l'évolution en volume du commerce extérieur des États-Unis, c'est-à-dire, hors des effets prix et variations du dollar. Les exportations américaines progressent à vive allure et de plus en plus rapidement comme le montre le tableau ci-dessous : + 20 % l'an pendant le quatrième trimestre 1987. À l'évidence, le dollar, au niveau où il se trouve depuis des mois, dope les ventes américaines sur les marchés étrangers.

Les importations — également en volume — augmentent beaucoup moins rapidement (de 6 % l'an). On peut donc se demander si le déficit extérieur des États-Unis ne va pas décroître au cours des mois à venir et repasser au-dessous de la barre

des 10 milliards de dollars par mois. Une hypothèse qu'avancent déjà certains économistes, qui voient le billet vert en forte remontée fin 1988 début 1989.

La question vaut d'être posée depuis que le dollar a cessé de se déprécier, stoppant une des causes du renchérissement des importations en valeur. Mais la réponse ne peut être que prudente, pour plusieurs raisons.

La première est qu'une forte réduction du déficit commercial postule avant tout un freinage sensible de la consommation des ménages. Ce freinage est en cours, mais n'est que progressif, et l'étonnante poursuite de l'expansion américaine n'est guère propice à la rigueur.

L'industrie américaine tourne maintenant presque au maximum de ses capacités de production : plus de 80 %, un taux qui n'avait pas été dépassé depuis 1980. Les entreprises vont peut-être se montrer incapables — faute d'une offre suffisante en quantité — de satisfaire la demande étrangère.

Enfin, si l'on regarde bien les chiffres, on s'aperçoit que, depuis mars 1985, le dollar a baissé de 40 % contre toute monnaie, mais que la hausse des prix à l'importation a été beaucoup plus faible (18 %). Preuve que les exportateurs étrangers ont fortement comprimé leurs marges.

Il n'est pas impossible, au cours des mois à venir, que les sociétés étrangères se rattrapent sur ce terrain : les prix des importations américaines pourraient alors augmenter plus vite et retarder d'autant la réduction du déficit.

Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle doit être envisagée.

ALAIN VERNHOLLES.

ÉTRANGER

L'ouverture économique en URSS

Des partenaires occidentaux pour un pôle pétrochimique soviétique

ROME de notre correspondant

« L'ENI et la Montedison, partenaires de Gorbatchev », titre spectaculairement, jeudi 17 mars, le quotidien *Corriere Della Sera*. Enrichi, la branche chimie de la grande holding publique italienne, et la firme privée milanaise récemment passée dans le giron du groupe Ferruzzi ont en effet signé, le 16 mars à Moscou, un protocole d'accord en vue de la construction, sur les bords de la mer Caspienne, d'un très important pôle pétrochimique d'une valeur de 6 milliards de dollars, auquel participent également l'American Occidental Petroleum et la firme japonaise Marubeni.

L'objectif est de séparer par cracking, 2 millions de tonnes chaque année de sous-produits à partir d'une poche de gaz associée à une nappe de pétrole découverte au début des années 80 à Tengiz, et qui devrait commencer d'être exploitée l'année prochaine.

La société née de l'accord du 16 mars a été décrite par M. Armand Hammer, président de l'Occidental Petroleum et de longue date habitué à travailler en URSS, comme « la plus importante joint-venture (société à risques partagés) du monde ». C'est en tout cas le plus gros contrat né du décret soviétique du 13 janvier 1987, symbole du nouveau cours économique gorbatchévien (le

Monde du 16 mai 1987), favorisant la création de sociétés mixtes entre l'État soviétique et des entreprises occidentales.

Conformément aux dispositions de ce texte, l'URSS posséderait 51 % de la nouvelle société et les quatre partenaires occidentaux 49 %, qu'ils se partageront à égalité. Ainsi chacune des sociétés italiennes, américaine et japonaise devrait investir 750 millions de dollars. Montedison sera chef de file pour la production du propylène (500 000 tonnes annuelles), ENI pour le polyéthylène (500 000 tonnes également), l'Occidental Petroleum pour le soufre (1 million de tonnes) et Marubeni pour la commercialisation hors Union soviétique de la moitié au moins des produits sortis du complexe de Tengiz.

JEAN-PIERRE CLERC.

CONJONCTURE

Publication des comptes de la nation

(Suite de la première page.)

Sur deux points, l'année 1988 devrait conforter la position française dans le monde. D'une part, la hausse des prix va continuer de se ralentir : + 2,5 % cette année en glissement (décembre 1987 à décembre 1988) et + 2,2 % l'année prochaine après + 3,1 % en 1987. D'autre part, les déficits publics vont encore se réduire : 2,2 % du produit intérieur brut en 1988 et 1,9 % en 1989 après 2,3 % en 1987 et 2,9 % en 1986.

Enfin, la prévision officielle table sur une légère baisse des prélèvements obligatoires : 44,5 % cette année et l'année prochaine après 44,7 % en 1987. Cela malgré un allourdissement des cotisations sociales.

BILLET

Mme Thatcher et les contradictions du libéralisme

Reniant toutes ses déclarations antérieures sur la nécessité absolue de maintenir à un niveau élevé les taux d'intérêt en Grande-Bretagne, le gouvernement de Mme Thatcher a dû capituler sous la pression des marchés des changes, qui faisaient flamber la livre sterling, et, le jeudi 17 mars en fin de matinée, se résigner à abaisser ces mêmes taux d'intérêt (le Monde du 18 mars). A vrai dire, il n'avait plus tellement le choix.

La livre sterling, qui jusqu'à présent se maintenait au-dessous de la barre des 3 DM, cours considéré comme « raisonnable » et compatible avec la situation de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté économique européenne, avait déjà commencé à « bouger » il y a une quinzaine de jours en raison du niveau élevé des taux d'intérêt britanniques, qui attirèrent les capitaux du monde entier. Ces taux, réglés par le taux directeur de la Banque d'Angleterre, avaient été ramenés de 9 % à 8,5 % le 4 décembre à l'occasion d'une baisse concertée des taux d'intérêt en Europe consentie sous la pression du gouvernement américain, qui en faisait une condition à l'arrêt de la chute du dollar.

Mais, le 1^{er} février, la Banque d'Angleterre, par surprise, relevait à 9 % son taux directeur avec le souci, à l'époque, de réduire la surchauffe de l'économie britannique, qui devenait dangereuse, et susceptible de relancer l'inflation.

« Come back »

Tout allait trop bien et trop vite : les salaires augmentaient de 8,5 % par an, plus rapidement que la productivité, les prix de l'immobilier flambaient, de même que le crédit à la consommation. Bien que Mme Thatcher pût se prévaloir d'une prospérité retrouvée — « old England has come back » (la vieille Angleterre est de retour) — les risques d'un dérapage majeur se profilèrent à l'horizon, non seulement sur le front des prix domestiques que l'inflation menaçait, mais aussi sur celui du commerce extérieur, lourdement déséquilibré par une augmentation galopante de la consommation au moment même où la chute des prix du pétrole venait diminuer la recette en devises tirée des gisements de la mer du Nord.

Conscients du danger, Mme Thatcher et M. Nigel Lawson, son ministre des finances,

entendaient maintenir leur politique de taux d'intérêt élevés, donnant la priorité à la lutte contre l'inflation. Le 3 mars, devant les Communes, le premier ministre déclarait avec vigueur que la baisse de la livre, déjà annoncée à l'approche d'un projet de budget jugé par avance avantageux pour les contribuables et la City, ne serait combattue « ni par une baisse du taux d'intérêt ni par des interventions de la Banque d'Angleterre », des déclarations tout à fait vertueuses.

Mais c'était compter sans les marchés des changes, et les marchés tout court. La quasi-certitude du maintien des taux d'intérêt britanniques à leur niveau — le plus élevé d'Europe — déclenchait une ruée sur la livre sterling, qui débordait irrésistiblement les 3 DM et bondissait à 3,08 DM, au grand embarras de M. Lawson qui, par l'intermédiaire de la livre dans le système monétaire européen, au contraire de Mme Thatcher, aurait bien voulu freiner cette envolée.

Mais, en ministre discipliné, il déclarait mercredi 16 mars à la télévision qu'il était vital de maintenir les taux d'intérêt au niveau nécessaire à la lutte contre l'inflation, ajoutant que « dans une économie libre, dans une société libre, les taux d'intérêt sont le seul instrument efficace pour contrôler l'inflation et maintenir l'économie sur les rails ». Fier mais désastreux mouvement de menton ! Immédiatement, les capitaux se ruèrent à nouveau sur la livre sterling qui, jeudi matin, s'envolait à près de 3,12 DM et 10,60 F à Paris.

Trop, c'était trop, et Mme Thatcher a « craqué », comme on l'a vu. Mais comment faire, dans une économie libérale où toute solution à un problème en crée un autre ? Si on relève les taux pour contenir l'inflation, on attire les capitaux et on fait monter les cours de sa monnaie, ce qui, à terme, handicape les industries exportatrices et, dans l'immédiat, favorise la consommation en abaissant le prix des produits importés, le tout au plus grand préjudice de la balance commerciale. Entre deux maux, il faudra alors choisir le moindre, peut-être la survie de la livre dans le cas de la Grande-Bretagne, en espérant qu'elle sera temporaire. Dilemme délicat pour « Maggie ».

FRANÇOIS RENARD.

REPÈRES

Banque centrale européenne

la RFA favorable à terme

Dans un memorandum adressé aux pays membres de la CEE, le ministre ouest-allemand, M. Gerhard Stoltenberg souligne que la création d'une union économique et monétaire est un but à long terme qui « doit être précédé par la libéralisation prioritaire des mouvements de capitaux et par la réalisation complète, prévue pour 1992, du marché intérieur ». Cette union « doit s'accompagner d'une banque centrale européenne » qui doit répondre à trois critères : engagement envers l'objectif de stabilité monétaire, indépendance et équilibre entre les éléments centralisés et fédérés dans le processus de décision. La prochaine réunion, lundi 21 mars à Bonn, du Conseil économique et financier franco-allemand, sera l'occasion d'un premier débat bilatéral sur ce memorandum.

Produit national brut

Croissance

de 4,2 %

au Japon en 1987

Le produit national brut japonais a enregistré une croissance réelle de 4,2 % en 1987, contre 2,6 % en 1986, selon l'Agence de planification économique. Le boom de l'économie japonaise s'est donc poursuivi durant le quatrième trimestre 1987 avec une augmentation réelle du PNB de 1,7 % par rapport au troisième trimestre qui avait déjà connu une augmentation de 2 %. Le rythme annuel d'expansion réelle du PNB a été de 8,9 % pour le quatrième trimestre contre 8,2 % pour les trois mois précédents. Le Japon a retrouvé un rythme de croissance comparable à celui qui prévalait avant la crise de 1973.

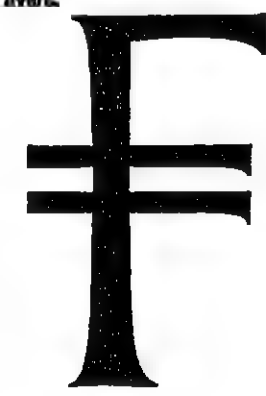
MONNAIES

Nouveau logo pour le franc

A l'occasion du trentième anniversaire du Nouveau Franc, lancé par le général de Gaulle, en 1958, et par M. Antoine Pinay, son ministre des finances et des affaires économiques, M. Balladur a annoncé, le 17 mars, un changement du symbole du franc. Le Nouveau Franc (NF) était devenu le franc (F) en 1962.

La double barre nouveau symbole signifie un double F : comme Franc et comme Français. Par ailleurs, M. Balladur a présenté, en présence de M. Pinay, une nouvelle pièce bicolore — pour la première fois dans l'histoire de la République — de 10 francs (l'ancienne, trop lourde, s'oxydait) et a annoncé une pièce de collection de

1 franc commémoratif du trentenaire du nouveau franc avec le portrait du général de Gaulle sur l'avers.



POUR VOS PROCHAINES VACANCES,



Sélection
**CROISIÈRES
PAQUET**
UNE TRADITION D'AVENIR
Croisière dans les Fjords de Norvège
à bord de **MERMOZ**
8 jours départs 3, 10, 17 juin et 27 juillet 1988
Vol direct Paris/Bergen/Paris
à partir de **9830F**
en cabine double. Pension complète (vins inclus)

L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES.

KUONI PARIS 8^e : 33, 59 Malesherbes. Tél. 42 65 29 09 KUONI PARIS 9^e : 12, bd des Capucines - Tél. 47 42 81 14

مكتبة الامم المتحدة

FORMATION

Au colloque Sciences-Po-«le Monde»

Le dirigeant de l'an 2001 passé au crible

«Quels dirigeants pour l'an 2001 ?» La question méritait certainement d'être posée si l'on en juge par le nombre de participants au séminaire organisé, le jeudi 17 mars à Paris, par l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po) et le Monde. Près de quatre cents personnes, responsables d'entreprise, d'administration ou de collectivité locale, ont écouté avec un intérêt évident les exposés d'une vingtaine d'intervenants sur un thème qui ne pouvait manquer de les concerner, comme l'ont montré les questions posées dans la salle.

Vingt intervenants, aussi différents que des présidents de conseil général, des universitaires ou, bien sûr, des chefs d'entreprise, pouvaient-ils faire apparaître une convergence dans leurs idées ? Il se produisit aujourd'hui en réalité un rapprochement des points de vue. Un mot a été sans cesse repris, celui d'internationalisation. Le dirigeant de demain va devoir sortir, mentalement et physiquement, des frontières de l'Hexagone, il va devoir apprendre à passer de la notion de commerce extérieur à celle d'entreprise mondiale, il va devoir s'affronter à un univers qui n'est plus celui,

réassurant, de l'ordre, mais celui, stimulant, du désordre créateur. Autre signe de convergence : la nécessité, tant pour un chef d'entreprise que pour un président de collectivité locale, de décentraliser le pouvoir tout en maintenant l'unité stratégique du groupe. Ou encore l'obligation de savoir anticiper l'évolution, faute de quoi, s-t-on fait remarquer, les dirigeants resteront à la traîne de leurs troupes. Ce danger n'est pas mince. Le sondage réalisé par Démoscope (le Monde du 18 mars) fait apparaître que les critères de réussite, pour bon nombre d'élèves des grandes écoles, sont en contradiction flagrante avec la mobilité, la flexibilité et l'esprit d'entreprise, dont tout le monde s'est accordé à faire les qualités essentielles du dirigeant de l'an 2001.

Défense des atypiques

L'autre menace de sclérose est celle que fait peser la démographie en France et en Europe. Les valeurs que la société appelle sont en contradiction avec le vieillissement de la population. Par où passe le salut ? Une réponse — celle de M. Claude Allègre — est venue de la tribune : « Les pays qui acceptent l'immigration seront les vainqueurs de demain. » A mots couverts, cette affirmation permettait aussi de contester le thème du déclin de l'Amérique, à laquelle il avait été fait, une fois encore, allusion.

On se rejoindra que, à travers ce qui pouvait apparaître comme un conformisme du futur (internationalisation, polyculture, esprit d'entreprise, décentralisation), des voix se sont élevées pour défendre les atypiques, ces dirigeants qui entrent mal dans les définitions habituelles, mais sont souvent le sel de l'entreprise. De même, n'était-il pas inutile de porter la réflexion sur les dirigeants de demain, ce qui revenait à évoquer, pour en déplorer les carences, l'indispensable effort de formation, au sens large ?

Sur ce sujet, il fut moins question de la « formation continue », version ennoblée de l'éducation permanente, que de la préparation de nos futures élites ou d'un personnel qualifié. Au passage, la « dictature des bacs C » fut mise en cause, avec la sélection par les mathématiques, rendue responsable de trop de blocages. Ce qui revenait, une fois de plus, à interroger sur le rôle des grandes écoles, remède et cause du mal.

Tandis que certains réclamaient la « fin des écoles de chefs », d'autres s'inquiétaient des conséquences d'une « révolution culturelle à la chinoise », peut-être nécessaire, qui « laisserait le pays sans dirigeants ». Les plus circonspects s'interrogeaient sur les avantages et les inconvénients de notre système de sélection et de production de dirigeants. S'ils regrettaient le monopole des grandes écoles et la faiblesse de la formation perma-

nente, à l'origine du « mal français », ils voulaient croire que ces défauts devaient être supportés « tant que nous n'aurons pas reconstitué un tissu vivant d'universités ». Il faut avoir le courage d'être élitiste, prétendaient les mêmes, le seul problème étant de savoir si la sélection s'effectuait en milieu ouvert ou fermé.

En réponse, il fut alors affirmé que la constitution des « grands corps », un « mot tabou » qui n'avait pas encore été prononcé, caractérisait le modèle français, marqué par le « théorème de la pantoufle » (lire, par ailleurs, dans le Monde Affaires). Les grands groupes, fut-il démontré, confient à l'Etat la sous-traitance de la sélection, de la sélection et de la formation de leurs futurs dirigeants, pourtant peu préparés à la vie de l'entreprise.

Un second débat faillit s'engager sur ce thème, alors que la journée s'achevait. Apparaissant, et comme pour clore la discussion, il avait été affirmé qu'il fallait « donner un sens éthique à ceux qui détiennent une partie du pouvoir ». Transformés en « saints laïcs », les dirigeants compenseraient ainsi leurs privilèges, pourvu qu'ils sachent s'impliquer personnellement dans les questions technologiques. A brève échéance, assure un intervenant, le cadre supérieur deviendra un expert, et approfondira son expertise, ou il deviendra lui-même « exclu », victime de son ignorance technique, comme le sont déjà d'autres catégories de travailleurs.

SOCIAL

Le quatorzième congrès de la CISL à Melbourne

Solidarité internationale d'abord

MELBOURNE
de notre envoyé spécial

Au risque de décevoir les amateurs d'affrontements, le quatorzième congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui poursuivait ses travaux jusqu'aujourd'hui 18 mars à Melbourne, a évité que le choc des idées ne tourne à la confrontation générale, même si des débats parfois vifs se déroulaient en commissions. « Ni le démantèlement, comme à Oslo en 1983, ni les différences de pratiques syndicales n'ont, pour l'heure, donné lieu à controverse. La présentation d'une résolution demandant l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et condamnant la France parait exclure d'éventuelles divergences pouvant encore s'exprimer avec vivacité sur le Proche-Orient. Pour M. John Vanderveken, secrétaire général de la CISL, il s'agit d'un « congrès sérieux » où le numéro deux de l'AIT-CIO, M. Thomas Donahue, se plait à saluer le triomphe du « pragmatisme ».

Comme le souhaitait M. Vanderveken, la CISL va intensifier son action en faveur d'une plus grande solidarité internationale. Dans une déclaration adoptée par le congrès, elle se prononce pour « un programme urgent de coopération internationale accrue pour le développement, l'emploi et la fin de la pauvreté ». Ce texte, qui répond aux préoccupations de nombreux délégués, dont PO pour la France et les Scandinaves, demande notamment

que les budgets des autres pays en voie de développement « atteignent au moins » l'objectif fixé par l'ONU de 0,07 % du produit national brut. Il réclame aussi la création d'un « système monétaire international » qui « assure des taux de change plus stables et des taux d'intérêt moins élevés ».

Avant l'adoption de cette déclaration — qui se prononce au passage pour « des politiques actives d'investissement de la part des gouvernements » et des négociations sur la réduction de la durée du travail — M. Ernst Breit, président de la confédération ouest-allemande DGB, avait très sévèrement attaqué la politique des instances internationales face aux pays en voie de développement : « Le manque de responsabilités sociales des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est un outrage international exigeant la plus grande attention du mouvement syndical », avait-il affirmé.

La CISL a également adopté une résolution qui reprend l'idée d'exercer « une pression continue en vue de l'inclusion d'une clause sociale dans l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ».

Pour la confédération, il s'agit de faire en sorte qu'une libéralisation accrue du commerce international n'ait pas de conséquences négatives sur les conditions de travail et d'emploi. Cette « clause sociale » imposerait le respect de normes minimales de travail. M. Donahue, de l'AIT-CIO, y voit « un pas

important pour la CISL afin qu'elle mette fin aux pratiques commerciales injustes ».

Contre les privatisations

Une autre résolution plutôt musclée a été approuvée sur les privatisations, sujet sensible jusqu'en Australie où l'on parle beaucoup de la privatisation de la compagnie aérienne Quantas. Dans ce texte, la CISL demande à ses organisations de résister « aux tentatives destructrices de privatiser les services publics ». Elle fonde son inquiétude sur le fait que, selon elle, « la privatisation va réduire le nombre d'emplois dans les services publics, aura des conséquences négatives sur les conditions d'emploi, sur le travail et sur la rémunération et menacera les systèmes nationaux de négociations collectives ». Peu séduite par le néolibéralisme, la confédération estime que c'est aux gouvernements de « fournir les services nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels de la population ».

Alors que plus de 10 % des délégués sont des femmes, le congrès de Melbourne a accordé une attention particulière à l'action pour les femmes au travail, un séminaire de femmes — auquel FO était représenté par M^{me} France Perez — ayant eu lieu plusieurs jours auparavant. Une résolution demande de « négocier des programmes d'action positive sur le lieu de travail afin d'identifier et d'éliminer les systèmes discriminatoires dans l'emploi, les salaires, la formation ».

En présentant ce texte, M^{me} Mia de Vits, de la FGFB belge, s'est inquiétée du développement de nouvelles formes de travail qui « concrétisent la précarisation de l'emploi féminin ». En évoquant le travail de nuit, elle a estimé qu'il comportait des « dangers certains » pour la santé tant des femmes que des hommes.

MICHEL NOBLECOURT.

Augmentation de la répression du travail clandestin

La lutte contre le travail clandestin, l'emploi non déclaré et les trafics de main-d'œuvre s'intensifie, a indiqué le ministère des affaires sociales, le 17 mars, dans un communiqué. Selon les premières informations recueillies pour 1987 par la mission interministérielle chargée de ces questions, on assisterait à une augmentation considérable de la verbalisation.

L'aide à l'immigration clandestine a fait l'objet du constat de 3215 infractions, en hausse de 30 % par rapport à 1986. L'emploi d'étrangers en situation irrégulière a entraîné 1716 relevés d'infractions, en augmentation de 22,8 %. L'ensemble des infractions pour le travail clandestin et l'emploi irrégulier d'étrangers a vu son nombre augmenter de 40 % en deux ans. De nombreux procès-verbaux ont été dressés.

Toutefois, si ce bilan est encourageant, note le communiqué, « les résultats demeurent [...] faibles en regard d'un phénomène dont on présume l'ampleur même si on ne peut le mesurer exactement ». L'augmentation des résultats de la lutte se signifie pas que le développement de ces formes d'emploi soit en voie de régression. Il y a cependant un net changement dans la perception et la prise en compte de ce fléau économique et social, observe le ministère, dont le chiffre d'affaires est estimé à 50 milliards de francs.

« Retraite complémentaire des cadres supérieurs : report au 24 mars. — Pas toujours bien acceptée, et notamment par une partie du patronat, l'accord prévoyant l'intégration au régime de retraite complémentaire AGIRC des cadres supérieurs au salaire supérieur à 40 000 F n'a pas été signé le 17 mars comme prévu. La signature est reportée au 24 mars. L'ACF devant soumettre le texte de compromis à sa commission des affaires sociales. Selon ces dispositions, les cadres supérieurs devraient être transférés des régimes facultatifs de retraite complémentaire aux régimes obligatoires ».

« Fin de la mission du médiateur dans le conflit Chausson. — Normé fin février par le tribunal des référés de Nanterre (Haute-de-Seine) pour amener à négocier les occupants des usines Chausson de Gennevilliers et de Meudon avec leur direction, le médiateur, M. André Caillet, a estimé, le 16 mars, que sa mission était terminée. La grève dure depuis cinq semaines dans les deux établissements, et la poursuite de l'occupation a été votée le 17 mars ».

AÉRONAUTIQUE

Impasse au GATT

Les Américains demandent à contrôler les financements d'Airbus

Les ministres du commerce européens et le négociateur américain, M. Clayton Yeutter, devaient se retrouver, le vendredi 18 mars, sur les bords du lac de Constance, en République fédérale d'Allemagne, pour poursuivre leur sempiternelle dispute sur le financement de la construction des avions civils. Il y a peu de chances qu'ils parviennent à trouver un terrain d'entente.

Interdire les subventions

Les Américains accusent les Etats européens, depuis plusieurs années, de subventionner Airbus de façon déloyale en lui avançant des fonds que le consortium européen ne serait pas en état de rembourser, ses programmes A-300 et A-310 restant déficitaires. Ils trouvent que l'accord de 1979 « relatif au commerce des avions civils », qui fait partie de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le fameux GATT, n'est pas assez précis pour interdire ces pratiques. Son article 6 stipule seulement que « les signataires sont convenus que la détermination du prix des aéro-

nautiques devrait se fonder sur une perspective raisonnable de convertir les coûts ».

Ils demandent donc une nouvelle rédaction de l'article 6, dans lequel ils veulent faire interdire toute subvention et inclure une clause obligeant les Européens à leur soumettre leurs modes de financement, y compris les augmentations de capital. En revanche, il n'est pas question pour eux de se soumettre à un contrôle, car, disent-ils, leurs programmes sont financés exclusivement sur fonds privés.

Les Français répondront que cet impérialisme est insupportable d'autant plus qu'entre-Allemandes, on subventionne de façon indirecte les avions civils, comme le prouve le rapport rédigé par Airbus, qui fait état d'une aide de 23 milliards de dollars accordés à Boeing et McDonnell Douglas en dix ans (le Monde du 18 mars).

Ils démentiront, une fois de plus, que les constructeurs américains n'ont pas pâti de la concurrence d'Airbus. De 1981 à 1986, la valeur des actifs de Boeing a augmenté de 2,5 milliards de dollars à 4,8 milliards (+ 12,6 % par an) et ceux de McDonnell Douglas de 1,7 à 2,8 milliards (+ 11,4 % par an). Boeing est passé, selon le classement du magazine Fortune, de la trentième à la seizième place des entreprises américaines et McDonnell Douglas de la cinquante-troisième à la vingt-troisième place.

Les Américains iront-ils jusqu'à la guerre douanière dont ils brandissent la menace ? C'est peu probable, car l'industrie américaine, qui a fourni 77 % de la flotte aérienne européenne, aurait plus à perdre que à gagner 2 % de la flotte aérienne américaine. D'autre part, les discussions se poursuivent entre Airbus et McDonnell Douglas pour la construction d'un avion concurrent du Boeing 747.

AL. F.

M. Pierre Eelsen reconduit au poste d'administrateur d'Air Inter

M. Pierre Eelsen, PDG d'Air Inter, dont le mandat d'administrateur arrive à échéance au mois de juin prochain, a sollicité et obtenu de son conseil d'administration, le jeudi 17 mars, la reconduction de ce mandat.

Cette confirmation serait passée inaperçue si elle n'était intervenue dans une période difficile pour la compagnie intérieure lourdement pénalisée par le conflit qui oppose sa direction à un certain nombre de pilotes exigeant de piloter à trois l'Airbus A-320 conçu pour être conduit par un équipage de deux hommes. M. Eelsen a remis en jeu son mandat d'administrateur avec un mois d'avance pour obtenir de son conseil un vote de confiance.

Mais le PDG d'Air Inter poursuit également un second objectif. Alerté par l'éviction récente de la prési-

dence de la SNCF d'un autre socialiste, M. Philippe Esling, il semble avoir préféré devancer les échéances afin de renforcer ses chances d'être confirmé comme PDG lors de l'assemblée générale des actionnaires d'Air Inter du 23 juin prochain, quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle.

Cette assemblée générale devrait suivre le conseil d'administration et prolonger de six ans son mandat d'administrateur. On voit mal, alors, M. Raymond Barre, M. Chirac et encore moins M. François Mitterrand, lui préférer, pour diriger Air Inter en pleine tourmente sociale, un nouveau venu alors qu'il siégerait toujours au conseil d'administration.

AL. F.

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DES TRANSPORTSOFFICE DES AÉROPORTS
DE CASABLANCA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Dans le cadre du programme de développement des installations terminales de l'aéroport Mohamed V au Maroc, programme consistant de la construction et de l'équipement d'une nouvelle aéro-gare « arrivée », des infrastructures intégrées à l'aménagement de cette aéro-gare et du réaménagement de l'aérogare existante par la création de salles d'embarquement, l'Office des aéroports de Casablanca lance un avis d'appel d'offres ouvert international (séance publique) pour la réalisation de la première phase comprenant cinq salles d'embarquement d'une superficie totale de deux mille six cents mètres carrés environ.

Ces salles seront situées le long de la façade piste et reliées aux installations existantes par un intermédiaire de passerelles métalliques. Elles comprendront un seul niveau enjambant la route de service sous douane.

Les appels d'offres concernés par cet avis sont les suivants :

LOT 1 : VED - GROS ŒUVRE - CONSTRUCTION MÉTALLIQUE : comprenant la construction des réseaux existants et l'extension du réseau des eaux usées, les fondations et les dalles en béton armé ainsi que la structure des salles en acier.

LOT 2 : ALUMINIUM - VITRERIE : comprenant la menuiserie intérieure et extérieure avec les différents habillages en vitrage et tôle aluminium.

LOT 3 : CLIMATISATION : comprenant des pompes à chaleur split system ou monoblocs.

LOT 4 : COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES : comprenant l'alimentation électrique à partir des postes de transformation existants, la téléphonie, le sonorisement, la détection incendie, la chronométrie et la signalisation.

LOT 5 : AMÉNAGEMENT - DÉCORATION : comprenant les revêtements de sol, les habillages ainsi que les différents habillages décoratifs. Le maître d'ouvrage (organe d'exécution) est l'Office des Aéroports de Casablanca - Aéroport Mohamed V (Maroc) - B.P. 8.101 Casa Oas - Téléphone 33-90-40 / 33-91-40 et Télex 23.822 M. Le projet sera financé par l'Office des Aéroports de Casablanca et la Banque Africaine de Développement (B.A.D.).

La participation aux appels d'offres est ouverte aux entreprises des pays membres de la B.A.D. Ces entreprises peuvent participer à un ou plusieurs lots.

Les dossiers d'appels d'offres peuvent être obtenus et consultés auprès du représentant des consultants : Monsieur Lahrichi Abdeljawad, 301, boulevard Mohamed V à Casablanca (Maroc) - Téléphone 30-78-65 / 31-84-27 et Télex 34.770 M. à partir du 21 mars 1988 et moyennant la somme de :

— 3 000,00 DH pour le dossier du lot 1
— 2 800,00 DH pour le dossier du lot 2
— 2 000,00 DH pour le dossier du lot 3
— 2 000,00 DH pour le dossier du lot 4
— 2 000,00 DH pour le dossier du lot 5

Les offres doivent être déposées, contre récépissé, au secrétariat de Monsieur le Directeur de l'Office des Aéroports de Casablanca, Aéroport Mohamed V (Maroc) au plus tard le 23 mai 1988, à 12 heures.

Une visite des lieux, obligatoire, est prévue le 21 avril 1988, à 11 heures, à l'ancienne aéro-gare de l'Aéroport Mohamed V.

La séance publique de dépouillement des offres aura lieu le 24 mai 1988, à 9 heures, à la salle de réunion de la Direction de l'Office des Aéroports de Casablanca - Aéroport Mohamed V (Maroc).

Économie

AGRICULTURE

Au congrès de Reims

M. Guillaume et l'« inquiétude » de la FNSEA

Le 42^e congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a eu lieu à Reims (Marne), les 15, 16 et 17 mars, en présence de mille deux cents délégués. Malgré les efforts déployés par le gouvernement en faveur des agriculteurs, ce congrès reste celui de l'inquiétude, selon la formule du président de la

FNSEA, M. Raymond Lacombe, à l'approche des élections européennes de 1993. M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, et ancien président de la FNSEA, a su montrer, dans son discours de clôture, qu'il n'était pas coupé du monde agricole. Quelque peu chahuté au départ, il a su se faire applaudir en conclusion.

REIMS
de notre envoyée spéciale

Dès l'entrée de M. Guillaume, quelques sifflets ont été entendus. Plus tard, lorsque le ministre évoqua l'accord de Bruxelles du 12 février, les sifflets reprirent. Réprobation analogue pour sa proposition à la Communauté européenne de « jachères parrues ». Le ministre eut beau insister — cette mesure est « facultative », il ne s'agit pas de « geler des terres » — les congressistes ne se laissèrent guère convaincre.

Allait-on vers un incident ? Les jours précédents, s'exprimant devant les syndicats de producteurs laitiers puis devant ceux des éleveurs d'ovins, M. Guillaume avait préféré interrompre ses discours plutôt que tolérer les bruyantes protestations. « Celui qui sous la gauche brocardait les ministres ne supporte aucune contestation », remarquaient en ricanant certains de ses amis, dans les rangs du congrès. Alors ce jeudi-ci ? Après une demi-heure d'écoute tendue, éclatèrent les premiers applaudissements.

Le ministre avait su choisir son ton et son moment. Égrenant ses succès de négociateur à Bruxelles, il se retrouvait dans un rôle de « bat-tant » pour la profession. Dès la semaine prochaine, annonce-t-il en substance, la CEE déposera des propositions pour « la mise en place d'incitations à l'incorporation de céréales dans l'alimentation animale ». Très rapidement, la Commission proposera également « l'utilisation non alimentaire des matières premières agricoles ». La cause de l'éthanol est entendue, souligna vigoureusement le ministre. Enfin, il précisera ses intentions en matière de montants compensatoires monétaires : « Le gouvernement a demandé à la Commission de prévoir la suppression du solde de nos MCM, majorant ainsi d'autant nos prix à la production et libérant le Marché commun de ses distorsions de concurrence ».

Tous ces points sont depuis longtemps ardemment souhaités par les agriculteurs. Ce jeudi 17 mars restera pour le ministre celui de la paix retrouvée avec son public.

Consensus

La hache de guerre est enterrée au profit d'un certain consensus. Les critiques n'avaient pourtant pas manqué dans les séances précédentes et surtout dans les couloirs du congrès. Le président actuel de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, en a sans doute pris la mesure. Mais dans son allocution de clôture, avant que n'intervienne M. Guillaume, il avait pris soin, devant le ministre, de gonfler toute polémique. Au risque de décevoir une partie de ses troupes. En réponse, M. Guillaume a évité de trop fréquentes références au premier ministre et s'est bien gardé d'évoquer son engagement politique au côté du candidat Chirac.

Car à la FNSEA, la tradition syndicale se respecte : on n'aime guère « la confusion avec la politique ».

Du moins refuse-t-on de le voir s'afficher. On préfère insister pour l'heure sur le consensus. « De toute façon, dans deux mois ce sera fini. Quand on n'est plus ministre, que devient-on ? » ironisait un délégué de l'Ouest. Un de ses collègues du Sud lui répondait : « François Guillaume ne reviendra pas à la Fédération. Mais ce n'est pas le moment de crier nos désaccords ». Le gouvernement vient d'accorder des subventions exceptionnelles de 3 milliards au milieu agricole ? Cela facilite la discussion.

L'enjeu européen

L'élection présidentielle ne peut évidemment laisser indifférent le citoyen qui sommeille en chaque syndicaliste. « Chirac plutôt que Barre, certes, entendait-on dans les couloirs du congrès. Mais nous avons connu successivement la politique des uns et celle des autres, celle de la gauche puis celle de la droite. Cela n'a pas empêché la crise. La restructuration est en mar-

che. Nous ne savons pas où nous allons ».

L'enjeu européen, à l'horizon 1993 paraît, à l'évidence, plus important. À leurs yeux, les congressistes ont pécuni par son absence de perspective. Quelle sera l'agriculture de demain ? Les paysans ont fini par accepter l'existence des quotas qu'ils refusaient en 1984. Ils coopèrent aujourd'hui à la maîtrise de la production dans le cadre de la CEE.

En 1992 et plus tard, qui produira quoi ? En quelles quantités, à quels prix, pour quels revenus ? Les rivalités entre régions productrices vont-elles s'envenimer, faire éclater une solidarité de façade, comme le laissent penser déjà certaines réactions en France même ? M. Michel Teysse, président du CNJA, invité à la tribune de la FNSEA, a clairement évoqué cette réalité. Voilà bien les questions qui agitent discrètement, à un mois de l'élection présidentielle, les délégués et les adhérents de la Fédération, et qui ont fait de ce congrès celui de « l'inquiétude », selon l'expression du président Lacombe.

DANIELLE ROUARD.

ÉNERGIE

Le brut entre 14 et 15 dollars le baril

L'Arabie saoudite abandonne les prix officiels du pétrole

Un mois environ après avoir consenti des rabais à ses clients américains, l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, a accepté d'offrir à la totalité de ses clients, y compris japonais, des tarifs conformes aux cours du marché. Le Royaume saoudien ne pouvait en effet plus longtemps maintenir ses prix officiels, supérieurs de plus de 3 dollars aux cours du marché au jour le jour.

La production, pendant la première quinzaine de mars, serait tombée, assurait-on de source industrielle, nettement en dessous de son quota, les compagnies japonaises ayant notamment arrêté totalement les envois. Désireux de reprendre ses livraisons en avril, le Royaume saoudien a donc accepté de nouvelles formules de prix indexant ses bruts sur les cours du marché « spot ».

Cette nouvelle, qui consacre l'abandon des prix officiels de l'OPEP, n'a pas provoqué un nouvel effondrement des cours, déjà très bas sur tous les marchés internationaux. Son impact négatif a été contrebalancé par la fermeture momentanée de l'oléoduc transpenninien (expliquée par les troubles que traverse le Panama), qui, en réduisant d'environ 600 000 barils/jour les livraisons de pétrole d'Alaska vers la côte Est des

Etats-Unis a soutenu les cours sur le marché américain. De plus, le président de l'OPEP, M. Lukman, ministre nigérien du pétrole, a déclaré dans un communiqué publié, jeudi 17 mars, que l'Organisation annonçait le 22 mars prochain des mesures destinées à stabiliser les cours.

Enfin, les opérateurs ont été favorablement influencés par la déclaration du ministre irakien du pétrole, lequel, le 17 mars, à Bagdad, a précisé que son pays réviserait la baisse sa production et procéderait à des « ajustements mensuels » de celle-ci pour aider à la stabilisation du marché.

Bien qu'aucune conférence extraordinaire de l'OPEP ne soit programmée, ces indications font espérer aux opérateurs que l'Organisation est prête à faire les efforts nécessaires pour éviter un effondrement des cours en dessous de 14 dollars le baril.

Les cours continuent donc d'osciller entre 14 et 15 dollars pour le pétrole de référence européen, et entre 15 et 16 dollars pour le marché américain, le prix moyen de vente du brut OPEP se situant autour de 15 dollars, soit 3 dollars en dessous du barème officiel de 18 dollars.

V. M.

EN BREF

● Le bénéfice de Swissair progresse de 11,8 %. — L'exercice 1987 de la compagnie suisse s'est conclu par un bénéfice de 72,1 millions de francs suisses (296 millions de francs français), soit une hausse de 11,8 % par rapport à 1986. Ce

résultat a été acquis malgré un recul des recettes de 0,7 %, grâce à une diminution des dépenses de 1,7 % et des investissements de 19,6 %. L'amélioration de la compétitivité s'est traduite par une progression du coefficient de chargement de 62,2 % à 63,9 % et du taux d'occupation des sièges de 62,2 % à 63,7 %.

● Grève des ferries français sur la Manche. — Le mot d'ordre de grève lancé par les syndicats CGT et CFT de l'armement naval SNCF a été suivi avec vingt-quatre heures d'avance, et paralyse, le 18 mars, deux car-ferries de la SNCF effectuant la liaison entre Calais et Douvres. Les syndicats ont formulé quatre revendications : le retrait du projet de reorganisation des conditions de travail sur Dieppe, une amélioration des conditions de travail dans le pas de Calais, une augmentation des salaires et une meilleure information sur l'avenir de l'armement naval SNCF, qui doit être vendu prochainement, en raison du percement du tunnel sous la Manche.

● Motion contre la fermeture de l'aérodrome de Guyancourt (Yvelines). — L'assemblée générale de la Fédération nationale aéronautique (quarante-cinq mille adhérents) vient de voter une motion contre la décision gouvernementale de fermer le 1^{er} mai prochain l'aérodrome de Guyancourt (Yvelines). La FNA estime que le projet de transférer les aéro-clubs basés à Guyancourt sur l'aérodrome d'Étampes (Essonne) est inapplicable et beaucoup trop coûteux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT FONCIER ET IMMOBILIER

PLUS DE F. 160 MILLIONS D'INDEMNITÉS COMPLÉMENTAIRES

Par un arrêt rendu au début de ce mois, la Cour d'Appel d'Amiens, juridiction de renvoi désignée par la Cour de Cassation, a fixé le montant des indemnités revenant à la C.G.I.I., filiale du Crédit Foncier et Immobilier, qui avait construit l'immeuble de bureaux La France à Neuilly.

Elle a condamné le Crédit Suisse, après compensation des sommes dues à ce dernier par la C.G.I.I. à régler, après calcul des intérêts et déduction des provisions reçues, une somme de l'ordre de F. 83.000.000.

Par le même arrêt la Société Neuilly-Ancelle, propriétaire de l'immeuble La France a été condamnée à verser à la C.G.I.I. une somme qui atteindra à ce jour représentative F. 79.000.000. Ces montants s'ajoutent à celui de F. 148.342.000 déjà perçu précédemment soit en remboursement du prix de la vente annulée, soit au titre des dépenses de construction ou de loyers.

Le total des sommes déjà reçues ou à recevoir représente dans ces conditions un montant supérieur à F. 310.000.000.

==SOFICOMI==

Le Conseil d'administration de la Société pour le financement d'immeubles commerciaux et industriels « SOFICOMI » s'est réuni le 16 mars 1988 pour arrêter les comptes de l'exercice 1987 et fixer au 26 mai prochain la date des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les engagements souscrits au cours de l'exercice atteignent 397 MF contre 382 MF en 1986, correspondant à raison de 236 MF, à des opérations de crédit-bail et 161 MF à des acquisitions d'immeubles destinés à la location simple.

Au total, les engagements bruts de la société, déduction faite des sommes intervenues, ressortent à 2.160 MF (+ 15,9 %) dont 809 MF au titre des investissements en patrimoine affectés à la location simple.

L'ensemble des recettes locatives s'élève à 269,6 MF (+ 5,5 %) auxquelles s'ajoutent des produits résultant des cessions opérées principalement dans le cadre de l'activité crédit-bail pour un montant net de 49,7 MF, contre 30,2 MF en 1986.

Après prise en compte notamment des amortissements et provisions pour un montant total de 80,7 MF, le bénéfice net de l'exercice ressort à 132,4 MF, en progression de 6,9 %.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale des actionnaires :

- de fixer le dividende net par action à 49,50 F, contre 47 F, au titre de l'exercice précédent (+ 5,3 %), assorti d'un crédit d'impôt de 0,92 F, contre 0,83 F, portant ainsi le dividende unitaire global de 47,63 F à 50,42 F (+ 5,4 %),
- et d'offrir en option le paiement du dividende net sous forme d'actions de la Société.

D'autre part, le Conseil d'administration a examiné les différentes modifications statutaires à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale extraordinaire, en conformité avec certaines dispositions de la loi du 17 juin 1967 sur l'épargne, et de celle du 5 janvier 1988 relative au développement et à la transmission des entreprises.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

I. — Arrêt des comptes sociaux de 1987

Le Conseil d'administration, réuni le 15 mars 1988 sous la présidence de M. Renaud de La Genière, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le résultat net de gestion ressort à 424,8 millions de francs, contre 396,3 millions en 1986, en augmentation de 7,2 %. Le résultat net des opérations sur valeurs immobilières s'élève à 572,1 millions de francs contre 866,3 millions en 1986, ce dernier résultat comprenant des plus-values immobilières de nature exceptionnelle.

Le bénéfice net total de l'exercice ressort donc à 996,9 millions de francs contre 1 262,6 millions en 1986 et 657,1 millions en 1985.

Les plus-values nettes sur cessions du portefeuille titres ont été affectées par des provisions pour dépréciation passées à la suite du retournement boursier d'octobre 1987, le Compagnie financière de Suez ayant maintenu ses principes comptables antérieurs, sans changement de méthode.

Les comptes consolidés de l'exercice 1987 seront arrêtés au mois de mai.

II. — Dividendes

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de distribuer un dividende net :

- de 6 F par action contre 4,60 F en 1987, soit une augmentation de 30 % ;
- de 7 F par CIP contre 6,90 F.

III. — Emission d'obligations convertibles

Faisant usage de l'une des autorisations accordées par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 3 janvier 1988, le Conseil d'administration a arrêté le principe et les modalités d'une émission d'obligations convertibles qui serait lancée dès que possible. Les principales caractéristiques, sous réserve de l'accord des autorités boursières et des conditions du marché, seraient les suivantes :

- Montant : 4,8 milliards de francs.
- Priorité de souscription réservée aux actionnaires : 1 obligation convertible pour 4 actions possédées.
- Prix d'émission : 300 F.
- Durée : 9 ans et 7 mois et demi.
- Conversion :
- jusqu'au 31 décembre 1988 :
- taux d'intérêt : de l'ordre de 3,25 % ;
- taux de conversion : 6 actions pour 5 obligations convertibles ;
- à partir du 1^{er} janvier 1989 :
- taux d'intérêt : de l'ordre de 7 % ;
- taux de conversion : 1 action pour 1 obligation convertible.
- Taux actuariel en cas de non-conversion (plancher actuariel) : de l'ordre de 7,50 %.

Cette émission va permettre à la Compagnie financière de Suez de financer intégralement l'investissement stratégique qu'elle vient de réaliser dans la Société générale de Belgique et de renforcer ses fonds propres.

Banque Stern

Le Conseil d'administration de la banque Stern, réuni le 14 mars 1988, sous la présidence de M. Jean Peyrelevade, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le résultat net de la banque Stern s'élève à 135 millions de francs. Le Conseil a pris par ailleurs connaissance d'une estimation du résultat net consolidé qui est de l'ordre de 215 millions de francs.

CREDITEL

Le Conseil d'administration de Creditel, réuni le 15 mars 1988 sous la présidence de M. Henri Filho, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Après dotation aux amortissements et provisions de 198 394 627 161,54 F, ces comptes font apparaître un bénéfice de 52 537 510,71 F, soit 13,13 F par action contre 12,90 F par action en 1986.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 13 F, montant identique à celui de l'exercice précédent, après affectation à la réserve légale de 2,6 MF et prélèvement de 2,1 MF sur le report à nouveau, ramené ainsi de 26,9 MF à 24,8 MF. Il est rappelé qu'en raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'impôt fiscal.

Cette assemblée sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui aura pour objet la mise à jour des statuts, en vue notamment de les harmoniser avec les nouvelles dispositions du droit des sociétés.

Des négociations sont en cours avec l'administration des PTT afin de renouveler la convention régissant les opérations de crédit-bail, en faveur des Télécommunications, et de fixer le montant et les modalités du programme à financer par la société au titre de 1988.

Les opérations du secteur Sicom représentent à fin 1987 un montant d'engagements de 456,5 millions de francs, en augmentation de 33 % par rapport à 1986. Elles se poursuivent activement et, sur la base des seuls engagements contractés à la fin de 1987, la couverture des fonds propres par le patrimoine local dépasse 80 % à la fin de 1988. Le secteur immobilier devrait ainsi contribuer à hauteur du tiers à la formation du résultat de l'exercice en cours.

FRANTOUR

Frantour et Voyage Conseil viennent de conclure un accord relatif à la commercialisation réciproque de certains produits des deux sociétés.

Cet accord, qui a pris effet le 1^{er} mars 1988, répond aux préoccupations de chacun des deux partenaires d'utiliser pleinement les capacités de leurs propres réseaux de distribution pour mieux assurer la diffusion de leurs productions qui sont largement complémentaires.

en mars dans

Ordinateurs & BANQUE

BANQUE LA HENIN
BARCLAYS BANK
CREDIT IMMOBILIER
CREDIT LYONNAIS
MANTIS
OM FRANCE
SOCIETE GENERALE

le numéro 35 FF

IBIZA EN CONCORDE

4950 F 3 JOURS
3 NUITS

11 au 14 Mai 18 au 21 Mai
25 au 28 Mai

Séjours en hôtels 4 étoiles
en pension complète
excursion et
spectacle folklorique

TAAG

LES PLUS FAIBLES VOYAGES
76, av. de St Mandé 75012 Paris
Tel. 43-07-40-00

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, poste 4330

SONDAGE EXCLUSIF :

Les Français face aux OPA étrangères.

Générale de Belgique : l'histoire secrète.

L'Expansion

EN VENTE AUJOURD'HUI

هنا من الامم

Marchés financiers

Saint-Gobain lance une OPE sur sa filiale belge les Glaceries de Saint-Roch

Le groupe Saint-Gobain lance une offre publique d'échange (OPE) sur les 31 % du capital — qu'elle ne détient pas encore — de sa filiale belge, les Glaceries de Saint-Roch. La parité d'échange est de trois actions Saint-Gobain pour une action Saint-Roch, ce qui, compte tenu des cours actuels, représente une prime de quelque 20 % pour les actionnaires de Saint-Roch.

La cotation de Saint-Roch a été suspendue, le jeudi 17 mars, par le comité de la cote de la Bourse de Bruxelles. Quant à l'action Saint-Gobain, elle sera introduite, le lundi 21 mars, à Bruxelles et à Anvers.

Cette opération se traduira par la création — proposée lors de la prochaine assemblée générale — de 1,8 million d'actions nouvelles Saint-Gobain, qui viendront s'ajouter aux quelque 3 millions de titres nouveaux prévus dans le cadre de l'accord avec la Générale des eaux (le Monde du 27 février) et du rachat du deuxième producteur allemand de verre d'emballage (le Monde du 2 mars). Le capital — actuel du groupe compte 44 millions d'actions.

Saint-Gobain justifie cette OPE par son souhait de mieux intégrer la gestion de son outil européen dans le

virage et, notamment, de constituer un ensemble nord-européen avec ses unités de Scandinavie, du Benelux, de RFA et du nord de la France, qui permettra de mieux les spécialiser.

Saint-Roch, avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs français (soit environ 20 % de l'activité européenne de Saint-Gobain dans le vitrage) voit en effet plus de 40 % des débouchés de sa production assurés par d'autres sociétés du groupe dans ce secteur.

Cette politique de contrôle à 100 % de ses filiales est relativement traditionnelle chez Saint-Gobain, qui vient de lancer une offre publique d'achat sur les 43 % du capital de sa filiale américaine Certain Teed qu'elle ne possède pas. Le groupe cherche ainsi, à chaque fois, à s'assurer une plus grande souplesse dans la gestion de ses outils de production. Accessoirement, cela lui évite de distribuer des dividendes à des actionnaires minoritaires, et en outre lui permettra, si nécessaire (vis-à-vis de la concurrence, par exemple) de représenter que des comptes globaux par branches d'activités, et non plus détaillés par société.

C. B.

Kelso rachète American Standard

American Standard, le célèbre fabricant américain d'équipements sanitaires et de climatisation, ne passera pas dans les mains de Black & Decker (B & D), le numéro un mondial de matériels de bricolage électrique.

Après avoir rejeté l'OPA jugée hostile de ce groupe, le conseil d'administration d'American Standard accepte l'offre concurrente présentée par la banque d'investissements new-yorkaise Kelso and Co. avec laquelle un accord définitif a été signé. L'établissement financier, qui propose 78 dollars par action, devra déboursier 2,46 milliards de dollars (1,4 milliard de francs).

B & D, qui avait successivement offert 56, 65, 68, 73, puis 77 dollars par action, s'est refusé à tout commentaire.

Sauvetage d'une banque du Texas

Les autorités fédérales américaines ont accordé, le jeudi 17 mars, une avance de 1 milliard de dollars à la First Republic Bank, première banque du Texas, qui fait face à de très graves difficultés financières.

L'avance à la First Republic a été versée par la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), organisme public de garantie, à la suite d'une augmentation des créances douteuses (le Texas souffre de la crise pétrolière) et d'un début de panique des épargnants qui ont retiré 600 millions de dollars de leurs comptes. La First Republic a perdu 656 millions de dollars l'an dernier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration, réuni le 16 mars 1988 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a examiné les comptes audités de l'exercice 1987, qui seront soumis à l'assemblée ordinaire annuelle et font ressortir les chiffres suivants :

1) Comptes consolidés (en millions de francs) :	1987	1986
Chiffre d'affaires (HT)	10 747	11 439
Marge brute d'autofinancement	1 689	1 653
Bénéfice revenant à Chargeurs S.A.	664	628
Investissements d'exploitation	614	1 496
Bénéfice par action (en francs)	102,32	96,99 (1)
Situation nette par action (en francs) ..	728,82	629,44 (1)

(1) Ajustés compte tenu de la distribution d'une action gratuite pour dix anciennes.

La baisse de 6 % du chiffre d'affaires provient pour l'essentiel des Transports maritimes. Chargeurs réunis a mis fin en cours d'année à l'exploitation de la ligne Europe/Extrême-Orient dont les droits confèrentiels ont été cédés à A.P. Moller Maersk. Sonab et Somorans ont été cédés et les Croisières sont depuis 1987 consolidées par équivalence. L'augmentation du chiffre d'affaires des Produits de consommation et industriels provient pour l'essentiel de la consolidation à compter de 1987 de Textile Delcor et ses filiales. Le chiffre d'affaires d'UTA a enregistré une légère baisse.

Par secteur d'activité, les chiffres d'affaires et résultats nets sont les suivants :

	1987	1986
Transports aériens		
Chiffre d'affaires (HT)	5 709	5 809
Bénéfice net	391	344
Transports maritimes et terrestres et Croisières		
Chiffre d'affaires (HT)	2 157	2 775
Pertes	(28)	(277)
Produits de consommation et industriels		
Chiffre d'affaires (HT)	2 881	2 480
Bénéfice net	176	171
Non-opérationnel		
Bénéfice net	125	191

Le bénéfice du Transport aérien comprend en 1987 la quote-part du résultat d'Air Inter, société dans laquelle Chargeurs S.A. a une participation de 30,5 %, et qui est consolidée par équivalence pour la première fois. Le résultat de l'exercice 1986 comprenait la plus-value dégagée sur la vente d'un Boeing 747 cargo.

Les Transports maritimes et terrestres — qui comprennent depuis 1987 les Croisières — ont réduit considérablement leurs pertes. Les diverses lignes régulières restées exploitées par Chargeurs réunis ont été bénéficiaires et la cession de ses droits confèrentiels a, malgré des frais de restructuration, dégagé un profit. Les résultats des Croisières, encore déficitaires en 1987 malgré un net redressement, et le coût de réorganisation de Walon S.A. expliquent la perte de ce secteur. La cession de Chargeurs réunis intervenant début 1988 sera reprise dans les comptes de l'exercice 1988 et n'a pas d'incidence sur ceux de 1987.

Le résultat des Produits de consommation et industriels reste au niveau élevé atteint précédemment. L'amélioration des résultats de Spontex et des affaires textiles a compensé la baisse du bénéfice d'Union.

Le résultat du secteur Non-opérationnel enregistre la diminution des produits financiers due aux importants achats de participations effectués en 1987. Ce secteur a pris en compte la provision enregistrée sur la participation de 10 % dans la Société d'exploitation de la ligne aérienne chèque.

La participation dans Prouvost S.A. n'a pas été consolidée : sa consolidation par équivalence aurait probablement posé d'incidence sur les comptes de Chargeurs S.A. La Compagnie financière Roudière et les Ets Paul & Jean Tiberghien — dans lesquels Chargeurs S.A. a pris des participations en décembre 1987 et janvier 1988 — ne seront consolidés qu'en 1988.

2) Comptes sociaux

Les comptes sociaux de l'exercice 1987 se soldent par un bénéfice de 226,313 millions de francs contre 30,644 pour l'exercice 1986 qui avait supporté d'importantes provisions sur les participations dans les secteurs maritime et audiovisuel.

3) Dividende

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 1987 de verser un dividende de 18 F, soit fiscal compris (9 F en 1986) à chacune des 4 409 693 actions.

NEW-YORK, 17 mars ↑

Nouvelle hausse

Ouf ! L'annonce d'un déficit commercial limité à 12,44 milliards de dollars pour janvier a soulagé le marché américain. Du coup, le marché a vu le mouvement de reprise s'est poursuivi en s'accroissant même un peu. A la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'élevait à 2 086,04, soit à 21,72 points au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1980 valeurs traitées, 969 ont progressé, 545 ont baissé et 466 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les professionnels ne cachent pas leur satisfaction. Beaucoup assuraient que la Bourse aurait accompli un bien meilleure performance si elle n'avait pas eu devant elle comme un butoir, la fameuse journée des « trois sorcières » (triple échec à la fois sur les indices, les actions et les options). Mais quelques-uns se disaient convaincus que c'était un « non-événement » avec la capacité du marché à monter.

L'activité s'est accrue avec 211,92 millions de titres échangés, contre 153,59 millions la veille.

VALEURS	Cours du 16 mars	Cours du 17 mars
Alcoa	43 3/8	46 7/8
Alcan	81 1/2	82 1/2
A.T.	28 3/4	29
Boeing	48 5/8	48 7/8
Chrysler	28 1/4	28 1/4
Eastman Kodak	43 1/8	43
Exxon	44 1/2	44 1/4
General Electric	44 3/8	44 5/8
General Motors	73 3/4	73 3/4
Goldman Sachs	115 1/4	114 1/4
IBM	115 1/4	114 1/4
ITT	48 1/8	48
Johnson & Johnson	53 3/4	53 1/4
Pfizer	44 3/4	44
Schlumberger	24 1/2	24 1/2
Union Carbide	31 1/2	31 1/2
U.S. Steel	31 1/2	31 1/2
Verizon Corp.	57 1/4	58 3/8

LONDRES, 17 mars =

Terme

Journée terminée jeudi au Stock Exchange : les cours des valeurs ont réduit leurs pertes en fin de journée, mais dans une ambiance modérément active. L'indice FT a clôturé sur un gain de 0,02 % à 1 459,1. En repli initial sous l'effet de la progression de la livre au-delà de 3,1 DM, les actions se sont légèrement reprises à la suite de l'annonce d'une baisse d'un demi-point, à 8,2 %, des taux d'intérêt britanniques. A Londres, tout comme à Paris, l'annonce d'un déficit commercial américain inférieur aux prévisions des analystes n'a pas eu d'effet perceptible sur la tendance. Quelques 472 millions d'actions ont été échangées. Après la publication de leurs résultats annuels, le groupe industriel BTL, le fabricant Rovintex et la banque d'affaires Morgan Grenfell ont tous perdu du terrain. La banque d'affaires venait de déclarer une baisse de 27 % de son bénéfice imposable de 1987 à 60,09 millions de livres (contre 82,19 millions de livres l'année précédente). La compagnie pétrolière British Petroleum a enregistré après la publication d'un résultat avant impôt de 404 millions de livres conforme aux prévisions. Les fonds d'Etat s'affaiblissent légèrement après la réduction des taux de base bancaires qui fait craindre une relance des pressions inflationnistes.

FAITS ET RÉSULTATS

● 24 millions de francs de bénéfices pour la SFENA. — L'équipementier aéronautique SFENA a réalisé, en 1987, un bénéfice net d'environ 24 millions de francs, contre 8,6 millions en 1986, pour un chiffre d'affaires de 1 343 millions de francs (- 4,3 %). Le recul du chiffre d'affaires s'explique par la baisse des activités de la division des systèmes informatiques (suite de la cession de la filiale IRI) et la société Goupil. La SFENA devrait ramener ses effectifs de 1 000 personnes environ à 2 260 personnes à la fin de 1988.

● Le bénéfice d'Ericsson en hausse de plus de 21 %. — Le bénéfice avant impôts du groupe suédois Ericsson (télécommunications) a progressé de 21,6 % en 1987 pour atteindre 1 108 millions de couronnes (autour de 100 millions de francs). Le chiffre d'affaires s'est accru en hausse de 1,8 %, à 32,4 milliards de couronnes et le carnet de commandes de 1,8 %, à 33,4 milliards de couronnes.

● Perte de 14 millions de livres pour la firme de courtage James Capel. — James Capel, l'une des principales maisons de courtage de la place de Londres, a enregistré une perte de 14 millions de livres (plus de 140 millions de francs) avant impôt pour 1987, en raison de la crise boursière. D'autres millions de titres de la City ont déjà annoncé des pertes substantielles pour l'an dernier à cause du krach d'octobre, notamment County Natwest, filiale de la National Westminster Bank, et Barclays de Westwood, filiale de la banque Barclays.

● Casino : bénéfice en hausse. — Le bénéfice net du groupe de distribution Casino, en 1987, a été de 356,9 millions de francs, contre 324 millions en 1986, pour un chiffre d'affaires hors taxes de 34 milliards de

PARIS, 18 mars ↑

Soutenu

Pour sa dernière séance de l'hiver, la Bourse s'est reprise sans pour cela augmenter son volume d'activités. L'indicateur de tendance, qui avait ouvert sur un gain de + 0,9 %, progressait jusqu'à 1,6 % à la clôture. A leur manière, et avec un léger retardement, les opérateurs ont approché l'amélioration sensible du déficit commercial américain de janvier. A court terme, ils redoutent moins une nouvelle secousse monétaire, mais restent prudents face à l'incertitude politique française. Les spéculations sous les lambris vont bon train sur l'hypothèse d'une candidature ou d'une non-candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle. Le vote du mystère devrait être levé très prochainement, probablement dimanche, lors d'un meeting au Bourget.

Parmi les valeurs en hausse figuraient la SCREG, Demart, les Presses de la Cité tandis qu'à la baisse on notait Raffinage, UFB et Selsign. Toutefois les transactions demeuraient dans l'ensemble peu élevées, les investisseurs préférant se tenir sur la réserve à l'approche de la liquidation du mois boursier de mars, qui débute mercredi prochain.

Sur le front des OPA, les opérateurs s'interrogeaient sur l'issue de la bataille autour de Rhin-Rhône. Le groupe Rhin-Rhône a indiqué, jeudi en fin d'après-midi, n'avoir pas changé de position au sujet de cette firme de distribution de combustible et qu'il entendait maintenir sa contre-OPA, concurrente à celle de Bolloré. Ce dernier envisageait alors la possibilité de surcroît... Carus, le holding français du groupe de Carlo De Benedetti, vient quant à lui de devenir l'actionnaire de référence de la banque d'affaires Dandridge-Labbe avec 28,45 % du capital. Cette prise de participation est conforme aux intentions annoncées en janvier dernier.

Le marché obligataire demeurait calme, les intervenants préférant prêter sécurité les obligations à court terme.

TOKYO, 18 mars ↑

L'avance se poursuit

Sur sa lancée des jours précédents, le Nikkei-225 a poursuivi son avance vers 12 000 points. Le mouvement, certes d'ampleur modérée, est allé croissant. Mais il s'est néanmoins globalement ralenti. En fin de journée, l'indice Nikkei enregistrant une progression de 38,81 points. A la clôture de la journée, il s'élevait à 12 000,1 points. La veille, le Nikkei avait été de 11 761,86 points et l'avant-veille, il avait dépassé 11 500 points.

Comme toutes les autres places, Tokyo a accueilli avec soulagement l'annonce d'un déficit commercial américain contenu à 12,44 milliards de dollars. Mais l'effet positif a été fortement atténué par les déclarations du gouverneur de la Banque de Tokyo, qui a jugé trop rapide la montée des cours en Bourse. L'activité est demeurée forte avec 1,2 milliard de titres échangés (contre 1,1 milliard la veille).

Les valeurs, dites de haute technologie, ont été recherchées, ainsi que les actions liées à la demande intérieure. Ventes bénéficiaires sur les sidérurgiques et les chantiers navals.

VALEUR	Cours du 17 mars	Cours du 18 mars
Asahi	601	620
Daewoo	1 320	1 390
Fuji Bank	1 170	1 190
Fuji Bank	3 460	3 480
Honda Motor	1 740	1 770
Industrial Bank	2 880	2 880
Mitsubishi Heavy	668	677
Sony Corp.	5 280	5 320
Toyota Motor	2 440	2 480

francs, contre 32,5 millions en 1986. Le groupe note des « pertes exceptionnelles » dues, selon ses responsables, à la restructuration du sous-groupe Calsat-Ravi.

● Progression de 48 % du résultat de Cronal. — Cronal (industries mécaniques) a dégagé, en 1987, un résultat net consolidé part du groupe estimé à 44 millions de francs, en hausse de 48 % (29 millions en 1986). Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 13,4 % l'an dernier, à 835 millions de francs. Ce chiffre comprend la société Egis (aérospatial) pour le nettoyage de vitres, par exemple) acquise en 1987.

Cronal vient de vendre à Alstom (COE) les Pompes Gourdon (43 millions de francs de chiffre d'affaires pour 0,5 million de bénéfice en 1987), car cette société était licenciée de Bergeron, lui-même racheté par Alstom.

Le décret d'application de la loi sur les Bourses de valeurs est publié. — Le Journal officiel du 18 mars a publié le décret en date du 17 mars relatif à l'application de la loi du 22 janvier sur les Bourses de valeurs. Ce décret stipule que les représentants des sociétés de Bourse (anciennement charges d'agent de change) au conseil des Bourses de valeurs sont choisis parmi les mandataires sociaux desdites sociétés. Ils sont élus pour quatre ans au scrutin de liste majoritaire à un tour. Ce décret étant publié, le remplacement de l'actuelle compagnie des agents de change (CAC) par le conseil des Bourses de valeurs interviendra dans les prochains semaines après l'élection de ses membres. La Chambre syndicale des agents de change deviendra la société des Bourses françaises et reprendra les actifs de la compagnie.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P.S.A.	228	225 10	La 91ère de mai	215 10	219
Amat & Associés ..	388	388	Les Investissements	255	254
Appetit	315	321	Locanac	151	180 10
B.A.C.	430	430	Martin Laroche	268 50	268 50
B. Desmoulin & Associés ..	380	388	Métallurgie	98	99
B.C.M.	621	620	Métallurgie Intermex	297	300
B.P.	473	474	Micromécanique	128	128
Bolloré Technologies ..	788	788	Molins	488	488
Bolton	740	740	Molins-Dumas	522	530
Châlon de Lyon	820	820	Nouvelle Logistique	197 70	195
Colson	627	630	Om. Gest. Fin.	280	280
Compt.	442	450	Probourg (C. la. & Pn)	89 50	89 50
Cost	1155	1221	Rafal	708	708
C.A.L. de F. (C.C.L.) ..	255	255	St-Gobain Emballage	1140	1162
C.A.T.C.	125 20	125 50	St-Helmer	140 50	144
C.D.M.E.	800	800	S.G.P.M.	148	148
C. Equip. Elect.	285	285	Sigla	270	281
C.E.S.I.D.	475	484	Soma-Mem	550	551
C.E.P.	158	158	S.P.E.	1154	1108
C.E.P. - Communication ..	1185	1185	S.E.P.R.	1080	1133
C.G.I. Informatique	545	538	Sigla	1140	1149
C.G.I.	443	451	S.M.T. Group	254	254
Coumets d'Origine	308	308	Solberg	265	278
C.N.A.M.	200	228	Solberg	265	278
Concept	208	228	Solberg	265	278
Conseil	800	800	U.F.I.	184 10	183 10
Dalton	146	146 10	Union	110	112
Dalton	2376	2376	Union Financ. de Fr.	410	427
Daplan	1170	1171	Valeurs de France	308	308
Davies	632	640			
Edison	123	122			
Eclat. S. Desmoulin	380	390			
Eclat. S. Desmoulin	20 20	20 80			
Eclat. S. Desmoulin	428	413			
Eclat. S. Desmoulin	580	580			
Eclat. S. Desmoulin	885	840			
Eclat. S. Desmoulin	231	235			
Eclat. S. Desmoulin	148	150			
Eclat. S. Desmoulin	125	130			
Eclat. S. Desmoulin	118	118 50			
Eclat. S. Desmoulin	170	168			
Eclat. S. Desmoulin	210	218			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 17 mars 1988

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Juin	Mars	Juin
EX-Agencine	280	2	13,80	-	25
Lafarge-Coppe	1100	70	130	6	47,50
Michelin	140	45	53	-	3
Midi	1000	225	-	-	40
Paribas	280	30	48	-	8,50
Pagnot	840	180	135	1,50	24
Saint-Gobain	490	17	-	2	18
Thomson-CSF	152	24	25	1,50	10

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 mars 1988
Nombre de contrats : 59 727

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	102,55	101	100,20
Précédent	102,50	100,90	100,25

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 88	Sept. 88	Juin 88	Sept. 88
100	1,98	2,27	1,05	-

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7490 F ↑

La reprise du dollar s'est accélérée vendredi 18 mars sur toutes les places financières internationales. Le dollar américain a ainsi coté 5,7490 F (contre 5,7050 F la veille). L'annonce d'un déficit commercial contenu à 12,44 milliards de dollars pour janvier a rassuré les milieux financiers. Les affaires étaient jugées normales.

FRANCFORT 17 mars 18 mars
Dollar (en DM) .. 1,676 1,689

TOKYO 17 mars 18 mars
Dollar (en yen) .. 127,43 128,35

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (18 mars) .. 71/47 3/8
New-York (17 mars) .. 63/64 1/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

Valeurs françaises .. 104,6 105
Valeurs étrangères .. 108,5 109,1
Cv des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général .. 294,1 295,9

NEW-YORK (indice Dow Jones)

16 mars 17 mars
Industrielles .. 2964,32 2986,04

LONDRES (indice Financial Times)

10

1000

[illegible]

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

| | |
|----|-----|
| 1 | 2 |
| 3 | 4 |
| 5 | 6 |
| 7 | 8 |
| 9 | 10 |
| 11 | 12 |
| 13 | 14 |
| 15 | 16 |
| 17 | 18 |
| 19 | 20 |
| 21 | 22 |
| 23 | 24 |
| 25 | 26 |
| 27 | 28 |
| 29 | 30 |
| 31 | 32 |
| 33 | 34 |
| 35 | 36 |
| 37 | 38 |
| 39 | 40 |
| 41 | 42 |
| 43 | 44 |
| 45 | 46 |
| 47 | 48 |
| 49 | 50 |
| 51 | 52 |
| 53 | 54 |
| 55 | 56 |
| 57 | 58 |
| 59 | 60 |
| 61 | 62 |
| 63 | 64 |
| 65 | 66 |
| 67 | 68 |
| 69 | 70 |
| 71 | 72 |
| 73 | 74 |
| 75 | 76 |
| 77 | 78 |
| 79 | 80 |
| 81 | 82 |
| 83 | 84 |
| 85 | 86 |
| 87 | 88 |
| 89 | 90 |
| 91 | 92 |
| 93 | 94 |
| 95 | 96 |
| 97 | 98 |
| 99 | 100 |

1. $\frac{1}{2}$ 2. $\frac{1}{3}$ 3. $\frac{1}{4}$ 4. $\frac{1}{5}$ 5. $\frac{1}{6}$ 6. $\frac{1}{7}$ 7. $\frac{1}{8}$ 8. $\frac{1}{9}$ 9. $\frac{1}{10}$ 10. $\frac{1}{11}$ 11. $\frac{1}{12}$ 12. $\frac{1}{13}$ 13. $\frac{1}{14}$ 14. $\frac{1}{15}$ 15. $\frac{1}{16}$ 16. $\frac{1}{17}$ 17. $\frac{1}{18}$ 18. $\frac{1}{19}$ 19. $\frac{1}{20}$ 20. $\frac{1}{21}$ 21. $\frac{1}{22}$ 22. $\frac{1}{23}$ 23. $\frac{1}{24}$ 24. $\frac{1}{25}$ 25. $\frac{1}{26}$ 26. $\frac{1}{27}$ 27. $\frac{1}{28}$ 28. $\frac{1}{29}$ 29. $\frac{1}{30}$ 30. $\frac{1}{31}$ 31. $\frac{1}{32}$ 32. $\frac{1}{33}$ 33. $\frac{1}{34}$ 34. $\frac{1}{35}$ 35. $\frac{1}{36}$ 36. $\frac{1}{37}$ 37. $\frac{1}{38}$ 38. $\frac{1}{39}$ 39. $\frac{1}{40}$ 40. $\frac{1}{41}$ 41. $\frac{1}{42}$ 42. $\frac{1}{43}$ 43. $\frac{1}{44}$ 44. $\frac{1}{45}$ 45. $\frac{1}{46}$ 46. $\frac{1}{47}$ 47. $\frac{1}{48}$ 48. $\frac{1}{49}$ 49. $\frac{1}{50}$ 50. $\frac{1}{51}$ 51. $\frac{1}{52}$ 52. $\frac{1}{53}$ 53. $\frac{1}{54}$ 54. $\frac{1}{55}$ 55. $\frac{1}{56}$ 56. $\frac{1}{57}$ 57. $\frac{1}{58}$ 58. $\frac{1}{59}$ 59. $\frac{1}{60}$ 60. $\frac{1}{61}$ 61. $\frac{1}{62}$ 62. $\frac{1}{63}$ 63. $\frac{1}{64}$ 64. $\frac{1}{65}$ 65. $\frac{1}{66}$ 66. $\frac{1}{67}$ 67. $\frac{1}{68}$ 68. $\frac{1}{69}$ 69. $\frac{1}{70}$ 70. $\frac{1}{71}$ 71. $\frac{1}{72}$ 72. $\frac{1}{73}$ 73. $\frac{1}{74}$ 74. $\frac{1}{75}$ 75. $\frac{1}{76}$ 76. $\frac{1}{77}$ 77. $\frac{1}{78}$ 78. $\frac{1}{79}$ 79. $\frac{1}{80}$ 80. $\frac{1}{81}$ 81. $\frac{1}{82}$ 82. $\frac{1}{83}$ 83. $\frac{1}{84}$ 84. $\frac{1}{85}$ 85. $\frac{1}{86}$ 86. $\frac{1}{87}$ 87. $\frac{1}{88}$ 88. $\frac{1}{89}$ 89. $\frac{1}{90}$ 90. $\frac{1}{91}$ 91. $\frac{1}{92}$ 92. $\frac{1}{93}$ 93. $\frac{1}{94}$ 94. $\frac{1}{95}$ 95. $\frac{1}{96}$ 96. $\frac{1}{97}$ 97. $\frac{1}{98}$ 98. $\frac{1}{99}$ 99. $\frac{1}{100}$ 100. $\frac{1}{101}$ 101. $\frac{1}{102}$ 102. $\frac{1}{103}$ 103. $\frac{1}{104}$ 104. $\frac{1}{105}$ 105. $\frac{1}{106}$ 106. $\frac{1}{107}$ 107. $\frac{1}{108}$ 108. $\frac{1}{109}$ 109. $\frac{1}{110}$ 110. $\frac{1}{111}$ 111. $\frac{1}{112}$ 112. $\frac{1}{113}$ 113. $\frac{1}{114}$ 114. $\frac{1}{115}$ 115. $\frac{1}{116}$ 116. $\frac{1}{117}$ 117. $\frac{1}{118}$ 118. $\frac{1}{119}$ 119. $\frac{1}{120}$ 120. $\frac{1}{121}$ 121. $\frac{1}{122}$ 122. $\frac{1}{123}$ 123. $\frac{1}{124}$ 124. $\frac{1}{125}$ 125. $\frac{1}{126}$ 126. $\frac{1}{127}$ 127. $\frac{1}{128}$ 128. $\frac{1}{129}$ 129. $\frac{1}{130}$ 130. $\frac{1}{131}$ 131. $\frac{1}{132}$ 132. $\frac{1}{133}$ 133. $\frac{1}{134}$ 134. $\frac{1}{135}$ 135. $\frac{1}{136}$ 136. $\frac{1}{137}$ 137. $\frac{1}{138}$ 138. $\frac{1}{139}$ 139. $\frac{1}{140}$ 140. $\frac{1}{141}$ 141. $\frac{1}{142}$ 142. $\frac{1}{143}$ 143. $\frac{1}{144}$ 144. $\frac{1}{145}$ 145. $\frac{1}{146}$ 146. $\frac{1}{147}$ 147. $\frac{1}{148}$ 148. $\frac{1}{149}$ 149. $\frac{1}{150}$ 150. $\frac{1}{151}$ 151. $\frac{1}{152}$ 152. $\frac{1}{153}$ 153. $\frac{1}{154}$ 154. $\frac{1}{155}$ 155. $\frac{1}{156}$ 156. $\frac{1}{157}$ 157. $\frac{1}{158}$ 158. $\frac{1}{159}$ 159. $\frac{1}{160}$ 160. $\frac{1}{161}$ 161. $\frac{1}{162}$ 162. $\frac{1}{163}$ 163. $\frac{1}{164}$ 164. $\frac{1}{165}$ 165. $\frac{1}{166}$ 166. $\frac{1}{167}$ 167. $\frac{1}{168}$ 168. $\frac{1}{169}$ 169. $\frac{1}{170}$ 170. $\frac{1}{171}$ 171. $\frac{1}{172}$ 172. $\frac{1}{173}$ 173. $\frac{1}{174}$ 174. $\frac{1}{175}$ 175. $\frac{1}{176}$ 176. $\frac{1}{177}$ 177. $\frac{1}{178}$ 178. $\frac{1}{179}$ 179. $\frac{1}{180}$ 180. $\frac{1}{181}$ 181. $\frac{1}{182}$ 182. $\frac{1}{183}$ 183. $\frac{1}{184}$ 184. $\frac{1}{185}$ 185. $\frac{1}{186}$ 186. $\frac{1}{187}$ 187. $\frac{1}{188}$ 188. $\frac{1}{189}$ 189. $\frac{1}{190}$ 190. $\frac{1}{191}$ 191. $\frac{1}{192}$ 192. $\frac{1}{193}$ 193. $\frac{1}{194}$ 194. $\frac{1}{195}$ 195. $\frac{1}{196}$ 196. $\frac{1}{197}$ 197. $\frac{1}{198}$ 198. $\frac{1}{199}$ 199. $\frac{1}{200}$ 200. $\frac{1}{201}$ 201. $\frac{1}{202}$ 202. $\frac{1}{203}$ 203. $\frac{1}{204}$ 204. $\frac{1}{205}$ 205. $\frac{1}{206}$ 206. $\frac{1}{207}$ 207. $\frac{1}{208}$ 208. $\frac{1}{209}$ 209. $\frac{1}{210}$ 210. $\frac{1}{211}$ 211. $\frac{1}{212}$ 212. $\frac{1}{213}$ 213. $\frac{1}{214}$ 214. $\frac{1}{215}$ 215. $\frac{1}{216}$ 216. $\frac{1}{217}$ 217. $\frac{1}{218}$ 218. $\frac{1}{219}$ 219. $\frac{1}{220}$ 220. $\frac{1}{221}$ 221. $\frac{1}{222}$ 222. $\frac{1}{223}$ 223. $\frac{1}{224}$ 224. $\frac{1}{225}$ 225. $\frac{1}{226}$ 226. $\frac{1}{227}$ 227. $\frac{1}{228}$ 228. $\frac{1}{229}$ 229. $\frac{1}{230}$ 230. $\frac{1}{231}$ 231. $\frac{1}{232}$ 232. $\frac{1}{233}$ 233. $\frac{1}{234}$ 234. $\frac{1}{235}$ 235. $\frac{1}{236}$ 236. $\frac{1}{237}$ 237. $\frac{1}{238}$ 238. $\frac{1}{239}$ 239. $\frac{1}{240}$ 240.

[Handwritten signature]

LEAGUE

100

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|--|---|--|---|--|--|--|
| 3 L'arrivée de troupes américaines au Honduras.
5 Le conflit entre l'Irak et l'Iran.
6 Afrique du Sud : le sursis des six de Sharpeville.
7 Irlande du Nord : un nouveau enterrement s'est déroulé sans incident à Belfast. | 8 La primaire dans la majorité.
9 La campagne des oppositions.
10 Le feuilleton du septennat.
2 DÉBATS : « Centrales nucléaires : l'image et la confiance », par Jacques Dominati. | 13 La baisse de la criminalité et de la délinquance a été de 3,74 % en 1987.
— Inculpation de Françoise Sagan à Lyon.
14 La notation des professeurs : un projet de M. Monory.
26 SPORTS : carton jaune pour le Loto sportif. | 20 Théâtre : Daisy, de José Saramago ; Docteur Ragaine, d'après Tchekhov ; le Chat botté, de Ludwig Tieck.
21 Musique : la Freischütz, de Weber, au Châtelet.
11 Communication : la grève des artistes de télévision. | 27 Le commerce extérieur américain.
28 Quatorzième congrès de la Cisl à Melbourn.
29 M. Guillaume et l'enquête de la FNSEA.
30-31 Marchés financiers. | Abonnements 2
Annonces classées 25
Campus 24
Cartes 25
Jeux, Mots croisés 18
Loto 24
Météorologie 24
Philatélie 24
Radio-télévision 23 | ● Election présidentielle : J-37, ELEC
● Tous les sondages... Telo
● Jeux avec le Monde. JEUX
Actualité, International, Bourse, Abonnements, Campus, FNAIM.
3615 Taper LEMONDE |

La rencontre des ministres soviétique et américain à Berne

Le général Jazov n'a pas convaincu M. Carlucci d'un changement dans la doctrine de défense de Moscou

BERNE
de notre correspondant

Le chef du département militaire fédéral, M. Arnold Koller, était peut-être allé un peu vite en besogne en qualifiant d'« historique » à la télévision soviétique la rencontre entre les ministres de la défense des États-Unis et de l'URSS, qui s'est achevée, jeudi 17 mars, à Berne. L'important, a indiqué au cours d'une conférence de presse le secrétaire américain à la défense, M. Carlucci, ce n'est pas tant ce qui est sorti de cette rencontre que le fait qu'elle ait eu lieu. Le général Jazov, de son côté, estimé que la rencontre avait contribué à « une meilleure compréhension mutuelle ». Le ministre soviétique n'a cependant pu convaincre ni son homologue américain ni la presse qu'une nouvelle doctrine militaire soviétique purement défensive avait vu le jour.

Les deux ministres ont procédé à un vaste tour d'horizon portant notamment sur le désarmement. Ils ont cependant tenu à préciser qu'ils n'entendaient pas se substituer aux négociateurs ni aux ministres des affaires étrangères qui se retrouveront la semaine prochaine à Washington. Parmi les questions évoquées : la procédure de vérification du traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire ; l'évolution des négociations sur la réduction des arsenaux stratégiques (START) ou encore le champ d'application du traité de 1972 sur les missiles antibalistiques (ABM).

La réunion de Berne se proposait également d'examiner les moyens d'éviter les incidents militaires comme celui qui, le mois dernier, a opposé des navires soviétique et américain en mer Noire. À ce propos, il a été simplement convenu de confier aux chefs d'état-major, l'amiral James Crowe et le maréchal Sergueï Akhromeev, qui se rencontreront prochainement à Washington, le soin de poser les jalons d'un « forum commun » pour prévenir ou régler pareils incidents.

La rencontre de Berne devait être enfin l'occasion pour le général Jazov d'expliquer la nouvelle doctrine défensive de Moscou, qui se fonde sur le concept de « suffisance militaire ». Notre compréhension du principe de la suffisance, a-t-il déclaré au cours de sa conférence de presse, inclut, outre

137 morts dans la chute d'un Boeing-727 de la compagnie colombienne Avianca

Un Boeing-727 de la compagnie colombienne Avianca s'est écrasé, le 17 mars, près de la frontière avec le Venezuela, avec 131 passagers et 6 membres d'équipage à son bord. Il n'y aurait aucun survivant.

L'appareil, qui avait décollé de l'aéroport de Cucuta pour Barranquilla, a percé la cordillère à 2 500 mètres d'altitude et explosé. La tour de contrôle avait perdu le contact avec l'équipage trois minutes après le décollage. Parmi les victimes figurent deux équipes de football de la compagnie nationale Ecole Petrolé et l'évêque auxiliaire de Tibu. (AFP, UPI, AP.)

Révélation du président des Têtes Raides

ENFIN UN "RAIDER" DANS LA DECORATION!

Il faut toute l'audace, toutes les relations internationales, toute l'habileté d'un "raider" pour pouvoir vous offrir ce que les femmes veulent : la décoration, toutes les décorations, aux prix qui vous conviennent.

Les femmes exigent la création, l'originalité, la qualité. Elles refusent les étiquettes insensées et la banalité. Donnez leur l'originalité. L'originalité. Publique de Vente sur les valeurs de la décoration : des milliers de mètres de chintz, de satins imprimés, d'unis, de jacquards à des prix "Raider".

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

le caractère défensif de la doctrine militaire, la parité et la sécurité égale, le changement du caractère de l'activité militaire de la structure des forces armées et de leur équipement, ainsi que la réduction obligatoire des armements et des forces armées et un contrôle rigoureux. Toutes ces questions ne sont pas faciles ; cependant on peut les résoudre sur la base de l'égalité.

À l'évidence, M. Jazov n'a pas réussi à convaincre son interlocuteur américain : « Je ne vois pas de différence entre la doctrine « défensive » soviétique et celle, « défensive », de Leonid Brejnev », a perplexe M. Carlucci. Sceptique quant aux conséquences pratiques de cette « nouvelle doctrine », le secrétaire américain à la défense a estimé que, pour l'instant du moins, rien ne justifiait « une modification des programmes de l'OTAN ».

JEAN-CLAUDE BURRER.

Pour 2,6 milliards de dollars

Le japonais Bridgestone l'emporte sur Pirelli pour le rachat de Firestone

En un sec communiqué de quatre lignes publié vendredi 18 mars en fin de matinée, la société Pirelli de Milan a fait savoir qu'elle renonçait à relancer l'OPA engagée par ses soins le 7 mars dernier en vue de racheter le numéro deux américain du pneumatique Firestone, avec l'appui de la firme française Michelin. La contre-proposition formulée par le japonais Bridgestone (80 dollars l'action contre les 58 offerts par l'italien) est apparue à Rome comme disproportionnée par rapport à la valeur réelle de Firestone, et en tout état de cause hors de portée.

Le numéro un japonais des pneumatiques, a annoncé en effet, le 18 mars à Tokyo, avoir conclu un nouvel accord avec Firestone pour le rachat, de la totalité du capital et des actifs de ce groupe.

Cette nouvelle offre — qui sera lancée le 21 mars — représente une surenchère considérable par rapport au précédent protocole signé le 16 février (le Monde du 18 février)

pour le rachat de 75 % de la seule division pneumatique de Firestone pour 1 milliard de dollars. Le changement vers un accord de fusion est intervenu en raison de la tentative d'acquisition non sollicitée de Firestone lancée le 7 mars par Pirelli, indique le communiqué de Bridgestone.

En prenant le contrôle de Firestone, Bridgestone consoliderait sa place de numéro trois mondial, avec 16 % de part du marché (contre 9 % actuellement), comblant une bonne partie de l'écart qui le sépare des deux premiers, l'américain Goodyear (19 % du marché mondial) et Michelin (18 %). C'est ce que voulait éviter Pirelli, numéro deux européen, mais sixième mondial (6 %), et Michelin, qui avait apporté son appui à l'italien en s'engageant à racheter certains actifs de Firestone, notamment les usines brésiliennes et le réseau de centres automobiles Master Care.

L'élection municipale partielle de Bolbec

Une « première » après la redistribution des cartes à gauche

Qui va prendre la succession du communiste Paul Belhache à la mairie de Bolbec ? Un an avant les élections municipales générales, cette commune de treize mille habitants de la Seine-Maritime va offrir, le dimanche 20 mars, pour la première fois, une photographie des rapports entre les différentes composantes de la gauche. Une première. Ils sont mauvais.

En dix ans, les partenaires sont passés de l'amour euphorique au ménage à trois. Triomphe en 1977 : la liste d'union de la gauche ravit l'hôtel de ville, dès le premier tour, à la droite. Suspicion en 1983 : les socialistes imposent une primaire aux communistes et font cause commune au second tour avec le maire sortant, Paul Belhache. Éclatement en 1988 : trois listes se partagent les faveurs des électeurs de gauche ; elles rassemblent, en principe, 60 % des voix à trois. Cette division est une bonne affaire pour la liste RPR-UDF, dite « Une équipe pour changer Bolbec », qui va conduire le docteur Antoine Montier. La liste « Ensemble pour Bolbec », présentée par le PS s'oppose à celle, « Union démocratique pour Bolbec », soutenue par le PCF, à celle qui émane du comité local de soutien à M. Pierre Juquin, qui voit « Bolbec autrement ».

Malade depuis plusieurs mois, Paul Belhache meurt en février. Sa succession se révèle rapidement un casse-tête. Les communistes affirment vouloir reconduire les accords de 1983, tout en ne présentant pas le premier adjoint communiste au poste de maire, conformément à son vœu, mais M. Michel Havard, un conseiller municipal sans carte du PCF, conseiller général du canton et « successeur » potentiel du maire, le socialiste Pierre Roussel revendique le poste de premier adjoint.

Tout cela serait bien simple si les communistes n'avaient pas alternativement proposé aux socialistes d'élire le premier adjoint communiste ou d'élire le premier adjoint socialiste. Les socialistes ont refusé les deux propositions. Les communistes ont refusé la première. Le PCF, le PS n'a pas marché. Ses conseillers ont démissionné en bloc.

Les « renovateurs », qui n'en demandaient pas tant, ont foncé dans la brèche en constituant une liste où dix-sept femmes font la pige à seize hommes. Du Juquin pur sucre. Seuls les communistes, qui disent avoir attendu jusqu'au bout, « une liste d'union », se seraient bien passés de cette consultation précoce. Des neuf adjoints de la liste sortante, ils n'en ont récupéré qu'un seul. Trois anciens « camarades », le docteur Sylvain Vire, M^{me} Chantal Lepage et M. François Tranchard, qui ne sont plus au parti depuis 1979, mais figuraient tout de même sur la liste du PCF en 1983 et occupaient des postes d'adjoint, dirigent aujourd'hui la liste du comité Juquin. Un autre adjoint communiste a préféré se mettre en congé de conseil municipal. Quant aux socialistes, ils repartent avec leurs quatre adjoints sortants.

M. GEORGES MARCHAIS invité du «Grand Jury-RTL-le Monde»

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury-RTL-le Monde», dimanche 20 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député du Val-de-Marne, qui fut en 1981 candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, répondra aux questions d'André Fassin et de l'animateur, de l'émission, de Dominique Juquin et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Defraix.

A nos lecteurs

Des perturbations dans la distribution de la presse sont à l'origine des difficultés rencontrées par les lecteurs de certaines régions en France et à l'étranger pour se procurer le Monde dans des conditions normales. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

M. Laurent Fabius, député de ce département, est venu tenir meeting dans la ville, le 15 mars. M. Juquin est passé le lendemain. Les communistes, pour leur part, s'efforcent de l'attention que suscite cette consultation — uniquement locale —.

Le chien dans le jeu de quilles
M. Marc Lapert, conseiller sortant et militant communiste de Renault, manifeste ses craintes face à une droite qui a « des ambitions dès le premier tour », car elle a « une liste redoutable ». Il désigne les coupables « Juquistes facteurs de division ». Il soupçonne fort ces trois sous-maîtres d'avoir des cartes du PS. Mais ce n'est qu'un soupçon, évidemment ! M. Lapert est convaincu que « ceux qui ont brisé l'union vont le payer ».

EN BREF

● Suicide à Fleury-Mérogis. — Un détenu marocain âgé de dix-neuf ans, Khalid Boujidi, incarcéré au centre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis, s'est donné la mort, lundi 14 mars, au « mitard », en se pendait aux barreaux avec sa chemise. Condamné pour vol à cinq mois de prison par la 23^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, le jeune homme avait été placé au « mitard » après plusieurs altercations qu'il avait eues avec les gardiens. Il avait déjà tenté de s'ouvrir les veines le 12 mars. Le parquet d'Evry (Seine-et-Marne) a ouvert une information « pour recherche des causes de la mort ».

● Mise en liberté de deux Italiens réclamés par leur pays. — La chambre d'accusation de Paris a fait droit le 16 mars à la demande de mise en liberté de Roberto Geminiani et Paolo Azzaroni, qui sont sous « écrou extraditionnel » en France, le premier depuis quatorze mois, le second depuis sept mois. Réclamés par leur pays pour des faits de terrorisme remontant aux années 1976-

Douce droguée

Il est vraiment super, mon Jacquot. Moi, je suis apaisée devant, écarlée d'admiration. C'est Tarzan et Pasque, c'est Sheeta, sa guenon, ils sont vraiment ferts, ces mecs-là. Vous n'imaginez pas le mal qu'ils se sont donné pour arriver à se procurer le carnet d'adresses du Tout-Paris de la drogue. Remarquez, ils auraient pu me le demander, je dois en avoir un qui traîne quelque part. De toutes façons faut le remettre à jour après chaque dîner en ville. Les noms restent, mais les doses changent. Ou les produits.

Ah, ce choc quand on a appris qu'ils avaient enfin mis la main dessus ! Ça allait faire bobo, ça, toutes ces stars du show-biz, de la presse et des médias traînés en justice, poussés, menottés au poing, dans le box des accusés, traités comme n'importe quel petit camé qui se pique d'une main tremblante dans la chiotte pour d'un froquet sorde. Vous imaginez un peu ? On attendait, haletants, épuisés, trottés par tant d'audace et de

courage que s'étale à la une des journaux le beau finge sale des grands de ce monde. Moi, je vous le disais pas, je voulais vous réserver la surprise, mais j'en dormais plus. Le suspense devenait intolérable. Et puis là, hier soir, je tirote ma télécommande, mon écran s'allume et je retombe sur mon campé, foudroyé par la stupeur et l'émotion. Qui c'est qu'ils ont choisi d'inculper ? La plus redoutable, la plus puissante, des faiseuses d'opinion, la plus sounoise aussi parce que personne, vraiment personne n'aurait pu penser un seul instant qu'elle puisse picoler du sniffer. Sagan !

Où la touche, l'adorable, la désarmante Françoise Sagan eh ben ! c'est l'ennemi public numéro un. Elle n'a que ce qu'elle mérite. Ça lui apprendra, la garce, à jouer les groupes de men mirri. Et que ce vous serve de leçon aussi. Vous n'allez quand même pas vous laisser influencer par une pauvre droguée.

CLAUDE SARRAUTE.

L'embellie actuelle dissimule l'aggravation de notre retard estime le député bariste Bruno Durieux

Les Français n'ont pas conscience de l'enjeu économique et social des élections, car le président de la République broie les cartes et les broie d'autant plus facilement que la France bénéficie actuellement d'une embellie conjoncturelle. Telle est, en substance, l'analyse qu'a développée le 18 mars, devant la presse, M. Bruno Durieux, député bariste du Nord.

Reconnaissant que « la conjoncture économique s'est améliorée au cours des derniers mois », la production industrielle a sensiblement progressé, les exportations se sont redressées, la consommation des ménages a été soutenue, l'exécution budgétaire meilleure que prévu, M. Durieux a souligné le fait que tous les pays industrialisés avaient bénéficié d'une amélioration de leur situation plus nette que la nôtre.

En d'autres termes, le député bariste estime que l'embellie actuelle dissimule la réalité : le retard de la France sur les grands pays industrialisés ne se résorbe pas et continue même de s'aggraver. Sauf sur un point : l'inflation et les coûts salariaux, dont le ralentissement constitue un succès incontestable.

● Grève surprise à Paris-Austerlitz. — Une grève surprise perturbe depuis 11 heures, le vendredi 18 mars, le trafic sur la ligne du RER, et des perturbations devraient avoir lieu dans l'après-midi sur les grandes lignes au départ de Paris-Austerlitz. Car arrêt de travail sans préavis a été décidé par les syndicats CGT, CFDT et FOAAG (agents de conduite autonome), et pour protester, précise la CGT, contre les sanctions prises contre un militant CGT d'Ivry-sur-Seine.

● Coupe d'Europe de football : Marseille-Ajax d'Amsterdam. — L'Olympique de Marseille rencontrera l'Ajax d'Amsterdam en demi-finale de la Coupe des vainqueurs de Coupes. Le match aura lieu le 6 avril à Marseille et le match retour le 20 avril à Amsterdam. L'autre demi-finale opposera le FC Malines (Belgique) à l'Atalanta Bergame (Italie).

(Publicité)

SOYEZ HOMME... DU MONDE

À l'élégance des manières, à la courtoisie et à la bonne éducation, ajouter le raffinement vestimentaire sans pour autant devenir un dandy... S'avoir s'habiller, c'est d'abord savoir se regarder dans le miroir, d'avant que les conseils de l'autre, surtout s'il est un spécialiste de la mode masculine.

À LA VOGUE, on saura vous montrer des costumes griffés réalisés dans un tissu de première qualité, de luxe, des chemises, des cravates, et surtout des matières, des coupes et des coloris qui conviendront à votre look.

La gamme de prix permet de s'investir qu'un budget raisonnable, d'avant que les lecteurs du Monde ont droit aux retouches gratuites.

LA VOGUE, 38, bd des Italiens (près Opéra) et Centre commercial Vercy-II

A C D E F G H

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE

Une année de septembre 88 à juin 89. Débuts et avances de 18 à 40 ans — Clôture 25 mai — Doc. contre 3 timbres
CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

ABANO TERME

Des vacances pour une remise en forme
HOTEL TERME MILANO
Tel. 1939/49/669444, Viale delle Terme, 169
HOTEL TERME BOLOGNA
Tel. 1939/49/669499, Via Fiacco, 29

1-35031 ABANO TERME (PD) - 35031 BOLOGNA (BO) - 35031 BOLOGNA (BO)
Deux hôtels situés au centre d'Abano T., muni de tout confort moderne : chambres avec salle de bains, balcon, 4 piscines (couvertes et en plein air) avec eau thermale, court de tennis, parking privé, établissement de cure relié aux étages, infirmerie, restaurant, bar, discothèque, etc. Le traitement thermal est indiqué dans les cas suivants : arthroses, séquelles de rhumatisme articulaire aigu, névralgies, sciatiques, névrites, myalgies, séquelles de luxations, de fractures, etc.

Pour un séjour de 10 jours avec 10 cures : Basse saison FF. 5250 Haute saison FF. 5800
HOTEL MILANO HOTEL BOLOGNA
Réglement et réservation direct aux hôtels ou dans les Bureaux de Voyages CIT et Donato

ODOUL Garde-meubles

42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Le Monde sur minitel

BOURSE :

Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE